40e Année. N° 21.

NOV 28 1933
PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

1ER NOVEMBRE 1933

		Pages.
Georges Duhamel	*Le Jardin des Bêtes sauvages.* — I.	5
Comte de Fels	*Le Remède au Mal financier*	33
Edmond Delage	*La Guerre sous les Mers.* — II	47
Fernand Baldensperger	*Alfred de Vigny et « Michel Servet ».*	77
Jules Bertaut	*Bureaucrates de Jadis*	89
Michel de Pourichkevitch	*Le Loup-Colonel.* — III	108
P. Lecomte du Noüy	*Le Vieillissement*	135
René Maran	*Le Livre de la Brousse* (fin)	152
Wladimir d'Ormesson	*La Crise de Genève et l'Allemagne.*	185
Constantin Photiadès	*La Musique : Réouverture*	196
A. Albert-Petit	*L'Histoire*	208
Albert Flament	*Le Salon de l'Europe.*	224

Copyright 1933 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement :*

Madame de Krüdener

par ABEL HERMANT,
de l'Académie française

Les Destinées sentimentales

par JACQUES CHARDONNE

A Jean de la Bruyère

par JULIEN BENDA

Dans l'intimité de François-Joseph

(SOUVENIRS DE LA PRINCESSE FUGGER)

L'Œuvre du Comte de Fels

par RENÉ GILLOUIN

Signification du Déficit

par ED. GISCARD D'ESTAING

Les Collections de Sculptures modernes du Musée du Louvre

par PAUL VITRY

General
Taulow

LE JARDIN DES BÊTES SAUVAGES

> C'était vraiment un homme du XIXe siècle, de ce siècle qui n'a pas voulu douter du savoir souverain, de ce siècle qui a fait la sourde oreille aux avertissements de Schopenhauer et s'est plu tenacement à confondre science et sagesse.
>
> LAURENT PASQUIER (*Le Notaire du Havre*).

I

REMARQUES SUR CERTAINS ANIMAUX MARINS. APPROCHE DU RENOUVEAU. JUSTIN WEILL, OU LA VERTU JUIVE. PROPOS SUR LA RÉDEMPTION DU MONDE ET LA PURETÉ DES MŒURS. PREMIÈRES CLARTÉS SUR L'AVENIR DE LA SCIENCE.

Exilés du sable natal, captifs dans quelque aquarium de verre, au fond d'un laboratoire, les convoluta, petits animaux du littoral, continuent, par l'effet d'un avertissement secret, d'obéir au rythme des marées, de descendre à l'heure du flot, de monter quand le jusant découvre les côtes lointaines.

Les mouvements de cette humble nostalgie m'ont fait souvent songer au sort des enfants parisiens qui ne savent presque rien de la marche des saisons, mais la pressentent, mais l'imaginent à l'odeur des averses, à la couleur des nuées, à la flèche de lumière qui, chaque jour, descend plus bas dans le recoin de la cour, au verdoiement d'une feuille d'herbe solitaire, jaillie toute droite entre deux dalles de granit, à la fuite des rayons dans le maquis des cheminées, aux muets

1er Novembre 1933.

élans de la plante domestique dont toutes les feuilles se tournent avec adoration vers la fenêtre.

L'adolescent que j'étais, au début de ma quinzième année, ne se jugeait pas, que je le dise, trop cruellement retranché de la nature. Nous avions passé les vacances de Pâques à Paris, pour des raisons qu'on ne tardera pas à comprendre; mais je possédais, par échappées, le Jardin des Plantes, ses plates-bandes complantées d'étiquettes, ses teigneuses pelouses d'hiver, ses pavillons délabrés au front desquels tremble le lierre, et, par bouffées suffocantes, les serres chaudes à l'odeur de bain public. Je voyais même, par-dessus les grilles et les pavillons boiteux, les platanes de la Halle aux vins. Pourtant, mon témoin familier du sol et de la vie végétale, c'est ailleurs que je l'avais élu. Je passais quatre fois par jour, rue Clovis, au pied d'une grosse butte de terre enclavée dans les masures comme un nœud de forêt sauvage : une pente noire, couverte d'arbres et de buissons, une vraie colline prisonnière qui s'épaulait à l'est sur un pesant débris de l'enceinte construite par Philippe-Auguste et qui, partie au ras du trottoir, s'enlevait roidement vers le ciel. — La muraille de Philippe-Auguste se voit encore aujourd'hui, ruine épaisse et sans beauté; quant au bouquet de forêt sauvage, il a capitulé devant des bâtisses dévorantes. Que sa senteur fugitive, que sa bouffée de verdure, que son refuge de rêverie reçoivent, pour la dernière fois, mon salut reconnaissant.

C'est là que j'épiais le printemps, là que, quatre fois la journée, je lui dédiais au passage un hymne de muette allégresse.

Dès qu'elle a croisé la rue Descartes, à l'enseigne philosophique, la rue Clovis, au nom guerrier, s'engage dans la descente. Elle part bien, elle mériterait une longue carrière; mais, après le premier virage, Clovis, inexplicablement, cède le pas au Cardinal Lemoine. En eux bonds, ce prélat conduit le passant jusqu'au fond du val de Seine.

L'altitude est un bien. J'entends ce mot au sens paysan : c'est une possession, une propriété. C'est de la force en réserve, une richesse que l'homme prudent ne dilapide pas à la légère. Parvenu sur le trottoir de l'École polytechnique, j'hésitais toujours une seconde avant d'abandonner ma petite

fortune d'altitude, avant de choir à la pauvreté des plaines. Cet arrêt bien marqué, je consultais de l'œil Justin Weill et disais ou, parfois, pensais seulement : « On y va? »

L'infime question posée, Justin ne répondait pas toujours. L'économie de sa vie ne ressemblait guère à la mienne. Il était encore tout chaud du lycée et de nos querelles. Ses oreilles épanouies, mobiles, détachées du crâne, ses oreilles allumées par une dernière bouffée de colère, interrogeaient le vent, comme font celles des chevaux. Ses larges yeux, visités de lueurs intelligentes, s'élargissaient encore pour suivre le vol d'une idée, l'explosion d'une image, la course d'un mot. Ses narines commençaient de battre avec force.

Ce jour-là, comme je restais sur un pied, Justin Weill répondit quand même, d'un air préoccupé : « Oui, descendons. » Et, tout de suite, il se prit à rire. Il écartait déjà ses lèvres toutes luisantes d'éloquence.

— Cette fois, — dis-je, — c'est enfin le printemps. Des feuilles! De vraies feuilles!

Nous passions devant mon asile de forêt sauvage. Une odeur de végétation en ruisselait, comme d'une source fluette, jusque sur la chaussée. Je respirais ce message avec dévotion. L'hiver de 1894-95 avait été exceptionnellement maussade et pénible. Les gens de ma sorte, exaspérés d'une si longue attente, insultaient depuis des semaines aux lenteurs du ciel.

Comme s'il eût voulu mettre un terme à mes effusions, Justin fit entendre un « oui » bref et indifférent. Et, tout de suite, jugeant sans doute qu'il m'avait suffisamment fait écho, mon compagnon revint à sa querelle, à sa rougeur, à son tourment :

— Que disait Lyon-Després au censeur? Réponds, Laurent. Que disait-il, pendant la fin du dessin?

— Oh! — répondis-je, l'épaule vague, — si tu crois que j'écoute les sottises de Lyon-Després.

Justin s'arrêta net avec un trépignement puéril. Nous venions de nous engager sur la pente du Cardinal Lemoine. J'étais en avance d'un pas ou deux. Je me retournai vers mon camarade et le regardai tout à mon aise. Il était de petite stature. Il avait, comme moi, plus de quatorze ans, mais il paraissait beaucoup plus jeune. Il portait encore des culottes

courtes, une vareuse croisée, une casquette d'uniforme. Il tenait son cartable à deux mains, contre ses reins, de façon désinvolte et enfantine. La voix était en pleine mue, avec, de temps en temps, des sonorités ronflantes dont Justin profitait pour tirer quelque effet théâtral, car il admirait et imitait à la perfection plusieurs comédiens illustres. Sous une tignasse flambante, le visage au teint transparent brillait d'intelligence et de passion.

Pour moi, un peu plus grand que Justin, sans être de taille élevée, j'avais l'air d'un jeune homme, et j'usais les pantalons de mon frère Ferdinand. J'avais la voix grave, déjà formée, un parler plus circonspect et, d'ailleurs, les idées moins promptes.

Justin me poussa, du doigt, contre le mur de l'École polytechnique.

— Ce que Lyon-Després a dit, eh bien, moi, je le sais : moi qui n'étais pas, comme toi, tout près de lui. J'ai deviné, deviné. Il a dit : « Regardez-moi donc ce sale juif! »

— Eh bien, tu n'y es pas, — répondis-je en riant. — Lyon-Després a dit...

Justin trépignait de rage.

— Sale juif... Sale juif... Oh! rien qu'à leur façon d'avancer les lèvres, rien qu'à leur façon de sourire, je comprends qu'ils parlent des juifs, je devine qu'ils parlent de moi. Mais Lyon-Després, Laurent! C'est monstrueux!

— Justin, tu m'agaces. Lyon-Després a dit au censeur en te désignant du menton, il a dit exactement : « Extraordinaire, le petit juif! Il est extraordinaire. »

Justin devint soudain tout pâle. Il hocha doucement la tête et se reprit à marcher.

— Tu sais, — fit-il, — que Lyon-Després est juif. Un juif pur, mais un juif honteux. L'espèce que j'abomine. Il est Després par sa femme. Je te demande un peu! Non, mais comment appeler une lâcheté de cette espèce? Alors, pour faire oublier sa mauvaise juiverie, il parle de moi, Justin Weill, en souriant. Il dit : « Le petit juif... » Car il est quand même fier de moi, le lâche. Petit juif! Laurent, que je vive seulement, et c'est un grand juif que je deviendrai, un véritable grand juif.

Pour rejeter sa casquette en arrière, il lâcha des deux mains son cartable qui tomba sur le trottoir avec une détonation.

— Rappelle-toi ce que je te dis, — reprit-il d'un accent légèrement dramatique. — Un grand! Un grand! Ou rien.

Nous arrivions au carrefour de la rue Monge. A quel point le Paris de ce temps-là pouvait être ample, spacieux, libre, voilà ce que ne comprendront jamais les enfants d'un siècle encombré, d'un siècle où toute place est encore trop chiche pour les ébats de la vitesse. Je le répète, même en ses parties les moins pompeuses, Paris offrait alors au promeneur, au passant, des voies et des carrefours que les masses en mouvement n'arrivaient pas souvent à rendre inaccessibles.

— On prend la rue des Boulangers? — fis-je, pour ramener Justin aux soins de l'itinéraire.

Il respira fortement en secouant la tête de manière à me faire entendre que la rue des Boulangers lui semblait une rue bien médiocre pour un futur grand juif :

— Non, — dit-il, — faisons un détour. Viens, nous avons le temps.

Il se prit à sourire avec une grâce inquiète et poursuivit, la voix soudain chancelante :

— « Il est extraordinaire... » Extraordinaire! Toi, Laurent, qui es mon ami, trouves-tu vraiment que je sois extraordinaire?

Je nourrissais, pour Justin, une admiration fougueuse, intempérante certains jours, et le plus souvent récompensée, car Justin, âme exaltée, m'en vouait une semblable, encore que plus loquace.

— Oh! — dis-je avec une ferme conviction, — qui pourrait-on te comparer? Cherche dans tout le grand lycée.

— Si, Laurent, — répondit Justin avec une courtoisie parfaite. — Si, toi, Laurent.

Il ajouta, dans un sourire :

— Mais toi, tu n'es pas juif.

Je cherchais encore la formule susceptible d'exprimer mon regret sincère de n'être pas juif quand Justin reprit avec flamme :

— Vous autres, chrétiens, vous ne pouvez pas mesurer votre misère. Vous êtes des gens sans espoir. Si, Laurent,

comprends bien : pour vous, le messie est venu. C'est fini, à tout jamais fini, car il ne viendra pas deux fois. Mais pour nous, Laurent, quel rêve! Quel avenir! Je me demande si tu peux comprendre ce que je veux dire. Attendre le messie, c'est quelque chose, Laurent, c'est magnifique. Mais le plus beau, mais le plus étonnant...

Il écrasa d'un coup de poing sa casquette sur son front qui était large, blanc, bellement sculpté, puis il se mit à cligner de l'œil :

— Le plus beau, c'est de se dire que le messie...

Il attendait, riant à des vols d'anges, la bouche si pleine de salive qu'il en laissa partir une goutte au fil du vent. Et, soudain, avec une indicible gravité :

— Le messie, c'est peut-être moi.

Je me sentis parcouru par un frisson d'enthousiasme.

— Le messie!

— Oui, — reprit-il majestueusement. — Puisqu'il n'est pas encore venu et puisqu'il doit venir, il n'y a aucune opposition à ce que moi, Justin Weill, fils de Simon Weill...

Il se caressait rêveusement le menton.

— Oh! je sais bien, — poursuivit-il plus bas, — tous les petits juifs de mon espèce ont, au moins un matin de leur vie... S'ils n'y ont pas pensé, c'est que ce sont des traîtres ou des pauvres d'esprit. Un matin! C'est surtout le matin que cette idée me tourmente. Seulement, pour moi, ce n'est pas simple.

Justin Weill fit quelques pas en silence et, soudain, me considérant d'un œil tragique :

— Est-ce que tu es pur, toi?

Comme j'hésitais à répondre, non que je fisse erreur sur le sens de la question, mais par pudeur, il affermit sa voix :

— C'est grave, Laurent. Comprends-moi bien : est-ce que tu es pur?

— Non, — répondis-je dans un souffle.

Justin s'exclama furieusement :

— Eh bien, moi non plus! C'est incroyable. Moi non plus.

Nous fîmes encore quelques pas et Justin répétait, l'air soucieux : « Moi non plus. »

Comme je ne disais rien et qu'il avait encore le cœur plein, il ajouta :

— Ce n'est pas tant l'histoire de regarder les femmes. Chez nous autres, on peut être sauvé malgré les femmes. Un rabbin peut avoir une femme. Un prophète même peut avoir une femme. Non! C'est une chose... une chose qui n'est pas possible pour un messie, enfin qui ne me semble pas possible. Le messie! voyons! le messie...

Il se tut et rougit bravement.

Le silence dura plusieurs minutes, ce qui, pour nous en ce temps-là, semblait une éternité. Comme Justin se taisait toujours, je soufflai, l'air résolu :

— Ça m'est égal de ne pas être pur.

— Pourquoi? — fit Justin en me lançant un regard en même temps naïf et interrogateur.

Je hochai les épaules. Pouvais-je, même à Justin, expliquer comment j'avais, non sans désespoir, pris mon parti de n'être pas pur, à la condition, toutefois, qu'il y eût des êtres purs dans le monde. Et, de cela, je ne pouvais douter, car il me suffisait de jeter les yeux autour de moi pour être pleinement rassuré.

Comme s'il eût suivi les détours de ma pensée, Justin dit encore :

— Des âmes pures, tu en connais?

Je fis un imperceptible signe de tête auquel Justin Weill répondit par un adverbe :

— Effectivement.

Puis, avec une courtoisie bien disante et qui sentait un peu la scène, il ajouta :

— Peut-être t'ai-je blessé, Pasquier, toi qui es chrétien?

— Non, tu ne m'as pas blessé.

— Crois-moi, — reprit-il avec l'air de me donner un conseil précieux, — crois-moi : pour quelqu'un qui se propose de faire des choses considérables, il vaut mieux se dire — c'est mon oncle Jacob qui parle comme ça — il vaux mieux se dire que le monde n'est pas racheté, enfin, pas encore racheté.

— Mon père, — m'écriai-je avec cette flamme qui m'animait toujours quand je confessais les principes du clan, — mon père affirme que le monde sera racheté — il ne dit pas racheté, mon père, il ne dit même pas sauvé, il dit perfectionné, mais au fond c'est la même chose — eh bien, il explique

très bien que le monde sera racheté — si tu aimes mieux — par la science.

Depuis quelques minutes, Justin, sautelant sur un pied, poussait devant lui, le long du trottoir, comme au jeu de marelle, un petit éclat de pierre plate.

— Attends! — cria-t-il en retombant sur ses dix orteils. — Attends! La science, oui! C'est une tout autre affaire. Ton père, en un sens, a parfaitement raison. Ça dépend du point de vue. La science, Laurent! Tu sais que personne plus que moi ne respecte la science et le progrès.

Il affermit sa casquette, remonta son cartable d'un coup de rein et leva l'index vers le ciel. Jusqu'à la rue Guy-de-la-Brosse, nous devisâmes de la science.

II

PRÉSENTATION DE VALDEMAR HENNINGSEN. INQUIÉTUDE ET TROUBLE DE JUSTIN. BEAUTÉ DE MA SŒUR MUSICIENNE. CARACTÈRES PARTICULIERS DU RONDO EN LA MINEUR. GÉNÉROSITÉ DE MOZART. COLÈRE DE CÉCILE. PHILOSOPHIE MATERNELLE.

La rue Guy-de-la-Brosse, qui est encore un lieu fort calme, était alors un vase de pur silence provincial. Le soleil du soir venait toucher obliquement le front de notre maison et, comme à la prière de cette lueur mélancolique, un chant de piano s'exhalait d'une fenêtre entr'ouverte dans les hauteurs. Un chant plus délié qu'une vapeur d'encensoir et, comme elle aussi, fuyant, effarouché.

— Monte un instant, — dis-je à Justin Weill. — Cécile est au travail. Nous l'écouterons sans la déranger. C'est le fameux rondo, tu sais bien : celui que je fredonne tout le temps, même en classe, depuis huit jours.

Le visage de Justin devint soudain rose.

— Non, — dit-il, — non. Je ne voudrais déranger personne.

Je le saisis par le bras en riant. Il résistait pour la forme et, tout de suite, céda.

— Un instant, rien qu'une minute, — soupira-t-il, — pour entendre ton fameux rondo.

Nous étions déjà dans l'escalier. Nous montions en heurtant le fond des marches, à la manière des enfants.

— Chut! — dit Justin. — Montons plus doucement. Je ne veux pas gêner ta sœur. Je ne veux même pas qu'elle sache que je suis avec toi. La musique, c'est sacré.

— Sûrement, — fis-je en m'arrêtant sur un degré, — Cécile n'est pas seule.

— Comment le sais-tu?

— Je le reconnais à son jeu. Tant mieux, tu feras la connaissance de Valdo.

L'escalier était sombre, mais non à ce point qu'il me fût impossible d'apercevoir les traits de mon ami. Ces traits venaient soudainement de se rembrunir. Il hésita, s'arrêta, redescendit deux ou trois marches.

— Écoute, Laurent, je reviendrai une autre fois.

— Es-tu fou? Ta soirée est libre : tu me l'as dit en sortant du lycée.

Justin hésitait, une grimace boudeuse aux lèvres.

— Non, pas ce soir.

Mais il ne se résolvait point à la retraite et reprit, l'accent incisif :

— Quel est donc ce Valdo dont tu parles à tout propos?

— Je vais te le présenter à l'instant, ou, plutôt, je vais te présenter à lui.

— Pourquoi cette nuance? — gronda Justin rétif.

— L'âge, monsieur, l'âge! Valdo est notre aîné de cinq ou six ans. Valdemar Henningsen, seigneur danois qui ne connaît pas dix mots de danois. A part cela, parle convenablement quatre ou cinq langues européennes. A vécu partout, sauf au Danemark. Mère de nationalité indéfinissable, peut-être tout simplement française. Père Viking — dixit Valdemar — et d'ailleurs décédé, enfin, sorti du champ visuel. Vingt ans — c'est de Valdo que je parle — compositeur de musique. Homme extraordinaire. Présentement notre voisin. Habite avec sa mère un cinquième étage aménagé comme un atelier d'artiste. Professeur bénévole, surnuméraire, exceptionnel de ma sœur Cécile. Initiateur musical, monsieur, de votre

serviteur, Laurent Pasquier. Oh! je ne suis pas un ingrat. Valdemar est un garçon prodigieux.

Justin se mordait avec force la lèvre inférieure qu'il avait charnue et gonflée de sang. Il empoigna la rampe et fut saisi d'un frémissement dans lequel se mêlaient un trouble sincère et une certaine exagération comédienne. Je le connaissais bien et compris qu'il souffrait à sa façon : tout éloge d'autrui le soulevait d'une fureur jalouse qui demeurait d'ailleurs, à mon regard amical, une noble jalousie.

— Eh bien, — gronda-t-il, — va le rejoindre, ton Valdo! Grand bien vous fasse! Adieu, Laurent.

— Justin, — fis-je en l'empoignant par le bras et en le secouant avec vivacité, — Justin, tu n'es plus un enfant. Tu vas me faire le plaisir de monter saluer Cécile et, si Valdemar est là, tu te conduiras comme un gentilhomme.

Justin fourra dans sa poche, d'un geste tragi-comique, sa casquette de collégien et dit, l'air faussement accablé :

— C'est bien. J'obéis.

Nous déposâmes nos cartons et nos livres dans le petit vestibule obscur où brûlait nuit et jour une lampe Pigeon. De la salle à manger, venaient, en même temps, une rumeur de conversation et la voix, maintenant toute proche, du vieux piano.

— Dans ta chambre! — murmura Justin Weill en me tirant avec énergie par ma veste. — Dans ta chambre! Nous entendrons tout aussi bien et nous ne gênerons personne.

Je haussai les épaules et passai dans notre chambre. Elle était encombrée de deux lits. Dans l'un, le plus grand, je couchais d'ordinaire avec mon frère Ferdinand. Joseph couchait dans l'autre; mais, depuis le départ de Joseph au régiment, je dormais seul, avec délice, dans le petit lit de l'absent.

Ma chambre s'ouvrait directement dans la pièce qui servait de salle à manger, qui logeait alors ie plano et dans laquelle on dépliait, le soir, un lit pour ma sœur Cécile. Marchant avec une prudence exagérée sur la pointe de l'orteil, Justin vint s'asseoir près de la porte et légèrement en retrait. Si peu de bruit que nous ayons fait, l'oreille de la musicienne en fut quand même frappée.

— C'est toi, Laurent? — cria-t-elle soudain, tout geste suspendu. — C'est toi? Tu n'es pas seul?

— Non, — répondis-je. — Nous sommes montés tous deux Justin et moi, pour écouter mon rondo. Cécile, tu sais que ce rondo est mon rondo?

Cécile s'était retournée à demi. Elle fit, de la tête, un signe vif et gracieux.

— C'est Justin Weill! — cria-t-elle. — Oh! restez, restez Justin. Mais tant pis! car je ne suis pas contente de moi. N'écoutez pas, Justin. Ça ne vaut absolument rien.

— Permettez, — dis-je en faisant un pas dans la pièce. — Il faut maintenant que je présente à Valdo mon ami Weill. Justin, voici Valdemar Henningsen.

Justin fit un pas, le visage empourpré. Lui, si parfaitement à l'aise en toute circonstance, lui si fier et si vindicatif, il avait soudain l'air humble et embarrassé, honteux de ses culottes courtes, de sa petite stature, de son grand nez aux ailes remuantes, de ses cheveux rouges. Ses oreilles trop larges et trop écartées s'étaient éclairées d'incarnat. Il serra la main de Valdemar avec un geste qui manquait de chaleur et de simplicité.

— Vous aimez la musique? — demanda Valdemar.

Justin se redressa.

— Passionnément, — bredouilla-t-il. Et, comme s'il eût senti la vanité du mot, il reprit, d'une voix maîtrisée: — Beaucoup. Je veux dire beaucoup.

— Tant mieux, — dit Valdemar avec flegme. Et tout de suite il revint à la petite musicienne.

— Vous allez, — dit-il, — reprendre tout cela dès le début. Je ne vous arrêterai pas. Je ne vous dirai rien. Nous parlerons quand vous aurez fini. Allez, Cécile, et ne me faites pas souffrir, je vous en prie.

Cécile, toute droite, attendit une grande minute, comme si, d'instinct, elle eût senti le besoin d'une pause préalable, d'une belle marge de silence. Je la contemplais avec plaisir, avec admiration.

L'extraordinaire beauté, je devrais même dire la dramatique beauté de ma sœur Suzanne a, dans la suite des saisons, fait oublier celle de Cécile en son jeune temps. La beauté de

Suzanne était — est encore sans doute — pure, je veux bien dire sans mélange. L'émotion qu'elle faisait naître, pour complexe qu'elle fût, avait son principe souverain dans l'enchantement du regard. Mais la grâce de Cécile, elle est, dans mon souvenir, toute vibrante et, plus justement, je peux dire toute embaumée de musique. Cécile ressemblait à l'un des anges de Van Eyck, à celui dont on entrevoit le profil, à demi caché par les autres figures séraphiques, au dernier rang des chanteurs célestes. L'œil éclairé d'un large blanc nourri d'azur; le front bien construit, découvert; des bandeaux sombres, qui nous éloignent un peu du peintre flamand, des bandeaux finalement résolus en deux tresses vigoureuses; un nez droit, un peu hautain; une bouche d'un dessin puéril, avec sa lèvre supérieure courte, une bouche, pourtant, toujours prête à se refermer sur quelque pensée secrète; un col animé du plus gracieux élan. Est-ce là Cécile, toute Cécile? Oh! Que non pas! Ce que je ne saurais peindre, c'est la fierté de cette petite fille, son port de jeune Diane. Au point où je prends ce récit, ma sœur Cécile avait un peu plus de douze ans. Elle avait grandi très vite. Sa jupe trop courte dégageait des jambes nerveuses, élégantes. Elle se tenait toujours très droite, elle semblait toujours sur le point de relever un défi. Dans ce visage d'enfant, brûlait un regard attestant la maturité, l'autorité. Je la contemplais avec une ardente tendresse et je pensais, de minute en minute : « C'est une petite fille peut-être; mais c'est la plus belle des femmes, et c'est une grande artiste, et c'est ma sœur. »

Elle commença de jouer. C'était un rondo de Mozart, le rondo en la mineur, un « six-huit » assez lent, hésitant, presque indolent d'abord, avec de flexueuses flammes d'agilité, un rondo qu'on trouve, isolé, dans les recueils de pièces diverses. Après plus de trente-cinq années, que ce chant vagabond vienne à me traverser l'esprit, telle une pensée souffrante qui s'évertue vers l'azur, et me voilà tremblant d'amour comme aux jours de mon enfance.

Cécile donc se prit à jouer. Elle était devenue une virtuose extraordinaire, un monstre délicieux. Je dirai sans doute plus loin comment les choses et les hommes s'étaient concertés en vue de ce miracle. Puisque je suis au rondo, qu'au moins

je l'entende encore, tout entier, une fois encore, dans le recueillement du souvenir.

Valdemar était resté bien sage pendant la première partie du morceau et, comme il ne nous regardait guère, nous pouvions le considérer tout à notre aise. Il était grand, très frêle, corps et visage de haute finesse, avec, bizarrement greffés sur des jointures légères, de grands pieds, des mains osseuses, qu'on ne comprenait pas tout de suite, dont il semblait d'ailleurs un peu embarrassé, un peu irrité, comme de présents importuns venus d'un parent maladroit. Le visage, encadré d'une barbe vaporeuse, telle en portaient les jeunes gens de ce temps-là, eût été agréable aux yeux s'il fût resté plus serein; mais Valdemar accompagnait toutes ses pensées de grimaces expressives et parfaitement involontaires. Il avait de magnifiques cheveux blonds et bouclés. Son vêtement, de grosse laine claire, avait une élégance exotique assez remarquable dans une société comme la nôtre. Que je mentionne encore une cravate bleue à pois blancs qui tenait à la fois de l'artiste et de l'écolier. Il demeurait assis, dans une pose en même temps abandonnée et tendue : le genou fléchi dans ses doigts entrecroisés que la pression marbrait de blanc et de rouge. Il suivait le chant du piano avec une attention de toutes les fibres. Parfois, il laissait aller un peu la tête, puis la redressait et la secouait, d'un geste furieux.

Ce rondo en la mineur se prête à de grandes libertés de mouvement. Valdemar ne marquait pas un rythme rigoureux, ainsi que font maintes âmes simples facilement asservies aux forces élémentaires. Par une pression secrète, il semblait plutôt guider, escorter dans son essor la jeune voyageuse des sphères.

A l'instant où paraît la tonalité majeure, Valdemar se prit à marcher dans l'étroite pièce. Comme le vieux plancher gémissait un peu, le jeune homme aussitôt s'arrêta; tous les muscles de son corps et de son visage étaient en action : ils exprimaient tour à tour l'angoisse, le dépit ou la béatitude.

Les dernières notes envolées, le jeune homme enfonça les mains dans ses poches et commença de tourner autour de la table. Il ne regardait plus Cécile, il n'avait pas même l'air de percevoir notre présence. Il nous donnait le spectacle, qui ne

m'était pas encore familier, de ces êtres dont la musique est, en même temps, la nourriture et le poison. Il commença de parler. Il s'adressait non pas à nous, mais au concile des âmes présentes et futures.

— Vous avez entendu? Un esprit créateur ne peut pas faire plus généreux présent aux autres hommes. Comprenez : il nous donne tout! Il nous permet de croire que cette page que nous jouons, nous l'inventons en la jouant, et même que nous l'inventons en l'écoutant. Pas de plus grande charité. Qu'il est bon! Comme il est libéral! Je joue, et j'ai l'air d'improviser ce que je joue, de trouver les notes, une à une, les accents, les détours, les traits. Il me donne tout : l'œuvre et le secret de l'œuvre. Il consent pour une minute que son œuvre soit la mienne, que moi, Henningsen, je puisse m'en emparer comme de ma propre pensée, en faire ma propre pensée. Quelle magnificence! Ils ne sont pas nombreux, les héros qui ont de ces prodigalités. Ils gardent leur génie pour eux, jalousement. Ils nous y convient comme des pauvres à la table de Crésus. Lui, le Mozart, il nous prête son génie pour dix minutes, il nous prête son beau joujou d'enfant riche... Cécile, il me semble que vous avez inventé quelques mesures, par-ci, par-là. Et pourtant, c'est impossible. C'est peut-être moi qui ai inventé quelque chose avec mon oreille, avec mon cœur.

Le jeune homme se laissa choir sur une chaise et, délicatement, de ses grandes phalanges noueuses, il se mit à caresser les mains de Cécile. Il riait, maintenant; il avait l'air heureux, comblé.

— Cécile, mon enfant! C'est bien! Vous avez joué toute la page avec une parfaite candeur, une parfaite innocence. Écoutez, Cécile, comment finissez-vous ce trait?

Il avait poussé sa chaise devant le piano et s'efforçait de reprendre le trait. Il avait les doigts non pas inhabiles, mais lourds et, pour dire juste, insoumis. A deux ou trois reprises, il retraça le dessin mélodique avec fièvre, avec rudesse. Il finit par hausser les épaules, se leva de nouveau, vint vers nous. Il montrait un sourire amer.

— C'est injuste! — fit-il, haussant les épaules. — C'est injuste et même ridicule. La musique est une duperie, une

tombola. Je suis Henningsen! Un homme! J'ai vécu, j'ai souffert. J'ai voyagé. J'ai vu des gens mourir. Tout, tout! Je suis un artiste, moi! Cette page-là, je la comprends mieux que personne au monde. Ne riez pas! Mieux que Mozart, mieux que Dieu! Et je suis un pianiste misérable. Si je la joue, cette maudite page, si j'essaye de la jouer autrement qu'avec mon cœur, j'ai l'air d'un écolier qui ne sait pas même ce qu'il lit. Mais écoutez la petite fille! Écoutez la petite fée! Elle a l'air de tout comprendre. Elle n'a qu'à remuer les doigts et elle a l'air d'avoir une âme. Et pourtant, c'est un bébé qui ne comprend rien encore. Injustice! Injustice!

Il s'adressa soudain à moi, comme s'il eût aperçu ma personne véritable et non plus mon fantôme. Il répétait comiquement:

— Que dis-tu, Laurent, d'une telle injustice?

Je n'eus pas le temps de répondre. Cécile venait de se lever, toute droite, toute pâle et les sourcils en bataille.

— Je comprends tout cela mieux que vous, — cria-t-elle, — vous êtes un orgueilleux et un fou. Je vous déteste! Je vous déteste!

Elle se couvrit le visage de ses mains, se prit à sangloter, puis s'enfuit dans la chambre de nos parents et nous comprîmes, au bruit des clefs, qu'elle s'y enfermait.

Valdemar s'était jeté contre la porte. Plié en deux, il parlait devant le trou de la serrure :

— Cécile, — soufflait-il, — je me repens, je m'accuse. Je suis un sale orgueilleux. Cécile, c'était pour rire.

Il donna, de la paume, deux ou trois coups dans la porte, puis il vint vers nous, secouant la tête. Il ne pouvait contenir un étrange accent quasi-germanique.

— Je lui ferai des excuses. C'est une fée. C'est une personne magique. Vous partez? Mais pourquoi? Dans un quart d'heure, elle sera guérie et elle recommencera de jouer, je vous assure. Je la connais comme une mère connaît son enfant.

Justin s'était levé, le visage pourpre, l'œil sombre. Il bredouilla quelques paroles d'adieu, puis se tournant vers moi d'un air suppliant :

— Viens m'accompagner un peu, Laurent.

J'acquiesçai de la tête. Comme nous traversions le petit vestibule, maman entra. Elle avait, par grande gâterie, pris sur ses bras notre petite sœur Suzanne pour monter le long escalier, en sorte qu'elle était essoufflée. Elle posa l'enfant, se retint de respirer une seconde, comme pour écouter le cœur de la maison et dit :

— Qu'est-ce qu'il y a encore?

— Oh! — fis-je en haussant les épaules, — rien, absolument rien. Valdo s'est disputé avec Cécile, une fois de plus. Ils vont se raccommoder, le temps que j'accompagne Justin.

Maman secouait la tête de gauche à droite, les yeux au plafond.

— Oh! — murmura-t-elle. — Cette musique! Cette musique! Comme si on n'avait pas assez de soucis sans la musique.

III

ÉPANCHEMENTS. ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE FAMILIALE. RECONNAISSANCE A VALDEMAR. PAIX SUR LA MAISON. LE VISAGE DE MA MÈRE.

A peine dans la rue, Justin fit explosion :

— Il ne me plaît pas, — cria-t-il. — Pas du tout.

— Oh! — m'écriai-je, pour l'exciter un peu, car je l'aimais dans l'enthousiasme ou le courroux, — c'est pourtant le plus beau de tous les rondos de Mozart.

— Il ne s'agit pas du rondo, — fit Justin Weill avec dépit. — Le rondo, n'en parlons pas : il est admirable.

— N'en parlons pas? Et pourquoi donc? Parlons-en.

Justin sortit de sa poche sa casquette à galons d'or dont la visière était toute craquelée. Il s'en coiffa d'un geste furieux.

— Il est violent, grossier et, surtout, incorrect. C'est un rastaquouère.

J'entendais le mot pour la première fois et demandai en riant qu'il me fût répété.

— Rastaquouère! Je dis rastaquouère. Un chevalier d'industrie, un aventurier! Et voilà justement l'homme dont tu tolères la présence auprès de ta sœur! Tu m'étonnes, Laurent.

L'ombre s'exhalait maintenant du plus creux des rues

parisiennes. La gaule à l'épaule, un allumeur de réverbères cheminait d'un pas pressé sur le bord du trottoir, laissant derrière lui une traînée d'étoiles vacillantes. L'heure me parut lyrique et propice aux abandons.

— Oh! fis-je, — tu ne peux pas savoir...

Je marquais l'arrêt, l'air pénétré, la bouche entr'ouverte. Justin fut admirable d'abnégation : il tendit ses larges oreilles, baissa la tête et m'écouta.

— Oh! — repris-je avec flamme, — tu ne peux pas même imaginer ce que représente, pour nous, l'entrée de ce garçon dans notre vie. Tu connais mon père. Tu l'as vu quelques fois. Sois bien sûr que c'est un homme extraordinaire...

— Extraordinaire! — affirma Justin Weill en secouant la tête de haut en bas.

— Un homme, — repris-je avec un élan soudain excessif, comme si j'allais entonner l'hymne de la famille, — un homme qui a fait tous les métiers, tout tenté, tout essayé et qui s'est mis en tête d'apprendre le grec et le latin à l'âge où les autres hommes commencent à parler de retraite. Ce sont des choses, vois-tu? que je ne dirais pas à tout le monde. Non que j'en aie honte... mais ce sont nos affaires à nous. Papa! Non! imagine, Justin, « rosa la rose », le supin, et le duel, et l'aoriste, avec cinq enfants. En fait, à ce moment-là, nous n'étions que quatre, mais papa dit parfois sept, parce que nous devrions être sept, sept enfants.

— Moi, — déclara Justin avec un large mouvement du bras, — moi, je trouve ça très beau.

— Le grec et le latin, c'est déjà de la vieille histoire. Maintenant, c'est la médecine, et il va réussir, Justin! Un an, deux ans peut-être et il aura son diplôme. Et nous sommes là, tous, fascinés, comme devant un acrobate qui fait du trapèze au cirque. Et maman nous répète : « Aimez votre père, mes enfants, c'est un homme courageux. »

Justin me tendit la main avec une juvénile emphase.

— Il y a de quoi être fier, Laurent!

— Oui, je sais, — fis-je en me rengorgeant un peu. — Il y a, sans doute, de quoi être fier. Mais... oh! comment t'expliquer tout?

Soulevé soudain par cette rage de confession qui tourmente

certains hommes, tous les hommes peut-être, et qui me point encore alors que, mémorialiste à cheveux gris, j'écris ces lignes, je commençai, non sans retours, non sans réticences et allusions mystérieuses, je commençai d'expliquer notre famille, nos secrets, toutes les choses profondes et terribles du clan Pasquier. Certaines histoires m'étaient légères à dire; mais quand j'en venais à notre pauvreté, aux insolubles embarras si particuliers à nous qu'ils étaient, dans mon cœur, les embarras Pasquier, la misère Pasquier, quand j'en venais à ces tourments ineffables, je me sentais saisi d'une honte toute semblable à l'orgueil.

— Cinq enfants, Justin! Toi, tu es fils unique. Fils unique! Je ne peux pas imaginer ce que ça représente, moi qui ai toujours eu une petite sœur à garder, à faire jouer. Cinq enfants! Et encore, nous devrions être sept, je te l'ai dit. Il y a eu Marthe et Michel, qui sont morts. Il y a des années de cela, et maman parle d'eux presque tous les jours. Elle pense à eux tous les jours. De temps en temps, elle se trompe, elle m'appelle Michel. Et pourtant, il y a des années! Avant d'habiter ici, nous étions rue Vandamme. J'aimais notre maison de là-bas, mais il a fallu la quitter, à cause d'une colère de papa. Les colères de papa sont terribles. Quand il commence, quand je sens qu'il va commencer, mon cœur s'arrête et j'ai tout de suite les mains froides, et pourtant nous y sommes habitués. Il me semble bien que, certaines fois, il se met en colère seulement pour s'amuser. Ce n'est pas sérieux. C'est quand même effroyable. Enfin, nous sommes venus rue Guy-de-la-Brosse. On a déménagé. Comme toujours, papa disparaît, à cause de son travail, et c'est maman qui s'occupe des meubles et de tout. Elle parle aux hommes, aux déménageurs, d'une façon si gentille : elle n'a jamais d'histoires. Il vaut mieux que papa ne soit pas là. J'aime ce quartier. Je t'expliquerai : ça sent les livres, l'étude, l'école. C'est un nouveau Paris, plus intelligent que l'ancien et pauvre, malgré tout. J'aime mieux ça : nous sommes pauvres et je ne me sens à l'aise que dans les quartiers où notre pauvreté est d'accord avec le reste. Oh! que je puisse travailler ferme! Cinq ans, six ans, et je serai sauvé, je serai un homme. J'ai eu la chance d'obtenir une bourse pour Henri-IV. C'est maman

qui s'est occupée de ça. Extraordinaire, Justin! Maman n'est pas très instruite... enfin, elle est instruite, bien sûr, mais pas comme nous. Elle ne sait rien du latin, par exemple. Eh bien, elle est extraordinairement intelligente. Elle comprend tout. Pas le latin, mais les choses qui arrivent, ce que font les gens, ce qu'ils disent et même ce qu'ils pensent. Papa ne peut pas s'occuper beaucoup de nous. Il lui faut gagner l'argent pour tout le monde et préparer ses examens en même temps, et la Faculté, l'hôpital. Papa dit parfois lui-même que c'est un véritable tour de force. Papa est un homme très intéressant et, chose curieuse, il a très peu d'amis. Et maman n'a pas le temps de s'occuper des étrangers. Il y a deux ans encore nous ne fréquentions personne, à part les demoiselles Segrédat. Je te dirai : des voisines, des personnes tout à fait bien. Mais Cécile — car c'est à propos de Cécile que je te raconte toute cette histoire — Cécile avait un professeur, depuis la rue Vandamme, une personne qui lui donnait des leçons. Tu comprends : pour le plaisir, car nous ne pouvions pas payer un vrai professeur qui prend de l'argent. Alors il lui est arrivé une chose étonnante. En quelques mois, sans qu'on puisse comprendre comment, Cécile est devenue beaucoup plus forte que son professeur. Et Madame Malezieux — c'est comme ça qu'elle s'appelait — elle avait l'air d'une poule qui a couvé un œuf de cygne. Alors, un jour que Cécile jouait, toute seule, on a frappé à la porte. Maman est allée ouvrir. Elle faisait une lessive — car elle ne veut laisser personne laver notre linge, elle a ses idées là-dessus — et elle avait un tablier bleu tout mouillé. Je t'affirme que, même petite comme elle est, elle avait l'air respectable, l'air d'une dame. Elle a ouvert la porte et Valdemar est entré. Il habitait la maison, il revenait de voyage, il avait entendu... Tu ne peux imaginer cette entrée de Valdemar. Tu dis un aventurier. Mais non, Justin. Un prince! Cinq minutes plus tard il était assis à côté de Cécile et il commençait de parler comme tu viens de l'entendre parler. Il a trouvé, pour le piano, pour la technique pure, comme il dit, un des amis de sa mère, un grand professeur, le célèbre M. Diétrich. En moins de deux ans Valdemar et M. Diétrich ont fait de Cécile une véritable artiste. Valdemar est quelque chose comme le professeur... je ne sais pas dire...

le professeur de pensée! C'est assez ça. Il donne à Cécile des conseils. Les grands conseils. Des devoirs aussi, bien sûr. L'harmonie et tout ce qu'il faut. Valdemar est là très souvent. Il reste parfois cinq minutes, parfois une demi-journée. Il dit qu'au mois d'octobre, Cécile pourra donner son premier concert public. Il dit que c'est son affaire à lui, Valdemar. Mais surtout, surtout, il nous a fait comprendre la musique, la vraie musique. Même quand il est injuste, même quand il me tape sur les nerfs, même quand il est exaspérant, je ne peux le regarder sans reconnaissance.

Justin baissa la tête d'un air lugubre.

— C'est bien, — gronda-t-il. — Mettons que je n'ai rien dit.

L'instant d'après, il retira sa casquette, s'essuya le front qu'il avait large et d'un blanc parfait et déclara :

— Ta sœur Cécile est assurément une personne tout à fait remarquable. Elle a peut-être du génie.

Comme nous passions sous un bec de gaz, je pus voir que le visage de Justin venait de s'empourprer.

Les parents de Justin Weill habitaient boulevard de l'Hôpital, en face de la Salpêtrière. Trois frères associés exploitaient ensemble une petite compagnie de fiacres. Outre leurs familles respectives, ils hébergeaient de vieilles tantes, des cousines étranges, venues d'Alsace ou de Pologne, et vivaient là dans une communauté bien close où j'étais toutefois admis, à titre de visiteur amical.

Je quittai Justin vers la fin de la rue Geoffroy-Saint-Hilaire et revins précipitamment sur mes pas. Comme il m'arrivait souvent dans mes jeunes années, comme il m'arrive encore parfois, j'éprouvais un brusque et poignant besoin de retrouver la maison, de voir si le malheur ne voletait pas à l'entour, de m'assurer que tout était en ordre, en place.

Tout était en ordre, en place. Suzanne jouait, dans ma chambre, avec un de ces infimes jouets qui sont les seuls jouets chéris des petits enfants. Père et Ferdinand n'étaient pas encore de retour. Cécile travaillait avec application. De temps en temps, la voix de Valdemar retentissait, égale, sereine. Mère devait s'occuper des aliments, dans la cuisine. Elle me cria : « Laurent, surveille un peu ta petite sœur. »

Je me mis à mes devoirs : un thème latin, ce soir-là. Suzanne rampait entre mes jambes et chantonnait une douce petite chanson baveuse. Parfois, le piano de Cécile s'irritait, lançait quelques vagues écumantes. Je commençais à m'y faire : j'ai, presque toujours, depuis, travaillé dans le bruit, creusé mon silence à même le bruit.

Plus tard, dans la soirée, j'allai voir maman pour lui demander l'heure.

Elle était assise devant la table de la cuisine. En m'apercevant, elle eut un sursaut nerveux et laissa tomber une pomme de terre qu'elle allait peler. Je la regardais comme on peut regarder l'être que l'on connaît le mieux au monde, c'est-à-dire avec une confiance voisine de l'inattention. Ma mère répétait tout bas : « Déjà huit heures! » Elle avait ramassé la pomme de terre et la pelait en hâte.

Et, tout à coup, j'eus le sentiment que le visage de ma mère était changé. Dans le mouvement des lèvres pour se serrer, dans les deux ou trois plis qui descendaient, à travers le front, vers la racine du nez, dans l'agitation des paupières, dans ce tremblement du menton que je connaissais bien et qui représentait à mes yeux l'indice même du trouble intérieur, dans le frémissement du col où passent et battent des organes si mystérieux, dans la conjugaison de tous ces signes, il me fallait bien distinguer quelque chose de nouveau, de très triste et de très angoissant. Non, ce n'étaient pas les fatigues et les douleurs quotidiennes. C'était une menace extraordinaire et incompréhensible.

Je compris tout cela soudain et je compris presque aussitôt une autre chose non moins surprenante. Ce grand changement n'était pas l'œuvre de la journée : il était accompli, déjà, depuis des jours et des jours. Et je ne l'avais pas encore remarqué, pas encore admis. Je savais qu'il était là, ce changement; mais, depuis des jours et des jours, j'avais refusé de le savoir, dans le fond de mon cœur.

Devinant que je la regardais, ma mère fit un sourire pénible et qui lui brouilla les traits.

— Huit heures! — dit-elle en secouant la tête. — Et Ferdinand qui n'en finit pas d'arriver.

IV

LE SOLEIL. PRINCIPE DE TOUTE ÉNERGIE. AVANTAGES ET DANGERS DE L'ESPRIT CRITIQUE. INFLUENCE DU SOLEIL SUR L'ESPRIT MIGRATEUR. ENTRETIEN DANS UN CABINET DE TOILETTE MAL ÉCLAIRÉ. HYGIÈNE PURE ET SIMPLE. OBSERVATIONS SUR LES FEMMES. REGARD JETÉ DANS LE MONDE SOUTERRAIN.

Mon père disait, chaque matin :

— Je ne resterai pas un mois de plus dans cette baraque, il n'y a pas assez de soleil.

Tremblants de crainte, nous écoutions ces déclarations menaçantes. Le logis nous plaisait, nonobstant son exiguïté. Nous y avions moulé le petit monde Pasquier, âme et chair. Nous en avions adopté les murailles pour coquille. Trois années! Répit mirifique dans notre existence nomade. Ces trois années, mon père les avait consumées en des efforts d'esprit si rigoureux qu'ils semblaient appeler tous les muscles à la rescousse et qu'ils faisaient songer à l'effort élémentaire du laboureur et du bûcheron. Le démon de la fugue et de l'aventure avait, pendant ces trois années, fait trêve. L'homme fantasque, instable, s'était accroché provisoirement au roc pour mieux se rassembler sur un unique souci. Mais nous le sentions prêt à tendre l'aile, à s'envoler au moindre souffle, et nous frémissions un peu, car, sur nos cœurs, la fantaisie migratrice n'avait plus grand empire.

— Le soleil, — répétait mon père, — est le principe de la vie, de l'énergie, de toute énergie. Et, dans cette malheureuse maison, nous ne recevons pas le quart, pas le dixième de notre ration lumineuse normale. Il faut s'en aller.

Père entreprenait un léger discours sur le soleil, origine de l'énergie. Notre père n'était, avec nous, ni très ouvert, ni très démonstratif; mais il aimait, abeille enivrée, il aimait de nous offrir un peu du miel qu'il allait, non sans grand'peine, butiner dans les écoles et les bibliothèques. Comme toutes les âmes novices, il subissait d'autant plus volontiers la séduction des idées qu'elles ne sont pas, encore qu'il y paraisse, principes d'élan, instruments d'exploration, cimes périlleuses, mais bien,

au contraire, résultats encombrants, jalons, citadelles, refuges.

La connaissance des lois naturelles procure aux hommes de cette sorte une satisfaction sans ombre. Il avait bien assez d'apprendre ces lois et souffrait difficilement qu'elles pussent être affaiblies par de nombreuses corrections. Son effort était merveilleusement positif. L'esprit critique, sans lequel toute science est chimérique, mais dont les excès énervent l'invention, n'avait guère crédit dans cette ferveur novice. Je pense encore que, s'il n'avait dû tout apprendre à partir du commencement, il eût, avec une si belle candeur animée de fantaisie naturelle, il eût, dis-je, été capable de quelque chance géniale. Venu tard au festin du savoir, il l'a quitté dans la conviction pieuse et non point sereine, mais péremptoire, mais agressive, que le monde était complètement déterminé par des lois sinon simples du moins simplifiables, du moins en voie de simplification et que l'homme allait, dans un délai fort bref, être maître de ses destinées et, bien entendu, de l'univers.

Il disait, laissant s'exalter dans sa voix un rien de professoral que nous admirions, les uns et les autres, Joseph avec défiance, Ferdinand avec lenteur, Cécile avec politesse, mère avec fièvre, moi-même avec un intérêt combatif, il disait :

— Tout vient du soleil, c'est démontré. Ce que nous mangeons, d'abord. Les haricots, bien sûr; et le bœuf parbleu! Ce n'est pas difficile à comprendre. Mais je dis tout, tout. L'eau de la carafe, Ferdinand? D'où vient-elle?

Ferdinand concentrait sur la carafe son regard de myope et répondait sérieusement :

— Du robinet. Eh bien oui, quoi! Des réservoirs de la ville.

Comme je ne pouvais m'empêcher de rire, Ferdinand me considérait d'un air offensé. Mais papa :

— Du soleil, voyons, Ferdinand! C'est le soleil qui fait évaporer l'eau de la mer et qui forme les nuages. Et le charbon des machines, c'est le soleil qui, dans les temps anciens... C'est d'une simplicité parfaite. Tout du soleil! Tout par le soleil!

Ferdinand réfléchissait une seconde et proférait, en conclusion, une de ces formules de comptable dont sa conversation est nourrie :

— Parfaitement exact.

Il acquiesçait, mais il n'avait pas l'air surpris. Papa se montrait un peu déçu, car il admirait sans réserve les arguments et les solutions de la science. Une légère colère improvisée lui servait alors de dérivatif :

— C'est bien pourquoi nous quitterons cette sale baraque où le soleil nous est vraiment trop mesuré.

— Ram, — insinuait maman qui maniait avec adresse les mots sacrés, — Ram, attends d'avoir ton diplôme. C'est si proche, maintenant!

Déjà, père s'envolait vers d'autres pensées, d'autres projets, non sans avoir, au passage, salué le mot diplôme d'un sourire bleu comme un éclair.

Je dois reconnaître que le soleil nous visitait rarement. Il se montrait au fort de la journée, dans la cuisine et dans l'ancienne salle à manger que mes parents avaient dû prendre pour chambre, à raison de certains calculs domestiques dont je n'ai plus souvenir. Je me rappelle seulement qu'il fallait, pour gagner la salle à manger, traverser avec les plats la chambre de nos parents. En fin de journée, le soleil caressait les deux pièces ouvertes sur la rue. Nous, les enfants, nous ne songions guère au soleil et les revendications de papa nous surprenaient un peu. Je pense aujourd'hui que, chez cet homme soutenu par une rare énergie et un prodigieux désir de jeunesse, le besoin de soleil fut longtemps la seule marque de l'âge. Un autre signe dont je parlerai plus tard, et qui m'a beaucoup frappé, fut, au milieu d'une vieillesse non seulement verte mais reniée, le souci constant qu'il eut de sa sépulture, souci qui m'a fait comprendre les coutumes de l'ancienne Égypte. Mais revenons rue Guy-de-la-Brosse.

Mordant sur le petit vestibule, il y avait encore un réduit transformé, pour notre usage, en cabinet de toilette et qui prenait jour de notre chambre, la chambre des garçons, par une imposte fixe devant laquelle on avait dû poser des rayonnages et qui s'en trouvait aveuglée plus qu'à demi.

Ce réduit était donc fort sombre et nous nous en plaignions. Un matin, j'eus à m'en réjouir. Deux ou trois jours après les scènes que j'ai rapportées déjà, mon père ouvrit la porte de ce cabinet alors que j'étais en train de m'y savonner de mon mieux.

— Une minute, — dis-je, — et c'est fini.

Père eut un geste onduleux des épaules.

— Non. Continue. Je pensais seulement.

Lui si volontiers péremptoire, il avait l'accent indécis. Il s'était accoté distraitement au chambranle de la porte et dit encore :

— Si ça ne te fait rien, je vais rester un instant.

— Mais, c'est que...

— Oui, je vois, tu es à ta toilette. C'est justement à ce propos que je voudrais te parler.

Et, soudain, la voix affermie :

— Laurent, mon cher — il avait pris l'habitude fort désagréable à maman, de nous appeler « mon cher » — Laurent, tu vas bientôt cesser d'être un enfant. Te voici, tout au moins, à l'âge où l'enfant commence de se transformer en homme. Il est temps de te mettre en garde contre certaines aventures. Mon cher, je ne pense qu'à ta santé. C'est en médecin que je dois te donner certains conseils. Est-il arrivé déjà qu'une dame t'adresse la parole dans la rue?

Le visage de mon père était peu visible dans l'ombre. Je le regardais à la dérobée et j'y distinguais un sourire en même temps sérieux et lointain, un sourire qui m'indisposa. J'eus la certitude que mon père allait parler, là, tout cavalièrement, de certaines choses auxquelles je pensais chaque jour, de certaines choses inexprimables, incommunicables, qui m'étaient absolument personnelles, qui étaient mon secret farouchement gardé. Mon père était la dernière personne au monde avec laquelle un entretien sur ce sujet me parût souhaitable et même possible. Or la catastrophe semblait assurée. J'attendais, saisi d'une sincère horreur qui se colorait de curiosité et même d'impatience. J'attendais, l'éponge au poing, les mâchoires serrées, tout prêt à fuir, à me rétracter dans les profondeurs.

— Il est possible, — reprit mon père, — que certaines dames t'aient parlé, le soir, dans la rue.

J'avais tout de suite compris que c'était une question posée par un homme à un homme. Non sans étonnement, je m'entendis répondre :

— Oui, papa, c'est arrivé.

— J'en étais sûr. Tu n'es pas fort grand, mais assez large et de bon aspect. Tu portes des pantalons longs et, le soir,

on pourrait te donner dix-huit ans, d'un peu loin. Où cette rencontre a-t-elle eu lieu?

— A l'entrée du pont d'Austerlitz, devant l'usine des Eaux.

— Oui. Et quel genre de dame?

— Oh! fis-je en baissant la tête, elle n'était pas bien belle, plutôt grosse et sans chapeau, avec un tablier à poches. Elle ressemblait à une femme de charge.

— Ça ne fait rien. Pas d'erreur. Et qu'a-t-elle dit?

— Elle est arrivée tout près de moi. J'ai d'abord cru qu'elle allait me demander un renseignement, ou même une charité. Mais elle a dit...

— Quoi?

— Qu'il fallait aller chez elle. A ce moment, j'arrivais juste sous le bec de gaz et, alors, elle s'est mise à rire. Elle criait : « Non! Mais c'est une jeune fille. Parole! On dirait une mademoiselle ».

— C'est tout?

Je me sentis rougir. Heureusement, nous étions, père et moi, dans une obscurité fort indulgente.

— C'est tout.

— Bien! fit mon père d'un ton méditatif.

Il poursuivit, presque tout de suite et, cette fois, avec autorité, presque avec légèreté :

— Mon cher, il pourra t'arriver encore, et de plus en plus souvent, d'être abordé, le soir, et non plus par de vieilles dondons, mais par des femmes jeunes, des femmes agréables à regarder. Eh bien, je t'engage vivement à te défier de ces personnes. Je ne te dis pas d'être malpoli ou de baisser les yeux comme un sot. Non, il y a la manière. Ça viendra. Tu es en âge de tout comprendre et mon devoir est de te mettre en garde. Ce que ces dames te proposeraient... je pense que tu en sais quelque chose. Règle générale : méfie-toi des dames de la rue, des dames qui font métier de leurs charmes. — Ici père fit une petite grimace et ferma l'œil à demi — tu sais ce que parler veut dire. Maintenant, il pourrait arriver, plus tard, évidemment, beaucoup plus tard, que tu sois assez bête, je veux dire assez faible pour ne pas te défier. Laurent, je ne fais pas de morale. Je te le répète : je parle en médecin, rien de plus. L'hygiène, mon cher, l'hygiène pure et simple.

Un garçon de ton âge doit savoir se laver correctement. Comment te laves-tu? Eh bien, non! Ce n'est pas cela du tout. Du courage, mon cher. Tu trembles comme si tu avais peur. C'est absurde. L'eau n'a jamais fait de mal à personne. De l'eau! De l'eau! Et du savon. Comme les mains, mon cher, comme les mains. C'est une habitude. Bien. Maintenant, autre chose. Un garçon de ton âge doit commencer à se défier des dames de la rue. Et d'un! Écoute la suite. Défie-toi aussi des jeunes filles, oui, des très jeunes filles. Et de deux! Ça t'étonne? Possible. Tu me comprendras un peu plus tard. Ah! Je devrais aussi te parler de certaines rencontres, de certains camarades, mais c'est plus rare qu'on ne le dit et, surtout... Non. On reparlerait de ça s'il y avait lieu. Je le verrais quand même bien. Au revoir, mon cher, et rappelle-toi ce que je t'ai dit : primo, les dames de la rue; secundo, les jeunes filles. Voilà pour l'instant.

Mon père me fit un léger salut de la main, alluma une cigarette qu'il venait de rouler et s'enfonça dans la nuit du vestibule pour regagner sa chambre. Un instant après, j'entendis qu'il sifflait à pleines lèvres.

J'étais si cruellement troublé que je n'arrivais plus à boutonner mes vêtements. Papa sifflait toujours. Qu'il pût siffler avec tant de désinvolture alors que je me sentais au bord de la détresse, j'en éprouvais de l'humiliation et du ressentiment.

Cécile commença de faire parler le piano. Vers ce temps, elle ne travaillait pas moins de huit heures par jour et s'y mettait dès le matin. Elle s'arrêta bientôt et cria :

— Laurent! Laurent! Une minute.

Je sautai sur la clef de ma chambre et la tournai par deux fois.

— Non, — dis-je, d'une voix altérée. — Je suis en retard et je me sauve.

Déjà l'impatiente secouait la porte.

— Méchant! Méchant! Vilain frère, — criait-elle avec fureur. — J'avais justement quelque chose de beau à te dire.

J'entendis qu'elle se jetait sur le clavier comme sur une vengeance.

Mon cartable sous le bras, je me glissais dans les ténèbres de l'escalier. Voir Cécile, approcher Cécile, la pure, la blanche, alors que j'étais en proie à un trouble inavouable, cela me semblait impossible et sans doute impardonnable.

Le tumulte de la rue, remède souventes fois éprouvé, me rendit un peu de calme et la faculté d'analyse. Rien, dans les paroles de mon père, ne représentait à mes yeux une révélation. Depuis bien des mois, je vivais, j'avançais, escorté de pensées qui m'inspiraient une honte inexplicable car elle était enivrante. J'avais accepté cette honte et me trouvais résolu fermement à la tenir secrète. Les propos et les plaisanteries de camarades dévergondés, propos que je me défendais d'entendre et auxquels je faisais en sorte de ne pas répondre, ne m'avaient pas encore détourné de croire que j'étais un cas exceptionnel. Quelques allusions ou confidences de Justin Weill n'avaient aucunement altéré cette accablante et exaltante certitude. J'étais un monstre, et je n'avais qu'à en prendre mon parti. Et voici que mon père, l'homme que j'admirais et redoutais entre tous, se mettait à disserter soudain de ces pensées tourmenteuses, avec un tranquille sourire dans lequel il y avait de la bonhomie, sans doute, mais aussi quelque chose d'un peu semblable à de la complicité. Mon père s'aventurait dans les ténèbres souterraines avec une belle tranquillité de professeur : « L'hygiène, vois-tu, mon cher, l'hygiène... » Comme il avait parlé légèrement des profondeurs terribles! Et la pureté, la pureté? Pas un seul mot de la pureté. Pas même une parenthèse. Des conseils, des conseils, comme au débutant qui va, pour la première fois, monter dans une de ces fameuses voitures à pétrole.

En vain, d'une langue inquiète, je cherchais, au fond de ma bouche, une introuvable goutte de salive. L'ordre du monde était en péril et ma position au sein de ce monde perturbé, me semblait assez effrayante.

J'abordai la rue Clovis, qui m'allait conduire au lycée. L'incompréhensible sourire de mon père passait et repassait devant mes yeux et je reprenais, dans l'espoir de les éclaircir, tous les détails de cette petite scène mémorable à laquelle j'ai repensé mille et mille fois par la suite et dans laquelle mon père venait de jouer, avec adresse et rondeur, un rôle qu'aujourd'hui je trouve assez difficile.

GEORGES DUHAMEL

(*A suivre.*)

LE REMÈDE AU MAL FINANCIER[1]

Le remède au mal financier, comme nous l'avons dit précédemment[2], nous le prenons dans l'inventaire et l'utilisation des richesses de l'État français. A quoi tient-il qu'on l'applique? A un préjugé dont nous tenons à démontrer l'inanité, au moyen de quelques cas concrets examinés à la simple lumière du bon sens.

Dès que l'État devient propriétaire d'un bien immobilier ou mobilier, il en résulte un appauvrissement de la nation. Dès que l'État, au contraire, procède à une aliénation, la nation en reçoit enrichissement dans son ensemble et en éprouve soulagement dans la personne de ses contribuables.

Tout découle de ce postulat si facile à mettre en pleine évidence.

Les propriétés improductives ou insuffisamment productives de l'État sont innombrables. Sur qui repose la charge de les entretenir? Sur l'ensemble des contribuables, évidemment. Que ces propriétés soient remises en circulation, et c'est un dégrèvement qui en résulte aussitôt par suite de la diminution de la dépense de leur entretien à la charge de l'État.

Raisonnons sur les cas les plus simples et partant, les plus topiques.

1. Une omission typographique survenue dans notre article du 1er octobre (page 498) a quelque peu faussé le sens d'un passage relatif à l'expérience Poincaré.

Le texte doit être rétabli comme il suit :

« Il n'était pas touché au principe de la fiscalité marxiste. Loin de là, puisque l'impôt personnel et progressif sur le revenu et les impôts successoraux recevaient un fort coefficient d'aggravation, *quelques mois après les modérations et les dégrèvements consentis par M. Poincaré* »

2. Voir nos articles sur *le Mal financier* dans la Revue des 1er et 15 octobre.

Supposons qu'à la suite de l'inventaire, l'État ait décidé la mise à l'encan d'un hectare de ses propriétés rurales. Au cours moyen actuel, la vente s'effectuera aux environs de 5 000 francs. Voyons toutes les conséquences excellentes que cette aliénation entraînera à l'échelle réduite, envisagée pour la commodité du raisonnement, et qu'elle entraînerait, à plus forte raison, à une échelle beaucoup plus vaste.

L'acquéreur, pour s'acquitter du prix d'achat, se procure en Bourse un titre de rente de 5 000 francs en capital — seul moyen de libération admis. Il concourt ainsi à soutenir les cours des effets publics et à consolider le crédit de l'État.

Ce titre de rente, ayant servi au paiement, tombe aussitôt dans l'appartenance de la Caisse nationale autonome, préposée aux opérations de ce genre. Il est aussitôt annulé et détruit. C'est, au taux de 5 p. 100 pris ici pour la facilité du calcul, un allègement annuel de 250 francs à l'article des arrérages de la dette publique. L'opération vient très nettement à la décharge de la nation et du contribuable.

Mais le bénéfice ne s'arrête pas à ce stade.

Tant qu'elle appartenait à l'État, la parcelle en question était considérée comme terre noble, comme terre franche. Elle n'acquittait ni l'impôt foncier, ni les droits de mutation, ni les droits de succession qu'il est permis d'évaluer sans la moindre exagération, à la somme annuelle forfaitaire de 200 francs. Après la mutation ci-dessus indiquée, tout est changé : à chaque phase de l'opération qui rend le lopin de terre choisi comme exemple à l'appropriation privée, c'est un préjudice qui cesse et un profit qui émerge pour la communauté nationale.

Prenons acte que chaque fois que l'État vendra une parcelle de son domaine immobilier pour le prix de 5 000 francs, il en résultera pour les contribuables un bénéfice annuel, donc un dégrèvement, d'au moins 450 francs. C'est-à-dire de 450 millions si l'opération portait sur un million d'hectares.

Le raisonnement est encore mieux fondé quand il s'applique à la propriété bâtie qui, dans les agglomérations urbaines surtout, supporte sous forme de centimes additionnels au principal fictif des anciennes contributions directes, presque tout le poids des impôts locaux.

Il n'entre nullement dans notre pensée de jongler avec les paradoxes lorsque nous affirmerons maintenant qu'un sûr moyen d'appauvrir la nation et d'aggraver les charges des contribuables est encore, sous un prétexte philanthropique quelconque, de léguer à l'État un fastueux immeuble dont il ne sait trop que faire. De ces libéralités, si honorables pour celui qui les fait, si onéreuses pour celui qui les reçoit et que la presse couvre d'éloges dithyrambiques sans analyser à fond le cas, nous en avons un exemple récent et illustre. Une opulente baronne israélite a légué à l'État français un immense et splendide hôtel qu'elle possédait dans un des plus beaux quartiers de Paris. Quelle a été l'incidence sociale, économique et fiscale de cette générosité mal placée? Elle se laisse aisément préciser. Avant le décès de la *de cujus*, son hôtel motivait le versement au percepteur d'une contribution importante qui, en disparaissant, a fait dans les recettes de l'État, du département de la Seine et de la Ville de Paris un trou que d'autres contribuables ont eu à combler. L'entretien d'un immeuble de ce genre est particulièrement dispendieux. Ce sont les contribuables qui, depuis l'acceptation du legs, ont mission d'y pourvoir. Ce n'est pas tout. Dès que l'État entre en possession d'immeubles de cette importance et de ce caractère, les fonctionnaires et les fonctionnarisés s'y installent sans tarder. Tout un état-major y champignonne du jour au lendemain : conservateur, concierge, gardien, jardiniers dûment appointés sur le budget. L'intention de la testatrice fut droite. Elle n'a pas songé aux conséquences de son geste. Mais il ne faudrait pas que l'État reçût beaucoup de cadeaux de ce genre pour aggraver encore le désarroi de nos finances.

Un autre exemple criant de l'inconsciente gabegie immobilière qui règne dans la gestion des biens d'État nous est fourni par l'admirable palais du Ministère de la Marine, place de la Concorde et rue Royale, qui mériteraite toute autre destination que celle de conservatoire bureaucratique. C'est le type même de la richesse immobilière négligée et inutilisée. Rien n'est plus facile que d'affecter au département de la Marine un immeuble moins somptueux et surtout de moindre valeur. Si nous nous appesantissons sur le cas de ce splendide immeuble c'est que nous sommes en possession d'élé-

ments précis certains et récents pour fixer le chiffre d'estimation sous lequel il doit figurer à l'Inventaire de l'État français.

On sait en effet d'après le prix payé par les acquéreurs de la propriété symétrique de l'autre côté de la place de la Concorde, c'est-à-dire le palais de Gabriel, actuellement possédé par une société industrielle (l'Hôtel Coislin), par l'Automobile Club et par l'Hôtel Crillon, que la valeur marchande de l'Hôtel de la Marine n'est pas inférieure à cent millions et que, par conséquent, l'aliénation de cet immeuble, avec toutes les servitudes que, de droit, procurerait une rentrée de quatre-vingt-dix millions dans la Caisse publique, défalcation faite des frais d'aménagement d'un immeuble de remplacement à désigner dans le quartier de l'École militaire où l'État possède tant de bâtiments inutilisés.

Que si l'État a inscrit, comme il se doit, au cahier des charges de l'aliénation, l'obligation pour l'acquéreur de s'acquitter en titres de rente, l'affaire se présente alors sous un autre aspect, non moins favorable. La recherche en Bourse d'un paquet de titres de ce volume n'a pu que contribuer à la fermeté du marché. Ce n'est pas un avantage négligeable. Quant aux cent millions de titres, l'État ne les remettra pas en circulation. Il les fera passer au pilori. Il sera ainsi déchargé d'une annuité d'environ quatre millions et demi, cependant que le ci-devant Ministère de la Marine subira le sort commun des contribuables et figurera sur le rôle du fisc où il n'avait jamais été inscrit et paiera, au hasard des vicissitudes humaines, des droits de mutation et des droits de succession dont l'Enregistrement avait été jusqu'ici frustré.

Se peut-il rien de plus simple que le mécanisme de l'opération que nous venons de décrire, sur le plan théorique, puis sur le plan pratique? L'État français succombe sous le poids d'une dette dont l'amortissement est à peine commencé. Que ne s'avise-t-il de mobiliser ses propres richesses au lieu de s'obstiner dans une politique de spoliation et d'extorsion dont la nation souffre et dépérit?

***

Nous sommes partis, dans notre démonstration, d'un hectare de terre à cultiver, pris comme unité de mesure. Nous serions désolé qu'on en arguât pour minimiser la fortune immobilière de l'État français, alors qu'elle atteint des dimensions incommensurables et qu'elle s'exprime par des chiffres astronomiques.

Un écrivain qui s'est spécialisé dans l'étude des questions coloniales, M. du Vivier de Streel, nous découvre sous ce rapport des perspectives qui terrassent l'imagination. Citons un important passage de son article.

« Nous aurions voulu, écrit-il, pour compléter l'exposé de notre situation coloniale, en présenter un bilan comme M. Clémentel avait tenté de le faire pour la métropole en 1925. Les critiques qui ont accueilli son effort ne nous encouragent pas à l'imiter (critiques trop justes, car elles s'adressaient à un prétendu inventaire où l'on ne pouvait voir qu'une *plaisanterie ridicule*). Nous nous contenterons d'appeler l'attention sur certains éléments de notre actif et de notre passif coloniaux qui montrent bien l'intérêt matériel qu'offre pour notre pays l'œuvre qu'il a entreprise.

« Les propriétés qui constituent le domaine public ou privé de l'État ou des Colonies dans nos possessions d'outre-mer, représentent une valeur considérable; on peut prévoir qu'elle atteindra un jour plusieurs centaines de milliards.

« Nous n'avons pris soin, nulle part, il est vrai, de déterminer les droits de propriété de l'État sur les terres coloniales sans maître. C'est une mesure qui s'impose. Il conviendrait, dût-il en coûter quelques dizaines de millions, d'établir un cadastre approximatif, avant que cette propriété ne soit dispersée sans contrôle possible entre les mains d'occupants, indigènes ou non, qui en feront l'objet de spéculations dangereuses. Ces étendues inoccupées sont immenses; il convient d'en reconnaître pour une large part la propriété à l'État français plutôt même qu'à la colonie; ce sera la contre-partie active des engagements qu'il prend dans tous les emprunts coloniaux.

« Outre les droits de propriété, il faut considérer dans l'actif colonial les sources de revenus que l'État souverain peut tirer des travaux qu'il fait entreprendre sur son domaine pour le fertiliser. Il faut encore faire état de ses droits sur le sous-sol de nos possessions. Sans doute les richesses minières de notre empire colonial ne sont-elles encore que très insuffisamment prospectées. Pourtant, le montant des redevances, droits de sortie, ou participations, auxquels donne lieu la concession à un exploitant atteint déjà un chiffre assez élevé. C'est

ainsi qu'à elle seule la concession minière des phosphates du Maroc a rapporté à l'État chérifien 140 millions de revenus en 1931.

« En outre, l'État peut tirer bénéfice de la concession de nombreux privilèges d'exploitation : services de transports, captation de l'énergie hydro-électrique produite par des chutes d'eau, distribution de l'eau et de l'éclairage, etc... Il peut percevoir aussi des droits d'eau sur les terres artificiellement irriguées, comme l'ont fait avec un énorme profit les Anglais dans l'Inde; ces droits pourront être considérables le jour où les travaux projetés sur les rives du Niger auront été exécutés.

« A cet actif imposant il faut ajouter enfin la valeur des immeubles existants, et celle des travaux effectués dans les ports qui autorisent la perception de droits spéciaux importants. »

Ces lignes ne donnent-elles pas l'impression de possibilités pratiquement infinies.

Mais revenons à la métropole.

Les occasions de faire de l'argent s'y présentent à chaque pas.

Rien n'est plus familier aux Parisiens et aux banlieusards que le Mont Valérien qui profile à l'horizon occidental de notre capitale sa fière et énigmatique silhouette.

Énigmatique! c'est le mot.

Combien se rencontreraient-ils d'habitants de l'Ile de France exactement renseignés sur le parti que l'État français tire de cette colline jadis sacrée?

On sait vaguement qu'elle a été fortifiée en 1840 par les soins de Thiers et comprise dans le plan de fortification de Paris. On sait aussi qu'elle résista à l'assaut des Prussiens en 1870 et que les Versaillais l'utilisèrent en 1871 pour le bombardement des barricades communardes. L'homme de la rue ne met certainement pas en doute que le Mont Valérien n'ait joué postérieurement et ne joue encore un très grand rôle dans la défense de Paris et que, le 3 septembre 1914, si von Kluck parvenu devant Écouen n'eût pas infléchi sa marche vers l'Est, il aurait eu affaire à l'artillerie du fort.

Nous étions nous-même dans cette illusion quand, à l'occasion de nos premières investigations en vue d'inventorier les richesses de l'État français, il nous fut donné de visiter le Mont Valérien. Un sentiment de patriotique curiosité fort naturelle nous incita à demander à l'officier général qui vou-

lait bien nous servir de guide l'autorisation de voir les canons.

« Des canons, il y a longtemps qu'il n'y en a plus ici, nous fut-il répondu. Ils avaient été évacués bien avant les tragiques journées de septembre 1914 et rien n'eût empêché von Kluck, si tel avait été son dessein stratégique, d'occuper le Mont Valérien sans coup férir. »

Que fait donc l'État de ce fort désaffecté et de cette colline historique? Quel parti tire-t-il d'une propriété dont la valeur ne cesse de s'accroître et où la population ouvrière de Suresnes et de Puteaux trouverait une cité-jardin incomparable.

Le Mont Valérien est devenu une sorte de muséum de matériel démodé et un asile de toutes les routines. Sa raison d'être, ce sont les fonctionnaires, les ayants droit préposés à la garde de bâtiments anachroniques et de magasins périmés.

Il y a là un cadre admirable dont la beauté proteste contre l'inertie des pouvoirs publics et appelle une utilisation meilleure : c'est toujours même conclusion. Le Mont Valérien, aisément convertible en ville nouvelle et en argent frais, grève lourdement le budget de l'État. C'est le type même de la richesse oisive et de la dépense inutile.

Pas de biens d'État, de quelque ordre de grandeur soit-il, qui ne donne lieu au même raisonnement appuyé sur des constats analogues.

On devine, sans effort d'imagination, que la fortune de l'État français ne se compose pas seulement d'immeubles bâtis ou non bâtis. Ce n'est qu'une fraction, considérable certes, mais non prépondérante, de son avoir réparti dans toutes nos provinces. Le domaine forestier de l'État, qui se chiffre par millions d'hectares, n'est pas, non plus, sa plus grande richesse. D'autres postes d'actif achèvent de porter le total des richesses de l'État à des proportions démesurées; citons pêle-mêle : potasses d'Alsace, réseaux de chemins de fer, téléphones, arsenaux de la Marine, possessions coloniales, offices et monopoles divers dont celui des tabacs, haras, manufactures diverses et établissements thermaux de Vichy, Aix-les-Bains, Amélie-les-Bains, etc.

La presse officieuse, obéissant à une consigne évidente, fait sonner très haut, de temps à autre, les sommes que le Monopole des Tabacs verse à la Caisse autonome d'amortissement.

Certes, envisagé isolément, sans terme de comparaison, le chiffre a de quoi impressionner le Français moyen. Près de 3 milliards 1/2. Tel paraît être le bénéfice net de l'entreprise, lequel d'ailleurs a marqué, en 1932, une régression de 129 millions. On oublie seulement, avec plus ou moins de bonne foi, d'avertir le public, que le régime britannique des tabacs (liberté contrôlée), introduit en France, triplerait aisément, et même au delà, cette somme et suffirait à l'extinction totale du déficit qui désespère en 1933 l'honorable ministre du budget. Sans parler des ressources que tirerait l'État des immeubles consacrés à l'exercice du monopole, de leur aliénation d'abord et puis de leur rentrée dans le droit commun fiscal.

Chacun des postes de l'inventaire nécessiterait une étude spéciale. Nous y avons procédé pour notre part[1] sur les postes les plus intéressants et il ne dépend du parlement et de l'opinion que de s'y reporter et d'y puiser des renseignements qui les feront marcher de surprises en surprises.

Nous avons notamment étudié, avec minutie, le problème ferroviaire. Et nous en avons conclu que le partage du réseau de l'État entre les trois compagnies qui lui sont contiguës soulagerait immédiatement le budget d'un lourd déficit dans le même temps qu'un nouvel et important élément de recettes apparaîtrait en conséquence de la suppression du privilège fiscal dont jouit ledit réseau de l'État.

On n'en a jamais fini de découvrir les profits budgétaires que vaudrait à l'ensemble des contribuables tout passage d'une richesse de l'État dans l'appartenance des particuliers.

Une des conséquences les moins négligeables de notre système est la suivante :

La raréfaction des rentes sur l'État, consécutive à une application persévérante du procédé, aurait pour effet naturel de communiquer une impulsion et un mouvement extraordinaire à la création de nouvelles valeurs mobilières fondées sur des entreprises métropolitaines et coloniales.

Nous sera-t-il permis, en passant, d'appeler l'attention sur les heureux effets psychologiques de cette situation? La surabondance des emprunts d'État a créé chez nous le type funeste

1. Voir notre ouvrage : *les Richesses de l'État français*, 1 vol. chez Arthème Fayard et Cie.

du capitaliste inerte, résigné et passif, étranger au devoir social de gouverner intelligemment ses capitaux, de ne les risquer qu'à bon escient et d'en surveiller attentivement l'emploi. L'extinction rapide de la Dette d'État ferait naître ou plutôt renaître un type de capitaliste doué d'initiative et qui n'oscillerait pas, comme ceux de notre temps, entre la molle sécurité des placements d'État ou la grosse aventure des affaires douteuses. On mettrait ainsi fin à cette espèce de paralysie qui envahit de plus en plus la classe des rentiers.

La multiplication escomptée des placements privés l'emportant sur les placements publics serait également génératrice de ressources nouvelles pour le budget puisque les premiers sont assujettis à l'impôt de 16 p. 100 sur les valeurs mobilières dont sont exonérées les rentes sur l'État. Si l'on calcule qu'un milliard de rentes en capital, productif d'un revenu approximatif de 50 millions, bénéficie d'une exemption de 8 millions à l'impôt cédulaire, on mesure le préjudice indirect qui en résulte pour tous les contribuables de France. Ce sont calculs dont personne ne s'avise. Et pourtant il n'en est guère de plus suggestifs. Chaque fois que l'État fait appel à l'emprunt, il soustrait ainsi un capital important à l'impôt cédulaire, se prive d'une recette considérable et alourdit la charge qui pèse sur les contribuables, à la fois du montant de l'annuité de l'emprunt et du montant de l'impôt dont cette annuité est exemptée.

Il y a douze ans que nous méditons, étudions et approfondissons ce moyen de remédier au mal financier. Nous le dédions aux quatorze argentiers qui se sont succédé rue de Rivoli depuis le début de nos embarras financiers et que rien n'a pu convaincre de recourir à l'inventaire des biens de l'État dans l'esprit où nous le préconisons.

Cet inventaire est-il donc un acte si anormal, si exceptionnel, si révolutionnaire?

Mais nous ne sommes pas le premier à qui l'idée en soit venue.

Dans les jours sombres qui ont suivi nos désastres de 1870-71, cette idée de l'Inventaire est apparue à l'Assemblée Nationale comme éventuellement salvatrice. Les articles 22 et 24 de la loi des Finances promulguée le 29 décembre 1873 sont

toujours là. Ils sont tombés dans une désuétude interrompue seulement par le décret, d'ailleurs inopérant, pris par M. de Lasteyrie, le 11 février 1922. Mais ils restent en vigueur. Le pouvoir exécutif a le droit et le devoir de leur donner leur plein et entier effet. *La revision périodique des richesses de l'État français est inscrite dans nos codes.*

Les articles 22 et 24 valent d'être transcrits, tant à cause de la clarté de leur rédaction que de l'à-propos de leur dispositif. Ils datent d'une époque où le Code sait encore parler franc et net :

Article 22. — Il sera dressé dans le courant de l'année 1874 un relevé présentant distinctement :

1° Un tableau de toutes les propriétés immobilières de l'État, tant à Paris que dans les départements et qui sont affectées à un service public.

2° Le tableau de toutes les propriétés non affectées à un service public.

Ce relevé sera dressé conformément aux prescriptions de l'ordonnance du 6 octobre 1833. Il sera imprimé et distribué à l'Assemblée nationale pendant la session de 1874.

Article 24. — Une commission sera chargée de reviser, tous les trois ans, les affectations d'immeubles faites aux divers services publics. Elle émettra son avis sur l'opportunité de maintenir, de réduire ou de faire cesser ces affectations.

On ne saurait trop louer cette obligation de reviser de trois ans en trois ans l'affectation des immeubles publics. Bien obéie, elle eût prévenu une foule d'abus et rendu inutiles nos revendications d'aujourd'hui. Ce contrôle permanent institué par la loi de 1873 ne nous a que trop manqué. S'il eût fonctionné, il y a longtemps que l'Hôtel de la Marine, que le Mont Valérien et tant d'autres immeubles du même genre eussent reçu une destination plus intelligente.

Point n'est besoin de mettre en mouvement la lourde machine parlementaire pour revigorer ce contrôle. Un ordre du gouvernement y suffit. Cet ordre d'ailleurs n'engagerait en aucune façon les ministres qui le donneraient. Il laisserait intacte leur liberté d'action. Mais on se persuadera aisément que, si la loi de 1873 a été laissée en sommeil, c'est qu'on avait peur du potentiel de propagande et de conviction qui est en elle. On craindrait en rendant sensibles les formidables richesses

de l'État français que la volonté de les mieux utiliser ne s'imposât à tous les Français comme le plus irrésistible des impératifs catégoriques.

Quoi qu'il en soit, nous sommes largement défendus par l'existence de cette loi contre l'accusation de paradoxe et d'incertitude. Qu'est-ce que nous demandons? L'exécution d'une loi existante. Un inventaire. Quand l'inventaire sera dressé, la France en fera ce qu'elle voudra. Mais, ou nous nous trompons fort ou la révélation de cette colossale richesse subitement dévoilée et manifestée à leurs yeux détruirait, chez l'immense majorité des Français, le préjugé délétère qui leur fait identifier le progrès social à l'enrichissement de l'État et de ses créatures.

Un inventaire loyal et complet des richesses de l'État provoquerait sans nul doute, pour reprendre l'expression nietzschéenne, un « renversement de la table des valeurs politiques et morales » et modifierait profondément la mentalité de toutes les classes sociales. En général, personne ne prend une idée nette de l'opulence de l'État français. C'est, cependant, toutes proportions gardées, l'État le plus riche du Monde, étant d'ailleurs le doyen des États centralisés en Europe. Le commencement de sa fortune date des premiers temps de la Monarchie. A travers les siècles, il n'a cessé de s'enrichir. Il a reçu, et, il faut bien le dire, pris de toutes les mains. L'époque n'est pas si éloignée où il a mis l'embargo sur les propriétés de l'Église catholique après la loi de Séparation. A-t-on supputé, pour adopter un exemple plus récent, ce qu'il a trouvé en Alsace-Lorraine dans la succession du Reich dépossédé de sa conquête?

Il y a là, sans que les économistes officiels aient voulu y prendre garde, une formidable *main-morte* qui paralyse l'activité du pays, qui obstrue la circulation de la richesse et qui engendre dans l'ordre moral, comme dans l'ordre matériel, des résultats de stérilité et de dépression.

On peut donc tenir pour une probabilité, voisine de la certitude, que l'application de notre méthode, bien avant même que d'avoir été poussée à fond, suffirait à elle seule à remettre l'équilibre dans le budget et la modération dans la fiscalité, à libérer l'État du poids d'une dette excessive, à résoudre la

crise économique en donnant un coup de fouet aux transactions immobilières, et en stimulant la paresse des capitaux.

Nous arrêterons-nous à l'objection que la réalisation des richesses de l'État ne se pourrait effectuer dans un délai assez bref sans amener des moins-values et dépréciations?

L'objection est valable. Certes, il ne nous échappe pas qu'une opération de cette envergure doit être conduite avec prudence et circonspection. Mais la lenteur présumée de l'opération doit-elle être un motif de la retarder encore quand nous considérons que l'effet certain des premiers amortissements serait de mettre un terme à l'interminable et lamentable série des emprunts d'État.

Quand on écrira, dans un siècle ou deux, l'histoire économique et financière de notre époque, un émerveillement naîtra dans l'esprit des spécialistes qu'un peuple intelligent comme le peuple français ait pu se tromper si lourdement sur la matière du progrès social et attribuer au transfert des richesses privées dans la caisse publique une vertu qui ne résiste pas un instant à l'examen des faits. C'est l'erreur fondamentale de notre époque. C'est le préjugé qui la détourne le plus sûrement de la prospérité et du bien-être. L'État, si pleinement qualifié comme promoteur, conseiller arbitre, est voué aux plus tristes infirmités sociologiques comme gérant d'entreprises. Ainsi que nous l'avons écrit il y a douze ans, au rebours du roi Midas, il change l'or qu'il touche en feuilles sèches. Et, néanmoins, sous l'influence du nabi Karl Marx dont la réputation, heureusement, s'en va et la doctrine se discrédite, on a identifié le socialisme avec l'étatisme. C'est ainsi que nous sommes les témoins de ce spectacle, dix fois paradoxal celui-là, d'une Nation qui consent à vivre dans la gêne, le déficit, le chômage, l'exaction, alors qu'elle n'a qu'à étendre le plus légitimement du monde la main sur un amas de richesses oisives.

On nous pardonnera d'insister sur le côté social de nos travaux financiers. Certes, ce que nous recherchons dans la politique de l'Inventaire, c'est le soulagement des contribuables, c'est la bonne tenue des finances nationales, mais nous n'avons jamais séparé ces deux résultats de nos préoccupations sociales dont on trouvera l'exposé dans notre volume intitulé *les Richesses de l'État français* paru en 1927.

Nous avons assigné, devant toutes choses, sa part au prolétariat français sur la liquidation de la main-morte étatiste. Les apôtres de la religion marxiste n'y ont point pris garde. Ils ont organisé la conspiration du silence sur ces suggestions qui, à leurs yeux, avaient le tort de viser par-dessus tout la *Paix Sociale*, c'est-à-dire de miner par la base les doctrines de haine et les luttes de classes dont s'alimente la propagande socialiste.

Nous avions et nous avons toujours en vue dans l'Ile-de-France et plus particulièrement dans la banlieue de Paris l'aménagement au profit du prolétariat urbain et suburbain d'une étendue considérable de terrains dont l'État ne fait rien. Pour remédier à la grande pitié des mal-lotis si cruellement et si injustement éprouvés, nous avions préconisé le défrichement des parties de mauvais taillis qui bordent les magnifiques forêts héritées de la Monarchie. Que n'a-t-on, quand nous le proposions, installé tant de malheureux dans ces endroits privilégiés où la splendeur du site le dispute à la sûreté de l'hygiène, où nulle déconvenue n'était à craindre, au lieu de les livrer aux lotisseurs et de les laisser s'installer au sein de la plus complète anarchie édilitaire, dans des terrains neufs, malsains, arides, alors que, sans nuire à notre domaine forestier, il était aisé de coloniser les alentours de Meudon, Versailles, Le Raincy, Maisons-Laffitte, etc.

L'étude personnelle que nous avons faite sur les bois de l'État sis à Achères ne laisse aucun doute sur la valeur financière et sociale des taillis que l'incurie de l'État prétenduement démocratique et socialiste, laisse improductifs. Or, loin de songer à remettre à la disposition de la Nation, et plus particulièrement d'un prolétariat à la recherche de l'air et de la lumière, des biens d'un revenu nul, l'État ne manque aucune occasion de les arrondir encore par de nouvelles acquisitions devant lesquelles n'hésite pas son impécuniosité, même en temps de déficit. On nous affirme qu'un crédit de 30 millions figure chaque année au budget pour aider à l'accroissement du domaine forestier de l'État. Poussé à ce degré le génie du gaspillage et de l'improductivité prend quelque chose de triomphant, devant quoi l'on reste comme désarmé.

Mais ni les classes moyennes, ni le prolétariat ne savent ces

choses qu'on leur cache soigneusement. On les entretient dans l'idée que l'âge d'or naîtra le jour où sera terminé l'immense travail d'intégration de la société dans l'État. Où va notre pays? De quelle Icarie rêve-t-il? M. Bergeret, l'harmonieux truchement d'Anatole France, ne nous l'a pas caché. Il entrevoit un paradis terrestre « où l'État sera sans désirs comme les Dieux. Il aura tout et il n'aura rien. Nous ne le sentirons pas, puisqu'il sera conforme à nous, indistinct de nous. Il sera comme s'il n'était pas. L'État se supprimera lui-même en s'identifiant à toute l'activité sociale ». M. Bergeret nous dore agréablement la pilule. Ici nous sommes en pleine mysticité, en pleine sentimentalité. La politique expérimentale parle un autre langage. Elle ne dogmatise pas. Elle se borne à dire à toutes les classes d'un pays qui souffre du mal d'argent comme Panurge : « Faites l'inventaire raisonné des richesses de l'État. »

Et quand vous l'aurez fait, vous pourrez opter savamment entre deux systèmes, l'un, celui de M. Renaudel, consistant, suivant son immortelle parole, à prendre l'argent où il est, c'est-à-dire dans la poche des contribuables, pour le verser dans les caisses de l'État et réaliser l'égalité des Français dans la misère; l'autre, celui que nous préconisons, à utiliser les richesses de l'État pour hausser le niveau général du bien-être et donner un stimulant à l'activité d'une nation guettée aujourd'hui par la paralysie générale qui atteint fatalement le rentier et tout bénéficiaire des sportules de l'État sous quelque nom qu'elles soient déguisées.

FELS

LA GUERRE SOUS LES MERS[1]

House devait attendre encore longtemps la réalisation de ces vœux courageux. Il devait couler encore beaucoup d'encre et s'échanger beaucoup de notes entre les deux rives de l'Atlantique, avant qu'on pût voir les premiers soldats des États-Unis débarquer en France, pour la défense du Droit.

Comme il arrive dans toute discussion (surtout avec des Allemands), quand un des interlocuteurs paraît, selon l'expression maritime, « mollir », l'autre ne tarde pas à reprendre l'avantage.

La réponse de l'Allemagne aux États-Unis, du 28 mai 1915, était déjà beaucoup moins conciliante, presque insolente. Elle n'hésitait pas à insinuer que « le *Lusitania*, quand il quitta New-York, avait, sans doute, aussi des canons, qui étaient dissimulés sous les ponts ». « Il portait des troupes canadiennes, du matériel de guerre. » Rééditant la fable du loup et de l'agneau, le Gouvernement Impérial déclarait avoir agi « en état de légitime défense, en détruisant les munitions de l'ennemi, par tous les moyens dont il dispose pour protéger la vie des soldats allemands. »

« Je me demandai, nota mélancoliquement le perspicace House, si nous n'avions pas commis une faute en ne nous préparant pas activement à la guerre, dès l'explosion du conflit européen. Si nous l'avions fait, nous serions en position d'imposer aujourd'hui la paix ».

Ce n'était malheureusement pas le cas. Les États-Unis,

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 octobre.

guidés par la main molle de Wilson, n'avaient pas encore assez avalé de couleuvres allemandes. Leur président restait le pacifiste-né, l'homme des discours pour la neutralité, — « la neutralité même en pensée », — pour « la paix sans victoire », et « pour la réconciliation du monde », celui qui avait, la conscience paisible, proclamé « son indifférence aux causes et objets de la guerre », celui que les soldats britanniques des tranchées comparaient, par dérision, à des obus non éclatés : les « Wilsons »...

Au lendemain même de la destruction du *Lusitania*, il avait, dans un discours de Philadelphie, parlé de l'homme « trop fier pour se battre ». Il était toujours, à ce moment, hanté par l'idée de la Ligue des Nations, fondée « sur l'égalité des droits pour les grandes et les petites puissances », d'un grand conseil des peuples, auquel les États-Unis, renonçant à leur « provincialisme », prêteraient l'assistance de leur force, non seulement « morale », mais « physique ».

Wilson, admirable exemple de grand politicien américain solitaire, mais en contact permanent avec le peuple par les invisibles antennes d'un instinct politique très sûr, était cependant obligé de tenir compte de l'opinion.

Indignée par la destruction du *Lusitania*, bouleversée par la maladresse des discours imprudents des porte-parole de l'Allemagne (Dernburg avait dû quitter l'Allemagne, dangereusement compromis), elle n'était pourtant pas encore belliqueuse. Toute la presse Hearst se déchaînait, avec une vertueuse indignation, contre les usines à munitions « manufactures de meurtres », contre les emprunts alliés « soudoyeurs d'assassinats ». Mais ceux-ci réussissaient.

Habilement travaillée par la propagande britannique, enflammée par l'héroïque résistance de la France, la masse, même dans l'Ouest, se tournait, de plus en plus, vers les Alliés. On lisait, fréquemment, des déclarations comme celle d'un journal de Louisville : « Plutôt que de laisser périr la France, si elle est menacée, il faudrait déclarer la guerre à l'Allemagne. Nous devons tout ce que nous sommes, en tant que République, à la France; sans elle, nous ne serions pas une nation. »

Mais tout l'effort de Wilson, dominé par son horreur de la

guerre, par son ambition de jouer le rôle de pacificateur universel, — et par son désir d'être réélu, — s'orientait encore, malgré le drame du *Lusitania*, vers une action de paix de grand style, qui se serait traduite par la suppression totale de la guerre sous-marine.

Bernstorff, observateur très perspicace, jugeait, malgré tout, la situation très grave. Il n'avait pas tort. Le gouvernement allemand ne partageait pas son pessimisme. Le parti de la guerre sous-marine à outrance allait, malheureusement pour l'Allemagne, triompher des modérés.

Le 31 mai 1915, le Kaiser réunit à son quartier général de Pless, un grand conseil de guerre, où fut discuté, dans son ensemble, tout le problème de la guerre sous-marine. Les deux thèses s'affrontèrent violemment. Bethmann-Hollweg, exactement informé par Bernstorff des intentions profondes de Wilson, voulait renoncer à la lutte, telle que les sous-marins la menaient, et s'en servir comme monnaie d'échange. Mais il n'avait pas l'énergie de la lâcher complètement, par crainte de l'opinion allemande, imprudemment excitée par les militaires, sûrs du triomphe de l'arme sous-marine. Il exigea seulement de l'Empereur un rescrit secret, interdisant de couler des paquebots, même ennemis. Il était soutenu par le général von Falkenhayn et par les Affaires étrangères.

Le parti de la guerre sous-marine sans restriction était conduit par Tirpitz, épaulé par Bachmann, chef de l'état-major général de la marine. Tous deux déclarèrent qu'il était militairement impossible de mener la guerre sous-marine sans provoquer de conflit politique. Voyant que l'opposition l'emportait, l'un et l'autre offrirent leur démission. Elle fut assez brutalement refusée.

Le 5 juin, Tirpitz protesta de nouveau, directement, auprès de l'Empereur. Mais le Kaiser passa outre, et, le 6 juin, fit parvenir à la flotte l'ordre suivant : « Sa Majesté défend jusqu'à nouvel ordre, qu'on coule de grands paquebots. » Tirpitz et Bachmann renouvelèrent, par télégramme, leur offre de démission. Le premier s'attira cette verte réplique du Seigneur suprême de la guerre : « Je refuse de donner suite à votre demande de mise à la retraite, et je vous exprime le douloureux regret de voir, que, dans un moment aussi grave,

où j'ai besoin de tous mes collaborateurs, vous ayez pu prendre une telle décision. »

La polémique pour le *Lusitania* finit par s'apaiser. Aux États-Unis, elle amena le remplacement du secrétaire d'État, Bryan, pacifiste au point de renoncer aux droits mêmes des citoyens américains, par Lansing, haute conscience, juriste hors pair.

Trois semaines après les solennelles assurances données par Bernstorff à ses interlocuteurs américains, au sujet du non torpillage des paquebots, un sous-marin coula un transatlantique de la ligne Allan, l'*Hesperian*, le 26 septembre.

L'ambassadeur américain Gerard tenait minutieusement Washington au courant de l'évolution de l'opinion allemande. Il voyait clair dans le jeu du gouvernement et des marins. « Quelles que soient les concessions faites par le chancelier et les Affaires étrangères, les gens de la marine déclarent carrément qu'ils n'arrêteront pas la guerre sous-marine. Le chancelier semble toujours trembler devant Tirpitz. »

Deux tendances contraires continuaient à se partager Berlin. L'une, avec Bethmann et Jagow, aux Affaires étrangères, cherchait à ménager l'Amérique : l'autre, avec les marins, poussait à la guerre sous-marine intégrale. Wilson en était encore réduit à lever les bras au ciel. « Ce serait une calamité pour l'Univers entier, s'écriait-il, si nous étions amenés à prendre une part effective au conflit! »

La guerre sous-marine renforcée recommença, d'ailleurs, bientôt, peu à peu. Malgré les restrictions dont la flottille des sous-marins des Flandres se plaignait vivement, car elle voyait s'écouler, sans pouvoir intervenir, le flot immense de la navigation neutre dans le sud de la mer du Nord — les pertes des flottes de pêche alliées augmentèrent considérablement : elles s'élevèrent, au mois de juin, à cinquante-huit petites unités.

Les grands sous-marins allemands s'avancèrent régulièrement, jusqu'aux accès sud-ouest de l'Angleterre. Les meilleurs commandants, les Valentiner, les Schwieger, les Fortsmann, les Hersing acquéraient la maîtrise qui devait les rendre, bientôt, si redoutables au trafic britannique et neutre. Ils se transformaient en véritables « pirates impériaux », froids,

implacables, la plupart très calmes, dressés, comme à une œuvre technique, à la destruction la plus rapide possible du plus grand nombre de navires.

Mais que de temps déjà perdu par eux! C'eût été si facile et si bon de s'avancer au milieu des flottilles de pêche, comme le loup au milieu des troupeaux, et de les massacrer impunément!

Malgré de « beaux succès », comme la destruction d'un transport de chevaux de plus de 7000 tonnes et de l'*Orduna* de 15479 tonnes, le massacre des navires marchands allait devenir de plus en plus difficile et dangereux, car les « moutons » britanniques ne se laissaient déjà plus approcher sans méfiance, comme dans les trois premiers mois : il leur arrivait même de se défendre.

Alors qu'il eût été aisé de détruire, au début, presque impunément, un million de tonnes par jour, prétend Max Valentiner, non sans quelque jactance, de torpiller de nuit, sans avertissement, tous les navires rencontrés, les Anglais avaient déjà eu le temps de s'organiser et de résister à coups de bombes et de canons.

Ces premiers sous-marins allemands étaient, eux-mêmes, assez pauvrement armés. Ils ne portaient qu'une pièce d'un calibre de cinq centimètres, ou de quatre-vingt-huit millimètres; parfois, ils n'en possédaient aucune. Ils étaient obligés de venir se poster à l'avant du navire adverse pour lui lancer leur torpille. L'obligation d'épargner les neutres, d'arrêter les bâtiments, en pleine mer, pour les arraisonner et les visiter, quand il s'agissait d'américains, d'italiens, de hollandais, diminuait considérablement le « rendement ». Celui-ci n'avait pas été tel, dans les premiers temps de la guerre sous-marine, qu'il pût exercer une influence décisive sur les approvisionnements de l'Angleterre : vingt-trois mille tonnes en février 1915. Mais, en avril 1916, on atteignait le chiffre de cent quatre-vingt-neuf mille.

Ces premiers mois furent marqués, pour les Allemands, par de très belles performances sportives, à l'actif de commandants de sous-marins, mais aussi par des pertes cruelles.

Hersing partit de Wilhelmshaven le 25 avril pour les Dardanelles sur l'*U-21*, et, avec un remarquable esprit de décision,

atteignit les Détroits. Il fit le grand tour par les Orkneys, sous les grains et la grêle, rencontra, au large des côtes d'Espagne, un petit convoyeur qui le réapprovisionna de mazout. Au moment de repartir, Hersing s'aperçut que celui-ci était inutilisable pour ses Diesel. Plutôt que de rebrousser chemin, il décida d'essayer d'atteindre les bouches de Cattaro, en marchant le plus possible en surface. Il y arriva, le 13 mai, avec une demi-tonne de combustible, repartit le 20 mai et atteignit, enfin, les Détroits, le 5 juin.

Au large de Dédéagatch, il aperçut le petit croiseur russe *Arskold*, qu'il dédaigna. Il rencontra ensuite les anglais *Swiftsure* et *Vengeance*. Devant Gaba Tépé, il resta deux heures à l'affût du cuirassé anglais *Triumph*, qui venait de bombarder d'enfilade les tranchées turques et rentrait en longeant la côte, à l'allure nonchalante de cinq à six nœuds. L'équipage se chauffait au soleil sur le pont. Un grand destroyer décrivait, à toute vitesse, à mille ou douze cents mètres, des cercles autour du beau navire. Hersing le vit, soudain, se diriger sur lui, au moment où il voulait rentrer le périscope. Il descendit à seize mètres; à pareille profondeur, le destroyer ne pouvait plus l'éperonner. Hersing remonta à dix mètres, se rapprocha du cuirassé à quatre cents, trois cents, deux cents mètres, enfin lâcha sa torpille, et, pour se sauver, piqua droit sur sa victime. Le sous-marin chancela sous le choc des détonations. Poursuivi par les patrouilleurs anglais, il ne remonta à la surface que bien après minuit : il était resté vingt-neuf heures en plongée. Cette scène se passait le 25 mai, un mois après le départ de Wilhelmshaven.

Hersing se dirigea vers le cap Hellès, à l'endroit, où, pour permettre le débarquement de leurs troupes, les Anglais avaient — tel un cheval de Troie — échoué un vieux vapeur sur le sable. Un grand bâtiment devait protéger cette importante position.

Il ne se trompait pas. Quand, le 27 mai au matin, — il n'était que cinq heures et demie, — il sortit son périscope pour s'orienter, il aperçut, dans le lointain, comme un essaim de guêpes qui paraissaient bourdonner autour de leur nid. Hersing se rapprocha et ne vit toujours rien. Soudain, du fouillis des embarcations et des petits navires, émergèrent les

mâts sombres d'un dreadnought. C'était le *Majestic*. Son commandant l'avait mouillé tout contre le rivage, pour pouvoir éviter les torpilles sous-marines et, le cas échéant, sauver son équipage.

Hersing se glissa le long du filet tendu pour protéger le grand navire de quinze mille tonnes : il cherchait une brèche par où il pût lui décocher une torpille. Il finit par remarquer une sorte de trou, d'une vingtaine de mètres de largeur. Il visa l'arrière du cuirassé. La torpille fila comme si, anguille vivante, elle eût su se glisser à travers tous les obstacles. Une détonation effroyable retentit : elle avait frappé une chaufferie. Quatre minutes s'écoulèrent. Hersing, en s'enfuyant, aperçut encore le dreadnought. Immense baleine, il culbuta dans la mer, submergeant tous ses petits gardes du corps, affolés sous le déferlement des vagues. L'avant émergea du chaos; l'arrière disparut à jamais dans l'eau glauque.

Hersing s'était réfugié sous la côte grecque. Il recommença sa tentative, dès le 28 mai au soir. Quand il se présenta, de nouveau, devant les Dardanelles, la mer était vide de grands navires : seuls, quelques patrouilleurs et quelques torpilleurs longeaient la rive à toute vitesse. La leçon avait porté.

Il s'avança jusqu'à la côte d'Asie Mineure, revint devant les Dardanelles, mais, n'y trouvant plus d'objectif, il pénétra dans les Détroits et fut reçu à Constantinople au milieu d'un véritable délire, par ses compatriotes et par la foule turque, qui l'acclamèrent comme un sauveur.

Hersing avait montré aux sous-marins allemands la route de la Méditerranée. N'était-ce pas un terrain de chasse autrement prometteur que les tristes mers du Nord? Dans la lumière bleue et nette, les mâts et le gréement des victimes se reconnaissaient de très loin. Le temps calme permettait aux corsaires d'attendre paisiblement leur proie.

Les Allemands avaient compté sur le concours de leurs alliés Austro-Hongrois, tapis dans leurs bases de l'Adriatique. Mais leur flottille sous-marine était réduite à six petites unités, disparates, à faible rayon d'action, auxquelles était venu s'ajouter, en 1914, un autre petit bâtiment d'expérience. La

Double Monarchie avait bien commandé à Krupp cinq grands sous-marins; mais la marine allemande les avait gardés pour elle.

Les sous-marins autrichiens se contentèrent, tout d'abord, de briser les blocus par lesquels la flotte française tout entière, grands bâtiments de ligne en tête, enserrait les côtes de l'Adriatique. Le 18 octobre, le croiseur *Waldeck-Rousseau* avait échappé à une attaque de torpilleurs, d'avions et de sous-marins. Le 22 octobre, le cuirassé *Jean Bart*, bâtiment-amiral de Boué de Lapeyrère, s'avançait, gravement, à neuf nœuds, sans la moindre protection, dans le canal d'Otrante. Une torpille le frappa à l'avant, tirée par le petit sous-marin autrichien XII, qui venait d'entrer en service. Le compartimentage du dreadnought résista merveilleusement : il put gagner, en clopinant, Malte, et son arsenal; la solidité de sa construction fit l'admiration des ingénieurs britanniques qui le réparèrent.

Au même moment, le sous-marin français *Curie* essaya de forcer les défenses et les barrages autrichiens de Pola, pour attaquer les navires sur rade. Il s'empêtra dans les filets de l'entrée du port, dut émerger sous une tempête de projectiles, et se rendre. Les Autrichiens s'en emparèrent et l'incorporèrent dans leur flotte.

L'enseignement du *Jean Bart* aurait dû être décisif. Son accident n'empêcha point le *Léon-Gambetta*, grand croiseur cuirassé, de suivre son exemple, et de patrouiller, le 27 avril 1915, à la vitesse dérisoire de six nœuds et demi, dans le canal d'Otrante, sans aucun écran défensif. Deux torpilles frappèrent le navire dans l'obscurité. L'équipage conserva le sang-froid le plus magnifique. Les officiers se laissèrent entraîner, avec le navire qui sombra en dix minutes, autour de leur chef, le contre-amiral Senès : six cent cinquante marins français périrent sous les coups du petit sous-marin V.

Le commandement naval français se décida, enfin, à ne faire exercer le blocus rapproché que par de petites unités. Un mois après, l'Italie embrassait la cause des Alliés. Mais comme elle avait, aussitôt, exigé le secours d'une escadre britannique, le croiseur léger *Dublin*, en mission le long de la

côte monténégrine, escorté de six torpilleurs, fut atteint par une torpille autrichienne.

Au cours de l'année 1915, quand l'Amirauté allemande avait passé à Krupp et aux chantiers de la Weser la commande de dix-sept petits sous-marins côtiers et de quinze sous-marins mouilleurs de mines, six, parmi les *UB*, et quatre des *UC* furent envoyés, par voie ferrée, à Pola, où ils furent assemblés par des ingénieurs allemands.

Les autorités navales austro-hongroises ne parurent pas, d'ailleurs, vouloir participer fort activement aux attaques menées par les sous-marins allemands, pourtant leurs alliés, contre la navigation marchande de l'Entente. Les Allemands ne se gênèrent d'ailleurs pas pour faire fréquemment usage du pavillon de la Double Monarchie, et pour couvrir, grâce à lui, leurs crimes sous-marins.

Entre temps, Hersing ne resta pas inactif. Il repassa les Dardanelles et croisa en Méditerranée orientale, devant Beyrouth et Tripoli. Le 4 juillet, émergeant des Détroits, il tomba sur le transport français, heureusement vide, *Carthagène*, qu'il coula. A la fin d'août, il tenta, vainement, une seconde attaque contre le bâtiment anglais *Swiftsure*. Il trouva la route du retour barrée et se réfugia à Pola, où il fit réparer son navire.

L'expédition de Salonique allait fournir aux sous-marins allemands de magnifiques cibles : les transports bondés de troupes, envoyés pour y garnir le nouveau front. Le 13 août 1915, le petit *UB-14* réussit à lancer, à mille six cents mètres, une torpille sur le paquebot *Royal Edward*, qui jaugeait plus de onze mille tonnes et transportait trente et un officiers et mille trois cent trente-cinq hommes d'Alexandrie à Moudros; huit cent soixante-six hommes succombèrent.

L'Amirauté allemande envoya alors en Méditerranée quelques-uns de ses meilleurs sous-mariniers, Rücker, sur l'*U-34*, Kophamel, sur l'*U-35*, Gansser, sur l'*U-33*, Forstmann, sur l'*U-39*, et Valentiner, sur l'*U-38*.

Les désastres se succédèrent. Entre le 28 septembre et le 11 octobre 1915, dix-huit bâtiments de commerce alliés furent coulés. A la suite de la déclaration de guerre de la Bulgarie, le 15 octobre 1915, et de l'envoi des premiers grands contin-

gents alliés à Salonique, les sous-marins allemands redoublèrent leurs coups. C'est ainsi que Kophamel attaqua, et coula à la torpille, le transport de troupes *Marguetti*, de sept mille tonnes, avec six cent quarante-six officiers, soldats et infirmières, outre cinq cent quarante et un animaux. En novembre, il reçut l'ordre de transporter une mission de dix officiers allemands et turcs, et des munitions, dans le port de Boudroum. Il fut alors chargé par l'Amirauté de Berlin, d'organiser à Pola une base purement allemande, destinée à tous les sous-marins allemands opérant en Méditerranée. Pola, Fiume furent organisés en centre de réparations; Cattaro devint centre stratégique. A ce moment, l'*U-35* de Kophamel fut confié à un officier, d'origine française et huguenote, qui, par ses destructions sauvages, devait acquérir une triste célébrité : Lothar von Arnauld de la Périère.

Un autre allait bientôt la lui disputer : Max Valentiner, qui se surnomma plus tard, modestement, la « Terreur des Mers ». Il avait commencé sa carrière méditerranéenne par un véritable crime. Après avoir, le 7 novembre 1915, coulé le transport vide *France IV*, au large de la Sardaigne, il rencontra un paquebot italien, de huit mille tonnes, l'*Ancona*. Il arbora les couleurs autrichiennes, coula le navire, tira sur l'équipage et les passagers, au moment où ils s'embarquaient dans les canots : plus de deux cents hommes périrent ainsi.

Valentiner ne s'est pas vanté de ce haut fait, dans le petit livre qu'il a complaisamment consacré à sa gloire. Comme les commandants de sous-marins discutaient des meilleures méthodes de guerre anti-sous-marine, et comparaient les avantages respectifs de la cruauté et de la douceur, le bon apôtre prétend avoir toujours préconisé cette dernière. Son raisonnement était le suivant : « Il est, malgré tout, difficile de couler rapidement un navire. C'est pur hasard qu'un seul coup porte. Si les commandants de navires marchands apprenaient qu'ils seraient bien traités, ils ne tarderaient pas à se rendre, après un ou deux coups de semonce, qu'ils attendraient presque avec impatience, pour légitimer leur lâcheté. » Valentiner eut, d'ailleurs, de nombreuses déceptions et tomba souvent, en Méditerranée, sur des braves qui lui firent payer cher sa vantardise.

C'était aussi le type parfait du lansquenet, de la bête de proie, acharnée au butin, heureuse dans la rapine. Avec quelle joie ces Germains, aux figures de Peaux-rouges boucanés, restés souvent des jours entiers sans pouvoir se laver, autrement que dans l'eau salée, souillée par les effluves du pétrole des moteurs, les cheveux embroussaillés, la barbe hirsute, tombaient sur un cargo paisible, chargé d'approvisionnements délicats : café, thé, conserves, fruits, vins, liqueurs, cigarettes. Le cuisinier allemand était alors envoyé avec l'équipage de prise ou l'équipe de destruction. Il se dirigeait droit sur la cambuse, humait le plat qui mijotait sur le feu, parfois même le terminait avant de rentrer à bord. Un jour, Valentiner fit grâce de quelques quarts d'heure au navire condamné, pour permettre d'achever la cuisson de petits pains.

En Méditerranée, ce fut la noce; les vapeurs français eurent un succès énorme. Légumes frais, champignons, poissons et viandes garnissaient leurs soutes. Le vin, largement mais justement réparti sur le sous-marin, par un sous-officier désigné par le commandant, entretenait un moral élevé, déchaînait les cœurs sentimentaux, le soir, quand, naviguant en surface, au ras de l'eau tiède, le long fuseau et sa bande de corsaires se reposaient d'une dure journée de chasse et de destruction.

« On a prétendu, déclare Valentiner, — le raisonnement se retrouve sous la plume d'un grand nombre de ses camarades et complices — que nous coulions nos victimes avec haine. C'est une erreur. Notre travail était « objectif », « professionnel ». Nous cherchions à exécuter ce cruel métier aussi humailement que possible. » Le plus souvent, quand le cargo ou le voilier s'était arrêté, sur l'injonction d'un coup de canon bien placé, à quelques mètres de l'avant, le commandant du sous-marin allemand envoyait à son bord une équipe de destruction. Avec la plus grande prestesse, fruit d'une longue pratique, les Allemands plaçaient dans le fond de la cale, de chaque bord, une cartouche à explosif, contenant un kilogramme et demi de dynamite, que l'on faisait détoner en enflammant un long fil, qui brûlait lentement, pendant environ dix minutes. La charge, exactement calculée, faisait dans la coque un trou généralement gros comme une tête

d'homme. La détonation n'inquiétait guère les Allemands : ils en connaissaient exactement les effets, et pillaient jusqu'à la dernière minute. Quand un coup de canon, tiré du sous-marin, les prévenait, ils sautaient dans le canot et regagnaient le bord, chargés de butin. Ils entendaient alors de sourdes explosions dans les profondeurs. Des poutres sautaient en l'air, des bulles d'air crevaient la surface de l'eau. La chaudière explosait ou était enfoncée par la pression de la mer. Tantôt, le navire s'enfonçait par l'avant, tantôt, on voyait ses hélices tourbillonner dans le vide, tantôt encore il se renversait tout d'un côté comme une baleine blessée à mort : agonie brève ou lente, alors hâtée par des coups de canons du sous-marin. Les Allemands finissaient par n'y même plus prêter attention : c'était le « boulot » quotidien.

Des déclarations pacifiques comme celles de Valentiner n'empêchaient point les protestations des neutres. L'Autriche-Hongrie elle-même, qui ne suivait l'Allemagne qu'avec la plus extrême répugnance, dans la voie dangereuse de la guerre sous-marine, se plaignit d'elle pour l'emploi abusif de son pavillon. Washington reprit ses représentations à Berlin. Les commandants de sous-marins reçurent l'ordre d'opérer, même en Méditerranée, selon les règles de la guerre de prise. Ils durent s'incliner. Leurs premières cruautés avaient coûté à leurs ennemis, cinquante-quatre navires anglais, trente-huit navires alliés et neutres; six sous-marins avaient suffi à tout ce carnage. Ils avaient surtout profité de l'anarchie du commandement chez les Alliés. La résistance à la menace sous-marine restait morcelée, par là sans force. Les Italiens avaient conservé la garde de l'Adriatique et des côtes de Tripoli; aux Français, était réservées la Méditerranée occidentale, les rives nord-africaines, la mer Ionienne et la côte de Syrie. Les Anglais gardaient l'hégémonie autour de Gibraltar, en mer Egée, au centre de la Méditerranée et sur les avancées de Port-Saïd. Les zones, entre lesquelles la Méditerranée avait été morcelée, constituaient une vraie mosaïque, où se faisait vivement sentir le manque de discipline et de coordination. Impatientes du joug britannique, les marines française et italienne prétendirent être maîtresse chacune chez elle, surveiller, au moyen de patrouilles, les routes de leur

trafic, se défendre à coups de canons embarqués sur les paquebots et les cargos, contre la perfidie des torpilles sous-marines qui les guettaient presque à coup sûr, à l'entrée des détroits, aux carrefours du trafic, où, bercés par les molles ondulations de la mer bleue, et sous les regards propices de la lune, les sous-marins allemands les attendaient.

VI

LA RÉSISTANCE ALLIÉE

En Allemagne, même après que la crise dramatique provoquée par la destruction du *Lusitania*, se fut peu à peu calmée, le conflit subsista entre les modérés et les fanatiques, entre le chancelier Bethmann-Hollweg et les marins.

Le 18 août 1915, un nouveau paquebot à passagers, l'*Arabic*, était torpillé, quatre Américains noyés.

Le gouvernement des États-Unis n'avait jamais renoncé à son point de vue sur la liberté des mers, « le droit des neutres ». « Le droit des neutres en temps de guerre, déclarait-il, le 8 juillet 1915 au gouvernement allemand, est fondé sur un principe... et les principes sont immuables... Le gouvernement des États-Unis ne méconnaît, ni les conditions extraordinaires créées par cette guerre, ni les modifications profondes qu'apporte à la guerre navale l'emploi d'armes nouvelles, non prévues par les nations, lorsqu'elles ont formulé les règles existantes du droit des gens. Il est tout disposé à tenir un compte raisonnable des aspects, nouveaux et inattendus, de la guerre maritime, mais il ne peut consentir à la limitation d'aucun droit essentiel ou fondamental de son peuple... Les événements de ces deux derniers mois ont clairement démontré qu'il est possible, et facile, de conduire les opérations sous-marines, telles que celles qui ont caractérisé l'activité de la marine impériale allemande dans la zone de guerre, en accord réel avec les lois de la guerre reconnues et acceptées... »

La perte de l'*Arabic* remit tout en question, et à un moment particulièrement mal choisi. Le président Wilson méditait un grand plan de médiation en faveur de la paix. Bernstorff venait, enfin, de voir réaliser un de ses plus chers désirs, et

avait reçu l'autorisation de négocier avec Lansing, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. C'est en pleines conversations, qu'éclata, comme une bombe, la nouvelle affaire de l'*Arabic*.

Bernstorff, affolé, envoya aussitôt à Berlin un avertissement, contenu dans une lettre, écrite en français, qu'il fit parvenir à son gouvernement par « le détour habituel » : « Je crains de ne pouvoir empêcher rupture, cette fois, si notre réponse à propos de l'*Arabic* n'est pas conciliante; je conseille envoyer instructions à moi de suite pour négocier entière question. Peut-être il sera possible ainsi de sauver situation... »

Diplomate subtil, à l'esprit ouvert sur les réalités, très initié à la mentalité des divers partis par un long séjour aux États-Unis, par d'excellentes et multiples relations dans la société américaine, *persona grata* à la Maison Blanche, Bernstorff se désolait de voir ses conseils aussi mal suivis à Berlin. « La liberté des mers, écrivait-il, n'est pas une simple phrase pour eux. Ils entendent, par là, la suppression du droit de proie maritime : c'est un des buts les plus sérieux de leur politique. »

Le gouvernement allemand avait, au contraire, envenimé la question par une note remise à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, Gerard, et cherché à finasser, en prétendant que le commandant du sous-marin avait cru que l'*Arabic* voulait l'éperonner.

Bernstorff l'avait pourtant prévenu qu'un autre cas comme celui de l'*Arabic* entraînerait la guerre.

Le souvenir du *Lusitania* n'était pas effacé. Bernstorff, d'ordinaire plus perspicace, ne mesura cependant pas exactement le lent cheminement de l'idée de guerre dans la conscience de Wilson; il se trompait, quand il ironisait à ce propos : « Le grand homme solitaire de la Maison Blanche a de grands plans, mais il est fortement entravé dans la liberté de ses décisions par le désir d'être réélu. »

Wilson était, à ce moment, travaillé, lentement, mais sûrement, par son conseiller le plus secret, le colonel House. Celui-ci s'était rapidement rendu compte de l'impossibilité où se trouvait son pays de conserver la paix avec l'Allemagne déchaînée. Il prévoyait la guerre et l'imputait à la faiblesse de son pays : « Si la guerre éclate avec l'Allemagne, du fait de

cette controverse au sujet de la campagne sous-marine, c'est parce que nous avons manqué de préparation militaire, et parce que l'Allemagne nous sent impuissants contre elle... »

De toutes ses forces, House avait lutté contre la politique de concessions de Bryan, contre les hésitations de Wilson. Mais quel chemin à parcourir! L'homme qui, dès le début de la guerre, avait déclaré, le 18 août 1914 : « Quiconque aime véritablement l'Amérique, agira et parlera dans un esprit de loyale neutralité » et qui, trois jours après la perte du *Lusitania*, n'y faisait pas d'autre allusion que par ces phrases sybillines : « Un homme peut être trop fier pour se battre » et : « Une nation peut être trop certaine de son bon droit pour avoir besoin d'employer la force... », avait bien du chemin à parcourir pour rejoindre son confident, converti à la nécessité de la guerre, juste, inévitable.

Avec quelle tenace habileté, House fit le siège de cette âme, noble, mais lente à émouvoir, effrayée par toute décision, perdue dans l'espoir de quelque retardement salutaire, qui dispenserait de l'action! « Notre peuple ne veut pas la guerre, lui écrivait le colonel, après le *Lusitania*. Encore moins songe-t-il à désavouer la position que vous avez prise. Il ne veut pas davantage éluder les responsabilités qui doivent être nôtres. » Puis, passant à la flatterie, qui, venant d'un tel homme, manquait rarement son effet sur Wilson : « Votre première note à l'Allemagne, après la destruction du *Lusitania*, a fait de vous, non seulement le premier citoyen de l'Amérique, mais aussi le premier citoyen du monde... Si vous ne vous décidez pas à renvoyer Bernstorff et à rappeler Gerard, vous êtes, nécessairement, amené à réunir le Congrès, et à lui faire assumer les responsabilités de l'heure présente... Pour la première fois dans l'histoire du monde, une grande nation a perdu la tête. Il se pourrait très bien qu'il nous incombât, au moins en partie, de mettre un frein à sa folie. »

De tels appels ne pouvaient manquer de remuer le Président, mais ils redoublaient son trouble, et les tourments où se débattait sa conscience. Il s'écriait devant son confident : « Ce serait une calamité si nous étions entraînés à prendre une part effective au conflit! » Ou bien encore, il déclarait au Congrès : « Si l'on veut véritablement éviter un cataclysme

mondial, il est nécessaire de mettre des bornes à la furie d'une guerre dévastatrice... »

Cependant, l'idée d'une guerre nécessaire à la paix du monde finissait par l'envahir. Un soir de septembre 1915, il retournait, une fois de plus, les problèmes de la paix et de la neutralité dans son cabinet de la Maison Blanche. Il avoua à son ami qu'il ne s'était jamais senti très sûr que les États-Unis ne devraient pas participer à la guerre; dans le cas où il semblerait évident que l'Allemagne et ses idées militaristes triompheraient, plus que jamais, le devoir de l'Amérique lui imposerait d'intervenir par les armes dans le conflit.

En Allemagne, les dirigeants de la politique et de la stratégie continuaient à se déchirer. Le nouvel incident de l'*Arabic* angoissait Bethmann-Hollweg. Décidé à ne plus « vivre ainsi sur un volcan », il obtint de l'Empereur la convocation d'une réunion à son quartier général de Pless, où seraient, de nouveau, discutés la situation politique et le problème de la guerre sous-marine.

Bethmann y prit résolument l'offensive. Pour lui, la situation diplomatique de l'Allemagne était très grave. Des concessions importantes au sujet de la guerre sous-marine s'imposaient. Le chancelier promettait aux États-Unis que les commandants de sous-marins recevraient l'ordre formel de ne couler aucun paquebot sans avertissement. L'Allemagne leur demanderait, en même temps, de faire des démarches auprès de l'Angleterre pour l'inviter à se conformer à la déclaration de Londres. Les marins foncèrent sur ces propositions. Accepter la première, c'était, selon l'amiral Bachmann, renoncer publiquement à la guerre sous-marine. Quant à Tirpitz, il admettait, tout au plus, qu'on déplaçât le théâtre de la guerre sous-marine en dehors des zones parcourues par les paquebots d'Amérique.

Le désaccord, absolu entre le chancelier et les marins, s'accusait. Le chancelier avait eu vent du propos d'un jeune officier de l'état-major général de la marine, à l'attaché naval américain : « Le ministre des Affaires étrangères pourra faire tout ce qu'il voudra : la marine ne fera que ce qu'elle croit juste. »

Le lendemain, Bethmann, faible mais obstiné, arracha à

l'Empereur, une nouvelle décision, en l'absence du chef d'état-major et de Tirpitz. Le 31 août, à deux heures, le grand poste allemand de Norddeich lança le radio chiffré aux sous-marins en mer : « Dès maintenant, les bateaux transportant les passagers ne devront être coulés qu'après avertissement et sauvetage des passagers et de l'équipage. »

Dès le 27 août, Tirpitz offrit sa démission. Elle fut refusée sèchement.

Tirpitz répliqua, le 7 septembre, par un mémoire capital, dans lequel il précisait sa politique et sa stratégie sous-marine : il était possible, affirmait-il tout d'abord, d'éviter d'une façon certaine d'autres incidents (comme celui de l'*Arabic*). « Il suffisait d'adopter le moyen que j'avais proposé à Votre Majesté : ne pas envoyer de sous-marins sur la côte d'Angleterre... Pratiquement, l'ordre très secret envoyé par Votre Majesté, relativement aux paquebots, équivaut à l'abandon de la guerre sous-marine, car l'expression de « paquebots » est très vague. En outre c'est l'aveu que la guerre sous-marine, telle que nous l'avons pratiquée jusqu'à présent, était contraire aux lois de l'humanité... Par là, nous nous privons, pour l'avenir, de l'arme la plus efficace contre l'Angleterre... »

« Si, par ailleurs, — raisonnait l'amiral —, nous faisons des concessions et avouons que la guerre sous-marine est inhumaine, nous en enlevons toute la force, même après la signature de la paix. Or son développement, son libre usage, constituent l'un des facteurs de puissance les plus importants que l'Allemagne puisse posséder contre la tyrannie maritime, dont l'Angleterre a abusé d'une façon si grossière pendant cette guerre.

» Par l'abandon de la guerre sous-marine, la flotte allemande reçoit le coup le plus dangereux : elle est privée de son efficacité dans le domaine d'action, actuellement le plus terrible pour l'Angleterre... Ce n'est pas un sentiment mesquin qui me fait élever la voix, s'écriait, à la fin, non sans noblesse, le créateur de la flotte de haute mer allemande, mais un souci profond que j'ai du sort de la flotte. De son utilisation et de son succès, dépend son existence même... »

L'Empereur rétorqua, après avoir bardé d'annotations

rageuses les marges du rapport de Tirpitz : « J'ai créé et instruit la flotte pour être mon arme. Comment, où et quand je compte l'utiliser, c'est mon affaire, à moi Chef suprême de la guerre. »

Bachmann, chef de l'état-major général de la marine fut sacrifié et remplacé par le plus conciliant Holtzendorff.

Aux États-Unis, ces mesures eurent un effet lénifiant. La plupart des journaux constatèrent, avec satisfaction, que l'Allemagne cédait, et « que l'Amérique s'était assuré la paix avec honneur ». Mais l'apaisement ne fut que momentané.

Du reste, l'Allemagne n'avait cédé que du bout des lèvres. Dès le 7 septembre, l'ambassadeur Gérard écrivit au colonel House : « Les gens de la marine déclarent carrément qu'ils n'arrêteront pas la guerre sous-marine, quelles que soient les concessions faites par le chancelier et les Affaires étrangères... Le chancelier semble toujours trembler devant Tirpitz et son bureau de presse. »

Les sous-mariniers allemands se plaignaient des contre-ordres continuels qui venaient briser leur élan.

Les amirautés anglaise, française, italienne, utilisèrent cette période d'hésitation politique pour s'équiper et renforcer leurs moyens de résistance.

Elles avaient été prises au dépourvu : la guerre au commerce avait été pour elles une surprise presque totale. Elles se ressaisirent et se mirent courageusement au travail. Les premières méthodes anti-sous-marines furent élaborées. Aux bâtiments de guerre naviguant en groupe, il fut, impitoyablement, prescrit de s'écarter du navire torpillé, et de l'abandonner à son destin.

Pour la poursuite des sous-marins ennemis, on songea, tout d'abord, à utiliser les forces légères de surface, aussi rapides que possible : yachts, chalutiers, vedettes, furent réquisitionnés. Un port comme celui de Portsmouth ne concentra pas moins de quatorze contre-torpilleurs, dix-sept torpilleurs, trente-sept chalutiers, soixante-trois drifters, onze dragueurs; à Douvres furent concentrés dix contre-torpilleurs, neuf sous-marins, six yachts, quarante-quatre chalutiers, soixante-trois drifters, huit dragueurs, uniquement employés contre les sous-marins.

Dès décembre 1914, l'Amirauté britannique avait créé un *Submarine attack Commiteee.* Les eaux britanniques avaient été partagées en trente-trois zones de surveillance, possédant chacune un groupe de patrouille. Un programme de constructions avait été mis sur pied, immédiatement entrepris. L'Amirauté demanda à l'amiral Jellicoe l'autorisation de barrer, par des mines, toute la partie méridionale de la mer du Nord. Mais les mines, de mauvaise qualité, n'arrêtèrent nullement les sous-marins. Elles furent doublées par des barrages de torpilleurs. On fit escorter les convois traversant la Manche, par un nombre sans cesse croissant de torpilleurs : autant de moins qui pouvaient manœuvrer avec la Grande Flotte, qui en avait elle-même grand besoin. Enfin, one n vint à l'idée d'armer les bâtiments de commerce. On leur prescrivit de se défendre eux-mêmes, et s'il le fallait, de prendre l'offensive.

Cependant, l'Amirauté britannique d'elle-même adoucit un peu ces ordres, au mois d'octobre 1915 : les bâtiments marchands ne devaient ouvrir le feu, que s'ils étaient attaqués; les couleurs seraient hissées au moment du tir.

Le résultat de cette installation d'armements, même défensifs, à bord des bâtiments de commerce, fut de forcer les sous-marins à abandonner le canon, comme arme habituelle et de l'obliger à attaquer, avant tout, à la torpille, arme beaucoup plus coûteuse, sournoise, et, internationalement, périlleuse, puisque — la catastrophe du *Lusitania* l'avait bien prouvé — elle risquait de frapper, comme à l'aveuglette, un navire neutre, chargé d'innocents, et, surtout, d'Américains.

Enfin, c'est pendant l'été de 1915, que l'Amirauté britannique, imitée bientôt par l'Amirauté française, mit au point l'instrument de défense le plus dangereux auquel se fût, jusque-là, heurté le sous-marin : le bateau-piège.

Dans les opérations navales du temps passé, il arriva fréquemment que de paisibles bâtiments à voiles fussent peints de façon à ressembler à des frégates, et dotés de faux canons en bois, qui leur donnaient un aspect redoutable : grâce à quoi ils pouvaient rentrer paisiblemnt au port avec leur cargaison sauve. En 1914, on appliqua une méthode inverse. De pacifiques cargos se traînaient péniblement le long des routes patrouillées. Soudain, ils démasquaient leur artillerie.

La flamme de guerre britannique montait au mât. Une grêle d'obus frappait le sous-marin, souvent blessé à mort, qui disparaissait pour jamais dans les profondeurs.

V

ORDRES, CONTRE-ORDRES, DÉSORDRE

Le calme dû à la reculade allemande, qui suivit les catastrophes du *Lusitania* et de l'*Arabic*, ne dura pas.

Les États-Unis furent bientôt secoués par une série d'attentats, qui aboutirent, du reste, à un résultat diamétralement opposé à celui qu'escomptaient les services d'espionnage allemands : ils jetèrent l'opinion publique, presque unanimement, aux côtés des Alliés.

Elle avait commencé par la mise hors d'état des navires allemands désarmés, gardés prisonniers dans les principaux ports américains.

Puis les auteurs des attentats s'étaient attaqués aux cargaisons des navires en partance, américains ou neutres, ainsi qu'aux fabriques de munitions. Vingt-cinq tentatives eurent lieu en huit mois, jusqu'au 1er septembre 1915. Au début de ce mois, le hasard amena l'arrestation par les autorités britanniques, d'un citoyen américain, Archibald, chargé par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Washington, le docteur Dumba, de porter des messages à son gouvernement. Dans les papiers saisis on découvrit une lettre de l'ambassadeur au Baron Burian. Il lui soumettait tout un programme de grèves et d'accidents, susceptibles d'arrêter la fabrication des munitions. « Mon impression, écrivait l'ambassadeur, est que nous pouvons désorganiser et suspendre, pendant des mois, sinon empêcher entièrement, la fabrication des munitions aux mines de Bethleem et dans le Middle-West : l'attaché militaire allemand y attache une grande importance; il estime que cela compenserait amplement les fonds engagés... »

La presse américaine, presque tout entière déchaînée, exigea le renvoi d'un pareil diplomate, mais Dumba avait déjà quitté les États-Unis. Les attentats recommencèrent de plus belle, dans les usines et dans les ports. Le 10 octobre, cinq

incendies détruisirent quatre usines de Delaware et une de la compagnie Bethleem. L'enquête révéla, cette fois, que les principaux coupables étaient l'attaché naval allemand Boy-Ed et von Papen, attaché militaire : le second a, depuis, parcouru une brillante carrière.

Le 4 décembre 1915, l'élégant capitaine de cavalerie, de l'État-major de l'armée, von Papen, dut être immédiatement rappelé — ainsi que son compère Boy-Ed — à la suite d'une série d'actes déclarés « inconvenants » par le pacifique Lansing lui-même. A son arrivée à Berlin, il fut récompensé par l'Aigle rouge de quatrième classe, avec couronne royale et glaives. Von Papen n'avait pas perdu son temps aux États-Unis. Il avait, à bord d'un navire allemand désarmé, le *Friedrich der Grosse*, fait installer une fabrique de bombes incendiaires : elles étaient sournoisement glissées dans les soutes des navires alliés, qu'elles mettaient en feu, grâce à un mécanisme d'horlogerie : trente-cinq incendies éclatèrent sur des navires alliés.

Avec le concours d'un banquier germanisant, l'attaché militaire avait préparé des attentats contre les ponts, les usines de munitions. Au moment de la perte du *Lusitania*, il avait travaillé l'opinion américaine et tenté de démontrer que le navire était armé. Il avait fomenté des grèves dans les usines fournissant les Alliés, les compagnies de transport, la révolte parmi les cotonniers du Sud, quand l'Angleterre avait fait savoir qu'elle saisirait, comme contrebande, le coton embarqué pour d'autres destinations que les ports alliés.

Le gouvernement allemand, Bernstorff lui-même, pourtant d'humeur conciliante, et bien payé pour filer doux, le prirent d'abord de très haut, protestèrent contre cette insulte à des diplomates, demandèrent la raison du rappel demandé par le gouvernement américain. Lansing répond simplement : « Leurs actes militaires et navals ».

L'Empereur ordonna, personnellement, le retour des deux officiers : une fois de plus, le calme régna.

L'année 1915 ne devait pourtant se terminer sur cette note sereine. Le torpillage de l'*Ancona*, navire italien, avec cent cinquante passagers à son bord, par un sous-marin austro-hongrois, excita de nouveau le gouvernement américain.

Hautain, Wilson exigea la punition du commandant qu'il accusait d' « assassinat ». Le baron Burian crut plaisant de riposter sur le ton de la badinerie viennoise. La rupture semblait inévitable. Sur le conseil des Allemands, les Autrichiens cédèrent. Les deux ambassadeurs alliés vinrent, spontanément, promettre à M. Lansing qu'aucun paquebot à passagers ne serait jamais plus coulé. Le 7 janvier le gouvernement allemand proclamait solennellement : « Les sous-marins allemands dans la Méditerranée ont, dès le début, reçu des ordres pour ne conduire la guerre de course contre les navires de commerce ennemis qu'en conformité avec les principes du Droit international. Les mesures de représailles, telles que celles qui avaient été appliquées dans la zone de guerre, autour des Iles britanniques, ont été écartées. Les sous-marins allemands ne sont, par conséquent, autorisés à détruire les navires de commerce ennemis dans la Méditerranée, navires à passagers ou cargos, tant que ceux-ci n'essaient pas d'échapper ou de résister, qu'après avoir mis en sûreté les passagers et l'équipage. Si les commandants de sous-marins allemands n'obéissent pas aux ordres qui leur sont donnés, ils seront punis : le gouvernement allemand fournira réparation pour la perte des citoyens américains ou de leurs biens. »

Cette dernière capitulation porta à son paroxysme l'indignation des sous-mariniers et des chefs de la marine allemande. Tirpitz se donna la joie méphistophélique de dresser, mois par mois, et presque semaine par semaine, la liste de tous les ordres envoyés par l'État-major de la marine, aux exécutants, depuis le 4 février. Les ordres « d'exécution » alternaient avec les conseils de prudence à l'égard des pavillons américain et italien, et les avertissements de « ménager les neutres ».

En vain, le commandant en chef de la Flotte de Haute Mer avait-il déclaré, au nom de toute la flotte, le 20 juin 1915, « que tout recul sur les questions intéressant la zone de guerre serait nécessairement considéré comme une défaite politique, et que les concessions servaient les théories ennemies sur le caractère barbare de la guerre sous-marine..., que reculer, c'était sacrifier les sous-marins, la seule arme contre l'Angleterre » : le pouvoir civil paraissait avoir triomphé.

« Ordres, contre-ordres, désordre, telle était, écrit Tirpitz,

l'impression de la flotte. Si l'on examine ces ordres et ces contre-ordres, en partie inexécutables, si l'on songe qu'ils n'arrivaient aux commandants de sous-marins qu'après avoir été transmis par plusieurs échelons de commandement, on comprendra quels devaient être le désarroi et l'exaspération de nos marins, à la suite des interventions et des décisions contradictoires du pouvoir politique. »

Ce désordre n'était, d'ailleurs, pas spécial à la guerre sous-marine. Il paraît avoir été la marque distinctive de la conduite de la guerre navale allemande tout entière. Il manquait à l'ensemble, selon l'expression juste d'un des plus brillants officiers de la marine allemande, von Trotha, qui joua, à la bataille du Jutland, comme chef d'état-major de von Scheer, un rôle décisif, « une forte volonté directrice »... « La ferme volonté d'une direction unique disparaissait de plus en plus derrière des monceaux de papiers dont il semblait que la fin dernière fût toujours de déplacer la responsabilité d'une personne à l'autre... »

Entre le chef de cabinet militaire, von Müller, que certains avaient baptisé « le Raspoutine » de la marine allemande, et les jeunes officiers ardents et combattifs, disciples de Tirpitz, se livrait une lutte sourde et tenace. Le parti de la temporisation et de la conservation de la flotte, à tout prix, jusqu'à la paix, l'emporta. Tirpitz s'offrit à l'Empereur pour assurer la direction unique de la marine. Von Müller mit sa lettre au panier, sans même la montrer à l'Empereur. La seule concession faite par celui-ci à une politique d'énergie, avait été la nomination de Scheer à la tête de la flotte de haute mer. Elle eut pour effet la bataille du Jutland, journée de demi-victoire éphémère.

Le début de l'année 1916 marque une évolution importante dans l'histoire de la guerre sous-marine. Les fronts terrestres paraissaient, pour longtemps, stabilisés. Aucune solution décisive ne semblait possible ni à l'ouest ni à l'est. L'idée d'une guerre sous-marine, sans restrictions, capable de donner la victoire aux Empires Centraux, déjà lassés, surgit de nouveau dans l'esprit des chefs allemands.

Dans un rapport, adressé à l'Empereur par von Falkenhayn, nouveau généralissime, celui-ci constatait, tout d'abord, que

la France était, militairement et économiquement, « affaiblie jusqu'à la limite du supportable », que, par ailleurs, la puissance offensive de la Russie était « brisée ». Quant à l'Italie, « elle serait trop heureuse de se retirer de la guerre de façon convenable ». La puissance à abattre était l'Angleterre, qui continuait à exercer une effroyable pression sur ses Alliés et mettait son espoir en une guerre d'épuisement. C'était elle qu'il fallait mettre hors de cause; après avoir déclenché une offensive de grande envergure contre Verdun et Belfort, « pour montrer à la France qu'elle ne pouvait rien espérer militairement », l'Allemagne « agirait énergiquement contre l'Angleterre par le moyen de la guerre sous-marine ».

Celle-ci atteindrait l'ennemi en son point vulnérable en arrêtant les importations maritimes. « Si, écrivait Falkenhayn, les déclarations précises de la marine se réalisent, à savoir que la guerre sous-marine sans restrictions doit mater l'Angleterre au cours de l'année 1916, nous pouvons même envisager de sang-froid l'hostilité des États-Unis. Leur intervention ne peut avoir de résultats assez rapides pour encourager l'Angleterre à poursuivre la guerre, quand elle verra se dresser, sur son île, le spectre de la faim... »

Des réunions d'une importance capitale eurent lieu, le 30 décembre 1915, et le 5 janvier 1916, à Berlin, au Ministère de la guerre, entre les chefs de l'armée et de la marine. Falkenhayn accepta, comme il l'avait fait dans son rapport, la guerre sous-marine à outrance, si la marine en garantissait le succès. Tirpitz l'appuya, mais fut d'avis de substituer à la déclaration antérieure d'une zone de guerre, une interdiction du trafic commercial de l'Angleterre. Le chef d'état-major général de la marine, Holtzendorff, conseilla de commencer la guerre sous-marine sans restriction le 1er mars.

Il développa ses vues et celles de la marine, dans un document présenté à l'Empereur le 7 janvier 1916... « La nouvelle campagne sous-marine débuterait dans des conditions infiniment plus favorables qu'en février 1915... Nous disposons d'un nombre de bâtiments tel que, même en tenant compte de l'amélioration des moyens de défense de l'ennemi et des procédés techniques inventés depuis, nous pouvons obtenir des résultats supérieurs à ceux de l'année précédente... Si

nous entreprenons la guerre sous-marine, sans restrictions, en coulant tous les bâtiments rencontrés dans la zone de guerre, nous pouvons prévoir, avec certitude, que l'Angleterre sera contrainte à capituler à bref délai, dans six mois au plus tard, par suite de la réduction, insupportable, de son tonnage, par conséquent, de ses importations et exportations... »

Et passant au calcul du tonnage probable à couler, Holtzendorff l'évaluait à quatre cent quatre-vingt mille tonnes par mois, dans la zone de guerre anglaise, à cent vingt mille tonnes en Méditerranée. En y comprenant le tonnage détruit par les mines, il obtenait le total de six cent quatre-vingt-un mille six cent quarante tonnes par mois; chiffre inquiétant pour l'Angleterre, puisque Holtzendorff n'attribuait, sur son tonnage global, de vingt millions de tonnes, que la moitié à ses services d'approvisionnements. Il avait été, d'ailleurs, approuvé par des personnalités civiles considérables, notamment par Hugo Stinnes, qui aboutissait à des chiffres du même ordre.

Un seul homme garda, au milieu de l'affolement général, son bon sens et sa lucide raison : Ballin, directeur général de la *Hamburg-Amerika-Linie*, jadis conseiller écouté de l'Empereur, et qui, au risque de lui déplaire, lui écrivit crûment, au début de janvier 1916 : « Je trouve le nombre des grands sous-marins trop faible pour nous voir courir à cette *ultima ratio*. La première entreprise sous-marine péchait déjà par l'insuffisance des moyens. La seconde devrait être, à mon humble avis, conduite de façon à assurer un succès complet, sans le moindre doute; sinon, les conséquences de cette mesure me semblent hors de proportion avec les dangers, que je crois considérables... »

Les militaires, les marins, groupés autour de Tirpitz, étaient soutenus, à fond, par les grandes associations nationales : Association des agriculteurs, Association des paysans allemands, Association des paysans chrétiens, Union centrale des industriels allemands, Union allemande des classes moyennes. Elles envoyèrent une adresse au chancelier pour le prier « de ne pas pousser le souci qu'il avait des intérêts américains, au point de renoncer à l'arme la plus efficace dont l'Allemagne disposât dans la lutte économique contre l'Angleterre ».

Tous les milieux militaires, tous les grands organes directeurs de l'opinion publique allemande étaient donc coalisés contre le chancelier, pour imposer à l'Empereur une politique de violence et de perdition.

Un jeune officier de l'entourage de Tirpitz lui donnait une idée exacte de la situation quand il lui écrivait du quartier général impérial : « Une lutte sauvage est déchaînée ici pour la guerre sous-marine. De notre côté, Falkenhayn avec toute l'armée, le ministre de la Guerre, l'État-major de la marine, presque tous les milieux parlementaires de l'Allemagne et de la Prusse; contre, von Müller, Jagow, Ballin, Bethmann-Hollweg... L'attitude des États-Unis est le sujet de toutes les conversations. Les adversaires de la guerre sous-marine exagèrent la gravité de la situation. Ils voudraient, pour tout au monde, tuer cette guerre sous-marine, en nous poussant à déclarer illégal le cas du *Lusitania.* »

La lutte politique autour de l'Empereur prit un caractère d'âpreté tout particulier, quand celui-ci ayant réuni, le le 6 mars, à Charleville, un conseil de guerre pour trancher la question de la guerre sous-marine, Tirpitz s'en vit exclure. Il se fit alors déclarer malade. Deux jours après, le créateur de la flotte de haute mer allemande, à la tâche depuis plus de vingt ans, aux côtés de l'Empereur, reçut de son seigneur et maître la sèche lettre suivante : « De votre note du 8 de ce mois, je dois déduire, à mon grand regret, que votre état de santé ne vous permet plus de continuer à conduire les affaires du Ministère de la marine. Tout en vous exprimant combien je suis douloureusement affecté, d'avoir à renoncer à vos services si précieux, dont je vous serai toujours reconnaissant, je vais admettre en grâce la remise de votre démission. Je reste votre bien affectionné, Guillaume I. R. »

Le départ de von Tirpitz déchaîna la plus virulente indignation dans l'opinion publique. Tel Bismarck jadis congédié par le jeune Guillaume II, il reçut des adresses de dévouement et de félicitations de toutes les régions d'Allemagne.

Les partis politiques nationaux du Reichstag se firent l'écho des manifestations en déposant des motions comminatoires en faveur de la guerre sous-marine. Après une timide tentative de résistance, le Gouvernement se vit adresser par

la Commission centrale du Reichstag, une motion, où s'exprimait franchement l'engouement de l'Allemagne entière pour la guerre sous-marine : seul, le socialiste Ledebour s'était abstenu.

L'offensive allemande en faveur de la guerre sous-marine avait été sans doute favorisée par l'impression que les États-Unis, et, en particulier Wilson, étaient de moins en moins disposés à intervenir aux côtés des Alliés. Wilson s'était remarié à la fin de 1915, et suivait d'un regard plus distrait le développement de la politique internationale. Son secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Lansing, moins surveillé, s'exprimait avec une liberté de ton inquiétante pour les Alliés. Dans une note remise par lui, le 18 janvier 1916, aux ambassadeurs de France, d'Angleterre, de Russie et d'Italie, il désavouait la guerre sous-marine, déplorait le meurtre de non-combattants, de tout âge, de tout sexe. « Mais je ne pense pas, ajoutait-il, qu'un belligérant puisse être privé de l'usage des sous-marins contre le commerce ennemi, depuis que ces engins ont prouvé leur efficacité dans ce genre d'opérations. » Lansing cherchait, ensuite, à concilier la guerre sous-marine « avec les règles du Droit international et les principes de l'humanité, sans porter atteinte à son efficacité dans la destruction du commerce ».

Bernstorff approuvait, sans réserve, les efforts vers la neutralité de Wilson et de son conseiller diplomatique. Aussi, avec quelle angoisse voyait-il, de Washington, la vague de folie nationaliste déferler sur l'Allemagne. La sagesse eût été — il le sentait — de laisser le président développer, à loisir, sa politique de la liberté des mers et, au besoin, de contraindre l'Angleterre à l'accepter.

Aussi la déclaration de la guerre sous-marine sans restrictions le remplit-elle d'une rage impuissante. C'était, à ses yeux, une grave faute politique, qui ne se justifiait même pas par le succès. C'était le plus sûr moyen d'amener un nouveau conflit avec les États-Unis. Il était absolument impossible aux commandants de sous-marins de constater, à travers leur périscope, si un bâtiment de commerce était armé ou non. D'ailleurs, les Américains ne voulaient pas renoncer à se rendre, sur des paquebots ennemis, en France ou en Angle-

terre, car ils n'avaient pas suffisamment de bateaux à eux.

L'événement ne justifia que trop les prévisions du sagace ambassadeur. La guerre sous-marine sans restrictions entraînait les États-Unis à la lutte contre l'Allemagne : mais celle-ci s'y jetait en aveugle, avec une joyeuse frénésie.

Entre temps, les deux partis s'étaient préparés à une offensive et à une défense sous-marines, de plus en plus acharnées. L'effort allemand, si intense fût-il, ne correspondait pourtant pas aux nécessités d'une guerre sous-marine décisive.

Au début de la guerre, l'Allemagne possédait vingt et un sous-marins achevés; seize étaient encore en construction. Les plans de l'Amirauté prévoyaient la commande de onze bâtiments aux chantiers Germania, et de cinq aux Chantiers Impériaux de Dantzig. Mais, par suite de difficultés survenues au cours de la construction des moteurs Diesel, les chantiers Germania ne construisirent qu'une demi-douzaine d'unités : les six autres furent confiées aux chantiers de la Weser à Brême.

Après la conquête de la côte belge, le Ministère de la marine allemande eut l'idée de construire un petit nombre de sous-marins, de faible rayon d'action, qui auraient encore le temps d'entrer en service pendant la guerre même. Il s'arrêta à un type de cent vingt-cinq tonnes, avec deux tubes lance-torpilles de quarante-cinq centimètres, deux torpilles et un petit moteur Diesel. Ce fut la série qu'on appela les *UB*. Dix-sept furent commandés; deux allaient être cédés à la marine austro-hongroise.

Ces petits sous-marins devaient être livrés en trois parties et transportés en chemin de fer à Anvers, où ils seraient montés, pour être, ensuite, utilisés à Zeebrugge et à Ostende.

L'efficacité — inattendue — de la mine attira l'attention des Allemands sur un nouveau modèle de sous-marin : le sous-marin mouilleur de mines. Quinze furent commandés chez Vulcan et aux chantiers de la Weser.

Ces bâtiments, de cinq cent cinquante tonnes de déplacement, étaient aménagés pour transporter douze mines, logées à l'avant, en six puits. On pouvait les mouiller de l'intérieur du bateau, en surface ou en plongée. Puis Tirpitz

s'enhardit, et aborda la construction d'un type de sous-marins de haute mer. Les mines devaient être logées à l'arrière, dans la coque intérieure : leur émission devait avoir lieu par des tubes spéciaux. Le tonnage fut fixé à sept cents tonnes; le chargement comprenait trente-quatre mines. Les sous-marins étaient dotés à la fois de tubes lance-torpilles et de canons. De lourdes pertes frappèrent cette classe dès son apparition.

Au début de février 1915, l'Allemagne ne disposait encore, pour la guerre au commerce, que de huit vieux sous-marins à pétrole, et de quatorze nouveaux à moteur Diesel, soit un total de vingt-deux. C'était bien peu pour réduire une nation maritime de la taille de l'Angleterre.

Des progrès, techniques et tactiques, importants avaient été réalisés. Grâce à l'adoption de perfectionnements, tels que des dispositifs de plongée rapide, de vidange des ballasts, la durée de la plongée put être ramenée à une minute, au lieu de trois à cinq, au début de la guerre.

Le rendement avait sensiblement augmenté : les sous-marins munis de moteurs Diesel, avaient pu rester à la mer de dix à quinze jours consécutifs. Enfin, à partir de mars 1915, tous les sous-marins, depuis l'*U*-19 reçurent un canon, à vrai dire d'assez faible calibre : 88 millimètres.

Mais l'effectif des unités disponibles restait trop faible. Ce n'est qu'en 1916, que le « front sous-marin » put compter sur dix-sept grandes unités. Il n'en reçut que quatorze en 1915. Les pertes subies annulaient à peu près le gain. Les ennemis de Tirpitz lui ont, par la suite, après l'échec de la guerre sous-marine et la défaite amèrement reproché de n'avoir pas, dès le début des hostilités, mis sur pied un vaste programme de constructions sous-marines.

Mais un sous-marin de haute mer ne demandait pas moins de deux ans, pour être achevé. Tous les augures germaniques croyaient à une guerre brève. Presque tous les ouvriers spécialisés des arsenaux et des chantiers avaient été enrôlés dans l'armée. Pas plus que la France, l'Allemagne n'avait prévu l'organisation économique du temps de guerre. Ce n'est que peu à peu que l'armée et la marine finirent par s'entendre pour la répartition des ouvriers spécialisés, et que Tirpitz put perfec-

tionner l'organisation des chantiers de Kiel, de Dantzig, de Brême et de Hambourg, ainsi que celle de toute l'industrie, qui travaillait en vue des constructions sous-marines.

L'élaboration, dès 1915, d'un plan gigantesque, envisageant la mise en chantier de cent ou deux cents sous-marins, eût exigé des sacrifices industriels énormes. Elle eût, également supposé le problème résolu : que le commandement suprême de l'armée eût, dès cette époque, compris l'importance primordiale de la guerre navale, menée surtout par le sous-marin, et lui eût tout sacrifié. Or ce n'est qu'en 1917 que le Duumvirat Hindenburg-Ludendorff, acculé à cette extrémité, recourut, comme à son dernier enjeu, à la guerre sous-marine absolue : il était trop tard.

EDMOND DELAGE

(*A suivre.*

CALVIN ET SERVET D'APRÈS ALFRED DE VIGNY

FRAGMENTS INÉDITS

Comment Alfred de Vigny, qui ne s'est pas lassé de retourner et d'approfondir ces problèmes religieux et moraux qui sont, pour lui, l'axe même de la vie supérieure de l'humanité, aurait-il négligé ce cas singulier de l'histoire des idées, le mortel conflit entre Calvin et Servet? Le dur organisateur de la Rome protestante, l'intraitable mainteneur d'une Théocratie biblique, brisant l'un des artisans les plus audacieux de la Réforme, ce Michel Servet qu'il envoie au bûcher avec son livre sur *le Retour au Christianisme* : il y avait là, pour l'auteur futur de *Daphné* et du *Mont des Oliviers*, un sujet de méditation, et même de drame, qui sollicite surtout vers 1834 l'imagination du poète.

A-t-il aperçu toute l'ampleur du problème, et l'acuité du conflit qui rendait toute paix impossible entre ces deux hommes? A-t-il discerné chez le controversiste espagnol, physiologiste à tendances panthéistes, l'*antitrinitaire* convaincu de qui l'autocrate génevois disait dès 1546 : « S'il vient ici, pour peu que vaille mon autorité, je ne le laisserai pas sortir vivant, » annonçant ainsi, sept ans d'avance, la sentence du Grand Conseil et l'exécution du 27 octobre 1553? C'est assez douteux. Si Vigny avait su qu'on a pu ranger une grande partie de l'idéologie de Milton dans la dépendance du traité

de Servet, *De Erroribus*, nul doute que son intérêt pour la victime de Calvin ne se fût augmenté de son admiration, si durable, pour l'auteur du *Paradis perdu*. S'il avait compris qu'un traité, déniant à la Trinité, au nom de la raison, toute valeur persuasive, ouvrait la voie aux hardiesses les plus modernes, peut-être eût-il abordé d'un autre biais la personnalité de cette fameuse victime de l'intolérance théologique.

***

Mais Vigny, dont nous savons aujourd'hui qu'il était à la fois attiré par l'action sociale et rebuté par les formes que les temps nouveaux imposaient à celle-ci, a certainement pris à cœur le conflit entre Calvin et Servet pour d'autres raisons, et de plus personnelles. En réalité, après 1830, le problème de l'activité politique, recherchée par plusieurs, et non des moindres, de ses compagnons du Romantisme, interdite à ses propres désirs par point d'honneur, se pose à lui sous mille formes. Calvin organisant sa Cité génevoise et en venant à détester les sectateurs de l'*idée pure*, c'est sous une autre forme l'espèce de trahison que Vigny reprochera un jour à Lamartine et à d'autres opportunistes d'après 1830 : morose délectation qui donne la clef de beaucoup de ses pensées; « refoulement » qui n'a rien de *freudien*, mais qui laissera jusqu'en 1848 le noble poète crispé et frémissant, non pas tout à fait, comme dira Sainte-Beuve méchamment, tel qu'un ange qui a bu du vinaigre, mais bien en clairvoyant esprit qui se sent apte à jouer un rôle que lui interdisent, difficiles à expliquer, des raisons de famille...

En 1833, parmi d'autres œuvres envisagées comme prochaines, Vigny note *l'Evêque de Genève*, et il s'agirait d'un roman historique. Un peu plus tard, comme il maintient sur le chantier — ce chantier illusoire et merveilleux où sa pensée faisait défiler mille ébauches et s'amusait à en édifier les premières structures — son drame de *Sylvia*, où un chevalier de Malte qui lui ressemble comme un frère est épris d'une actrice qui a beaucoup de madame Dorval, le poète imagine, sentimentale à souhait, une jonction entre ce cher projet et l'œuvre qui mettra en scène, sous une forme ou une autre, l'ennemi de

Michel Servet. Une note du *Journal inédit* imagine en 1834 une scène de cinquième acte où Sylvia « veut demander grâce à Calvin pour Servet » : il semble même que le poète ait poussé assez loin cet épisode, ainsi qu'une autre scène analogue dont il est très content, celle qui mettrait aux prises la même Sylvia avec le Grand Inquisiteur. O romantisme délicieux, qui s'ingénie à attendrir rétrospectivement une âme autoritaire et une volonté infrangible par des arguments féminins!

Voici enfin, sortant des limbes, le plan jeté par Vigny dans un des carnets inédits de son *Journal* :

MICHEL SERVET,

drame.

Trois questions. — Qu'un homme admirablement brave peut dédaigner de se mêler du matériel des affaires publiques.

Qu'un homme devient commun dès qu'il est populaire, et ne plaît à la multitude que par le côté vulgaire de son esprit.

Qu'un homme qui vient au pouvoir après avoir délié les idées est forcé d'être violent et cruel pour arrêter le débordement qu'il a causé.

Que les plus petites causes produisent les plus grands événements.

Une femme cause sans le vouloir la dissension entre Calvin et Servet. En donnant la préférence à Servet dans une futile discussion, elle jette le germe de la haine de Calvin.

Elle écoutait à la dérobée les discours des réformateurs. Elle se sauve de la maison de son père. Le jeune évêque de Genève lui avait fait la cour. Mélanchton, Théodore de Bèze, Calvin et Servet, unis de cœur et d'esprit, divisés après la victoire, et Calvin cruel.

Servet lui dit : « J'étais plus grand que toi. Ceux qui réussissent sont grossiers, etc. Tu le sais bien, etc. » Incertitudes.

Relire le traité de Bossuet.

Comme le poète infléchit dans un sens personnel l'accord supposé, puis l'antagonisme fatal des deux novateurs! Quelle illustration il entend secrètement donner à cette pensée si clairvoyante que son *Journal* inédit notait dès 1829 : « Les grands écrivains d'un siècle sont quelquefois amis par le cœur, mais toujours ennemis par la tête! » Il imagine fort gratuitement, pareille à la fougue novatrice partagée par les jeunes romantiques de la *Muse française* ou de l'Arsenal, une entente passionnée entre partisans que groupe un même désir de réformer la Chrétienté; Michel Servet — qu'en réalité Calvin ne semble avoir rencontré, en 1534 et à Paris, que d'une façon

assez fugitive — est le plus déterminé de ces alliés supposés, le plus énergique au fond, le moins prêt aux compromissions que nécessite l'action directe. Il est courageux et saura le prouver; mais son dédain de la popularité, son indifférence aux sanctions exigées par « la multitude » permettront à ses idées de se maintenir dans la pureté rationnelle, alors que chez le doux Mélanchton, l'influençable Théodore de Bèze, l'ambitieux Calvin, se produiront mille atténuations et dégradations de la primitive intransigeance : ce n'est point trahir, croyons-nous, la pensée de Vigny que de sous-entendre chez lui cet involontaire plaidoyer *pro domo*. De la sympathie d'imagination qu'il éprouve pour une sorte de christianisme primitif, dont la Réforme a pu en effet proposer le retour, un passage caractéristique du *Journal* témoignerait, à une date antérieure il est vrai, mais avec une de ces résonances comme le poète en donne à ce qui, chez lui, est vital :

11 août 1832. Aujourd'hui, malgré moi, l'idée d'une pièce de théâtre sur la primitive Église chrétienne m'a préoccupé fortement. Cette idée m'a tenu en extase tout le jour à travers les conversations...

D'autre part, la simple indication « relire le traité de Bossuet » montre combien, en ce qui concerne Michel Servet, l'information de Vigny restait courte. Il s'agit évidemment de l'*Histoire des Variations*, et du peu que son auteur disait, au livre X, de l'exécution de Servet et de l'approbation donnée par Mélanchton à la cruauté de Calvin : de fait, avant que les articles d'Emile Saisset de février et mars 1848, eussent précisé l'attitude philosophique du médecin espagnol lancé dans des disputes que dépassait son propre panthéisme, il était naturel de supposer des vues communes, puis des dissentiments croissants, chez deux adversaires célèbres de la Rome du XVIe siècle. Vigny, précurseur indéniable sur tant de points, a certainement le mérite d'envisager une des possibilités dramatiques dont la fin du XIXe siècle devait offrir la réalisation plus ou moins parfaite : le drame *d'idées*, l'antagonisme et le heurt émouvants des théories, toute une variété de pièces dont le temps présent est plutôt dépris, mais qui ont enrichi le répertoire de l'humanité. Et il ne serait pas de son époque, il serait à peine lui-même si, en tiers dans ces durs conflits des doctrines qui

peuvent suffire à animer la vie et la scène, il n'imaginait, incertaine et passionnée, une femme...

***

Mais voici comme un nouveau glissement, chez le poète à la vie intérieure si constante et si forte, de ces grandes et significatives figures. Plus que bien des contemporains davantage engagés en apparence dans l'action religieuse et sociale, Vigny suit avec une sorte d'angoisse, d'abord sympathique puis irritée, la carrière de Lamennais. Qu'ils sont loin, les jours de novembre 1822, où, par l'intermédiaire de Victor Hugo, il faisait parvenir au confesseur de celui-ci son poème du *Trappiste* comme un hommage de « son admiration et de son respect » pour l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* ! Ces sentiments accompagneront encore la tentative de *l'Avenir* à laquelle il s'associe; ils s'affaibliront ensuite, non par obédience à la condamnation romaine, mais parce qu'il soupçonne chez Lamennais une excessive déférence à l'instinct des masses, et surtout parce qu'il lui semble prétentieusement coupable, « non de chercher la vérité, mais de l'affirmer avant de l'avoir trouvée ». Et puis, n'y a-t-il pas un relent d'apostasie, au gré de la gentilhommerie du poète, chez cet ecclésiastique reniant son serment?

On sait avec quelle persistance, dans l'élaboration de son pénible et splendide *Daphné*, le rôle de Lamennais revient à la pensée du poète; la *Revue de Paris* a naguère, sous la plume de M. Fernand Gregh, exposé les principales données de ce problème capital : le maintien ou le renouvellement des formes religieuses, la possibilité d'une morale dépourvue de sanction, la duperie des rébellions qui ne s'accompagneraient pas, en ces matières comme en d'autres, d'un sentiment accru de la responsabilité. Pour l'auteur de *Servitude*, la dose inévitable de traîtrise et d'apostasie qui gît dans la plupart des initiatives révolutionnaires semble rendre celle-ci particulièrement inquiétante. Dès lors, ce n'est plus Servet, libre de tout engagement ecclésiastique, c'est Calvin, pourvu de bénéfices catholiques dès l'adolescence, qui devient le personnage dramatique et la personnalité problématique. Et

bien que Vigny s'autorise, croit-il, d'un passage de *l'Institution de la religion chrétienne* de Calvin, il interprète encore à sa façon l'acte, selon lui décisif, qui devait susciter une sorte de parjure chez le réformateur en même temps qu'une menace pour Servet :

Lorsque Calvin se vit seul dans l'église, il regarda avec crainte autour de lui et s'assura que les portes étaient bien fermées. Il fit le tour de plusieurs piliers et des plus épaisses colonnes, puis il s'arrêta devant le maître-autel, sous la lampe d'argent qui jetait une faible lueur et qu'il allait éteindre pour toujours; sa lueur égale et douce était répercutée par les rayons d'un ciboire de vermeil placé sur l'autel et dans lequel était encore une hostie consacrée. Il demeura quelque temps immobile, dans une contemplation grave et solennelle, considérant les tableaux sanctifiés suspendus aux murs de l'église, les chaises antiques, les reliques dorées, les *ex voto*, les images des saints et des saintes, les sculptures vénérées qui représentaient la Passion, et les ornements antiques de l'autel. Le silence était profond à cette heure, et il n'entendait que le bruit de son haleine, que la violence de ses sensations rendait plus précipitée. Tout à coup il secoua la tête fortement comme pour se raffermir et, sûr de ne pas être écouté, il se mit à parler à demi-voix, exécutant ses propres paroles à mesure qu'il les prononçait, comme un acteur faisant la répétition d'une scène. « Voici ce que je ferai. Demain, tout le peuple sera ici, dans la nef, et, sous ces colonnes, à droite et à gauche, j'accomplirai, oui, j'accomplirai l'œuvre moi-même. Je purifierai, je sanctifierai le temple du Seigneur. Je m'avancerai vers ces Idoles païennes, je monterai ces marches de l'autel, je saisirai cette image d'argent mal taillé. »

Il s'était avancé vers l'autel, il avait monté les trois marches, il avait levé le bras et sur le point de saisir le Saint Sacrement, il leva aussi les yeux sur l'objet vénérable qu'il allait profaner. Il vit de plus près la blanche hostie que la lumière faisait briller d'un éclat paisible, il put distinguer dans cette blancheur la croix et le Dieu qu'elle portait, il semblait que ce Dieu crucifié détournât la tête du côté opposé pour ne pas voir le nouvel ennemi qui l'allait frapper. Calvin demeura longtemps absorbé dans une méditation nouvelle, sa main levée et prête à saisir le pied d'or du [*en blanc*] s'abaissa graduellement et retomba comme morte à son côté; après avoir longtemps regardé la divine figure qu'il lui semblait voir à de grandes distances au milieu d'un ciel éblouissant, il baissa les yeux et inclina lentement sa tête vers le pavé de l'église, ses genoux tremblant et se dérobant presque sous lui, il s'appuya sur l'autel avec les deux mains et se recueillit comme ayant peine à se résoudre à ce qu'il désirait faire; ses yeux noirs et ardents se dirigeaient vers les portes et regardaient tout autour de l'église si personne ne pouvait observer une action qu'il projetait et dont il eût rougi, et puis lorsqu'il se fut assuré que pas un être

vivant ne pouvait le voir ni l'entendre, posant de nouveau son front sur ses deux mains qui s'appuyaient sur le marbre de l'autel, il se laissa tomber à genoux et adora profondément.

Après un long silence il releva tout à coup la tête avec la soudaineté de mouvements qui lui était habituelle, et dit d'une voix fortement émue en étendant ses bras par un geste de conviction intime, de sincérité et de dévouement :

« O Médiateur, Christ, tu sais bien que je t'adore, et que depuis mon berceau je n'ai cessé de réciter deux oraisons pour toi chaque jour, l'une le matin et l'autre le soir; croyant du fond de mon cœur que tu es fils unique de Dieu le Père Éternel, éternel comme lui et non créé lorsqu'il fit le monde, comme le disent de méchants chiens qui grondent contre toi et veulent dérober ton éternité en cachette; tu sais que je crois fermement que tu es venu sur terre en vraie substance de chair humaine et non pas en fantôme comme le soutiennent les Maronites, ou en corps céleste, comme disaient les Manichéens; mais en vérité je ne crois point que tu sois ici toi-même enfermé sous ce verre et cette boîte d'argent doré et que tu y viens à la parole d'un méchant Papiste; cependant comme il s'agit de ton nom, cher Christ, notre avocat près Dieu, et qu'il se pourrait faire que tu fusses vraiment ici, je t'en prie, dans le cas où je me tromperais, pardonne-moi ce que je vais faire demain matin avec ce peuple, tu sais que je me suis trop avancé pour reculer à présent sans honte; et, après tout, ce que l'on brisera ne sera qu'un vil métal ou des toiles peintes, car tu entendras ensuite tout ce bon Peuple chanter tes louanges et te remercier. Et quant à moi, qui suis porté en avant plutôt que je ne m'y suis mis moi-même, je te jure ici, et promets devant toi, si vraiment tu es ici, de faire brûler en place publique, autant que cela sera en mon pouvoir, le premier qui niera méchamment et par malice ton éternité sacrée. »

Lorsqu'il eut prononcé ces mots, il se sentit le cœur léger, dispos et tout à fait soulagé du poids qui l'avait oppressé et, achevant d'examiner les lieux en détail, il se disposa à sortir en marchant hardiment vers la porte latérale.

(là paraît celle qui l'a écouté)

Blanche se trouvait là, priant dans un coin de l'église; elle s'écria en pleurant : « Pourquoi ai-je abandonné mon Dieu pour vous qui ne savez si vous faites bien ou mal? ». Il est touché.

« Scène à faire » s'il en fut, mais singulièrement délicate à mettre d'aplomb, que les reproches d'une femme, à la fois clairvoyante et passionnée comme Vigny les aime,

— Mais aussi tu n'as rien de nos lâches prudences —

qui se dresse contre Calvin à la veille d'une manifestation décisive. Le poète a-t-il ébauché le tableau de cette rencontre dont le dur organisateur est « touché? » C'est peu probable,

car il aurait laissé cette ébauche avec celle dont nous avons cité le texte.

En revanche, toujours convaincu, vers le même temps, de l'importance des incidents minimes en histoire, l'auteur de *Stello* a jeté sur le papier et conservé à toute éventualité une « scène comique » destinée peut-être à être dramatisée le moment venu, appelée certainement à donner une réponse assez désinvolte à une fort grave question : pourquoi les Valois n'ont-ils pas compris l'intérêt qu'il y aurait eu pour la France à constituer une Église nationale détachée de Rome? Pourquoi les rois n'ont-ils pas saisi, dans notre pays comme dans plusieurs autres à qui, dès lors, certains déchirements religieux ont été épargnés, la forte opportunité d'une sorte de gallicanisme? A peine plus favorable à François Ier que l'auteur du *Roi s'amuse*, Vigny met en présence, pour un malentendu décisif, trois personnages bien différents, le sage Érasme, de qui la pensée humaniste dépasse la théologie des réformateurs protestants, François Ier à qui il voudrait faire partager ses vues d'avenir — et Samson, baladin qui parie, un jour de foire, qu'il se fera saluer trois fois par le roi de France — et celui-ci est justement engagé avec le clairvoyant Erasme dans un entretien dont il ne sera que trop facile de le faire sortir. Deux fois déjà, une flagornerie sonore du pitre a fait sourire et saluer le vainqueur de Marignan.

— Ah! saint Michel d'Aure, tu n'iras pas plus loin par exemple, — dit Jacques, — je t'en défie.

— Bah! — reprit Samson, — j'en sais plus de deux, j'ai fait donner une fois douze bénédictions au pape Sixte. Regarde bien celui-ci; et élevant une voix de Stentor : « Que Notre Dame protège le plus beau des chevaliers! »

François Ier sourit agréablement et ajouta à ce sourire un geste galant de sa main droite; il ne put s'empêcher même de faire sentir légèrement ses éperons à son cheval et de le faire caracoler quelque temps sur le pavé, avec un reste de la coquetterie d'un page.

— Trois, — cria Samson, et il se mit à courir de toute la force de ses jambes en avant du cheval du Roi pour se placer plus loin dans la foule et l'attendre au passage; Érasme était interrompu dans sa conversation par les cris de la foule qui ne manquaient pas de faire explosion après ceux de Samson; ce pauvre philosophe se désolait de voir se perdre dans des bruits confus les raisonnements profonds qu'il avait préparés depuis longtemps pour les oreilles du Roi. Les

distractions que ce prince recevait de l'enthousiasme public rendirent le bon Érasme mélancolique à mesure que la joie générale semblait s'accroître. « A quoi servent mes apophtegmes, mes... »

Il en était là de ses doléances lorsque Samson se précipitant au-devant du cheval du Roi se mit à crier d'une voix de Stentor : Que saint François, etc.

— Quatre, — dit le fou du Roi en lui donnant un violent soufflet sur la joue, crois-tu que je ne t'aie pas entendu te moquer du Roi?

— Comment? Que dis-tu là, — reprit le Roi se retournant, que dis-tu là, fou?

— Par Dieu, Sire, je crois qu'il se moque de vous et j'ai raison. Il y a une heure qu'il s'amuse à vous faire saluer comme un pantin dont on tire le fil.

François Ier ne répondit rien mais le feu lui monta au visage et ses joues déjà flétries se colorèrent autour des yeux et il se mordit les lèvres. En continuant de marcher au pas, il regarda devant lui sans tourner la tête d'aucun côté, se tenant droit en selle dans une position aussi roide que s'il avait eu la lame au poing. Le bon Érasme avait à peine entendu le peu de mots que le Roi avait prononcés et s'était recueilli pour rassembler dans sa tête les arguments par lesquels il se proposait de fortifier les bonnes résolutions du Roi en faveur des réformés. Après avoir attendu, pendant vingt pas environ, que celui-ci reprît leur conversation interrompue, il prit le parti de rapprocher son cheval de celui du monarque et élevant l'index de la main gauche comme s'il se fût agi de faire dans une chaire quelque démonstration de *physique*, il dit de sa voix la plus douce :

— Sire, Votre Majesté...

— Par saint Jean, ne me parlez plus de ces gens-là, — interrompit le Roi avec une humeur visible et une colère concentrée, — je n'en ai jamais pensé de bien, mon ami, et vous vous êtes fort trompé si vous l'avez cru.

Le pauvre philosophe, qui était bien loin de penser que ce petit incident pût jamais influer sur les sentiments d'un grand prince, eut le malheur de vouloir poursuivre...

Et voilà pourquoi votre fille est muette... Entre la vanité d'un Valois, abandonnant les plus graves entretiens pour de frivoles saluts ou de mesquins ressentiments, et le malentendu mortel qui dressera Calvin contre le plus savant de ses associés possibles, comment le mouvement réformé serait-il autre chose qu'un *opportunisme* que le dur « évêque de Genève » élève assurément à la hauteur d'une grande institution, mais que l' « esprit pur » n'accepte que sous bénéfice d'inventaire et de critique?

*
* *

Cette critique, Vigny a continué à la diriger sur le calvinisme génevois, non pas du point de vue de ses propres besoins religieux, mais toujours sous l'angle de ses plus hautes préoccupations : l'amélioration des masses, les satisfactions idéales, le progrès moral du genre humain. Il est avec Lamartine le seul des romantiques français qui ait associé à sa vie une protestante pratiquante; il accompagne souvent sa femme, Anglaise conformiste, au temple de l'Oratoire et, comme il note dans ses carnets, « au sermon ». L'histoire du Refuge protestant l'intéresse, et il songe à une étude romanesque sur ce douloureux épisode de la Monarchie française. Il saura apprécier la fermeté de pensée et la dignité de caractère de Camilla Maunoir-Campbell, la « puritaine », et, quand les troubles de 1848 alarmeront le poète, il demandera à cette parente éloignée de sa femme dans quelles conditions l'asile de Genève s'offrirait à un couple parisien de peu de ressources, le sien. Plus tard encore, il fera au pasteur Bungener et à ses publications d'histoire huguenote un accueil extrêmement flatteur. Il reste convaincu cependant — et les confidences de son *Journal* en témoignent — de l'origine *violente* de la suprématie de Calvin à Genève (représentant lui aussi *le merveilleux soutenu par le glaive*), de la nature contestable dès lors d'un dogmatisme inhumain :

Le chevalier ne sait pas lire, — note-t-il pour un projet qui est peut-être de nouveau *Sylvia*, mais en 1841, — et sa conduite est plus sainte et plus éclairée que celle de Calvin...

Surtout, de fréquentes notations du *Journal* reprennent l'objection maîtresse qu'un poète, même méditatif, devait faire à la sobriété du culte calviniste, qu'un penseur éminemment « social » devait faire à des pratiques dont ne se dégage pas une vertu d'animation collective. D'une part, ces vers inachevés, jetés sans doute après un instant de recueillement dans une église catholique, sans doute Notre-Dame, un soir de prêche de son ancien camarade le P. de Ravignan :

Quand un Peuple se lève et s'assied dans l'église
J'aime ses mouvements, ses bruits silencieux,

Sa réserve paisible et sa (*biffé*)
Quand l'orgue fait lever la multitude assise
Qui retombe à genoux sur le sol spacieux,
—Le froissement des pieds, des livres et des robes,
N'est-ce pas, — o Seigneur, (*inachevé*)

D'autre part des remarques telles que celle-ci :

Une religion sans culte serait comme un amour sans caresses où l'on dirait : je vous aime, n'en parlons plus.

Ou, plus décisive et portant, sous la date du 31 mai 1853, le titre *De la Réformation* :

Qu'elle sorte de la Bible directement ou de Luther et Calvin, c'est la négation du culte.

La réformation a retranché de la religion le *miracle*.

La foi a besoin de transports et d'enthousiasme.

La messe est un miracle de chaque jour. L'élévation fait courber les têtes devant le miracle visible.

La difficulté des religions est toujours de sortir l'homme de l'animal égoïste et matériel, de l'élever à l'idéal, de le soutenir dans le monde surnaturel.

Ce but est rempli par le catholicisme.

Le ministre prédicant est froid et terrestre comme un avocat. Il lui manque l'onction et la sainteté.

La réformation a fait une action vulgaire. Le Cygne du christianisme planait au ciel et descendait et remontait de la terre au ciel.

Il a coupé ses ailes et le beau cygne ne fait plus que marcher et nager sur la terre et l'eau d'une planète à demi submergée.

***

Il s'en faut, on le voit, que le poète de *l'Esprit pur* ait atteint sans bien des inquiétudes et des heurts la sérénité et l'optimisme qui s'affirment dans cette pièce fameuse. Chemin faisant, que de louvoiements et de zigzags dans la marche qui le conduira à son idéalisme affranchi des dogmes! Quelles tergiversations, pourrait-on dire, dans un esprit anxieux et sincère qui n'est guère satisfait de l'évolution des idées autour de lui, et qui, dans le passé, cherche de même, à grand effort, des points fixes autour desquels cristalliser ses propres pensées! Que d'objections adressées tour à tour à Rome et à Genève, mais aussi à Byzance, à Sion et à la Mecque, et encore à

Ferney et à la Chesnaie, si l'on veut symboliser de la sorte les ensembles religieux auxquels s'attaque sa lucide critique!

Celle qui résumerait le mieux ses objections à Calvin, c'est en somme le supplice de Michel Servet qui l'a précisée en lui : à savoir que le créateur de la Cité protestante avait comme alourdi et faussé ses propres idées en les faisant directement servir à des fins politiques et à une organisation matérielle. Et comme Vigny recherche avant tout quelle part de liberté chaque religion entend laisser à ses dévots, nul doute qu'il ne tienne rigueur, en définitive, au réformateur protestant d'avoir pu dire, comme la Voix qui se fait entendre dans la pièce des *Destinées* et qui s'adresse à de rigoureuses mandataires :

Retournez en mon nom, Reines, je suis la Grâce...

FERNAND BALDENSPERGER

BUREAUCRATES DE JADIS

Il y a cent ans, on trouvait, comme aujourd'hui, à Paris, dans les ministères, des employés et des garçons de bureau, des directeurs et des chefs, des sous-chefs et des commis et toute la hiérarchie administrative qui s'est conservée intacte jusqu'à nos jours. Il y avait aussi des locaux poussiéreux où vivaient ces fonctionnaires et des guichets devant lesquels se profilait un public à la fois intimidé, impatient et respectueux. Rien de tout cela n'a été créé par notre temps, puisque tout cet appareil formidable a été imaginé dans ses grandes lignes par Napoléon Ier lequel, en le construisant, s'est inspiré, bien souvent, des habitudes, des idées et des mœurs de l'ancien régime.

Il y a cent ans, il n'y avait pas un quart de siècle que cette machine, admirablement montée, avait été mise en mouvement, et, si elle se ressentait encore de l'impulsion que lui avait donnée son génial inventeur, elle décelait aussi quelques-unes des imperfections et des faiblesses qu'elle devait présenter plus tard d'une façon si visible.

L'Administration existait avec ses tares et ses vertus, et, déjà — chose curieuse — avec une figure qui nous est tout à fait familière : en lisant ce que content d'elle de bons observa teurs sociaux comme Balzac, nous nous apercevons que au fond, elle a très peu changé. Comment pourrait-il en être autrement avec une institution qui vit dans le fétichisme d'une forme immuable et qui redoute comme la mort la moindre modification à ses traits? Cette similitude n'est pas telle,

cependant, qu'il soit inutile d'en brosser le tableau à cent ans de distance. Les deux visages, celui d'il y a un siècle et celui d'aujourd'hui, se complètent mais ne se juxtaposent pas. A vingt détails pittoresques on retrouvera l'atmosphère du temps, la différence des époques et des milieux et l'on pourra mieux mesurer les dissonances en saisissant, par ailleurs, les ressemblances. Rien n'est souvent plus piquant que ces coups de sonde jetés dans la petite chronique du passé, surtout lorsqu'il ne s'agit, comme ici, que de faits minuscules et du train-train d'une profession. Les acteurs sont anonymes, mais c'est tout de même l'existence que vécurent des milliers de Français, les détails sont ceux dont leur vie a été tissée, les préoccupations, celles qui les hantèrent, les petites joies, celles qui les firent tressaillir. C'est une classe entière qui revit sous nos yeux à un siècle de distance. Voyons donc ce qu'elle était alors, symbolisée dans le personnel des ministères.

***

Voici, d'abord, les locaux qu'elle occupait à Paris, et, tout de suite, l'hôtel du ministre.

C'est la magnifique demeure d'un ci-devant dont la Révolution s'est emparée, que l'Empire a fait sienne et que la Restauration a « conservée ». Parfois on lit encore dans un coin de muraille, en lettres rouges à demi effacées, cette inscription : *Propriété nationale à vendre.* Mais la porte cochère a grand air avec les sculptures qui la décorent, et la cour d'honneur à laquelle elle donne accès est magnifique. Un suisse, armé de sa hallebarde, défend symboliquement l'entrée de cet hôtel dont on franchit le seuil avec un certain respect.

Par un perron de cinq à six marches, on pénètre dans une immense antichambre dallée de carreaux blancs et noirs et ornée d'une demi-douzaine de banquettes sur lesquelles les solliciteurs se morfondent. Plusieurs huissiers montent la garde, vêtus de noir, la chaîne au cou. Des Gobelins somptueux couvrent une partie des murailles, le reste est orné de grands tableaux d'origines très différentes. L'un représente par exemple, la bataille de Fleurus et a été commandé par le Comité de Salut Public; l'autre, la bataille d'Aboukir et se

trouve là par ordre du Directoire. La colossale pendule de bronze et or qui est sur la cheminée vient tout droit de l'Empire et porte encore les armes de Sa Majesté. Même diversité dans l'ameublement de toutes les pièces qui prouve, comme dit malicieusement un écrivain du temps, que « si les gouvernements n'héritent pas des doctrines, ils héritent au moins des meubles ».

Les salons sont vastes et somptueux, la salle à manger de dimensions énormes. Elle a quatre portes par lesquelles il est d'usage de faire entrer : par l'une, le premier service, par l'autre le deuxième service, par les deux autres, les desserts. La salle de billard n'est pas moins impressionnante, non plus que le cabinet de Son Excellence. On y voit toujours un magnifique bureau Louis XV ou Louis XVI envahi de paperasses, sur lesquelles, servant de presse-papiers, de petits marbres représentant les bustes en miniature des princes et des princesses de la famille royale, délicate flatterie à l'égard du souverain. Sur un coin du bureau brûle constamment une bougie, indispensable pour la cire à cacheter dont les Excellences usent avec une folle prodigalité.

Ce très beau cabinet de travail donne sur le jardin du ministère, toujours d'une vaste dimension. Les pelouses en sont soignées, ainsi que les corbeilles de fleurs qui les ornent, mais n'allez pas dans le fond, vous constateriez que les plates-bandes, invisibles des fenêtres de l'hôtel, ont été transformées en planches de légumes : carottes, citrouilles, navets et pommes de terre y croissent. Cette création est l'œuvre de cinq ou six ménages de fonctionnaires logés là et qui estiment que la récolte des légumes constitue le supplément naturel à leurs appointements.

Le ministre n'occupe pas seul, en effet, ces immenses locaux qui, par une aile, vont rejoindre les bâtiments où sont les bureaux proprements dits. Plusieurs personnages, et non des moindres, sont abrités par l'État. Le premier d'entre tous par son importance, l'homme indispensable, celui qui peut lutter d'influence avec le maître de la maison lui-même, est le caissier principal.

Ce fonctionnaire jouit alors d'une immense notoriété chez les employés, d'abord, ce qui est bien naturel pour qui tient

les cordons de la bourse, chez le ministre ensuite, lequel apprécie au plus haut point un agent toujours disposé à exécuter les virements les plus extraordinaires dans le budget du ministère.

C'est ce que nous explique tout au long un ancien chef de bureau, M. Ymbert, dans un pittoresque livre intitulé *Mœurs administratives*[1], où il déverse les trésors d'une expérience de trente années de bureau. Il nous révèle une particularité de cette époque assez curieuse : tout ministre qui prenait un portefeuille recevait une « indemnité de premier établissement » fixée à vingt-cinq mille francs[2]. C'était une prime qui ne laissait pas évidemment d'allécher les aspirants aux portefeuilles et qui, de nos jours, avec l'instabilité des ministères, ruinerait promptement le budget. Cette somme de vingt-cinq mille francs était, selon la coutume, représentée par trois paquets de billets de mille francs attachés avec une épingle et disposés dans un élégant portefeuille rouge, à côté d'une quittance préparée d'avance.

Dès l'installation de la nouvelle Excellence, le caissier revêtait son plus bel habit noir, chaussait des escarpins à boucles d'or et, son portefeuille rouge sous le bras, se dirigeait vers le cabinet du ministre. « L'huissier, dit M. Ymbert, reconnaît le trésorier : c'est encore de sa main dorée que, hier, il a reçu ses gages. » « Annoncez-moi », dit gravement le caissier. L'huissier sait trop bien que ce visiteur ne sera pas importun. Il ouvre hardiment la porte et s'écrie d'un ton de voix plus élevé qu'à l'ordinaire : « Le caissier du ministère! » O prodige! Son Excellence, par un mouvement naturel, se lève avec autant de précipitation que si on lui avait annoncé l'ambassadeur de Russie. Sa physionomie devient riante et elle fait deux pas au-devant du caissier. »

Alors s'engage entre les deux interlocuteurs ce petit dialogue savoureux où l'on joue, de part et d'autre, l'étonnement et la dignité :

— Je m'empresse de remettre à votre Excellence ces 25 000 francs.

1. *Mœurs administratives*, chez Ladvocat, Paris, 1825, 2 vol.

2. Cette coutume fut abolie dans les premières années du règne de Louis-Philippe

— Qu'est ceci?

— L'indemnité de premier établissement.

— Vraiment?... Je vous remercie, monsieur, mais je ne m'attendais pas... Quelle surprise!

— Me sera-t-il permis de profiter de cette occasion pour appeler sur moi la bienveillance de Monseigneur? Je suis caissier depuis vingt-cinq ans.

— Si cela dépend de moi, monsieur, vous le serez longtemps encore.

Que peut-on refuser à un fonctionnaire en souliers à boucles d'or qui vous apporte vingt-cinq mille francs dans un magnifique portefeuille en maroquin rouge? Et comprend-on maintenant que la situation du caissier principal est forte comme un roc, bien plus forte hélas! que celle de l'Excellence, laquelle peut être renversée dans les deux heures par la Chambre.

Après le caissier, l'homme important est le chef du service intérieur. Pour d'autres motifs, il est encore tout-puissant dans l'esprit des ministres. Il ne dispose pas des clefs de la bourse, mais c'est lui qui procure ces mille choses indispensables de la vie quotidienne, d'autant plus plaisantes qu'elles sont achetées avec l'argent de la Princesse. Son Excellence désire-t-elle une autre tapisserie, deux fauteuils supplémentaires dans le salon, des rideaux neufs dans la chambre à coucher? Veut-elle changer la garniture de cheminée dans son cabinet de travail? Trouve-t-elle le cabriolet démodé et les trois chevaux de l'écurie bien poussifs? Le chef du service intérieur est là pour répondre à ces souhaits, combler ces exigences, ordonner ces changements. C'est lui qui fait atteler « le cheval des dépêches » à la chaise de poste du courrier extraordinaire, métamorphose un garçon de bureau en jockey et permet à Madame la Ministresse de passer à Saint-Cloud ou à Montmorency une agréable après-midi en compagnie de ses amies.

Que de prodiges n'accomplit-il pas pour satisfaire Leurs Excellences!

On en a connu qui se transformaient en maîtres d'hôtel, en bonnes d'enfants, en instituteurs. Leur art consiste à réaliser toutes ces merveilles sans dépasser d'un centime les maigres crédits alloués pour la tenue de la maison.

On comprend combien pèsent peu, auprès de ces deux maîtres-Jacques, les autres fonctionnaires logés aussi aux frais de l'État. Cependant le Secrétaire Général a droit à une mention particulière, car il vient tout de suite après Son Excellence. Mais que sa situation est incertaine et chancelante! Cette précarité des hautes fonctions est une des choses qui frappent le plus dans ces petits tableaux de mœurs administratives il y a un siècle, et les simples employés, comme nous le verrons, n'échappent pas tous à ce danger permanent de révocation. Mais le Secrétaire Général, de ce point de vue, est un véritable oiseau sur la branche que le moindre souffle du ministre peut faire envoler. Aussi se venge-t-il de l'instabilité de sa charge en s'installant à grand fracas dans l'appartement qui lui est concédé provisoirement. Il y prodigue les dépenses aux frais des contribuables, sa femme lutte de somptuosité avec la ministresse. Tapis, meubles, tentures sont enlevés, à peine posés : le caprice du mari ou de la femme les relègue dans l'ombre propice des greniers. Le passage d'un Secrétaire Général est une manière de cyclone dévastateur pour une administration.

***

Maintenant que nous avons entrevu l'hôtel du ministre et les personnages qu'il abrite, dirigeons-nous vers l'aile qui fait communiquer ce somptueux édifice avec celui, beaucoup moins luxueux, qui abrite les bureaucrates. Nous serons forcés de passer par une suite de couloirs, d'escaliers et d'antichambres qui forment un vaste dédale. Des corridors obscurs, des dégagements peu éclairés, des portes percées d'une vitre ovale ressemblant à un œil, rappelant les coulisses des théâtres, mais l'odeur de moisi et le parfum qui flotte dans l'atmosphère de ces derniers est remplacé à certaines heures, par l'odeur du miroton et de la grillade qui s'échappe d'un obscur réduit : c'est le fumet du déjeuner de messieurs les employés. Ceci n'a lieu, bien entendu, qu'aux étages réservés à la plèbe administrative : le long et vaste couloir qui aboutit à une antichambre ornée de fauteuils de reps vert et où siège un huissier en culottes, bas de soie et habit à la française ne décèle

aucune odeur suspecte. C'est l'auguste chemin qui mène chez un directeur.

Directeur de ministère! Situation imposante qui commande le respect aux solliciteurs et fait trembler les surnuméraires, création du gouvernement de Louis XVIII. Napoléon Ier ne connaissait pas les directeurs, mais les chefs de division. C'était lui qui avait créé la fonction avec le titre et modelé à son image les hommes qui l'occupaient.

Le chef de division était, dans son esprit, la pièce essentielle, la principale roue de l'engrenage de la machine administrative, ce que nous appellerions aujourd'hui le levier de commande. Il recevait, le premier, la force motrice et la communiquait. Ce devait être un travailleur acharné, ce que l'Empereur nommait un *cogneur*.

Au-dessous du ministre qui ne savait rien, il devait tout savoir et tout seriner à l'Excellence, avant que celle-ci comparût devant le maître.

Impatient de connaître les détails, Napoléon harcelait son interlocuteur de questions précises et désordonnées auxquelles il fallait répondre sur-le-champ. Avant de monter en voiture, l'infortuné ministre se chargeait la mémoire, par l'intermédiaire du chef de division, de chiffres, de notes, de détails, quitte à les oublier dans l'émoi de l'interrogatoire impérial. D'où impatiences et colères du maître.

Un jour, conte M. Ymbert, Napoléon, qui préparait un vaste mouvement de troupes, accable de questions le ministre qui demeure court sur l'emplacement des régiments :

— Mais vous ne savez rien, monsieur, — s'écrie Napoléon avec colère.

— Sire, excusez-moi, — balbutie l'autre; — je... je n'avais pas préparé...

— Assez, monsieur. Qu'on aille tout de suite me chercher votre chef de division!

Un officier d'ordonnance court, emballe le chef de division, l'amène aux Tuileries et le lance dans le cabinet de l'Empereur.

— Bonjour, monsieur, dit celui-ci, où sont les trois premiers bataillons du 48e? — A Ratisbonne. — Le quatrième? — A Ancône, armée d'Italie. — Le cinquième? — A Vittoria,

4e corps de l'armée d'Espagne. — Et son dépôt? — Ostende. — Présents sous les armes? — 3 455. — Hôpitaux? — 223. — Les congés? — 44. — Détachés? — 2 compagnies du 5e. »

Devant ce dialogue dont l'épreuve s'étendait immédiatement à plusieurs autres corps avec la même rapidité dans les questions et les réponses, Napoléon demeura frappé d'étonnement.

Il tira à part le ministre :

— Vous avez là un homme extraordinaire. Vous me le proposerez demain pour une place de conseiller d'État.

Ces scènes étaient fréquentes alors et stimulaient, comme l'on pense, le zèle de chacun. Quand un chef de division était mandé dans le cabinet de l'Empereur, il en sortait révoqué ou avec le ruban rouge et une dotation. Terrible jeu auquel jouèrent tous les hauts fonctionnaires sous le régime impérial.

La Restauration se montra moins exigeante. Elle changea d'abord le titre de chef de division en celui de directeur, ce qui flatta beaucoup les titulaires des postes, et elle leur assura une paix confortable nantie de quarante mille francs de traitement. Elle les accabla d'honneurs et de décorations et les fit défendre des importuns par trois garçons de bureau et l'imposant huissier signalé plus haut.

Ils se carrèrent, dès lors, dans leurs fauteuils avec plus d'assurance, devinrent même suffisants et ventripotents tels que Henri Monnier les vit et les peignit. Leur art consista à composer avec les députés des différents partis qui venaient les consulter, à refuser le moins possible de services aux gens de l'opposition, à écarter les importuns et à dégager toujours la responsabilité de leur ministre.

Plusieurs excellèrent dans ces jeux de bascule, montrant la diplomatie d'un Talleyrand pour apaiser un député courroucé ou la rouerie d'un Fouché pour donner des instructions à un préfet. Tous se montrèrent d'une platitude absolue à l'égard de leur ministre. On en cita, qui, sachant la passion de leur maître pour la peinture, achetèrent des tableaux fort cher qu'ils leur revendaient fort bon marché, on en vit qui accablèrent leur patron de loges à l'Opéra, d'autres qui leur prêtaient des chevaux de selle, d'autres qui mirent une maison

de campagne à leur disposition. Tous les directeurs furent aux petits soins pour leurs Excellences, tous les chefs de bureau aux petits soins pour leurs directeurs, tous les employés aux petits soins pour leurs chefs hiérarchiques. Il y eut une échelle de la flatterie et de la complaisance, sous couleur de bon ton, qui s'éleva de bas en haut de chaque administration.

***

Au-dessous du grade de directeur, nous allons trouver l'immense cohorte des scribes proprement dits et nous engager dans leur domaine.

A l'entrée, veille, fidèle, un gardien. « Carrelée comme le corridor et tendue d'un papier mesquin, dit Balzac, la pièce où se tient le garçon de bureau est meublée d'un poêle, d'une grande table noire, plumes, encrier, quelquefois une fontaine, enfin une banquette sans natte pour les pieds du public. Le garçon de bureau assis sur un bon fauteuil, repose les siens sur un paillasson. »

Le bureau des employés est une grande pièce, rarement parquetée, elle aussi, le parquet étant considéré comme un luxe et réservé aux cabinets des chefs et sous-chefs, avec les tables d'acajou, les fauteuils de cuir et les rideaux. Quelques coins obscurs où accrocher sa garde-robe, une cuvette et une table, des reliefs de repas sur une assiette, et, toujours, sur la cheminée, la carafe symbolique et le verre d'eau. Voilà un décor qui ne va pas bouger pendant près d'un siècle.

La vie journalière et monotone des employés est réglée, elle aussi, pour une centaine d'années. Les heures de travail sont fixées de neuf heures à cinq heures. En 1817, fait son apparition, au ministère de la Justice, une petite feuille imprimée destinée à devenir l'épée de Damoclès des bureaucrates présents et futurs : la *feuille de présence*. Offensive de grand style du ministre à laquelle répondit immédiatement une contre-offensive de ses subordonnés. Arrivés à neuf heures précises et ayant apposé leurs signatures, on les vit, chaque jour, s'éclipser à neuf heures quinze minutes, si bien que le Secrétaire Général faisant une tournée d'inspection vers la douzième heure, ne trouva que trois cents chapeaux accrochés

à leur patère et pas un seul employé! De guerre lasse, on abandonna la feuille de présence, mais son souvenir subsistait, tenace, et il devait hanter les jours et les nuits des bureaucrates, depuis l'époque de M. Rabourdin jusqu'à celle de Georges Courteline.

En la voyant circuler de bureau en bureau, les personnages de Balzac et de Henri Monnier regrettaient l'époque de l'Empire où elle était inconnue. Qu'ils avaient la mémoire courte et comment pouvaient-ils soupirer après un temps où les bureaux étaient vraiment accablés de travail?..

Nous avons vu ce que Napoléon demandait aux chefs de division. Il n'était pas moins exigeant avec le reste de ses employés. A n'importe quelle heure, on pouvait recevoir des ordres émanant du grand quartier de Sa Majesté et avoir la vie bouleversée pour plusieurs jours. Parfois, c'est au milieu de la nuit qu'arrivait le courrier extraordinaire dans sa légère chaise de poste attelée d'un cheval vigoureux. Un officier en sautait, et, réveillant le majestueux suisse, demandait à parler tout de suite au Secrétaire Général, voire au ministre. L'un ou l'autre, parfois tous les deux, descendaient en robe de chambre, un flambeau à la main, et, s'enfermant dans leur cabinet, prenaient connaissance de la dépêche impériale.

On dépliait le message, on supputait le travail, et, souvent, on envoyait un garçon de bureau chercher un chef de division à son domicile. Le lendemain matin, en arrivant, les employés apprenaient la tuile qui leur tombait sur la tête. Il fallait se mettre à la besogne dare-dare.

« Alors, dit M. Ymbert[1] qui fut témoin de ces temps héroïques, on voyait s'effacer dans les bureaux ces titres hiérarchiques qui défèrent le commandement à tel ou tel. La force des circonstances faisait des promotions où le talent prenait le premier rang. Les commis devenaient, pour huit jours, des chefs de division, tandis que ceux-ci consentaient quelquefois à se transformer en simples expéditionnaires. En un mot, le commandement passait, de nécessité, à la plus forte tête.

« Dès ce moment, il ne fallait plus penser à aller chercher, hors du ministère, les besoins de la vie : on n'en avait pas le temps. Les estomacs devenaient de véritables serfs du travail :

1. *Mœurs administratives*, t. I, p. 159.

l'heure du déjeuner dépendait de l'exactitude d'une addition et celle du dîner d'une balance générale. Souvent les commis, encore à jeun, voyaient arriver les lumières : l'urgence avait confondu en un repas unique les trois repas du jour. Aux couteaux absents on suppléait par des grattoirs, aux petits verres par les godets enlevés aux encriers. Après les premières nuits, quelques commis, succombant à la fatigue, demandaient une heure de repos. A ceux-là deux chaises formaient un lit et quelques vieux registres un traversin. »

Malgré ces efforts surhumains, une dépêche de l'Empereur parvenait parfois, réclamant le travail et gourmandant la paresse des bureaux, en attendant les critiques que le maître ne ménagerait pas.

Loin de décourager les employés, une méthode de cette sorte galvanisait leur zèle. Notre auteur ajoute que leur émulation allait jusqu'à l'enivrement : « Cette correspondance les mettait pour ainsi dire, en travail direct avec le maître absolu. Un souverain daignait descendre jusqu'à leurs chiffres et contrôler leurs additions!.. Chaque employé, assis à sa petite table, tremblait de commettre une erreur qui, peut-être, eût fait scandale aux Tuileries. *Chacun voyait en Napoléon le chef de son bureau.* »

Souvenirs datant de quelques années seulement et qui paraissaient déjà une légende pour les commis de la Restauration arrivés sans hâte au bureau, pestant contre la feuille de présence et bavardant sans fin avant de se mettre au travail.

Leur premier soin consistait à échanger leurs vêtements de ville pour une vieille veste. Habits fanés, manches de lustrine, garde-vue, calotte poussiéreuse, défroque lamentable accrochée au portemanteau depuis des années et qu'on tirait de son obscurité! Certains vieux commis conservaient ainsi des habits qu'ils avaient achetés sous le Directoire, qui avaient vu le Consulat, l'Empire et la Légitimité. Encore qu'ils fussent demeurés à la mode du temps de madame Tallien et des Incroyables, ces vêtements n'étaient pas moins portés par leurs propriétaires économes et c'était, parfois, une vision étonnante, que celle de ces oripeaux de jadis jetés sur des épaules et se mêlant dans les couloirs, aux costumes de l'époque!

Après l'échange d'habits, la grande affaire était la lecture du journal. Les feuilles, alors, coûtaient cher et l'on trouvait plus pratique de se cotiser entre employés du même bureau pour s'abonner à un quotidien que d'acheter un journal pour soi tout seul. Aucune feuille n'était lue plus consciencieusement de la première à la dernière ligne que celle qui passait de main en main et aucune n'était plus longuement commentée. A lui seul, le choix d'un journal donnait lieu, paraît-il, à d'interminables palabres. On tirait au sort le nom de la personne qui s'abonnerait et celle qui le conserverait.

Cependant l'heure du déjeuner approche, les discussions politiques ont aiguisé les appétits, les estomacs crient famine. On va se mettre à table!

Hélas! quelques employés peu fortunés tirent de leurs serviettes maigre pitance : un petit pain et un morceau de fromage. D'autres, en veine de folies, se rendent au café voisin pour y déguster une tasse de chocolat ou s'y faire servir un repas complet. La plupart se contentent de demander leur subsistance au concierge.

C'est alors que se répandent dans l'air cette odeur de miroton, ce fumet de pied de cochon qui parfument les couloirs. Une vigoureuse domestique monte de la loge, les bras chargés d'assiettes et de victuailles, et sert ces messieurs sur un coin de table. On déplie, en guise de nappe, de vieux dossiers et le commis pose son angle de fromage de Brie sur le rapport d'un préfet, tandis qu'il a repoussé les reliefs de son repas sur la minute d'une lettre écrite tout entière de la main de son Excellence. Ainsi périssent les plus nobles correspondances!

***

Balzac et Henri Monnier nous ont laissé des portraits et des croquis fort amusants de fonctionnaires. L'auteur de *Monsieur Joseph Prud'homme* avait, paraît-il, trouvé le modèle de son héros favori dans la personne d'un certain M. Petit, chef de bureau au ministère de la Justice, dont la tenue était pleine de dignité, qui avait sans cesse à la bouche d'admirables formules administratives et qui pesait chacune de ses paroles en les prononçant avec la plus bouffonne gravité. D'autres

anciens collègues de Monnier (qui avait été employé, lui aussi), sont égratignés par sa plume ou son crayon : directeurs pleins de morgue, chefs de bureau affairés, expéditionnaires encastrés dans leur table de travail, garçons somnolents, huissiers imposants, toute une humanité bureaucratique, si l'on peut dire, saisie sur le vif et rendue dans sa vérité.

Balzac, lui, a établi les types différents de commis qu'il a rencontrés au cours de ses pérégrinations dans les ministères. C'est toute une galerie, qu'il fait défiler sous nos yeux. Il y a l'employé bel homme qui sacrifie ses appointements à sa toilette, bottes fines, riches cravates, chapeaux frais. Sa grande affaire consiste à se promener aux Tuileries, un cure-dents à la bouche, singeant les dandys, lorgnant les jolies femmes, à la recherche d'une riche veuve ou d'une jeune fille avec tache. A six mille francs de rente, il épouse une bossue. A huit mille, une femme de quarante ans. A trois mille, une Anglaise. Et, de fait, quelques-uns de ces jolis hommes arrivent à se caser richement.

Il y a l'employé ganache, marchant lentement et avec componction, fier d'appartenir à l'État, regardant son directeur comme un homme de génie, travailleur, du reste, exact, commis modèle qui passe ses soirées à faire des écritures pour augmenter ses maigres émoluments. Économe sévère, il met mille francs de côté par an pour constituer une dot à sa fille qui, en reconnaissance, lui brode des bretelles. Il fête scrupuleusement les anniversaires de la famille, suit les enterrements jusqu'au Père-Lachaise. Il est toujours sergent-major de la garde nationale.

Il y a l'employé piocheur qui a pris la carrière au sérieux et qui, à force de travail et de courbettes, arrive parfois à décrocher un haut emploi. Il y a le pauvre employé qui n'a ni bonheur ni entregent, qui n'a pas d'autre métier que sa place et qui se prive de tout pour sa femme, laquelle le trompe généralement.

Il y a enfin la cohorte des anonymes qui forme une masse imprécise et neutre.

Cette cohorte ne jouit pas alors d'une quiétude parfaite dans la conservation de son emploi comme celle d'aujourd'hui. Aucune stabilité dans aucune fonction. Une épée de

Damoclès sans cesse pendue au-dessus de la tête de chaque employé, menaçant de trancher le fil de ses jours administratifs.

A chaque discours de ministre, l'on tremble. C'est que, alors déjà, les protestations contre la bureaucratie et la pléthore de personnel sont de style. Les mots de compression, de suppression d'emplois volent dans l'air. Seulement, à cette époque, on supprime brutalement. — et tout de suite — ceux dont les emplois paraissent inutiles.

« Quand on a bien crié contre la bureaucratie, dit encore M. Ymbert[1], le ministre livre au Minotaure une soixantaine de commis. J'ai vu un temps où le tarif de ces holocaustes était réglé comme une page de barème, et je vous aurais dit, sans me tromper d'une unité, combien chaque discours nous coûtait d'employés. C'étaient : cinq pour une harangue de M. La Bourdonnaye; cinq pour une philippique de M. Donnadieu, vingt pour une homélie de M. de Marcellus.

« Les rois de l'antiquité avaient coutume de sacrifier quelques quadrupèdes en signe d'alliance : c'était une génisse blanche, quelquefois un mouton. Les alliances d'un ministre avec le côté économique de la Chambre exigent aussi des victimes : ce sont les commis. »

— Il nous faut, messieurs, cent vingt mille francs d'économies, déclare le ministre à ses directeurs qu'il a convoqués dans son cabinet. C'est soixante commis à deux mille francs.

— Soixante personnes, Monseigneur, cela fera bien des mécontents.

— Alors renvoyez quatre chefs de bureau, huit sous-chefs et vingt-huit commis, vous ferez mes cent vingt mille francs, nous n'aurons que quarante mécontents au lieu de soixante et vous aurez frappé les gros appointements dont la Chambre a horreur!

Ainsi décide-t-on, et, comme le remarque malicieusement notre auteur, il ne vient à l'esprit d'aucune des personnes réunies là qui touchent ensemble deux cent soixante-dix mille francs qu'en prenant à la lettre le conseil de Son Excellence, elles obtiendraient cent vingt mille francs d'économies sur leurs propres appointements, conserveraient encore cent

1. *Mœurs administratives*, t. I, p. 258.

cinquante mille francs et n'auraient personne à renvoyer. Mais elles n'y pensent pas...

Tout ceci s'accomplit, bien entendu, dans le plus profond secret. Les directeurs font venir leurs chefs de bureau et leur ordonnent de préparer une liste des victimes. Celles-ci ne seront qu'au nombre de quarante, mais les six cents employés redoutent le coup de poignard et chacun d'eux se met aussitôt en campagne pour se défendre.

Dans la huitaine qui suit les premiers bruits sinistres, le ministre reçoit six cents lettres de ducs, de comtesses, de pairs de France, d'évêques, de députés, de généraux, d'académiciens qui le supplient d'épargner leur neveu, leur cousin, leur ami. Alors commence une lutte sans merci entre ceux qu'on inscrit et qu'on efface tour à tour sur la liste fatale. C'est une bataille épique où la suprématie revient souvent à d'étranges protecteurs : « Une actrice remporte la victoire sur un général, un pair de France est mis en déroute par un maître à danser. »

M. Ymbert qui, dans sa carrière, résista à vingt-quatre holocaustes, fut mis à la porte trois fois et rentra par la fenêtre, décrit ces heures tragiques où toute l'administration attend l'arrêt de mort. On sait que le travail est fait et signé et l'on n'arrive plus au bureau sans trembler à l'idée de trouver sur sa table la lettre de renvoi tant redoutée. Lorsque les quarante sont avisés de leur triste sort, les cinq cent soixante rescapés poussent un soupir de soulagement et s'emploient à la consolation de leurs malheureux collègues. Ceux-ci paraissent désespérés, mais qu'on ne s'apitoie pas trop sur leur sort! Déjà trente-neuf sur quarante songent à se faire recommander pour briguer des places nouvelles. « Trois mois après le départ des quarante réformés, le ministre ouvre ses portes à cinquante nouveaux employés. »

***

Si la situation des bureaucrates est très instable, leurs appointements ne peuvent pas les consoler : la misère en frac est le lot de chacun, ou, plutôt serait son lot, si, par son industrie, son ingéniosité, son savoir-faire, le commis, l'expédition-

naire, le chef de bureau lui-même ne parvenaient à augmenter le chiffre de leur traitement par un autre travail en marge.

Le *second métier* ne date pas d'aujourd'hui, et déjà, à cette époque, il était florissant. Alexandre Dumas père a conté, dans ses *Mémoires*, toutes les petites et grandes misères qu'il avait vues endurer autour de lui, lors de son passage au Palais-Royal, dans les bureaux du duc d'Orléans : « Les appointements dans l'administration du prince, dit-il, étaient, en général, si faibles qu'ils nous donnaient à peine de quoi vivre. Aussi, chacun avait-il recours à son industrie particulière. Les uns avaient épousé des lingères qui tenaient de petites boutiques, les autres étaient intéressés dans des entreprises de combustibles. Il y en avait enfin qui tenaient dans le Quartier Latin des restaurants à trente-deux sous et qui déposaient à cinq heures la plume ducale pour prendre la serviette de maître de gargotte. »

Quelques-uns, — c'étaient les plus miséreux — entreprenaient de donner des leçons au rabais. D'autres, assez nombreux, étaient attachés à des orchestres et se divisaient entre l'Opéra, le Théâtre Feydeau, le Gymnase et le Vaudeville. Mais, alors, pour ces derniers, une question terrible se posait : celle des répétitions. Comment concilier leur présence au ministère dans la journée et au pupitre de l'orchestre? Eh bien, ils ne la conciliaient pas. Ils abandonnaient froidement leur bureau, et, par une savante distribution de billets de faveur à leurs chefs et à leurs collègues, disparaissaient sans soulever de murmures derrière eux.

Certains, plus avisés, que Balzac appelle des *cumulards* trouvaient le moyen, avec leur second métier, non seulement de vivre, mais de faire fortune. Leur traitement officiel n'était plus pour eux qu'un petit appoint. Ils commanditaient, par exemple, une droguerie, une librairie, une grande épicerie. L'auteur de la *Comédie Humaine* parle d'un nommé Pollet qui avait acheté des pièces de Scribe et des romans et les faisait « travailler », comme on dit aujourd'hui. Et il y avait encore les usuriers qui vivaient au milieu de leurs victimes.

N'oublions pas, enfin, les Bixious, c'est-à-dire les hommes de lettres réfugiés dans le fromage administratif. Le vaudevilliste était surtout prisé à cause des billets de théâtre dont

débordaient ses poches. Balzac dit qu'il rendait de grands services au ministère : « Il ménageait les raccommodements entre le ministre et sa maîtresse, empêchait les articles contre des députés ou contre son directeur. » Il connaissait tous les auteurs, disait familièrement : Hugo, Dumas, Delavigne, « même Ancelot », il dînait toujours en ville, traitait au *Rocher de Cancale* et était fort élégant. C'était l'orgueil de la division.

Le romancier, gagnant beaucoup moins d'argent, était beaucoup moins prisé.

Il devait se montrer plus assidu au travail, jouissait de moins d'indulgence de la part de ses chefs, mais en imposait encore à cause de son ruban rouge. Il devenait parfois lui-même chef de bureau.

Somme toute, le métier, on le voit, n'était pas terriblement absorbant et se pouvait concilier avec un autre genre d'occupation. Est-ce cette diversité de professions exercées par le même individu, la lenteur dans le travail s'accroissait avec les années. Le formalisme dont on faisait bon marché sous l'Empire prit racine après 1815 et les affaires devinrent vraiment interminables. M. Ymbert, qui est le plus précieux des guides dans tous ces détails, s'amuse à calculer dans son livre le nombre de jours qu'il fallait, en 1823, pour qu'une lettre adressée à un ministre obtînt une réponse : il trouve un peu plus de soixante-deux jours. Et il conte en quelques pages cette odyssée surprenante.

Chaque missive reçue, dit-il, doit avoir son numéro d'ordre et être inscrite sur un registre. La liasse des lettres est ensuite soumise au directeur. Celui-ci attend que les dépêches aient pris des proportions inquiétantes pour s'attaquer à leur fastidieuse lecture. « Il en fait la distribution, nonchalamment couché dans son large fauteuil, la tête appuyée dans la main gauche, ouvrant une bouche que contractent d'immenses bâillements. Il regarde, à peine, chaque dépêche que, de la main droite, il renverse l'une sur l'autre. Pourtant si la signature de quelque préfet ami, de quelque général, compagnon d'armes, de quelque receveur général, camarade de collège, si des noms, surtout, que l'intérêt ou l'ambition lui recommandent vraiment frappent ses regards, il les soutire du chaos, il fait une corne à ces dépêches privilégiées, et, de sa main direc-

toriale y inscrit ces mots impératifs : *M'en parler.* » Celles-ci connaîtront un retard formidable dans les réponses qui leur seront faites. Quant aux autres, deux jours seront nécessaires pour être transmises aux chefs de bureau compétents. A son tour, chaque chef va dépouiller la liasse qui lui incombe et écrit en marge, succinctement, la réponse qu'il y a lieu de faire. Opération minutieuse qui ne sera pas accomplie avant quatre ou cinq jours. Enfin le commis rédacteur est en possession de la missive à laquelle il doit répondre. « Ce génie à mille huit cents francs se donne libre carrière, et, parlant tour à tour au nom du Roi et de Son Excellence, s'évertue à renforcer sa petite volonté bureaucratique. » Comment sa personne ne se gonflerait-elle pas? Il donne des ordres sur le mode impératif. Il écrit aux préfets : *J'ordonne*, aux ambassadeurs : *J'ai décidé*, il signifie son vouloir aux quatre coins de la France et du monde. Puis, très modestement, il présente sa réponse au sous-chef.

Celui-ci y met son grain de sel et le chef de bureau y ajoute le sien. Sous peine de passer pour des fonctionnaires inutiles, comment l'un et l'autre ne manifesteraient-ils pas leur présence en modifiant la lettre qui leur est soumise? Celle-ci arrive parfois à l'expéditionnaire dans un piteux état, changée, raturée, bouleversée de fond en comble. Enfin on la recopie d'une belle écriture moulée : il a fallu plus de quarante jours pour obtenir ce résultat, et tout n'est pas terminé. Il faut qu'elle s'achemine vers la signature de Son Excellence en passant par le directeur.

Mais quarante jours, nous l'avons dit, se sont écoulés depuis que la poste, un beau matin, l'apporta, toute fraîche, au concierge galonné.

Que de choses ont pu s'accomplir pendant ces quarante jours! Un régime tombe, un autre lui succède, la monarchie suit l'Empire, puis l'Empire revient, puis la monarchie se retrouve, puis la branche cadette prend la suite de la branche aînée et d'innombrables ministères dégringolent dans ces intervalles. C'est une galopade effrénée au milieu de laquelle l'administration a poursuivi, sans sourciller, son travail de Pénélope.

Quand la réponse tant attendue arrive à la signature, elle ne correspond donc plus à rien, la moitié du temps : ni au

régime, ni au ministère, ni aux directives politiques, ni aux idées en cours, ni à l'atmosphère. Il faut de toute nécessité la modifier. Et le directeur écrit, d'un coup de crayon rageur dans l'angle gauche de la missive, ces mots impératifs et qui en disent long : *Ce n'est plus cela.*

Ce n'est plus cela, quel symbole dans ces quatorze lettres! Tout est à refaire, la France a, encore une fois, changé d'opinion, elle s'est donnée de nouveaux maîtres, elle court à de nouvelles destinées, elle s'est prise d'une nouvelle passion. *Ce n'est plus cela!* Il faut suivre le courant bon gré mal gré, mais l'administration, toujours en retard, s'est laissée fortement distancer. Qu'on l'excuse, elle perd un peu la tête dans ce tourbillon général.

Et voici, justement, que parviennent le même jour, sur la table du directeur affolé, pour être soumises à la signature de Son Excellence, deux lettres de félicitations tardives, l'une pour les soldats de tel régiment qui ont prêté serment de fidélité au Roi, l'autre pour tel bataillon de la Garde Nationale qui s'est mis en route aux cris de : Vive l'Empereur!

De toute évidence, l'une des deux missives doit disparaître : *Ce n'est plus cela!* Mais peut-être le directeur, s'il est avisé, fera-t-il bien de conserver l'autre dans ses archives. *Ce n'est plus cela!* aujourd'hui, oui, mais demain?... Et l'administration étant éternelle ne doit pas prendre parti pour un régime plus que pour un autre, car elle est appelée à les voir se succéder ici-bas et à les servir tous avec la même lenteur, la même fidélité et la même gravité.

JULES BERTAUT

LE LOUP-COLONEL[1]

— La baronne faisait des affaires avec madame Groznoff? — demanda Boris, les yeux écarquillés par la surprise.

— Pardi!... L'affaire consistait à vendre les bijoux de la baronne, qui avait besoin d'argent pour courir après le général Denikine. La baronne s'est adressée à des intermédiaires, ceux-ci sont venus me proposer l'affaire. Or, la baronne demandait soixante mille roubles; les diamants valaient beaucoup plus, le joaillier les a estimés huit mille roubles d'avant-guerre, roubles-or, vous comprenez! C'est-à-dire, au bas mot, cent soixante-deux mille roubles-papier de Denikine... L'affaire aurait été avantageuse, même si j'avais donné 20 p. 100 aux intermédiaires comme ils me l'avaient demandé...

Sobakine était tout oreilles.

— Malheureusement, à ce moment je ne disposais pas d'une somme suffisante. Comme je devais toucher quarante-cinq mille roubles quelques jours après, je proposai d'en verser trente-trois mille à la baronne tout de suite, contre ses diamants, et le reste huit jours après. Les intermédiaires devaient être payés avec les intérêts de 50 p. 100 sur leurs 20 p. 100 du total de la vente, c'est-à-dire qu'ils auraient reçu dix-huit mille roubles en tout. Vous comprenez?

— Heu... pas tout à fait, — dit Sobakine. — Mais cela n'a pas d'importance. Que sont devenus, finalement, les bijoux?

— Pendant que j'étais en pourparlers avec la baronne, celle-ci quitta l'hôtel où elle était descendue et s'installa chez

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 octobre.

la Groznoff. Elle lui fit, sans doute, ses confidences, et la générale décida de mobiliser toutes ses ressources pour acquérir les diamants. C'est moi-même qui l'y ai aidée, comme un imbécile, car elle m'a obligé à lui remettre dix mille roubles à la place du cadeau que je devais lui faire. Bref, la baronne a touché cinquante mille roubles au lieu de soixante, et les diamants sont passés entre les mains de madame Groznoff. Vous pouvez croire que j'ai piqué un fameux accès de rage en apprenant toute l'histoire et surtout en apprenant le rôle que l'on m'avait fait jouer.

— Oui, — dit Sobakine. — Cela était en effet bien fâcheux. Mais alors, elle doit être riche, cette générale, si elle réussit à faire de pareilles affaires?

— Elle dépense beaucoup. On dit qu'elle a une passion pour... d'ailleurs, cela ne me regarde pas. Ce qui est sûr, c'est qu'elle collectionne toutes sortes de valeurs, tapis, bijoux, porcelaines, etc... Je crois bien qu'elle possède également de très belles dentelles véritables. Comme le papier-monnaie baisse de jour en jour, c'est le meilleur moyen de conserver sa fortune.

— A-t-elle beaucoup de relations dans les milieux gouvernementaux? — demanda Boris. C'était ce qui l'intéressait principalement.

— Gouvernementaux?... Pas une seule, je pense. Mais dans les milieux militaires, surtout en ce qui concerne les voies de communication, son influence est illimitée. Je me demande seulement par quoi cette femme peut arriver à charmer ces vieux généraux, dont elle obtient tout ce qu'elle veut? Elle n'est pas si séduisante, ni si jeune... Peut-être partage-t-elle avec eux ses bénéfices... Ce qui est indéniable, c'est qu'on ne peut se passer d'elle quand on fait des affaires....

Boris ne s'endormit qu'après avoir élaboré le plan du combat qu'il livrerait le lendemain à la générale Groznoff.

Il faut croire que, de son côté, celle-ci s'apprêtait à le recevoir de pied ferme, car, sitôt introduit et laissé dans le salon par la bonne qui allait l'annoncer, il entendit la voix de la générale prononcer ces paroles :

— Douniache, ne recevez plus personne... Si quelqu'un vient, dites que je suis souffrante.

Et, quelques minutes après, elle apparut, vêtue d'un peignoir bleu ciel, un ruban de même couleur dans les cheveux, tendant à Boris ses deux mains qu'il baisa l'une après l'autre. Puis elle se laissa tomber avec grâce sur un canapé, toute souriante :

— J'ai un léger mal de tête, — dit-elle languissamment. — Mais je suis prête à vous écouter, et il ne faut pas que nous soyons dérangés... Asseyez-vous à côté de moi.

Ces dernières paroles, bien que très naturelles, déplurent à Boris. Il ne trouvait plus la générale aussi attrayante que la veille... Il s'assit néanmoins au bout du canapé, et ouvrit la bouche pour commencer son récit.

— Attendez! attendez un instant! — s'écria madame Groznoff. — Je vais décrocher le récepteur. Ce maudit téléphone se mettrait à sonner... Pas de ça non plus!

Avec une agilité qu'on n'eût pas attendu d'une femme si lasse, elle bondit vers l'appareil, décrocha le récepteur d'un geste gracieux et revint au canapé en enveloppant Boris d'un regard plein de langueur et de flamme. De la main, elle fit un geste pour l'assurer que tout irait bien maintenant. Sobakine attrapa cette main au vol et la baisa encore en en soupirant :

— Charmante!

La dame le menaça du doigt.

— Polisson!...

« Oh! oh! » se dit Boris. « Ça va bien! ça va même trop bien... »

Tout en observant les gestes de madame Groznoff, il constatait que sa gorge et sa taille n'avaient rien de particulièrement séduisant, et qu'il serait de peu d'intérêt d'explorer les dessous du peignoir bleu...

Madame Groznoff reprit — un peu plus près de Boris — sa pose sur le canapé.

— Je vous écoute, — gazouilla-t-elle.

Sobakine exposa assez franchement sa situation actuelle, expliqua que, depuis qu'il connaissait l'adresse de ses parents, il désirait conduire sa femme auprès d'eux, et conclut en demandant, si cela était possible, une recommandation efficace pour le général qui allait commander la région d'Odessa.

Madame Groznoff l'écoutait attentivement. Toute expression frivole disparut de son visage. Les regards langoureux cessèrent également.

— Mais dites-moi, — demanda-t-elle enfin, — pourquoi voulez-vous absolument mener votre femme chez vos parents? Ne pourrait-elle rester où elle se trouve, aux environs de Taganrog?

Boris expliqua que Marie allait accoucher et qu'il ne voulait pas la laisser seule.

Encore une fois la générale, d'un geste mutin, le menaça.

— Polisson! — répéta-t-elle d'une voix flûtée. — Quand avez-vous eu le temps de manigancer tout cela? Vous êtes donc bien amoureux de votre femme?...

— J'ai des devoirs envers elle, — répondit Boris.

— Non, non, ne prenez pas mes paroles au sérieux. Je voulais vous taquiner, simplement.

Et toute son attitude exprimait sa conviction qu'en réalité Boris ne pouvait aimer sa femme, puisque c'était d'elle, générale Groznoff, qu'il avait la tête occupée.

Pour le mieux rassurer encore, et lui prouver qu'elle n'était pas jalouse, elle posa la main sur celle de Boris, comme elle l'avait fait lors de sa première visite. « Encore! se dit le malheureux. Elle abuse vraiment... Mais il me faut la recommandation... »

La générale retira promptement sa main des lèvres de Sobakine.

— Vous êtes caressant, colonel! — roucoula-t-elle. — Mais, dites-moi, je voudrais savoir si vous vous proposez de rester à Odessa auprès de votre femme, ou si vous reviendrez ici après l'avoir installée?

Boris se garda bien de dire qu'il ne désirait que son installation définitive à Odessa. Il protesta que son seul but était de mettre sa femme sous la protection de ses vieux parents; que, sitôt ce but atteint, il n'aurait rien de plus pressé que de revenir à Ekaterinodar, reprendre sa place aux pieds de madame Groznoff.

La générale accueillit ces paroles avec une visible satisfaction.

— Il est regrettable que vous ne soyez pas venu il y a une

quinzaine de jours, — dit-elle enfin. — Le général qui sera nommé commandant en chef de groupe d'Odessa a passé trois jours ici. Il était venu me voir... C'était le moment favorable pour lui parler de vous, tandis que maintenant... Maintenant il est à Kislovodsk, et il peut partir d'un jour à l'autre... On attend très prochainement la prise d'Odessa... Que faire?

— Si vous pouviez me donner une lettre pour ce général? — insinua Sobakine.

— Une lettre... Je vous la donnerai volontiers, cela va sans dire... mais si l'on pouvait inventer autre chose... Soit! je vais écrire cette lettre. Je ne vois rien d'autre à faire.

Elle s'assit devant son bureau, et se mit à rédiger la lettre. Mais il faut croire que la rédaction ne marchait pas toute seule, car, après avoir écrit quelques lignes, elle déchira sa feuille, en prit une autre, recommença... les feuilles remplissaient la corbeille à papiers, la lettre n'avançait pas. Boris commençait à s'ennuyer. Pour prendre patience, il examina les porcelaines posées près de lui sur l'étagère. Il déplaça un petit vase, véritable objet d'art, pour le regarder à son aise.

« Tiens! » se dit-il tout à coup; « qu'est-ce que c'est que cela? »

Derrière le vase, un tout petit flacon de verre jaune était dissimulé, oublié depuis longtemps, — cela se voyait à la couche de poussière qui le couvrait. Boris le prit avec précaution, l'approcha de ses yeux, et lut sur l'étiquette :

1 *gr.*
Morphini Muriatici
Merck.

Il reposa le flacon à sa place, puis remit le vase et se mit à réfléchir à sa découverte. La générale faisait-elle le trafic des stupéfiants? Il était bien plus probable qu'elle s'y adonnait elle-même. Les deux en même temps, peut-être aussi... Boris éprouva un frisson désagréable. Morphine ici, cocaïne là, c'était vraiment tomber de la poêle dans le feu!

Pendant ce temps, madame Groznoff avait achevé sa lettre.

— Voilà! — dit-elle en la tendant à Sobakine. — Lisez-la, j'espère que vous serez satisfait.

Boris parcourut les lignes. La missive était parfaite et pouvait avoir une grande valeur à condition, bien entendu, que

la générale eût assez d'influence sur l'homme auquel elle écrivait. De toute façon, Sobakine ne pouvait rien espérer de mieux. Il oublia pour un instant le flacon de morphine.

— Charmante! — s'écria-t-il tout à fait sincèrement. — Vous êtes délicieuse, adorable!

— Vous m'aimez un peu? — demanda madame Groznoff en se rapprochant de Boris.

Il était trop tard pour battre en retraite. Les lèvres de la générale cherchaient celles de Boris. Elle lui plaqua un baiser en pleine bouche. Une vague odeur de pharmacie frappa les narines de Boris. Il fit un pas en arrière, chancela et tomba avec la générale sur le canapé. La main de madame Groznoff passa sur les boutons de sa veste... Le peignoir s'entrouvrit : c'était pire que Boris ne l'avait imaginé! Il ferma les yeux en s'efforçant de se représenter sa femme, la camarade Rose, n'importe qui, pourvu que ce ne fût pas cette générale Groznoff...

. . . . . .

— C'est tout? — dit-elle.

Il ouvrit les yeux. Elle ne se gênait plus devant lui. Le peignoir, couleur d'azur, restait impudiquement ouvert. Aucun détail de ce corps jaune, fané, flétri, n'échappait à Boris. Un corps pareil à trente-cinq ans! L'effet de la drogue, sans doute.

Rien au monde n'aurait pu le retenir dans ce boudoir. Un dégoût insurmontable lui faisait détourner son regard de la générale qui l'observait avec surprise.

— Ah çà! qu'est-ce que cela veut dire? — demanda-t-elle enfin. — Vous voulez partir?

— Je ne me sens pas bien, — grogna Boris entre ses dents. — Il faut que je rentre... j'ai pris froid.

— Par cette chaleur?... Allons donc!

Elle referma son peignoir d'un geste brusque.

— Rendez-moi ma lettre, tout de suite!

— Je m'en garderai bien, — répliqua Boris, qui avait repris sa tenue correcte. — Adieu, générale!

Elle se mit devant la porte pour l'empêcher de passer.

— Vous aurez beau garder ma lettre, — s'écria-t-elle; — elle ne vous sera d'aucune utilité; j'avertirai le général que vous n'êtes qu'un bandit...

— Voyons, voyons!... — fit Boris. — Nous ne sommes pas

ici sous le régime des bolcheviks, et vous ne pouvez me faire arrêter selon votre bon plaisir. Laissez-moi passer, soyez gentille, ne faites pas de scandale... Ce serait plus malin à vous de ramasser et de mettre en sûreté le vieux flacon de morphine qui traîne là-bas, parmi vos porcelaines...

La générale eut un coup d'œil vers l'étagère.

— Ah! c'est donc cela?

Et elle commença de hurler :

— Vous êtes un espion!

Sobakine profita de ce moment de fureur aveugle pour gagner l'antichambre et s'esquiver.

Il cracha plusieurs fois, comme pour chasser le mauvais goût de pharmacie qu'il conservait au palais. Puis il se hâta vers la gare : il voulait se procurer le plus tôt possible un billet pour Rostov-sur-le-Don.

VIII

En approchant de la gare, Sobakine se demanda ce qu'il allait faire. Ce serait folie que d'aller simplement au guichet demander des billets. Lors de son voyage de Taganrog à Kislovodsk, il lui avait fallu passer des journées entières à faire la queue pour en obtenir un après de longues querelles avec les employés, de véritables batailles avec le public, batailles renouvelées avec les voyageurs pour s'introduire dans le wagon. D'autre part, il ne savait comment avait procédé Linskoï pour lui procurer une place de première à Kislovodsk. Cependant, il ne voulait pas avoir l'air d'hésiter en pénétrant dans la gare. Pour mieux réfléchir, il s'arrêta devant une affiche collée au mur de ce bâtiment, indiquant les premiers secours à donner en cas de dysenterie et de typhus. Il lut et relut cette affiche; il allait la relire pour la troisième fois, lorsqu'un officier de cosaques passa à côté de lui. Ses épaulettes portaient une seule raie, indiquant par conséquent un grade inférieur à celui de colonel. Boris se tourna brusquement vers lui :

— Pourriez-vous me dire, — demanda-t-il, — l'heure de départ du train pour Rostov-sur-le-Don?

L'officier porta la main à sa casquette.

— Oui, mon colonel. A neuf heures du soir.

— Ah?... Alors, on a encore le temps de se procurer une place?

— Mais oui, mon colonel. Je viens d'en prendre une.

— Dites-moi, où faut-il aller?

— Dans le bâtiment que vous voyez là-bas, vis-à-vis de la gare : Service des communications militaires.

— Merci beaucoup, — dit Sobakine en se dirigeant vers l'endroit indiqué.

Là, il demanda un ticket de première classe. Après avoir examiné ses papiers, on lui donna un bon pour le bureau de chemin de fer, qui se trouvait au centre de la ville.

Très satisfait de lui-même, Boris revint chez lui et déclara à ses hôtes qu'il allait partir le soir même. Puis il fit ses malles sans se presser, et alla au bureau du chemin de fer. Une foule compacte se pressait à la porte vitrée de ce bureau, qui était fermée à clef. Sobakine frappa. Un huissier parut et lui fit signe qu'il n'ouvrirait pas. Sobakine montra le bon; l'huissier ouvrit la porte et le laissa entrer.

Mais la force magique de ce document semblait s'être épuisée; Boris s'approcha du comptoir et tendit le bon à l'employé qui, après l'avoir lu, parut très embarrassé. Il marmotta quelque chose d'incompréhensible :

— Attendez un instant, s'il vous plaît, — dit-il enfin.

Puis il s'éloigna pour consulter ses collègues. Au bout d'un instant il revint vers Boris.

— Excusez-moi, — fit-il d'un air confus. — Je ne puis vous délivrer de billet sur ce bon.

— Pourquoi? — demanda Boris en clignant des yeux.

— Parce que nous venons de recevoir par téléphone un ordre du Service des communications militaires nous avertissant que ce bon vous avait été donné par erreur. Il n'y a plus de places dans le train de ce soir pour Rostov-sur-le-Don.

— Et dans le train de demain?

— Non plus.

— Et après-demain?

— Je ne sais pas... Vous feriez mieux de vous adresser directement au Service des communications militaires.

Sobakine ne comprenait rien du tout. Il sortit du bureau

et se dirigea de nouveau vers la gare. Là, un autre désappointement l'attendait : le service où il lui fallait se rendre était fermé jusqu'à sept heures du soir.

Il rentra chez lui et attendit, puis se rendit derechef au bureau où on lui avait donné le bon. Là, on lui demanda de le rendre. L'officier le déchira aussitôt qu'il l'eut entre les mains.

— Il n'y a pas de place pour vous, — dit-il.

— Qu'est-ce que cela veut dire, il n'y a pas de place *pour moi*? — demanda Sobakine. — Je voudrais avoir une explication.

— C'est un ordre spécial d'en haut. Vous perdez votre temps. Au suivant!

Boris sentait la rage l'envahir. Puis il eut une idée : il fallait se tenir comme Linskoï l'aurait fait en pareille occurrence.

— Vous m'étonnez, mon ami, — dit-il en fixant l'officier. — Il n'y aura pas de suivant tant qu'il me plaira de rester ici. Vous allez me donner à l'instant une formule de télégramme pour que je puisse télégraphier au général Samko dont je suis l'aide de camp. Et vous allez me dire votre nom pour que je puisse le signaler au besoin.

A sa grande satisfaction, il s'aperçut que ses paroles impressionnaient vivement son interlocuteur. Celui-ci se leva brusquement, puis il disparut derrière une porte et Sobakine entendit une dispute dans la pièce voisine.

— Je vous dis que le général l'a ordonné! — criait une voix. — Aucune place pour Sobakine! Le chef a reçu de mauvais renseignements au sujet de cet individu.

— Mais il est l'aide de camp de Samko! — répondit une autre voix. — Dispensez-moi d'avoir affaire à un « loup »! Cela m'est déjà arrivé, j'en ai gardé un souvenir cuisant. Allez-y vous-même; vous vous expliquerez avec lui.

Les voix baissèrent; Boris ne pouvait plus saisir un mot. Enfin, un officier parut, mais ce n'était pas le premier, celui du bureau. Il s'approcha d'un air préoccupé.

— Vous croyez avoir encore le temps de partir ce soir? — demanda-t-il. — Il est déjà huit heures moins le quart.

— Cela ne regarde que moi, — répliqua Boris. — Je veux avoir une place, et c'est tout.

— Vous contenterez-vous d'une place dans le wagon réservé aux officiers?

Boris réfléchit.

— Oui, — dit-il.

— Tenez, alors. Vous présenterez ceci au guichet de la gare. Mais je vous préviens qu'il ne sera ouvert que jusqu'à huit heures et demie.

En sortant du bureau, Boris entendit les dernières paroles de la conversation des deux officiers :

— ...Il ne faut rien en dire au général...

« Encore un coup de la Groznoff! » se dit-il. « Zaviékoff m'avait bien dit que son influence s'exerçait surtout au sujet des voies de communication... Le diable l'emporte, avec sa morphine!... Mais il faut me dépêcher maintenant; je risque de manquer mon train. »

A huit heures vingt-cinq minutes, il s'approchait du guichet de la gare, tenant à la main la fiche verte qu'il venait de recevoir au Service des communications militaires.

Une queue, très courte, attendait à droite du guichet; une autre, assez longue, à gauche. La première était composée d'hommes en uniforme; l'autre, de civils et de quelques femmes. Tous ces gens attendaient leur tour. Comme Sobakine accourait pour prendre rang à la queue de droite, un homme de petite taille, au visage rien moins que martial, discutait avec vivacité avec l'employé du guichet. Le petit homme — il va sans dire qu'il portait les épaulettes de colonel — était rouge de colère; il criait d'une voix aiguë, qui retentissait jusqu'au fond de la salle :

— Vous n'avez pas le droit de me le refuser! Je vais à Koursk pour affaire urgente de service. Savez-vous à qui vous parlez? Je suis agent secret du bureau de propagande.

Boris n'entendit pas la réponse de l'employé. Il vit seulement le petit colonel devenir encore plus furieux.

— Mais non, mais non, — criait-il. — Vous allez me délivrer le billet... Vous rendez-vous compte de la responsabilité que vous prenez? Qu'est-ce que vous me racontez à propos de fiches?... Je vais porter plainte au chef du grand quartier général! Vous allez voir ce que vous prendrez!

— Écoutez, colonel, — prononça tout à coup un officier

qui se trouvait placé entre l'agent de propagande et Sobakine. — En avez-vous encore pour longtemps? Si quelque chose ne va pas, vous vous expliquerez plus tard. Laissez passer d'abord les gens qui ont leurs fiches en règle. La voici, la mienne.

— J'en ai une également, — ajouta Boris. — Il était déjà huit heures vingt-neuf.

— Montrez-moi vos fiches, messieurs, — dit l'employé en tendant la main à travers le guichet... — Ça va bien, voici vos billets. Dix-sept roubles trente-deux kopeks chacun.

Le petit colonel, repoussé vers la queue de gauche, continuait à grogner :

— Vous allez voir à qui vous aurez affaire... mission urgente... moi, agent secret de la propagande...

Bang! le volet du guichet retomba avec fracas, faisant disparaître l'employé. Il y eut un remous dans la queue de gauche, quelqu'un se mit à taper sur le guichet fermé. Deux employés — simples porteurs peut-être — s'approchèrent pour calmer la foule.

— Demain matin, demain matin neuf heures, — répétait l'un d'eux.

— Mais tous les jours c'est la même chose! — s'écria une dame en larmes. — Je fais la queue ici depuis dimanche, et chaque fois avec le même résultat!

L'officier qui était devant Boris le regarda et haussa les épaules avec pitié; son sourire signifiait clairement : « Peut-on faire quelque chose avec ces gens-là? » Boris haussa les épaules et sourit également.

— Allons chercher notre wagon, — dit l'officier.

En s'éloignant du guichet, Boris entendit des lambeaux de phrases, échangées entre le public et les employés.

— Huit mille roubles... à six heures du matin...

Le wagon réservé aux officiers était déjà plein. C'était une voiture de troisième classe, à sièges durs, éclairée par des bougies qui projetaient partout des ombres noires. Quelques banquettes supérieures étaient relevées, des gens étendus les occupaient, s'apprêtant à dormir. L'atmosphère était imprégnée d'une odeur de désinfectant et de tabac. Nulle part on n'apercevait de places libres. Boris, indécis, s'arrêta au milieu du wagon en regardant de tous côtés. Enfin il aperçut un

officier qui avait installé ses bagages sur la banquette à côté de lui, avec l'intention d'occuper deux places au lieu d'une.

— Cette place est libre, n'est-ce pas? — demanda-t-il en désignant les bagages. — Veuillez mettre ceci par terre.

— La place est occupée. Vous pouvez bien le voir par vous-même! — répondit l'officier qui était un colonel (naturellement). Il était beaucoup plus âgé que Sobakine; la lueur indécise des bougies laissait voir ses rides et les poils blancs de sa moustache. — Avez-nous mis vos yeux dans votre poche? Ces bagages ne sont pas à moi... ils sont à un ami qui ne tardera pas à arriver. Cherchez ailleurs, et ne dérangez pas les gens que vous ne connaissez pas. Si tout le monde faisait comme vous...

Il continua à bougonner ainsi, jusqu'à l'arrivée de son compagnon. Après de longues recherches et quelques altercations, Boris parvint à se caser dos à dos avec ce voyageur irascible. Une cloison très mince et n'atteignant pas le plafond lui permettait d'entendre tout ce qui se disait derrière lui.

A chaque instant des querelles éclataient dans les différents coins. Il y eut un tolle général à l'entrée d'un civil qui était venu installer sa femme et son enfant.

— C'est révoltant! — crièrent plusieurs voix. — Comment peut-on laisser un pékin pénétrer ici?

— ... Regardez un peu son chapeau!... et son pantalon...

— ... Un ingénieur? Oh! la la... qu'il fasse voyager sa femme sur la cheminée de la locomotive!

Le mari faisait semblant de ne prêter aucune attention à ces railleries; mais la femme était plus brave et trouvait une réponse pour chacun. Le train roulait depuis longtemps que sa voix continuait à frapper les oreilles de Sobakine :

— Et vous, dites donc, les militaires!... pourquoi ne vous fait-on pas voyager sur des affûts...

Boris ne parvenait pas à s'endormir. Il n'avait pas de place où appuyer sa tête. A sa droite, un vieux caporal de cosaques ronflait, assis, la tête penchée sur sa poitrine.

...Tram ta-ra-ram... tram ta-ra-ram... résonnaient les roues en cadence.

Sobakine entendait derrière lui la conversation du colonel grognon et de son ami.

— Quel changement depuis dix mois que nous ne nous sommes revus! — disait l'un. — Dans quel secteur êtes-vous allé au front?

— J'ai quitté le front depuis longtemps, — répliquait l'autre. — C'est-à-dire que j'y suis toujours, en théorie, mais je reste plutôt à l'arrière, car je remplis des fonctions purement administratives.

— C'est comme moi alors... Je suis...

Le reste de la phrase se perdit dans le fracas du train passant tout près d'un groupe d'arbres.

...Tram ta-ra-ram... tram ta-ra-ram...

— ...Je ne me trouve pas en contact avec l'ennemi, évidemment... mais ce n'est pas beaucoup plus drôle, je vous assure, d'avoir affaire à la population civile et aux youpins...

— Ah oui, les youpins...

— Tenez! je me souviens de l'un d'eux... Un vieux juif, très vénérable : un véritable patriarche de l'Ancien Testament, à en juger par son extérieur... C'était dans une petite ville du district de Nakhitchévagne. Je crois que c'était par peur de nos gars qu'il m'avait invité à loger chez lui. Il me faisait des cadeaux, il était aux petits soins pour moi, et même un soir il m'a invité...

...Tram ta-ra-ram... tram ta-ra-ram...

Sobakine entendit derrière lui un éclat de rire.

— ...Mais les rouges avançaient, et nous avions reçu l'ordre de *drapper* le plus vite possible.

Boris se rappela que Linskoï employait souvent le verbe « drapper », qui venait d'être créé pour désigner la retraite précipitée, la fuite, en un mot, devant l'ennemi.

— ...Alors, je lui dis : tu es content de nous voir partir, n'est-ce pas, vieille canaille? Tu vas revoir tes fils qui se trouvent sans doute, dans l'armée rouge?... Savez-vous ce qu'il m'a répondu?

— Non... eh bien?

— Cela m'est bien égal, — dit-il; — c'est toujours du pillage, les uns valent les autres... Croyez-moi, je voulais le châtier sur-le-champ! Malheureusement la fusillade éclata à cinq kilomètres au plus du village, et il nous fallut *drapper* promptement. Mais lorsque nous revînmes, un mois après, la

première chose que je fis, ce fut de rechercher mon youpin.

— Et qu'est-ce que vous lui avez passé?

— Ma foi! presque rien... dix coups de baguette de fusil. Bien sûr, aussi, mes gars se sont partagé quelques bagatelles qui remplissaient ses coffres... Il n'a plus osé répéter ses insolences.

— ... Sonnez, trompettes! victoire complète... — chantait quelqu'un dans la voiture voisine en s'accompagnant maladroitement d'un accordéon. — Nous v'là vainqueurs... bien... vite...

... Tram ta-ra-ram... tram ta-ra-ram... tram ta-ra-ram... sonnaient les roues.

— J'ai eu aussi affaire à un youtre qui était propriétaire d'une auberge dans le faubourg d'Izume. J'étais installé près de chez lui. Il accourt une nuit, tout navré, il se jette à mes pieds en me suppliant de le protéger contre quelques soldats en train de le dévaliser...

— Vous l'avez envoyé promener?

— Pas du tout! je me suis levé, habillé et précipité vers l'auberge avec mon ordonnance. A notre arrivée, les pillards se sont enfuis, et l'un d'eux m'a même lâché un coup de revolver... J'ai risqué ma vie. Mais je l'ai reconnu tout de même.

— Qui, le pillard?

— Quel pillard? Je le connaissais fort bien, c'était un homme de grand mérite. Il ne pouvait pas être question de le poursuivre; c'était assez qu'il eût abandonné la maison du juif. Me voilà parti chez ce dernier pour le rassurer, lui affirmer que personne ne lui ferait plus de mal... Jugez de mon étonnement et de mon indignation lorsque j'ai trouvé ce sale youpin barricadé solidement chez lui, décidé à ne pas m'ouvrir la porte!

— Oh, oh!... qu'est-ce qui s'est passé après?

— C'est bien simple : j'ai réveillé plusieurs de mes soldats, je leur ai dit : en avant, les enfants, à l'assaut de l'auberge!... Vous pouvez m'en croire, à l'aube sa baraque n'existait plus.

— Et le juif?

— Je ne sais pas ce qu'il est devenu. On n'a jamais revu depuis ni lui ni sa famille.

... Tram ta-ra-ram... tram ta-ra-ram...

... L'ennemi en fuite... en fuite... en fuite... — scandait tristement l'accordéon.

Les disputes avec la femme de l'ingénieur avaient cessé. Maintenant, elle essayait d'installer sa fillette pour la nuit :

— De ce côté, ma petite, — disait-elle. — Mets ta tête sur mes genoux... couche-toi le long de la banquette, plie un peu tes jambes...

Boris se souvint de sa petite Olga, et s'attendrit en pensant que dans deux jours tout au plus il reverrait sa famille. Décidément, il n'était pas né pour les aventures... Il avait été créé pour être fonctionnaire, devenir gouverneur de quelque province... Six ans auparavant, il avait été désigné pour la croix de Saint-Stanislas; il l'avait refusée parce qu'elle l'aurait empêché de monter en grade. Pourtant, elle ferait bien, à l'heure actuelle, sur son uniforme de colonel. Dans un demi-sommeil propice aux hallucinations, il se vit en uniforme de vice-gouverneur, une énorme croix au cou; quelle croix, et de quel ordre?... il ne pouvait le distinguer. Son corps penchait en avant, sa tête s'inclinait, lourde comme du plomb... — C'est qu'elle est remplie de décorations, se dit Boris; il ne faut pas penser à ces hochets et alors je pourrai la relever...

... Tram ta-ra-ram... tram ta-ra-ram...

— Ce que vous venez de me raconter me rappelle une histoire semblable qui m'est arrivée, — dit une voix, — lorsque nous *drappâmes*...

« Drappâmes? qu'est-ce que cela veut dire, drappâmes? » se demanda Boris à demi réveillé. « Ah oui! drapper, c'est f... le camp, j'avais oublié... »

Le sommeil venait... Boris vit devant lui, avec une netteté surprenante, le visage malicieux de Samko, prononçant d'une voix distincte :

— A la santé de mes loups!

Mais aucun cri ne lui répondait. « C'est scandaleux, » pensa Boris; « il va être fâché. »

— Maman, je ne peux pas! — dit une voix d'enfant pleurnicheuse. — J'ai des fourmis dans la jambe. Je me suis fait mal à la main... Maman!

... Tam ta-ra-ram... Tram ta-ra-ram...

Le train s'arrêta à une grande station. Quelques voyageurs descendirent; d'autres montèrent en se disputant les places.

— Vous ne voyez donc pas, lieutenant, que cette place est occupée? — s'écria la voix querelleuse derrière Boris. — D'où venez-vous? Qui êtes-vous? Ne savez-vous pas que vous n'avez pas le droit de vous asseoir sans la permission de vos supérieurs?

— Excusez, mon colonel, — répondit une voix très jeune. — Je n'ai pas vu....

— Une autre fois, vous tâcherez de voir... Blanc-bec! Vous croyez que parce que vous arrivez du front, vous avez le droit de faire l'impertinent?

L'homme à la voix jeune s'approcha de Boris. A la lueur douteuse des bougies, celui-ci remarqua la taille élégante, bien proportionnée, le visage imberbe, le crâne bandé du nouvel arrivant qui déjà s'inclinait, portant la main à son front :

— S'il vous plaît... y a-t-il une place par ici?

Sa voix était faible et lasse. Le voisin de Boris répliqua maussadement :

— Vous voyez bien : tout est pris.

— S'il y avait seulement une moitié de siège pour moi! — supplia le jeune homme. — Je suis blessé, je n'ai pas dormi la nuit dernière...

« C'est un vrai combattant », se dit Boris. « Il faut lui faire place... Et puis, comme il est impossible de dormir dans ce brouhaha... »

Il se serra le plus possible sur son siège.

— Si vous pouvez vous contenter de ce petit espace, — commença-t-il.

Le pâle visage s'éclaira :

— Oh! merci, mon colonel, vous êtes bien bon... Permettez-moi de me présenter : lieutenant Louganoff, des grenadiers de la garde.

— Colonel Sobakine, — fit Boris, en ajoutant après une courte hésitation : — aide de camp du général Samko.

— Un loup! — s'exclama joyeusement le lieutenant. — Je comprends maintenant pourquoi vous m'avez cédé la place...

J'ai beaucoup entendu parler de vos magnifiques exploits. Sans vous, j'aurais dû passer debout tout le reste de la nuit... Vous êtes le premier, depuis que j'ai quitté le régiment, qui me manifestiez quelque complaisance. Jusqu'à présent j'avais la sensation que tout le monde m'était hostile. Partout où j'allais — dans les bureaux, aux ministères, chez les commandants des étapes, au chemin de fer — partout, on me jouait les tours les plus désagréables... On m'a retenu mon traitement, j'ai dû manger à crédit pendant deux jours... Je ne rencontrais que visages grognons, irrités...

— Où avez-vous été blessé? — demanda Boris.

— A la bataille de Tzaritzyne. Oh, ça chauffait ces jours-là! Nous avons défendu pendant vingt-deux heures une position attaquée par des forces supérieures. Ma compagnie possédait deux mitrailleuses dont l'une avait été prise aux rouges; il s'agissait de ne pas laisser les assaillants traverser la petite plaine qui s'étendait devant nous. Nous occupions une tranchée, mais pas une vraie tranchée avec des embrasures masquées, comme vous pourriez vous la représenter (Boris ne se représentait rien du tout). Un simple fossé. Ç'a été bien tant que les rouges n'ont pas mis une batterie en position pour tirer sur nous.

— Et alors? — demanda Sobakine.

— Alors... nous avons dû quitter la tranchée et nous retirer à trois cents pas, vers les jardins du village qui était derrière nous. Les imbéciles ont bombardé la tranchée abandonnée pendant près d'une heure et demie...

Le jeune officier raconta comment, après le bombardement, les rouges donnèrent l'assaut à la tranchée, et comment lui et ses soldats les repoussèrent avec leurs deux mitrailleuses.

— Malheureusement, nous n'avons pas reçu les renseignements nécessaires, — continua-t-il, les yeux brillants, tout animé par son récit. — Sans quoi, nous les aurions fait reculer d'une dizaine de kilomètres... Si vous les aviez vus *drapper!* Le chef de bataillon a envoyé une estafette au général, en demandant la permission de les poursuivre; mais il paraît que le général n'était pas là... la réponse est arrivée trop tard.

Le jour commençait à poindre. Sobakine, envahi d'un irrésistible sommeil, n'écoutait plus le jeune homme. Sa tête

ballottait de tous côtés. Enfin, il sombra... Arrivé à Rostov-sur-le-Don, il ne vit plus son compagnon, et se demanda de très bonne foi s'il n'avait pas rêvé...

Le lendemain, il entrait dans la maisonnette où habitaient Marie et la petite Olga.

IX

— Je crois que la mer se calme, — dit Marie en se soulevant sur sa couchette. — Le roulis est beaucoup moins sensible.

On aurait eu quelque peine à reconnaître en elle la gracieuse jeune femme qui avait quitté Pétrograd un an plus tôt. Sa grossesse — elle était au huitième mois — se poursuivait dans de pénibles conditions. Malgré sa fatigue et ses soucis, elle continuait à travailler dans sa maison, accomplissant les plus rudes besognes, comme d'ailleurs toutes ses voisines, les femmes de la colonie allemande. Son frais visage avait bruni; quelques rides y apparaissaient déjà. Ce matin-là, après une nuit blanche causée par la tempête, épuisée par le mal de mer, elle paraissait au moins dix ans de plus que son âge.

Boris, étendu sur la couchette opposée, ne répondit que par un gémissement.

— Je n'ose seulement pas bouger la tête, — dit-il. — Le moindre mouvement me soulève le cœur. Fichue idée que j'ai eue d'embarquer sur cette coque de noix!

— Nous avons encore de la chance d'être dans cette cabine, — observa Marie. — Sans l'obligeance du capitaine, nous serions logés à fond de cale ou sur le pont, comme les autres.

— Et plus de chance encore d'avoir pu prendre le bateau, — reprit Boris, sans s'apercevoir qu'il se contredisait. — J'avais raison de ne pas vouloir quitter mon uniforme de colonel. Sans lui, nous serions encore sans abri à Sébastopol, attendant un bateau de voyageurs où notre passage nous aurait coûté plusieurs milliers de roubles. Ici, au moins, nous voyageons sous le pavillon de la marine de guerre et nous ne payons rien du tout. Ce qui est, d'ailleurs, tout à fait naturel :

l'aide de camp du général Samko voyage avec sa famille...

— Bon! te voilà content, — remarqua Marie. — Tout à l'heure, c'était une autre chanson.

— Bien sûr! Je ne pensais qu'aux dangers du voyage. C'est égal, je serais curieux de savoir à quoi ce sabot était destiné en temps de paix. A part cette cabine, il n'y a pas, je crois, une planche à bord. Tout est en fer... Et cette chaudière, mise en poupe, à côté du gouvernail! Pas plus — peut-être même moins — de deux pieds au-dessus de l'eau. Pas étonnant que nous soyons ballottés comme des bouchons.

— Mais je t'assure, Boris, que la mer est devenue plus calme, — reprit Marie en descendant de sa couchette. — Tu vois, je peux me tenir sur mes jambes sans m'appuyer...

— Tu as raison, — dit Boris qui suivit l'exemple de sa femme. — Je vais aller voir où nous nous trouvons.

Il rentra au bout d'un instant.

— On aperçoit déjà le phare d'Odessa! — cria-t-il.

En effet, le petit bateau se trouvait dans la grande baie et longeait les côtes couvertes de villas qui montraient leurs toits pittoresques à travers la verdure des jardins. Les passagers, groupés sur le pont, expliquèrent à Boris que ces côtes s'appelaient les Fontaines.

Parmi ces passagers, il y en avait plusieurs qui s'étaient enfuis d'Odessa aux premiers troubles et qui regagnaient maintenant leur domicile. Ils ne cessaient de converser entre eux, en reconnaissant avec émotion les lieux qu'ils avaient quittés six mois auparavant.

— Regardez! — disait l'un en pointant son doigt vers la côte. — Les arbres du jardin Anthropoulo sont tous coupés.

— Et la villa Polykanaki? — répondait un autre. — Elle n'existe plus. Il y a eu un incendie. Elle a entièrement brûlé.

— Que de ruines, Seigneur!

L'émotion atteignit à son comble lorsque le bateau arriva à l'entrée du port.

— Mais où est le grand viaduc de bois qui contournait les quais? — s'écria quelqu'un. — Où est l'estacade?

— Le viaduc a été démoli par les bolcheviks et a servi de combustible, — expliqua l'officier en second du navire qui s'était mêlé à la foule. — C'est grand dommage, car il sera

difficile de le reconstruire. Il avait plus de quatre kilomètres de long. Sans lui, on ne pourra jamais exporter autant de blé qu'auparavant.

Le port présentait un aspect lamentable. Autour des quais, plus de bateaux, ou presque. Rien que des chalands. Les mâts et la cheminée d'un vaisseau coulé émergeaient près d'un quai. Aucun signe de vie, sauf au point vers lequel se dirigeait le petit bateau de fer portant Sobakine et sa famille.

Une heure après, ceux-ci purent mettre pied à terre. A la sortie du bateau, un officier appartenant au service du contre-espionnage examinait les papiers des arrivants.

Quelques fiacres crasseux stationnaient sur le quai. Boris monta dans l'un d'eux et donna l'adresse de ses parents, communiquée par Zaviékoff.

— Bon, — dit le cocher. — Ça va faire deux cent cinquante roubles.

— Mais c'est un prix fou!

— Pas du tout, monsieur! Faut bien que je nourrisse mon cheval. Le foin est à cinquante roubles le poud, l'avoine à deux cents. Et puis moi, alors?... Je peux-t-y vivre sans bouffer?

— Ne marchande pas, Boria, — fit Marie en français. — C'est loin, probablement; ni moi ni Olga ne pouvons aller à pied, et même si nous pouvions le faire, il y a les bagages.

Boris ne cessa de grogner pendant tout le trajet.

— C'est abominable! — répétait-il. — Deux cent cinquante roubles pour une course! deux cents roubles un poud d'avoine! Alors, dites-moi, cocher, que vaut la livre de pain ici?

— Ma foi, j'en sais rien, — répondit le cocher. — Sous les bolcheviks, il n'y avait pas de pain du tout; seuls les commissaires en mangeaient, et les tchékistes. Maintenant on revoit un peu de farine. J'ai payé hier cent roubles une livre de pain gris. Aujourd'hui, on m'a dit que c'était meilleur marché.

— Grand Dieu! — s'écria Boris. — Cent roubles la livre! Mais comment vivrons-nous dans cette ville?... Aucune fortune n'y résisterait.

Le cocher tourna la tête vers lui et haussa les épaules.

— De quoi vous inquiétez-vous, Votre Noblesse?... Pour vous, il y aura toujours du pain, bien sûr.

— Comment cela?

— Mais oui. Puisque je vous dis que les commissaires en avaient en abondance.

— Mais je ne suis pas commissaire.

— Kif-kif... puisque vous êtes...

Là-dessus, le cocher, comprenant qu'il avait trop parlé, se retourna sur son siège et s'en prit à son cheval.

Quelques minutes plus tard le fiacre s'arrêta brusquement.

— Nous v'là arrivés, — dit le cocher en sautant à terre.

— Quoi? — dit Sobakine en regardant, stupéfait, la maison vieille et sale devant laquelle ils se trouvaient. — C'est ici qu'habitent mon père et ma mère? Mais ce n'est pas possible!

— C'est l'adresse que vous m'avez donnée, — répliqua le cocher. — Où faut-il porter les bagages?

Boris descendit du fiacre et alla aux informations. Mais il ne trouva aucun concierge dans l'entrée de la maison. L'escalier était aussi sale que l'extérieur. Il monta au premier et frappa à la première porte. Personne n'ouvrit. Il renouvela cette tentative au deuxième. On n'ouvrit pas davantage, mais une voix de femme demanda à travers la porte :

— Qui est là?

— C'est ici, les Sobakine? — demanda Boris avec impatience.

— Qui?

— Les Sobakine.

— Non, ce n'est pas ici.

— Pouvez-vous me dire où c'est?

— Les Sobakine?

— Oui, oui... A quel étage?

— Attendez, je vais demander.

Boris entendit des pas s'éloigner. Au bout de quelques minutes qui lui parurent longues comme des heures, la même voix lui souffla à travers la porte :

— Je crois que vous trouverez les Sobakine au deuxième, par l'escalier de service, première entrée à droite dans la cour.

— Qu'est-ce que cela signifie? — murmurait Boris avec angoisse, tout en regagnant la rue. — Un escalier de service!

Il rentra dans la cour, trouva l'entrée de droite, monta au

second et frappa à la porte. De nouveau des pas s'approchèrent de la porte close, une voix féminine demanda :

— Qui est là?

Cette fois, plus de doute : c'était la voix d'Olga.

— Olitchka! — cria Boris. — C'est moi, ton frère! ouvre vite!

L'instant d'après, il était dans les bras de sa sœur, qui riait et pleurait à la fois. Boris en fut très étonné. Il ne croyait pas Olga capable de tant d'émotion.

— Je suis avec Marie et la petite, — dit-il. — Elles m'attendent dans le fiacre... Nous allons encore avoir un enfant... Pourquoi habitez-vous dans ce trou?

— Va chercher les tiens, — dit la sœur. — Amène-les, vite. Je vais prévenir maman.

Lorsque tout le monde fut réuni dans la petite pièce — évidemment salon, salle à manger, chambre à coucher — Boris s'aperçut que sa mère et sa sœur avaient horriblement changé depuis un an. Toutes deux avaient maigri; les yeux de madame Sobakine étaient rouges, ses cheveux blancs; les soucis avaient creusé des rides autour des lèvres d'Olga.

— Pourquoi es-tu en militaire, Boris? — demanda celle-ci. — Tu es dans l'armée?

— Oui, j'ai fait en peu de temps une carrière épatante... Mais qu'avez-vous toutes les deux? On dirait que vous avez beaucoup souffert, surtout toi, maman; cela me fait de la peine de te voir ainsi... Mais où est papa?

Madame Sobakine s'affaissa sur une chaise et se couvrit le visage de ses mains. Un sanglot étouffé la secoua tout entière.

Boris pâlit. Olga lui posa la main sur l'épaule.

— Boris... — prononça-t-elle avec effort. — Prions pour lui... il est mort...

Madame Sobakine sanglotait. Marie se précipita vers elle; la petite Olga suivit son exemple.

Boris clignait des yeux.

— Mort? — répéta-t-il. — Quand? De quoi? Il a été malade?

— Allons dans l'autre pièce, je te raconterai tout. Je ne veux pas le faire ici, en présence de maman.

Elle entraîna son frère et referma la porte.

— Assieds-toi, — dit-elle. — Papa est mort à la Tchéka.

— On l'a exécuté?... De quoi l'accusait-on?

— De rien... On l'a pris d'abord en qualité d'otage, en nous assurant qu'il serait libre peu de jours après. On nous autorisait à venir le voir deux fois par semaine, à lui apporter des provisions. Il va sans dire qu'il était affreux pour lui de se voir en prison, mais jusque-là il n'y avait encore rien de terrible, n'est-ce pas?

— Oui, oui, — dit Boris. — Continue.

— Cela a duré jusqu'au moment où deux femmes de la Tchéka sont arrivées à Odessa, dans le but d'y établir la terreur rouge... Des femmes! des bourreaux, c'était du reste leur fonction. Elles fusillaient elles-mêmes leurs victimes, elles les mettaient au supplice... Elles coupaient le nez et les oreilles des vivants, elles enfonçaient des clous dans les crânes... Ah! des monstres, je te dis!... Le lendemain de leur arrivée, papa a été isolé, et nous ne l'avons plus revu. On m'a conseillé d'aller voir une de ces deux femmes. J'ai été chez elle, elle m'a dit que papa allait mourir... Je l'ai suppliée, je me suis traînée à ses pieds. Elle est restée inexorable... elle ne cessait de me demander, avec un sourire grimaçant, si je n'avais pas de frère, si je savais où il se trouvait alors... ah! Boris, si tu l'avais vue!... un cauchemar vivant, pas une femme!... La peau jaune, les lèvres écarlates, passées au vermillon; de grands yeux enfoncés dans les orbites... quels yeux! ils brillaient d'une lueur infernale, surnaturelle...

Boris sentit tout à coup un grand frisson le pénétrer.

— Com... comment s'appelait-elle? — prononça-t-il d'une voix à peine distincte.

— Elles étaient deux, comme je te l'ai dit : Dora et Rose. Celle qui s'occupait de notre malheureux papa était *la camarade Rose.*

Une forte nausée monta à la gorge de Sobakine. Il voulut porter la main à sa poitrine, mais son bras ne lui obéissait plus. Un voile noir couvrit le visage de sa sœur et il entendit à peine sa voix dans le lointain.

— Au secours! Boris s'évanouit!

Il reprit ses sens au moment où on lui versait de l'eau dans

la bouche. Ses dents claquaient sur le verre, il répétait :

— Ce n'est rien, ce n'est rien... ne faites pas attention...

Puis il respira profondément et ajouta :

— Pauvre... pauvre papa!

— Calme-toi, mon Boria, — lui dit sa sœur en l'embrassant tendrement. — N'en parlons plus maintenant. Racontenous plutôt tes projets, et tout d'abord dis-nous comment tu as pu apprendre notre adresse à Odessa.

Mais Boris n'était pas encore en état de répondre, et ce fut Marie qui raconta tout ce qu'elle savait. Boris restait assis, immobile, comme hébété. Peu à peu, cependant, il recommença à s'intéresser à la conversation.

— Pourquoi habitez-vous un appartement si misérable? — demanda-t-il enfin. — Vous n'avez que deux petites pièces, à ce que j'ai vu; et elles m'ont l'air destinées à loger des domestiques.

— Tu ne te trompes pas, — répondit sa mère. — Ces deux pièces font partie du grand appartement que nous occupions avant l'arrivée des bolcheviks. Le reste a été réquisitionné par les commissaires; d'ailleurs, c'est presque heureux pour nous : nous ne pourrions plus soutenir maintenant un pareil train de vie.

— Je ne vous laisserai pas habiter ici, — fit Boris. — Maintenant c'est moi qui vais réquisitionner un bel appartement, pour vous et pour moi.

— Si tu peux le faire! — répliqua Olga. — En attendant, tu vas t'installer ici avec les tiens. Nous vous donnerons une de ces deux pièces. Et puis, je ne sais pas si ce serait bien raisonnable d'habiter un grand appartement. Le jour où les bolcheviks reprendront Odessa, il vaudra mieux qu'ils nous retrouvent ici, et non dans un quartier chic...

— Comment le jour où...? — suffoqua Boris. — Mais tu es folle! Ils ne reviendront plus, les bolcheviks! Dans deux mois, au plus tard, nos armées entreront à Moscou. C'est moi qui te le dis, moi, l'aide de camp du général Samko!

— Qu'est-ce que c'est encore que ce général?

— Comment, vous ne le savez pas? Mais toute la Russie connaît son nom. C'est la terreur des rouges, le vaillant général de cosaques qui aurait depuis longtemps anéanti les Soviets

s'il n'y avait pas la malveillance et la jalousie de Denikine... Ne pas connaître Samko!

— Même chez nous, dans notre village, j'ai entendu parler de lui, — appuya Marie.

— Bon, — fit Olga tranquillement. — C'est possible, après tout. Mais je crois plus sûr de rester ici.

— Ne vous disputez pas, mes enfants, — implora madame Sobakine. — Songez à notre pauvre martyr, qui... qui...

Les larmes lui coupèrent la parole.

— Tu as raison, maman, — dit doucement Olga. — Et surtout, attendons patiemment que Boria nous ait trouvé un splendide appartement... Parons d'abord au plus pressé.

Elle se mit à déplacer les meubles, pour pouvoir installer les nouveaux venus. Puis elle alla faire la cuisine. Boris et Marie l'aidèrent de leur mieux. Quant à madame Sobakine, elle allait de ci, de là, puis s'arrêtait tout à coup, le regard fixe, les yeux embués de larmes...

Pendant la journée, Boris sortit à plusieurs reprises pour faire des achats. Chaque fois il rentrait consterné par les prix exorbitants qu'on lui demandait pour la moindre bagatelle. Et chaque fois Olga haussait les épaules.

— Ce n'est rien en comparaison du temps des bolcheviks, — disait-elle. — Nous avons été plusieurs fois sur le point de crever de faim.

Boris constatait avec stupeur le changement qu'avaient subi le langage et les manières de sa sœur. Ce n'était plus, comme autrefois, une fille du monde, mais une petite bourgeoise, vulgaire et mal embouchée. Ses vues politiques étaient fort étroites et choquaient désagréablement Boris. Elle ne croyait plus à la victoire prochaine des blancs, et ne semblait même pas prendre leur parti. Elle trouvait seulement qu'ils avaient bien fait de venir à Odessa parce qu'à leur arrivée le prix de la vie avait sensiblement diminué. En parlant de la Tchéka et de ces femmes-bourreaux dont chacune avait, de ses propres mains, exécuté plus de deux cents victimes, elle disait :

— Cependant, parmi les communistes, il existe aussi des gens honnêtes et généreux. Quelques-uns nous ont aidés et secourus dans les pires moments de ces derniers mois.

— Qui sont-ils? — demandait Boris.

Olga se pinçait les lèvres et refusait de citer des noms.

Boris eut peine à s'endormir le soir. Il réfléchissait à ce qu'il avait vu et entendu pendant la journée. C'était lui — bien involontairement il est vrai — qui avait conduit son père à la mort. Et à la pensée que Rose l'avait cherché, qu'elle avait interrogé Olga à son sujet, un frisson d'inquiétude le secouait. Si Olga avait raison dans ses pronostics, si les bolcheviks reprenaient Odessa?... Il serait pris dans le piège où il s'était fourré de son plein gré... Où fallait-il donc fuir, où se sauver?...

« Bah! » se dit-il enfin. « Je suis un imbécile de me laisser ainsi influencer par des bavardages de femme. Après tout, Olga n'est pas prophète, elle est encore tout abattue et désaxée par son existence sous le joug des rouges. Une visite chez le général commandant avec la lettre de madame Groznoff va remettre tout en place... Même si cette vieille grue a écrit une autre lettre me qualifiant de fripouille, comme elle m'en a menacé, le général ne l'aura que dans quelques semaines. Aussitôt que j'aurai obtenu une situation, je quitterai mon uniforme militaire... »

Et il s'endormit assez paisiblement.

X

Sobakine employa les deux premières journées de son séjour à Odessa à tâcher d'obtenir une audience du général en chef, ce qui n'était pas facile. Le général habitait le palais du maréchal de la noblesse qu'on avait réquisitionné en l'absence de ce dernier. Le palais se trouvait dans une partie de la ville fort éloignée du centre et appelée « le Langeron ». Pour y parvenir, il fallait faire au moins trois kilomètres, sans compter la traversée du vaste parc Alexandre II. Sobakine, terrifié par les prix élevés qu'on lui réclamait partout, décida tout d'abord d'y aller à pied. De plus, il eut l'imprudence de quitter son uniforme, car il trouvait illogique de demander un emploi dans l'administration civile en se présentant en qualité d'aide de camp de Samko. D'autre part, sa sœur Olga ne cessait de se moquer de ses épaulettes de colonel en lui demandant

où il avait abandonné son régiment. Le mois d'août était étouffant, la réverbération des murs était intolérable, le maigre feuillage des acacias ne donnait presque pas d'ombre. Sobakine mit une heure pour atteindre le parc Alexandre; puis il traversa ses allées poussiéreuses, et lorsqu'il parvint au palais du général en chef il avait perdu toute son élégance. La patrouille mongole qui gardait l'entrée ne le laissa même pas s'approcher du palais.

Il rentra chez lui fort irrité et se mit à gronder sa sœur pour lui avoir donné de mauvais conseils.

Il passa le reste de la journée couché sur son lit, à feuilleter de vieux journaux soviétiques qui traînaient dans tous les coins. De temps en temps, il recommençait à grommeler entre ses dents. Une fois, il appela Marie.

— Regarde, chérie, — dit-il en désignant du doigt quelques lignes du journal. — Même ici on parle du général Samko. Il faut croire que maman et Olga se contentaient d'avoir des journaux dans la maison, mais qu'elles ne les lisaient jamais... Sans quoi, comment expliquer que le nom du général leur fût totalement inconnu?

Le lendemain, il revêtit sa tenue de colonel, se regarda dans les miroirs, admira son image dans les carreaux des fenêtres ouvertes; puis il eut une idée :

— Dis donc, Olga, — demanda-t-il. — Avez-vous encore les décorations de papa?

— Bien sûr... Tu n'as pas l'intention de les arborer, j'espère?

— Fiche-moi la paix. Donne-moi la croix de Saint-Wladimir de troisième classe.

Il se contempla encore, la croix au cou, puis il partit.

MICHEL DE POURICHKEVITCH

(A suivre).

LE VIEILLISSEMENT

Notre intention n'est pas, comme le pourrait faire croire le titre de cet article, d'étudier le vieillissement dans ses manifestations apparentes, ni les chances que nous avons de mettre un frein à la fuite du « temps inexorable » ou de réparer ses irréparables outrages. Nous nous proposons simplement, en nous basant sur des faits expérimentaux, de faire saisir la différence fondamentale qui existe entre le temps absolu ou conceptuel, le temps physique ou sidéral — qui est le temps marqué par nos horloges — et le temps physiologique. Ce dernier seul compte du point de vue de notre vieillissement et ne se confond pas avec les autres, mais présente au contraire des caractères très différents.

De tous temps les philosophes se sont préoccupés du problème de la réalité du monde extérieur. Frappés du fait que notre connaissance de l'univers repose en dernière analyse sur l'accumulation des impressions antérieures des sens, de nos pensées et de nos souvenirs, ils se sont demandé quel rapport existait entre le monde conçu comme un « éject », une projection de notre expérience sensorielle et psychologique en dehors de nous-mêmes, et l'univers vrai, tel qu'il est *en soi*. Certains penseurs parmi les plus célèbres, profondément impressionnés par le rôle primordial du cerveau humain, ont même nié complètement l'existence de tout ce qui n'est pas nous-mêmes. La plupart sont d'accord pour admettre la futilité de la notion de « chose en soi », et si la monade de Leibniz représente l'extrême limite de la conception anthropocentrique de l'uni-

vers, il faut avouer que les autres théories lui ont seulement ajouté des « fenêtres sur l'extérieur » sans se prononcer sur la nature de la source d'impressions sensorielles ainsi créée. Pour nous, le monde réel — dû à la conjonction de l'espace et du temps — réside bien dans la « construction » que nous projetons hors de nous. Des impressions de nos sens, par l'association mentale, nous formons des concepts et nous tirons des inférences. Ce sont là les faits de la science dont le domaine est essentiellement formé par le contenu de l'esprit.

L'espace et le temps ont depuis longtemps cessé d'être considérés comme des réalités du monde des phénomènes : ce sont les modes suivant lesquels nous percevons les choses séparément. Ils ne sont ni infiniment étendus, ni indéfiniment divisibles; ils sont essentiellement limités par le contenu de notre perception. Des volumes entiers ont été écrits sur ce sujet, et il n'est pas de bachelier ès lettres-philosophie qui ne se souvienne plus ou moins vaguement de ces questions, lesquelles appartiennent encore au domaine de la philosophie pure, faute de données expérimentales directes. Cependant, comme l'a fait remarquer Carrel, il existe une différence entre le temps physique, sidéral, mesuré par nos horloges, basé sur des observations manifestement extérieures à nous, et notre durée humaine, qui, autant que l'espace où nous évoluons, est un constituant de notre moi physiologique et psychologique. D'après Bergson, les états de conscience sont autant d'images instantanées qui se détachent sur un fond animé d'une vitesse uniforme. Mais notre *durée* est dépendante de notre organisme tout entier : l'esprit et le corps sont deux aspects d'une même chose, et déterminés autant par nos états structuraux et fonctionnels que par nos états psychiques. Le temps dans lequel nous vivons comprend aussi bien le temps physiologique que psychologique. On le mesure en années, jours, heures qui s'écoulent de façon uniforme, inexorablement, d'après les mouvements des astres. Cette mesure conventionnelle s'offrait tout naturellement à l'esprit comme étant la plus simple, mais elle postule l'identité du temps physique et de la durée physiologique. Ce postulat est commode, sinon légitime; sur quoi se base-t-il?

Même pour un observateur superficiel, le temps physiolo-

gique intérieur à nous ne semble pas s'écouler à vitesse constante dans le cadre du temps sidéral extérieur. Tout le monde sait que l'âge réel peut différer de l'âge légal. La valeur d'une journée n'est pas identique pour les animaux éphémères et pour ceux qui vivent cent ans, et même chez un seul individu cette valeur semble varier, car, pour l'homme, n'a-t-on pas coutume de dire justement que « le temps passe plus vite dans l'âge mûr et la vieillesse que dans l'enfance? » Notre *durée* serait donc, dans une certaine mesure, indépendante du temps sidéral. Si les mouvements des astres et des horloges étaient simultanément accélérés ou retardés, il serait possible, bien que nous ne puissions en être certains, que le temps physiologique n'en soit pas affecté. Chaque être humain constitue un univers relativement indépendant en état de transformation continue. C'est l'allure de cette transformation qui peut être considérée comme caractéristique de notre durée spécifique, de notre temps physiologique.

Les quelques lignes précédentes suffisent peut-être pour faire comprendre le grand intérêt qu'il y aurait à mesurer *directement* ce temps physiologique sans faire appel à un étalon extérieur à nous et sinon complètement indépendant, tout au moins dont la relation à notre durée échappe à notre observation immédiate. On se rend compte aisément qu'une telle mesure se rattache au problème philosophique que nous rappelions en commençant cet article, à la réalité du monde extérieur. Jusqu'ici, nous avons été forcés d'emprunter aux espaces intersidéraux le cadre où évolue notre moi, la trame de notre durée. Nous nous basions donc ainsi, involontairement, sur une opinion philosophique : notre foi dans la réalité de cet univers. Ce qui est plus grave, c'est que nous confondions deux choses différentes, le temps et la durée.

Nous allons tâcher de montrer de quelle façon on peut s'affranchir du postulat sur lequel la mesure de la durée physiologique reposait jusqu'ici, et comment on peut inverser le problème, c'est-à-dire exprimer le temps sidéral en unités de temps physiologique; en d'autres termes, comparer l'évolution dans le temps du monde extérieur à un étalon puisé en nous-mêmes, donc d'une indiscutable réalité.

***

Newton définit ainsi le temps absolu : « Ce temps vrai, mathématique, est conçu comme s'écoulant d'une manière uniforme, sans être affecté par l'accélération ou le ralentissement des mouvements des choses matérielles. »

Il est clair que cette notion est un pur idéal, sans signification pratique, car nous ne possédons aucun moyen de mesure, étant donné qu'il n'y a rien dans la sphère de la perception dont l'écoulement uniforme soit pour nous certain. Le mouvement de la terre autour du soleil, et de la terre autour de son axe, ou si l'on préfère, les sensations déterminées en nous par ces phénomènes, sensations que nous projetons hors de nous, nous ont paru présenter les caractères de régularité les plus grands. En admettant qu'entre deux points la vitesse de la terre sur sa trajectoire soit constante, nous divisons la distance parcourue en quantités égales qui doivent être franchies en des temps égaux, et nous créons ainsi les subdivisions de notre unité de temps, l'année par exemple. Ces subdivisions sont à nouveau découpées en unités plus petites et ainsi de suite. Nous avons créé des mécanismes perfectionnés, horloges, chronomètres, qui sont réglés sur les mouvements de notre planète et qui, au moyen de leurs aiguilles, nous permettent de suivre de l'œil, avec une grande précision, ce que nous appelons l'écoulement uniforme du temps.

Nous pouvons aussi mesurer ce temps en observant d'autres phénomènes périodiques, la lumière par exemple. Mais nous avons tous, sans nous en douter, employé d'autres unités moins précises, mais pittoresques, et mesuré un temps en nous basant sur une distance parcourue ou sur un travail accompli. Par exemple, nous avons souvent entendu des expressions telles que : le temps de m'habiller; le temps d'aller à la poste et de revenir; le temps de compter jusqu'à cent. Dans le travail aux pièces, le temps est remplacé par le nombre de pièces fabriquées, et dans les campagnes, la surface fauchée par un ouvrier entraîné et travaillant avec régularité, lui sert à estimer ses heures de travail. En effet, supposons qu'il fauche deux cent cinquante mètres carrés en une heure. S'il a travaillé quatre heures, nous savons qu'il a fauché

mille mètres carrés. Mais si nous ignorons le temps employé, et si par contre nous pouvons mesurer la surface déblayée, soit deux mille mètres carrés, nous en concluons qu'il a travaillé huit heures.

Tous ces temps sont arbitraires et relatifs. Si, comme nous le disions plus haut, les mouvements de la terre et des astres subissaient au cours des siècles un léger ralentissement ou une accélération, nous ne pourrions nous en apercevoir qu'au moyen de nos horloges astronomiques. Mais comment s'assurer alors que l'erreur ne provient pas d'une variation dans le champ gravitationnel de la terre, laquelle aurait affecté tous les balanciers de nos horloges, augmentant ou diminuant ainsi la valeur de la seconde? Ce temps marqué par nos horloges exprimant des fractions du temps marqué par les astres, nous ne pourrions jamais être sûrs que nos instruments ont raison : nous ne possédons aucune unité absolue, invariable, du temps. La vitesse de la lumière, quantité qui semble bien constante, ne nous permet pas davantage de résoudre la question, car si deux observateurs, à mille ans de distance, obtiennent des chiffres différents, qu'en concluront-ils avec certitude : que la vitesse de la lumière a réellement varié, ou bien que la différence provient de leur façon de mesurer le temps?

Pour reprendre l'exemple d'Einstein, si nous sommes dans un train se déplaçant parallèlement à un autre et dans la même direction, nous ne pouvons en aucune façon connaître la vitesse absolue de ce train, même si nous sommes certains que le nôtre se meut avec une vitesse constante. Nous ne pouvons, au mieux, qu'obtenir le *rapport* de nos deux vitesses, rapport indépendant de la vitesse absolue, puisque, si les deux trains sont ralentis ou accélérés dans la même proportion, nous ne nous en apercevrons pas.

Tout différent, par contre, est le temps physiologique. Au fur et à mesure que l'animal croît et se développe dans l'espace, il évolue dans le temps, mais chaque moment qui passe, loin de disparaître sans laisser de trace, persiste au contraire dans le présent, s'accumule et contribue à édifier l'histoire de l'individu. Il faut un certain temps pour qu'un organisme parvienne à son plein développement et chaque jour, ou

chaque heure, introduit des changements physiques, chimiques et psychologiques qui sont à la base des changements ultérieurs. Si le temps sidéral se déroule à vitesse constante comme une courroie sans fin montée sur deux poulies, et portant des points équidistants qui passent devant nos yeux, le temps physiologique, par contre, a un début et une fin. Nous démontrerons bientôt que là ne gît pas la seule différence mais que, de plus, sa vitesse d'écoulement n'est pas constante entre ses deux limites extrêmes.

Nous avons déjà fait remarquer qu'*a priori*, les mêmes intervalles de temps sidéral, identiques entre eux par définition, ne paraissent pas correspondre, dans le monde organisé, à des valeurs identiques. C'est là non seulement un fait d'observation, mais un fait expérimental et l'on peut modifier la durée et la vitesse de la vie de certains animaux à sang froid, comme l'a montré Jacques Lœb en élevant de petites mouches, qui, suivant la température à laquelle on les maintenait, évoluaient, atteignaient l'âge adulte puis mouraient en vingt jours, quarante jours, trois mois ou six mois : une diminution de dix degrés dans la température correspondant à peu près à une augmentation de durée de vie du simple au double. D'autre part, Carrel a démontré, dans ses admirables expériences sur la culture des tissus en dehors de l'organisme[1], que l'on pouvait obtenir des fragments de matière vivante, des colonies de cellules en pleine activité reproductrice, ne connaissant ni la vieillesse, ni la mort : depuis plus de vingt ans, dépassant ainsi de beaucoup la durée maxima de la vie de l'animal dont elles sont issues, elles prolifèrent à la même allure si, tous les deux jours, on élimine les produits toxiques élaborés. Les manifestations de la vieillesse proviennent donc, dans ces systèmes élémentaires, de l'accumulation normale de poisons, puisque, si on les fait disparaître au fur et à mesure de leur production, la vieillesse, c'est-à-dire la diminution de l'activité physiologique, n'apparaît pas.

De quelle façon peut-on mesurer l'âge, le vieillissement *réel* d'un organisme, sans faire appel à cet étalon de mesure extérieur à nous, le temps physique, le temps de nos horloges?

1. Voir notre précédent article dans la *Revue de Paris*, numéro du 1er septembre 1931, p. 117.

Il existe pour cela deux méthodes : la méthode des cultures de tissus et celle basée sur l'étude de la cicatrisation des plaies.

La première, due à Carrel, repose sur les expériences fondamentales suivantes : quand de petits fragments de tissu vivant sont extraits d'un animal et placés dans un milieu à peu près dépourvu de substances nutritives, ils manifestent une certaine activité de croissance, et pendant quelques jours augmentent de volume. On peut aisément mesurer la durée et la vitesse de ce phénomène qui exprime l'énergie de croissance résiduelle des tissus. Dans un embryon, cette énergie est plus grande que dans un animal nouveau-né. Elle décroît encore pendant la jeunesse et l'âge adulte. On ne peut suivre le vieillissement de l'organisme jusqu'à un âge très avancé au moyen de cette méthode, parce que les différences entre l'énergie de croissance des tissus d'animaux adultes et vieux sont trop faibles pour être estimées avec précision. De plus, chaque type de tissu, chaque espèce de cellule, semble enregistrer le temps à sa façon. Mais ces modifications de l'énergie de croissance des tissus en fonction de l'âge sont évidemment reliées à des variations corrélatives et simultanées dans les humeurs, le sang par exemple. Les tissus et les organes qui baignent dans les liquides interstitiels et le plasma sanguin constituent en somme un monde assez isolé où tout changement local doit retentir sur l'ensemble. L'énergie de croissance des tissus, en diminuant avec l'âge, reflète des modifications parallèles de l'état fonctionnel et de la structure chimique du plasma. Ces modifications sont irréversibles, progressent durant toute la vie et sont mesurables comme Carrel l'a montré de façon lumineuse.

Il a constaté en effet que le sérum du sang (portion liquide du sang débarrassée de sa fibrine et de ses globules blancs et rouges) ralentissait, dans certaines conditions, la croissance de cultures pures de cellules conjonctives empruntées à l'embryon de poulet et connues sous le nom de « fibroblastes ». Il appela *indice de croissance* du sérum, le rapport de la surface d'une colonie de fibroblastes dans le sérum, à la surface d'une colonie de cellules sœurs dans une solution dépourvue de sérum. Plus cet « indice de croissance » est petit, plus l'action

inhibitrice du sérum, plus son pouvoir toxique si l'on préfère, est grand. Or, le sérum d'un chien nouveau-né, par exemple, n'a aucune action inhibitrice sur les cultures : la vitesse de la croissance est la même dans l'expérience et dans le témoin dépourvu de sérum; l'indice de croissance est égal à 1. Mais bientôt ce sérum, emprunté à des chiens un peu plus âgés, commence à freiner la multiplication cellulaire. L' « indice de croissance » diminue très rapidement durant les premiers mois de la vie, plus lentement pendant la jeunesse et atteint généralement une faible valeur à l'époque de la maturité. C'est-à-dire qu'à ce moment, le sérum du chien est devenu très toxique pour les cultures. Quand l'animal approche de la vieillesse, les variations dans la valeur de l'indice sont si faibles qu'on peut à peine les mesurer.

Bien que cette méthode comporte d'assez grandes difficultés expérimentales et ne se prête pas à une grande précision, elle a mis en évidence les altérations irréversibles qui apparaissent dans le sang lorsque l'animal vieillit, et a démontré que ces phénomènes se produisaient avec une très grande rapidité au début de la vie pour ralentir ensuite et atteindre dans la vieillesse une valeur presque constante.

La deuxième méthode[1], basée sur la cicatrisation des plaies, étude que nous effectuâmes au front pendant la guerre à l'hôpital temporaire n° 21, conduit exactement au même résultat. Voici les faits sur lesquels elle repose.

Si l'on décalque soigneusement, sur une feuille de cellophane stérile, le pourtour d'une plaie en surface et que l'on évalue la superficie ainsi délimitée en centimètres carrés, on peut suivre de jour en jour les progrès de la cicatrisation. En soustrayant successivement la surface mesurée de celle obtenue la veille, ou quelques jours auparavant, on constate que la différence, exprimée en surface cicatrisée par jour, n'est pas constante, mais diminue au fur et à mesure que la plaie diminue elle-même. Si l'on porte les points représentant les surfaces successives sur un papier quadrillé où les ordonnées (échelle verticale) représentent les aires en centimètres carrés, et les abscisses (échelle horizontale), le temps en jours, on

1. Qui fut la première chronologiquement, mais que nous plaçons en second lieu, à cause des développements qu'elle comporte.

remarque que, pour une plaie normale non infectée, ces points peuvent être réunis par une courbe régulière d'allure géométrique.

On se rend compte aisément de l'intérêt que présentait la découverte de l'équation algébrique de cette courbe, c'est-à-dire la loi mathématique de la cicatrisation, qui permettrait de calculer à l'avance la date de la cicatrisation totale et les dimensions successives de la plaie. La difficulté provenait de l'ignorance où nous étions des facteurs intervenant dans le phénomène : mais la connaissance même de ces facteurs devait fournir des renseignements précieux sur le mécanisme de la cicatrisation. Nous trouvâmes finalement que si la surface de la plaie et l'âge de l'homme étaient donnés, on possédait les éléments nécessaires et suffisants pour calculer toute la courbe au moyen d'une formule assez simple. Autrement dit, en connaissant l'*âge du blessé* et la *surface de la lésion*, on pouvait prévoir la date de la guérison.

A partir de ce moment il devint possible, pour chaque blessure, non seulement de prévoir la date à laquelle le blessé pourrait être évacué sur l'arrière, mais encore la surface théorique, normale, de la plaie à toutes les époques intermédiaires. Par surface normale, nous entendons celle d'une plaie maintenue dans les meilleures conditions, sous un pansement idéal empêchant l'infection sans irriter les tissus, c'est-à-dire permettant à la nature d'agir pour le mieux. Ceci était particulièrement intéressant en ce sens qu'on pouvait constater l'apparition de facteurs retardateurs, et reconnaître quelle était l'importance relative de l'infection, de l'irritation, du mouvement, etc. En particulier, cette méthode permit de faire l'essai d'un grand nombre d'antiseptiques et de soi-disant pansements cicatrisants, en peu de jours, et d'établir de façon indiscutable qu'il n'existait aucune substance ou produit capable d'accélérer la cicatrisation d'une plaie maintenue stérile. Voilà pour le côté pratique de la formule, qui démontra la suprématie de la méthode dite de Carrel-Dakin.

Dans cette formule entrait un coefficient, l'*indice de cicatrisation*, désigné par le symbole *i*, qui dépendait à la fois de l'âge de l'homme et de la superficie de la plaie. Du point de vue scientifique, la découverte de cet indice de cicatrisation pré-

sentait un intérêt plus profond. En effet, il permettait, pour la première fois, de *mesurer l'écoulement du temps physiologique*, comme Carrel le fit remarquer. Il existe entre l'indice de cicatrisation et l'indice de croissance de Carrel une similarité remarquable : ils ont la même allure en fonction de l'âge, tous deux importants au début de la vie puis diminuant, vite d'abord, ensuite lentement, pour atteindre à la maturité et au début de la vieillesse une valeur faible. Néanmoins, l'indice *i* restant, comme nous l'avons dit, fonction de la superficie de la plaie, ne présentait pas le caractère d'universalité nécessaire pour exprimer l'âge et *l'âge seulement*. Nous avons donc repris nos calculs et finalement obtenu un nouveau coefficient, désigné sous le nom de *constante physiologique de réparation* et au moyen du symbole A, qui, lui, est absolument indépendant de la superficie et ne dépend plus que de l'âge. Il est impossible d'affirmer que cette constante s'applique à d'autres processus physiologiques. Mais son importance est néanmoins réelle puisque, nous l'avons déjà dit, l'activité de réparation est parallèle à l'activité de croissance définie par Carrel et exprime un état d'équilibre de l'organisme entier qui correspond à son stade de vieillissement vrai.

Il est très remarquable que l'indice de croissance de Carrel, qui est basé sur l'évolution de systèmes simples, de groupes de cellules artificiellement séparés de l'organisme lui-même, ait une allure identique à celle de l'indice de cicatrisation ou de la constante A, car les relations entre les tissus, les organes et le « milieu intérieur » comme disait Claude Bernard, lymphe et sang, sont infiniment plus complexes chez les animaux supérieurs et chez l'homme. Ces liquides, bien que continuellement modifiés par les produits résultant du métabolisme, conservent néanmoins, grâce au travail des poumons, des reins, du foie, etc., une composition presque invariable. Et pourtant, malgré tous ces mécanismes régulateurs, le plasma, et sous son influence, les tissus se modifient peu à peu. Il est bien évident que si l'on voulait un jour contrôler réellement le résultat de certaines cures ou opérations dites de rajeunissement, il faudrait avoir recours à l'une des deux méthodes que nous venons de décrire. Malheureusement, on ne se fait rajeunir que si l'on est déjà très vieux, et à un âge avancé,

les différences dans les indices sont trop petites pour être précises. D'ailleurs le processus du vieillissement est irréversible et tout rajeunissement ne peut être qu'artificiel et momentané.

La valeur des chiffres obtenus par l'étude de la cicatrisation des plaies provient, d'une part, du fait qu'ils sont basés sur un très grand nombre de cas, d'autre part de ce que les hommes, les blessés de guerre, se trouvaient tous dans des conditions sensiblement identiques et généralement en excellent état physique. Il est inutile d'ajouter qu'en dehors de la cause retardatrice principale : l'infection microbienne, certains états pathologiques influent sur la vitesse de cicatrisation : le diabète par exemple. Mais chaque fois qu'une courbe expérimentale, observée, ne suivait pas rigoureusement la courbe calculée, on pouvait être certain que, si la plaie était bactériologiquement stérile, l'homme était malade, ou bien *que son âge physiologique, réel, ne correspondait pas à son âge légal, civil.* Il nous est arrivé de rencontrer des blessés de trente ans dont la vitesse de cicatrisation accusait quarante ans. En d'autres termes, on obtenait une estimation du vieillissement vrai de l'organisme basée sur l'écart observé entre l'âge en années et l'âge calculé d'après l'activité de réparation mesurée. En effet, si pour calculer le temps que prendra une plaie pour se cicatriser, il suffit de connaître l'âge de l'homme et l'aire de la plaie, réciproquement, connaissant le temps total ou encore la vitesse de cicatrisation et la superficie de la plaie, on peut calculer l'indice, c'est-à-dire retrouver l'âge correspondant à cette vitesse. Dans quatre-vingts pour cent des cas, le calcul était d'accord avec l'expérience. Mais, suivant l'héritage ancestral, suivant les conditions de l'existence, les excès, les privations ou les fatigues subies pendant la vie, un certain nombre d'individus vieillissent plus vite que d'autres.

La grande majorité des hommes de la campagne, entre vingt et quarante ans, mènent une vie dure, mais saine : c'est à l'activité de réparation de ceux-là, considérés comme normaux, que l'on compare l'activité de réparation des autres. On mesure donc bien l'âge, le degré de vieillissement, au moyen d'une unité de temps physiologique de même nature, au lieu d'avoir recours à une unité physique extérieure à nous :

le nombre de révolutions que la terre a effectué autour du soleil, c'est-à-dire les années. Chose assez surprenante, la précision de la formule est telle que la durée totale de la cicatrisation pouvait être calculée à un ou deux jours près, même pour des plaies dont la guérison demandait trois mois ou davantage. La différence entre les surfaces intermédiaires observées et calculées ne dépassait guère un centimètre carré pour des plaies de quarante à cinquante centimètres carrés, ce qui représente une erreur de l'ordre de deux à trois pour cent. La plupart du temps, la précision de la mesure de la superficie elle-même était inférieure à ce chiffre, ce qui indique que les écarts entre l'expérience et le calcul pouvaient être dus à l'imperfection de la méthode d'évaluation de la surface.

Pour fixer les idées en ce qui concerne la valeur de la diminution de l'activité physiologique entre l'enfance et l'âge mûr, ou, si l'on préfère, de la diminution de la constante A, il suffira de donner un exemple : si un homme sain âgé de vingt ans cicatrise dix centimètres carrés de plaie en dix jours, il lui faudra treize jours à trente ans, dix-huit jours à quarante ans, vingt-cinq jours à cinquante ans et trente-deux jours à soixante ans pour cicatriser la même surface. Un enfant de dix ans n'emploierait que six jours et demi environ.

Or, que fait une plaie qui se cicatrise? Elle effectue un travail. De même qu'un maçon obstruant une brèche dans un mur, elle répare une brèche de l'organisme. Lorsque nous mesurons la *vitesse* à laquelle le travail s'accomplit, au moyen du temps physique, sidéral, nous observons qu'elle est très grande au début de la vie, plus lente au milieu et à la fin. Si le nombre cent représente cette vitesse à l'âge de vingt ans, elle ne sera plus que de cinquante-cinq à trente ans, et de trente et un à soixante. Mais elle est de cent cinquante-cinq à dix ans. *Elle n'est donc pas constante par rapport à notre unité de mesure*; à des âges différents, il faut des temps différents pour accomplir le même travail, la cicatrisation d'un centimètre carré de plaie. Si nous raisonnons comme dans le cas du faucheur, nous pouvons utiliser ce travail pour estimer le temps sidéral, c'est-à-dire que nous pouvons *mesurer le temps physique en unités de temps physiologique.*

Étant donné que ce temps physiologique est véritablement

le nôtre, un temps « intérieur », et que l'ensemble des réactions humorales et des phénomènes vitaux lui est soumis plus qu'au rythme de la rotation de la terre (temps « extérieur »), cette comparaison peut être intéressante.

Quand nous nous référons au temps *sidéral* comme étant le canevas sur lequel s'étale la broderie de notre existence, nous constatons qu'il faut environ quatre fois plus de temps à cinquante ans qu'à dix ans pour effectuer l'unité de travail physiologique de réparation. Tout se passe donc comme si *le temps sidéral, pour un homme de cinquante ans, s'écoulait quatre fois plus vite que pour un enfant de dix ans.* Au point de vue intérieur du moi, il se passe bien plus de choses en une année sidérale chez un enfant que chez un vieillard. L'année semble donc s'écouler plus lentement, et les chiffres que nous avons établis — la constante A — permet de se rendre compte, non seulement de combien notre activité physiologique diminue, mais *de combien le temps physique se trouve accéléré par rapport à nous.*

Ainsi, quand on prend le temps physiologique comme unité de comparaison, on trouve que le temps physique ne s'écoule plus uniformément. Physiologiquement, une année est beaucoup plus longue pour un enfant que pour ses parents. Supposons les parents âgés de quarante ans, et l'enfant de dix ans; une des années de ce dernier représente environ trois années des premiers. Si l'enfant est plus jeune, la différence s'accentue encore, mais nous manquons de chiffres expérimentaux pour la calculer. Tout au plus sommes-nous autorisés à employer une méthode de calcul connue sous le nom d'extrapolation, qui n'offre plus les mêmes garanties de sécurité : à titre d'indication, nous pouvons cependant dire qu'il est probable qu'entre cinq ans et un an, une année vaut de sept à douze années d'un homme âgé de quarante ans.

Les jeunes et les vieux, réunis dans le même espace, vivent donc dans des univers séparés où la valeur du temps est profondément différente. Il ne semble pas que les pédagogues ni les psychologues se soient encore avisés de l'importance considérable de cette valeur inégale du temps aux différents stades de la vie. La manière dont on pourrait en tenir compte n'est d'ailleurs pas évidente; mais ceci est un autre problème.

Ainsi que le fait remarquer Carrel, quoique ces écarts ne soient clairement établis que pour le temps physiologique, il est certain qu'ils constituent également un des éléments de notre conscience, de notre perception psychologique du temps. Bien qu'on puisse discuter le fait que notre perception soit entièrement conditionnée par les mêmes phénomènes chimiques et physico-chimiques qui sont à la base de notre vieillissement physiologique, on ne peut guère nier qu'elle leur soit reliée de quelque façon. N'invoquer que la mémoire pour expliquer la fuite en apparence bien plus rapide du temps à mesure qu'on vieillit est une hypothèse insuffisante, car elle ne tient nul compte des profondes perturbations qui doivent se répercuter sur toutes les fonctions de l'organisme, et qui sont mesurées par la constante d'activité de réparation. L'amplitude des phénomènes peut ne pas être la même partout, le coefficient peut varier pour différentes fonctions. Mais on ne peut l'éliminer. Et d'ailleurs, qu'est-ce que la mémoire, et de quelle façon fonctionne-t-elle?

Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel de notre connaissance ou, pour employer un terme plus vaste, de notre ignorance, une telle discussion est vaine. Le fait important, indiscutable, est que le temps physiologique n'a pas la même valeur au début et au déclin de la vie, et que, par rapport à nous, tout se passe comme si son écoulement était environ quatre fois plus rapide à cinquante ans qu'à dix ans.

Ceci entraîne encore quelques observations générales. Ce temps physiologique n'existe, n'a de signification, que pour les organismes capables de naître, de vieillir et de mourir normalement. Ce mot « normalement » contient en substance la plupart des problèmes actuellement insolubles de la biologie prise dans son acception la plus large. Il sous-entend, par exemple, la présence des mécanismes régulateurs de l'organisme, ces mécanismes qui expriment la différence fondamentale entre la croissance saine, normale, des cellules, et la croissance anormale, anarchique, des cellules cancéreuses. Entre une plaie qui se comble, qui se cicatrise par prolifération cellulaire rapide, déclenchée dans un tissu sain par la lésion elle-même, et une tumeur maligne, il n'y a — en dehors des différences morphologiques des cellules — que la différence

suivante : quand la réparation est terminée dans le tissu sain, la prolifération s'arrête instantanément, tandis que la croissance du tissu cancéreux ignore ce mécanisme régulateur et continue jusqu'à ce que mort s'ensuive. Il suffit de blesser des cellules saines, d'effectuer une solution de continuité dans notre peau, pour qu'aussitôt toutes les cellules limitrophes, jusque là sensiblement inactives, se mettent à multiplier; mais dès que la lésion est réparée, les cellules retombent dans leur état préalable, cessent de se diviser, et reprennent leur activité physiologique spécifique normale. Dans le cancer, au contraire, le branle une fois donné, rien ne l'arrête plus.

Un phénomène similaire se produit quand on lave les cultures de tissus tous les deux jours, puis qu'on les coupe en deux et qu'on les replace dans une nouvelle goutte de milieu nutritif : ces cellules qui, dans l'organisme, prolifèrent très lentement, sont prises d'une frénésie de croissance et se reproduisent avec une grande vitesse. Une culture de deux millimètres carrés double de volume en quarante-huit heures, infatigablement, et l'on peut même dire indéfiniment. L'élimination des déchets toxiques résultant de la digestion, supprime, pour ce fragment de tissu, le vieillissement, et, comme pour les cellules cancéreuses, le temps physiologique cesse d'exister, ou plutôt se confond avec le temps sidéral. Chaque cellule individuelle, aussi bien dans la culture que dans la tumeur, naît, vieillit et se divise ou meurt. Elles subissent bien chacune une évolution probablement soumise au temps physiologique, mais leur ensemble, tumeur ou culture, croît avec une vitesse qui ne reflète plus l'âge de l'organisme et qui ignore le temps physiologique.

***

Il n'est peut-être pas inutile, en terminant, d'éclaircir un malentendu dont la source est une phrase, juste en elle-même, mais qui se prête à une interprétation aussi séduisante qu'inexacte. Cette phrase est la suivante : la durée moyenne de la vie humaine a été prolongée de plusieurs années depuis un siècle.

Le mot « moyenne » implique en effet la présence d'un très grand nombre d'hommes, plusieurs millions, qui, au lieu de

mourir « en moyenne » à cinquante ans, atteignent aujourd'hui la soixantaine. Si le nombre des sexagénaires, par rapport à une population donnée, augmente, on dira qu'il y a accroissement de la durée moyenne de la vie; mais ceci ne s'applique pas à la durée absolue de l'existence humaine. Cela signifie simplement qu'un enfant a, de nos jours, plus de chances qu'autrefois d'atteindre soixante ans. En d'autres termes, comme le pain blanc et l'automobile, la vieillesse a été mise à la portée d'un plus grand nombre d'individus. Mais ceux qui avaient déjà la possibilité de vieillir ne vivent pas plus longtemps; la limite extrême de la vieillesse individuelle n'a probablement pas été reculée depuis plusieurs siècles. Le seul fait qu'il y a plus de sexagénaires entraîne naturellement l'existence d'un nombre plus important de septuagénaires et d'octogénaires : c'est la loi des probabilités qui entre en jeu. Cependant on ne peut affirmer que, si l'on élimine le facteur « chance » ainsi introduit, il y ait gain réel d'années supplémentaires. On ne sait pas plus prolonger la durée d'un organisme humain qu'on ne sait accélérer la vitesse de cicatrisation d'une plaie au-delà de la limite imposée par l'activité physiologique correspondant à un âge donné.

D'ailleurs, si même on admettait qu'on pût gagner quelques années d'existence — ce qui est douteux — ce ne seraient que des années « sidérales » dont la valeur, exprimée en unités physiologiques, correspondrait à un nombre bien plus faible. Ces années de vieillesse, ajoutées au bout de notre existence, n'affecteraient en rien l'état de vieillissement caractéristique de notre âge vrai, qui est uniquement déterminé par le temps physiologique écoulé depuis la naissance. On voudrait croire, si l'on avait dix ans de plus à vivre, que cela équivaudrait à un rajeunissement de dix ans. Il n'en est rien. Les années supplémentaires, qui ne valent qu'une fraction de nos années de jeunesse, nous prolongeraient tels que nous sommes, et si certains procédés permettent de constater une recrudescence d'activité, il est bien probable que, si appréciable qu'elle soit, elle n'est acquise qu'au détriment de notre durée totale.

Derrière la sévérité des phrases, derrière les mots barbares que j'ai dû maintenir pour assurer la précision de la pensée,

en tâchant d'éviter l'odieux pédantisme, derrière la complexité des expériences, on aperçoit peut-être la courbe qui représente l'allure de la destinée humaine. Comme un arbre dénudé qu'on regarde à travers un rideau de mousseline, et qui, suivant que l'œil fixe les branches ou l'étoffe transparente, semble réel ou estompé dans le lointain, notre sort peut nous paraître tragique, si nous ne voyons que lui, que sa brutalité inéluctable, ou bien tolérable, et même plaisant si nous le voyons à travers un voile. Que ce voile soit une gaze légère qui adoucit la netteté des lignes et nous empêche d'en percevoir les limites extrêmes, ou bien un réseau qui découpe le paysage en une infinité de petits tableaux, le résultat est à peu près le même, et c'est en cela que l'artiste se rapproche du savant. Notre personnalité — cette réalité si puissante et si mystérieuse — détermine la grosseur des mailles. Celles de l'artiste sont si fines que le détail lui échappe dans la beauté de l'ensemble; celles du savant, au contraire, mettent en valeur le détail qu'elles encadrent, et sur lequel il concentre toute sa pensée. Il existe des hommes assez sages pour ne pas accommoder leurs yeux sur le paysage au-delà, et pour se contenter de le voir à travers eux-mêmes; ceux-là sont les plus heureux, car le vieillissement est progressif et les mécanismes régulateurs dont je parlais plus haut proportionnent en général, chez un être sain, les appétits aux moyens de les satisfaire. La grande injustice que nous commettons vis-à-vis du vieillissement repose sur notre mémoire des joies passées et sur le désir, que semble excuser notre civilisation actuelle, de jouir des mêmes plaisirs au-delà du terme normal de leur durée. Vieillir n'est pas terrible, si l'on considère la vieillesse comme une source d'expériences nouvelles, et non comme la mort de la jeunesse et l'adieu du passé.

P. LECOMTE DU NOÜY
de l'Institut Pasteur.

LE LIVRE DE LA BROUSSE[1]

II

La pluie reprit de plus belle, le lendemain des funérailles de Doutomikoh. Jamais, de mémoire d'homme, on n'avait rien vu de plus sinistre. Des lavasses balayaient à tout moment les déluges de grêle. La meute des eaux, débusquant des crevasses, des cuvettes, des fondrières, ravinant les moindres pentes, dévalait en torrent vers les rivières débordées, qui s'emplissaient d'un tumulte de bouillons et de tourbillons.

La brousse avait englouti sous la ruée de sa végétation les termitières, les cases et jusqu'à ces arbustes dont les boqueteaux crispent d'ordinaire, au-dessus des plus hautes herbes, des touffes de branches torses.

Quant à la pluie, elle striait l'espace du fluide lacis de ses stalactites ininterrompues. Il semblait que le ciel bouché, se fondant en eau, cherchât de la sorte à filer vers le pays des hommes par l'invisible trou des étoiles.

Il en était ainsi tout le long du jour. La nuit, le cyclone prenant toute son ampleur, s'en donnait à pleines hurlées. Le vacarme de sa dévastation encombrait l'infini. Ce n'étaient que coassements incoercibles, borborygmes monstrueux, craquements étranges, chutes d'arbres, vastes et sourdes trombes s'acharnant sur la brousse que terrorisait la flagellation de la pluie.

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 septembre, 1er et 15 octobre.

Les éclairs lacéraient les ténèbres de blêmes coups de griffes, et l'orage, immense, nombreux, irrésistible, trouait d'éclats de tonnerre le fracas de la tornade et sa séquelle de bourrasques aux pulsations démesurées.

Kossi ne décolérait plus. Il ne les avait que trop prévues, les calamités qui s'abattaient sur les villages de Krébédjé! Mais il n'est pire sourd que qui ne veut pas entendre et c'est en pure perte qu'il avait crié casse-cou.

Qu'allait-on faire, maintenant? Car Doutomikoh réclamait à son tour le prix du sang! Car ce mauvais temps, c'était sa façon à lui d'exprimer son courroux!

La parole était aux Anciens. Ou Tougoumali se soumettrait aux lois communes et les pluies s'apaiseraient. Ou les Anciens, se faisant les complices de Tougoumali, s'obstineraient, malgré l'évidence, à le défendre envers et contre tous, et les tornades continueraient leurs ravages.

En tout cas, il fallait que l'on sût le plus tôt possible à quoi s'en tenir. Les meilleures plaisanteries sont les plus courtes. Celle-ci n'avait déjà que trop duré. Rien d'étonnant que les mânes de Doutomikoh se fussent à la fin révoltés contre l'injuste affront qu'on prétendait leur faire subir.

Pourquoi n'avait-on pas encore fait appel aux lumières de Kadangba? Pourquoi n'avait-on pas encore saigné de poule noire? Ne recourait-on plus, comme naguère, à ces moyens-là, pour distinguer le vrai du faux?

Et les poisons d'épreuve, étaient-ils faits pour les chiens : le « latcha » que l'on instille dans les yeux; le « goundi », que l'on doit boire comme on boirait de la bière de mil?

Avait-on invité Tougoumali à plonger ses mains dans de l'eau bouillante? Avait-on imposé un fer rouge sur ses reins?

Aha! si la poule noire, égorgée, s'en était allée crever quelques pas plus loin, sur le côté gauche; si le fer, rougi à blanc, avait cependant laissé intacts les reins de Tougoumali; si le « goundi » ne l'avait pas empoisonné; s'il avait retiré, indemnes, ses mains de l'eau bouillante; si le « latcha » ne l'avait pas rendu aveugle; enfin, si Kadangba, l'oracle de bois, s'était lui aussi prononcé en sa faveur, — alors, mais alors seulement, on aurait peut-être pu feindre de croire à son innocence.

Mais on avait rien fait de tout cela. Et Doutomikoh était

mort des suites du coup de poignard que lui avait porté Tougoumali. Donc, Tougoumali était coupable. Comme tel, on devait le déférer, une fois de plus, au Tribunal de Ngakoura. Il en ressortissait en droiture. Restait au dit Tribunal à agir au mieux des intérêts de tous, en rendant le plus vite que faire se pourrait, vu la tournure que prenaient les événements, un arrêt conforme à la justice et aux traditions.

Kossi plaidait sa cause avec ardeur. De nombreux partisans se rallièrent à ses amis des premiers jours. Les femmes l'approuvaient sans réserve. Il n'était que trop vrai, disaient-elles, en pilonnant mil, manioc ou maïs au creux de leurs mortiers de bois, que l'on avait placé Tougoumali au-dessus des lois. Il fallait faire cesser ce scandale. La vie des villages de Krébédjé en dépendait. La pluie défonçait la toiture des cases. Le vent les mettait en charpie. Des maladies de poitrine, la dysenterie, de mauvaises fièvres terrassaient chaque jour des hommes, des femmes, des enfants. On n'entendait que lamentations et chants funèbres. La brousse dévorait les plantations inondées que pourrissait le grouillant pullulement des eaux. Coassaient à l'envi toutes les grenouilles et tous les crapauds de la création. Poules et cabris crevaient comme mouches. Et, somme toute, il n'y avait guère que les canes, les canetons et les canards qui parussent satisfaits de leur sort et de la furie des éléments, au milieu de la désolation ambiante où prospérait le bourdonnant mucus des moustiques et des fourous.

De jour en jour, l'exaspération allait croissant. Krébédjé et les Anciens, alarmés à la longue par l'état d'esprit de leurs gens, finirent par secouer leur apathie et tinrent plusieurs jours de suite de secrets conciliabules.

Rien ne transpira de leurs décisions. Mais, un beau matin, le bruit courut de case en case que Tougoumali avait disparu pendant la nuit.

Malgré la pluie, tout le monde se rua aux renseignements, et l'on apprit, non sans stupeur, que la nouvelle était fondée.

Il n'y avait plus de Tougoumali.

Papotages et suppositions se donnèrent aussitôt libre cours.

Il se pouvait que Tougoumali sentant se préciser la menace

qui planait sur lui eût profité des ténèbres pour se réfugier dans la brousse et y vivre en solitaire.

La chose paraissait pourtant difficile à concevoir. L'on avait relevé trop de flaques de sang à l'intérieur de son logis et, à l'extérieur, tout autour, pesantes et larges, trop de traces de panthère.

Le mieux, somme toute, était de croire que l'un des petits-neveux de Mourou l'avait surpris en plein sommeil.

Il se pouvait aussi qu'il eût été exécuté, pendant qu'il faisait « gologolo » en dormant, par l'un de ces hommes-panthères que le tribunal de Ngakoura habilite de temps en temps dans les fonctions de bourreau.

Ce fut d'ailleurs à cet avis que chacun se rangea en définitive. L'essentiel était que Tougoumali ne fût plus là. Il n'avait pu, en s'en allant pour toujours, qu'emporter avec lui le mauvais sort. Sa mort calmerait les mânes de Doutomikoh. Et le soleil sourirait de nouveau et les pluies s'arrêteraient.

Les villages de Krébédjé en furent pour leurs frais d'allégresse. La pluie continua, plus drue que jamais. On ne fourrait plus le nez dehors que par force. Les arbres géants gémissaient sous la cinglée des rafales qui fouaillaient leurs feuilles échevelées.

Durant les rares moments où l'inextinguible hululement de la pluie se muait en giboulées, on entendait bruire au loin, sourde, discrète, mouillée, incertaine, la voix des tam-tams d'alentour.

Tous disaient, à peu de chose près, la même chose.

Ngakoura n'était pas content. Le lit de la Tomi dépassait pour le moins en largeur celui de la Grande Eau. La route de Konon à Togbo disparaissait sous des lagons et des marécages. Il en était de même de celle des M'Boulous, de celle de Griko, de celle de Nanagou.

On n'avait jamais rencontré tant de panthères à la fois, ni tant de troupeaux d'éléphants.

Des hordes de bœufs sauvages et d'antilopes battaient la brousse. Les phacochères détruisaient de fond en comble les plantations de patates où ils vermillaient, les cynocéphales celles de bananiers.

Serpents verts, serpents noirs, rats et pythons quittaient

leurs bambous ou leurs trous pour se terrer parmi la demeure des hommes.

Fourmis-cadavres et fourmis rouges, chassées de leurs fourmilières submergées, s'arrêtaient soudain dans leur fuite, et s'agglomérant en boules épaisses, colonie par colonie, au bord des marigots et des rivières, confiaient au courant grossi le soin de les diriger sur des régions moins humides.

Aucun de ces tam-tams ne manquait, avant de prendre congé de ses auditeurs, de répéter que de vagues bruits, toujours les mêmes, sillonnaient les villages sangos et bourrakas accrochés au Nioubangui, mais que tous s'accordaient pour prévoir à brève échéance des événements d'une exceptionnelle gravité.

De timides rumeurs commencèrent alors à se faire jour à travers les villages de Krébédjé. On se chuchotait à l'oreille des bouts de phrases. On avait eu tort de sacrifier Tougoumali à la vindicte de Kossi et de ses partisans. On n'aurait pas dû, en tout cas, le condamner sans l'entendre. Tougoumali, on s'en apercevait un peu tard, n'était en rien responsable de la mort de Doutomikoh. Doutomikoh était mort moins de la blessure que Tougoumali lui avait faite, que de maladie et de vieillesse. Kossi était la violence même et, comme tous les violents, volontiers injuste et haineux. On l'avait néanmoins suivi à l'aveuglette. Il fallait que cette imprudence servît de leçon et qu'on n'oubliât plus désormais, si pareil fait se reproduisait, qu'un homme passionné n'obéit que rarement à la raison et à la logique.

Ceci dit, pourquoi Kossi parlait-il ainsi, à propos de tout et de rien, de coutumes et de traditions? Il n'avait depuis quelque temps que ces deux mots à la bouche.

Lui-même, yabao! les respectait-il tant que ça, les traditions? Si oui, pourquoi avait-il volontairement laissé échapper les deux boyesses mandjias dont les services souterrains auraient pourtant été si précieux à Doutomikoh, au cours de sa vie seconde?

Les traditions, les traditions, aha! elles avaient vraiment bon dos, les traditions. Et que si elles comptaient pour quelqu'un, ce n'était certes pas pour Kossi.

En tout cas, le jour des obsèques de son « baba », il n'avait

pas été sans traiter par-dessous la jambe les traditions qui lui tenaient à cœur, en comblant de cabris égorgés les fosses qui attendaient, à défaut des boyesses mandjias si miraculeusement disparues, soit, toute vive, Yamanga, la femme préférée de Doutomikoh, soit tout vifs, quelques frères-chiens de Pieurrorr et de Poueupoué.

Ce faisant, il ne pouvait ignorer qu'il avait contrevenu, au vu et au su de toute la population, aux traditions dont il avait cependant l'audace de s'instituer le mainteneur.

Ce manquement, on était fondé à le lui reprocher. On lui devait sans doute aucun la persistance du mauvais temps. Le geste dont Tougoumali s'était rendu coupable, et qu'on lui avait fait si durement payer, n'avait rien à voir avec celui-ci. Du reste, il était de notoriété publique que Kossi s'adonnait à la sorcellerie et qu'il avait le mauvais œil.

De racontars en commérages, la surexcitation des ennemis de Kossi gagna de proche en proche. Et elle en était arrivée au point où elle ne pouvait plus se traduire que par des actes violents, lorsqu'un matin la pluie cessa.

Le soir du même jour, la lune balaya d'un halo blanchâtre le ciel bigarré d'étoiles, la lune que des milliers d'acclamations de bienvenue s'empressèrent de saluer, cependant que les koundés, les tam-tams et les balafons donnaient le branle aux réjouissances rituelles.

Le beau temps avait ressuscité la joie.

Cette bonace n'était pas pour déplaire à Kossi. Combien de jours allait-elle durer? Il n'en demandait que cinq ou six. Il ne lui en fallait pas davantage pour se dépêtrer du mauvais pas où il s'était fourré.

Il voulait, en effet, se tirer de là et ne plus avoir à tendre l'échine à cette crainte obscure qui le rongeait comme un ulcère.

On avait beau dire, il n'avait rien fait qui pût justifier l'aversion que lui manifestaient maintenant ses congénères.

Il se flattait d'ailleurs de rétablir vivement la situation en sa faveur, bien qu'il n'ignorât point que les Anciens fussent pour beaucoup dans l'hostilité qu'on affichait maintenant à son égard.

Yabao! comme il regrettait, à présent, d'avoir attaqué de

front les Gbangavas. Il s'en voulait de sa maladresse. Que n'avait-il pensé à se jeter plutôt dans la gueule d'un lion?

En attendant, ils ne lui pardonnaient pas de les avoir fait trembler. Il sentait cela à maints signes, — et que sa vie était menacée.

On l'évitait, maintenant. On le fuyait. Quand par hasard il entrait dans une case pour prendre part aux petits jeux de société, les conversations s'arrêtaient net et on lui faussait compagnie sous un prétexte ou sous un autre.

Seuls lui demeuraient fidèles, avec Yassi, sa vieille maman Yamanga, que la mort guettait, les deux autres femmes de feu Doutomikoh, et Poueupoué, et Pieurrorr, les deux petits chiens roux aux oreilles si pointues.

De Kizikani, de Djékédé, d'Alaouala, il n'avait plus rien à attendre. S'ils vivaient encore à son ombre, leur esprit s'appariait si peu au sien qu'il croyait, chaque fois qu'il s'adressait à eux, parler à des étrangers.

Ils avaient changé en peu de temps du tout au tout. Il ne les comprenait plus. Ils ne le comprenaient plus et ne cherchaient qu'à retourner auprès des leurs et à mériter le pardon des traditionnaires de la tribu, gardiens des lois et secrets des hommes noirs de peau.

Djékédé n'avait-il pas été jusqu'à lui conseiller de planter là son campement et de réintégrer le gros du village! Que signifiait cette lâcheté? N'ayant appelé personne, il ne retenait personne auprès de lui. Chacun était libre d'agir à sa guise. Il ne demandait qu'à vivre seul avec Yassi et l'enfant que Yassi allait mettre au monde.

Yassi, il est vrai, ne partageait nullement sa façon de voir.

— Ehein! — lui disait-elle souvent, de sa petite voix douce et chantante, — je suis sûre que nos affaires iraient mieux si nous revenions tous au village que tu nous as fait quitter dans un mouvement de colère. On te tiendrait compte de ta soumission et tu verrais qu'il n'est rien qui ne s'arrange un jour ou l'autre, quand on sait se montrer conciliant.

Yassi ne pouvait qu'avoir raison. La vieille Yamanga abondait d'ailleurs dans son sens. Or toutes deux étaient de bon conseil. Et Kossi pensait à tout cela, en se rendant, ce soir-là, avec elles, au village de Krébédjé.

Quand il y arriva, les danses battaient déjà leur plein.

Lucioles, moustiques, fourmis ailées, noctuelles, éphémères et' chauves-souris tourbillonnaient au-dessus des brasiers autour desquels sautelaient des crapauds véloces et voraces.

Kossi, d'un bond, prit place au centre du cercle dessiné par la « yangba ».

Il semblait que les tam-tams n'eussent attendu que sa présence pour hausser le ton.

Les chants montèrent, plus nombreux, plus forts, et les danseurs se mirent à pétrir le sol de trépignements que renforçait le bruit des koundés et des balafons.

Kossi se surpassa. Jamais il n'avait dansé avec un entrain pareil. Il s'appliquait à faire d'une pierre deux coups. Il voulait oublier ses soucis et rentrer en grâce auprès des gens de Krébédjé.

Il se montra si admirable dans la danse de Doppélé, le charognard au cou pelé, que d'interminables clameurs saluèrent chacune des figures de ses saltations.

Le ciel s'était couvert. On alluma des torches qui, brandies, paraissaient danser à bout de poings.

Les bras ballants, Kossi fit mine de planer.

Ce fut le délire.

Les femmes criaient : « Doppélé!... Doppélé!... » Les chiens aboyaient, les enfants pleuraient, les tam-tams rugissaient.

Le vent roulait à l'horizon des cascades de grondements. Personne n'y prit garde. Kossi était là et dansait. Avec lui, grâce à lui, dansaient les éléphants, le fourmilier, le serpent-python, le poisson-chat, le pangolin, les colombes, Koukourou, le perroquet, le lézard margouillat, la tortue, les écrevisses, l'eau des rapides, la pluie, l'araignée, les étoiles, le feu de brousse, le vent d'orage.

Il faisait entrer, dans ses danses, l'infini, et même les arbres, et même les herbes, et même les pierres.

Les tam-tams attaquaient les premières mesures de la danse du rhinocéros, quand un cri déchira l'ombre.

Un silence formidable annihila les chants et les danses. Les torches, jetées à terre, s'éteignirent. Et ce fut, dans la nuit, le décroissant brouhaha d'une fuite éperdue, que talonnaient, de plus en plus confus, de plus en plus faibles, des :

— Ngakoura!... Ngakoura-o!...

Alors, surnaturelle, une voix tonitrua au cœur des ténèbres :

— Hommes et femmes des villages de Krébédjé, ouvrez vos oreilles au parler de Ngakoura et retenez de votre mieux ce que Ngakoura va vous dire.

La voix se tut. Puis, dominant les barrissements et les rugissements qui lui tenaient compagnie, elle reprit :

— Tremblez, bandas, tremblez jusque dans vos moelles et apprenez de moi que vos destins sont révolus.

— Tremblez. Les prédictions de vos sorciers sont en train de se réaliser. Tremblez. Vous verrez bientôt de vos propres yeux, ces êtres prodigieux à face humaine que vos pères et les pères de vos pères n'ont connu jusqu'ici que par ouï-dire. Tremblez !

Une pause encore. Et la voix martela :

— Je sais, et vous l'annonce, que ces êtres prodigieux remontent actuellement le cours de la Grande Eau. Je sais, et vous l'annonce, qu'ils sont blancs de peau et barbus. Je sais enfin, et vous l'annonce, qu'ils se servent, pour voyager sur la Grande Eau et ses affluents, d'immenses pirogues, qui marchent toutes seules, sans tombos ni pagaies, et qui font « koutoukoutou », en fumant des pipes gigantesques.

— Saviez-vous tout cela, bandas? Et saviez-vous que des hommes noirs escortaient ces dieux pâles, dont les oreilles sont aussi rouges que l'est le derrière de Bacouya, le cynocéphale? Et saviez-vous que, blancs ou noirs, ces hommes sont armés de bâtons ferrés d'une forme assez bizarre et que, sur une simple pression des doigts, ces bâtons ferrés crachent, par un petit trou rond et noir, jusqu'au delà de l'horizon, le feu de la foudre, son tonnerre, des abeilles de fer et la mort?

Un long silence écrasa ces révélations. Puis la voix se fit entendre de nouveau, rude et autoritaire. Ces pluies, ces inondations, ces maladies de poitrine, ces maux de ventre, ces fièvres mauvaises, ces hommes, ces femmes, ces enfants qui passaient du matin au soir, ces poules et ces cabris qui crevaient de pépie ou de tournis; ces fourmis, ces serpents et ces rats qui infestaient les villages; cette brousse que l'on voyait croître à vue d'œil et dont la végétale inondation s'ajoutait à celle de l'eau; ces dieux blancs, ces hommes noirs qui prove-

naient du bas pays; les engins meurtriers qu'ils portaient avec eux; ces pirogues qui marchaient toutes seules, en faisant « koutoukoutou » — « koutoukoutou »; et des tas, et des tas d'autres choses encore, tout cela n'aurait jamais été, si Kossi avait témoigné d'un peu plus de déférence envers les Anciens, ce qui revenait à dire envers Ngakoura, dont les Anciens n'étaient, sur terre, que les représentants qualifiés.

Mais Ngakoura aimait les bandas de Krébédjé. Il ne voulait pas non plus de mal à Kossi. Et il se tenait prêt à mettre fin aux rigueurs du mauvais temps, à condition que Kossi consentît à lui donner Yassi en mariage.

Si Kossi acceptait sa proposition, Yassi n'aurait qu'à prendre, le matin du troisième jour, la route de l'Ouahm. Et, — brins d'herbe allongés au beau milieu du sentier; termitières placées les unes sur les autres; champignons tournés dans la direction à suivre; touffes d'herbe ou poignées de feuilles tressées d'une certaine manière; morceaux de bois qui en traversent d'autres de part en part; branches cassées; traits conventionnels dessinés à même le sable, — elle trouverait, chemin faisant, toutes sortes de signes indicatifs qui la guideraient, saine et sauve, jusqu'à son nouveau domicile.

Dans le cas contraire...

La voix resta en suspens. Un vague murmure mou commença à bruire sur la paille des cases.

La pluie s'était remise à tomber.

III

Kossi passa une nuit agitée, dans la case où il s'était clapi grelottant de frayeur, aux premiers mots prononcés par Ngakoura.

Il se sentait la tête vide, les membres rompus, le corps vieilli. On lui arrachait Yassi, sa seule raison de vivre, et juste au moment où elle allait le rendre père!

Le coup qui le frappait était trop dur. Mieux aurait valu qu'on le tuât. Que deviendrait-il, sans elle? Il ne la laisserait pas partir ainsi. Yassi était son bien. Nul autre que lui n'avait le droit d'en disposer.

Mais que pouvait-il faire, seul contre tous, pour la garder

quand même? Absolument rien. C'était folie, de sa part, que d'y songer. La loi, pour tous, était la loi. Les traditions étaient les traditions. Ngakoura avait parlé. Force lui était d'obéir. Sinon, c'était comme s'il prononçait lui-même sa propre condamnation à mort.

Le chant du coq le trouva néanmoins décidé à faire appel à un expédient sur lequel il comptait beaucoup pour éluder ou mettre en échec les instructions de Ngakoura.

Il se rendit chez Krébédjé et lui exposa posément les réflexions qu'il avait mûries dans la fièvre.

Il commença par lui déclarer que les volontés de Ngakoura étaient, pour lui, Kossi, chose sacrée; que ses yeux, son foie, son cœur, son corps appartenaient au mari de Yamissi; qu'il ne l'avait jamais blasphémé et n'avait eu jusqu'à ce jour qu'à se louer de ses bons offices.

Il entra, ensuite, dans le vif de sa palabre. On lui supposait un pouvoir qu'il aurait bien voulu avoir, mais qu'il n'avait malheureusement pas. Il ne fallait pas confondre grain de mil avec patate douce, ni pou avec éléphant. Il pouvait, à la rigueur, lire dans la pensée des gens ou les plonger en léthargie. Il détenait aussi le maître-mot qui prosterne Bamara, le lion, et Mourou, la panthère, aux pieds des hommes. Par contre, il ignorait celui qui commande aux nuages de sasser la pluie en leurs tamis et de la pulvériser sur la brousse.

Il n'était donc pour rien dans les pluies persistantes qui assommaient les plantations depuis plusieurs lunes, pour rien dans les désastres de toutes sortes qu'on signalait de toutes parts.

N'empêche qu'on l'en rendait responsable. Yabao! quelle misère. Ça ne tenait pas debout! Ça n'avait pas de sens commun. La vérité, on n'osait pas l'avouer franchement, était qu'on lui en voulait. Savait-on seulement pourquoi?

Bref, pour prouver sa bonne volonté, il était prêt à se soumettre à la demande de Ngakoura, bien que l'extrémité à laquelle on le réduisait ne pût, il ne lasserait de l'affirmer, influer en rien sur la marche de la saison des pluies.

Aha! on prétendait que c'était de la faute de Kossi s'il pleuvait toujours; que si Kossi avait enterré sa vieille maman Yamanga à côté de Doutomikoh, le ciel des belles journées aurait lui depuis longtemps!

Mata! Ce n'était pas vrai. Fou nini! C'était mensonge. Rien de tout ce qui arrivait ne se serait produit, si on avait puni Tougoumali le lendemain même du jour où il avait frappé à mort Doutomikoh. Et puisque l'on était sur ce sujet irritant, Krébédjé voulait-il connaître à fond la pensée de Kossi? Eh bien! s'il continuait à pleuvoir de la sorte, c'était peut-être bien parce que, malgré les apparences, Tougoumali n'était pas mort.

Mais ce n'était pas de ça qu'il était venu l'entretenir. On en reparlerait une autre fois. Pour le moment, il avait d'autres chiens à nourrir. La lune durant laquelle on plantait le manioc et la patate n'était pas celle où l'on semait le mil blanc et le maïs. Il y avait temps pour toute chose. L'eau bourbeuse chassait l'eau claire. Et, ce matin-là, il s'agissait moins de Tougoumali que de Yassi, de Kossi et de Krébédjé.

En un mot, comme en cent, voici quel était l'objet de sa visite.

Quand il avait pris Yassi pour femme, il avait remis à Krébédjé, en plusieurs versements, trente poules, sept canards, vingt houes bien emmanchées, treize fers de sagaie, onze grands paniers de manioc, autant de paniers de mil, dix-sept cabris, dont cinq étaient sur le point de chevreter, un petit morceau de natron dont ses amis les pagayeurs sangos lui avaient autrefois fait cadeau.

Il lui avait donné en outre, rien que pendant la saison de la chasse au feu : huit cibissis, cinq rats palmistes, quatre lapins aux longues oreilles, une épaule de bœuf sauvage, trois cuissots d'antilopes et quelques œufs de caïman.

Krébédjé n'avait donc jamais eu à se plaindre du mari de sa fille. Kossi, de son côté, n'avait rien à reprocher au « baba » de sa femme. Ceci étant, régler les petits comptes qu'ils avaient encore à régler s'avérait chose des plus aisées.

Krébédjé écoutait, immobile, les yeux baissés.

— Je me résume, poursuivit Kossi, qui s'était peu à peu animé. Dans deux sommeils, Yassi prendra le chemin que lui a indiqué Ngakoura. Elle partie, il ne te restera plus, Krébédjé, qu'à remplir ton devoir.

Krébédjé, feignant la plus vive surprise, interrogea du regard son interlocuteur.

— Ce devoir, tu le connais, — continua Kossi, que ce calme irritait et déconcertait tout ensemble, — et je n'ai pas la prétention de l'apprendre à un homme de ton expérience et de ton savoir.

» Il tient, du reste, en ces deux termes : ou tu me rends l'intégrité de la dot que j'ai versée pour avoir le droit de me marier avec Yassi, ou tu me donnes une autre femme en échange de celle que Ngakoura exige de mon obéissance.

» C'est tout l'un ou tout l'autre. Je ne te demande d'ailleurs que mon dû. Les traditions sont pour moi. Sache, au surplus, que je n'ai pas de préférence. Ton choix sera le mien.

— Ehein! répondit alors Krébédjé, — sur un ton mi-narquois mi-patelin. — Il est vrai, Kossi, que les traditions sont pour toi.

» Seulement, tu les interprètes à ta façon. Cette erreur, de ta part, m'étonne beaucoup. Tu fais fausse route, Kossi, quand tu me réclames, au nom des vénérables traditions que nous honorons tous deux comme il convient, la dot de Yassi, vu que je ne suis pour rien dans tes malheurs.

» Veux-tu que nous examinions la situation à tête reposée? Voyons, est-ce avec moi que tu es en palabre ou est-ce avec Ngakoura?

» Avec moi? Il n'y paraît guère, d'après tes propres déclarations. C'est donc Ngakoura qui est en cause.

» Puisqu'il en est ainsi, puisqu'il est, d'autre part, l'auteur des avanies dont tu souffres présentement, c'est à lui qu'il te faut, en bonne logique, réclamer soit des compensations, soit des apaisements, et non à ce pauvre Krébédjé qui n'en peut mais.

Et comme Kossi, écumant de rage, ouvrait la bouche pour protester :

— Tu peux, si tu veux, en appeler à nos Anciens, les Ghangavas, — acheva Krébédjé, plus placide que jamais. — Je ne demande pas mieux, pour ce qui est de moi, que de leur soumettre notre différend.

Kossi perdit à ces mots toute mesure.

Aha! Krébédjé en avait de bonnes. Les Ghangavas, les Ghangavas! C'était vraiment trop fort. Mais, avec des cadeaux, les Anciens, on en faisait ce qu'on voulait! Mais

pour qui le prenait-on, à la fin? Croyait-on qu'il avait des yeux pour ne point voir, des oreilles pour ne rien entendre? Il y avait pourtant pas mal de saisons sèches qu'il ne tétait plus! Les Anciens! les Anciens! Il en avait jusque-là, des Anciens! Et s'il regrettait quelque chose, c'était d'avoir perdu les plus belles années de sa jeunesse à s'initier aux disciplines qu'ils enseignaient.

Au demeurant, il savait ce qu'il savait et le prouverait, le moment venu.

En attendant, on s'était fourré le doigt dans l'œil, en s'imaginant qu'il se laisserait écorcher sans crier et qu'on passerait son derrière au piment sans qu'il protestât.

Il ne craignait ni les Anciens ni personne, avait bon pied, bon œil. On voulait sa peau? Tope là. Il était prêt à la vendre, à condition qu'on y mît le prix.

Et voilà. Il avait vidé son sac, n'avait plus rien à dire à Krébédjé, si ce n'est qu'il regagnait son campement pour toujours et ne voulait plus rien avoir de commun avec les gens de son village natal.

Un mot encore, cependant : le dernier. Yassi n'irait pas au rendez-vous de Ngakoura. Tant pis si les pluies redoublaient.

Les jours qui suivirent dépassèrent en horreur les précédents.

Il pleuvait le jour, il pleuvait la nuit. Les pluies diluviennes avaient peu à peu transformé les villages en des sortes de cités lacustres où patouillaient les poules, les chiens, les canards et les cabris, tandis que les horizons éclaboussés de battitures d'éclairs éructaient, du matin au soir, d'affreux renvois et que les arbres, fustigés par le vent et sifflant de toutes leurs branches, oscillaient en un tohu-bohu de feuilles dont le hurlement des tornades exaspérait la véhémence.

Par trois fois en deux jours, la foudre chut sur les villages de Krébédjé, incendiant deux cases, tuant sept hommes.

La dysenterie emporta, dans le même laps de temps, une douzaine de femmes et d'enfants, dont le petit-fils de la vieille Bandja.

Trois jours après, une jeune femme et ses deux enfants disparaissaient, on ne sait comment, pendant qu'ils faisaient leurs ablutions dans la Tomi.

C'en était trop, à la fin. Tout ce qui arrivait, Kossi en était cause. On n'avait que faire des jeteux de sort de son espèce. Il aurait dû obéir aux ordres de Nagkoura. Pourquoi s'était-il insurgé contre eux? On était à présent acculé à la famine. Les dernières provisions de mil et de manioc s'épuisaient. Impossible d'autre part de se ravitailler en viande fraîche. Il y avait trop d'eau partout, dans la brousse trop haute. La suppression de Kossi remédierait seule à tout cela. Mais Kossi n'était pas de ces gaillards qui se laissent prendre sans vert. Il était prêt à défendre sa peau avec acharnement et l'avait donné à entendre à Krébédjé, qui ne l'avait celé à personne.

On n'avait qu'à patienter le temps nécessaire. Tôt ou tard, force resterait aux traditions, le lapin sortirait de son terrier.

Kossi et Yassi vivaient cependant comme de grands malades dont personne ne veut et qu'on abandonne un beau jour en pleine brousse, à la grâce de Ngakoura.

Le campement qu'ils avaient naguère fondé par représailles, respirait maintenant l'abandon, la détresse, l'angoisse résignée, la solitude.

La case de Djékédé, celles de Kizikani et d'Alaouala se vidèrent de leurs occupants, qui rallièrent le gros du village.

Les trois femmes de feu Doutomikoh luttèrent quatre ou cinq jours contre l'envie qu'elles avaient d'imiter l'exemple que leur donnaient les meilleurs amis de Doutomikoh. Puis Bidima s'éclipsa la première, Yeunou la seconde et Yamanga, le cœur chaviré, ne tarda pas à les suivre.

Ce qu'elles faisaient là, elles s'en rendaient compte, n'était pas beau. A la mort de Doutomikoh, Kossi avait pris, comme de juste, la tête de la communauté qu'elles formaient, elles et lui, avec son « baba ».

Depuis ce temps, il était devenu, de droit, le chef de la famille. Elles lui devaient respect et obéissance. Il leur devait, en retour, aide et protection. Elles dépendaient de lui comme le poignard de sa gaine. Leur sort était au sien lié.

Elles ne demandaient, du reste, qu'à vivre à ses côtés. Mais pourquoi n'avait-il rien fait pour les retenir?

Pourquoi ne daignait-il même pas s'apercevoir de leur présence? Les avait-il rayées de sa vie, sa pauvre vieille maman

Yamanga, au corps grivelé de rides? Et Yeunou, et Bidima, qui aimaient tant lui conter de belles histoires, au temps lointain de son enfance?

La vieille Yamanga se désintéressait, pour sa part, des lamentations stériles dont Yeunou et Bidima abondaient à ce sujet. Elle préférait se tapir, des journées entières, dans les hautes herbes, et surveiller ce qui se passait dans la case de son Kossi.

Bidima et Yeunou pouvaient jacasser à leur aise avec les commères du village. Kossi n'était pas la chair de leur chair, leurs flancs stériles ne savaient pas ce que c'était que d'avoir porté un enfant.

Son Kossi, son petit Kossi! Elle le revoyait pas plus haut que ça, déjà violent, entier et querelleur. Et sa vie était en danger! Rien que d'y penser, elle en avait mal à sa chair. Non, non, non, elle ne voulait pas qu'on lui fît du mal! Elle le sauverait malgré lui, malgré tous!

La tête de Yamanga était branlante et chenue? Les idées y devenaient de jour en jour plus confuses? Il y en avait une, en tout cas, qui ne l'était guère. On ne toucherait pas à son Kossi tant qu'elle serait de ce monde.

Et elle restait à l'affût dans les herbes, boulée à croupetons, à chantonner, de l'aurore au crépuscule, ses berceuses d'autrefois, tout en s'abritant de son mieux des rudes averses qui la faisaient grelotter comme feuille au vent.

Sois tranquille, petit Kossi.
Ne bouge plus et dors bien. Dors.
Voici ta maman Yamanga,
Ioyayao!

Petit Kossi, Kossi petit,
Dodo pour plaire à Yamanga,
A Yamanga, mon Kossi-o.
Ioyayao!

Dors. Yamanga veille pour toi.
Dors, mon petit, dors mon Kossi.
Yamanga veille sur ta chair.
Ioyayao!

Parfois, vers le soir, sous couleur de faire leur chien de métier de chien, Poueupoué et Pieurrorr se mettaient à aboyer sans conviction.

Le reste du temps, un morne silence pesait sur la case d'où s'effilochaient, comme filtrées par le sordide amas de chaume qui coiffait le toit déclive, de minces traînées de fumée blanchâtre.

Le ciel se découvrit un matin, au moment où on s'y attendait le moins.

Le soleil ne s'était pas encore levé, que Yamanga se rendait à son poste.

Elle y arriva juste pour voir Kossi passer la tête par le trou de la case, scruter les environs avec le plus grand soin et se résorber dans l'ombre.

Il en sortait l'instant d'après, armé de pied en cap, et se coulait dans la brousse, flanqué de ses deux chiens.

Yamanga se tint coi longtemps à la même place. Kossi pouvait rebrousser chemin et elle ne tenait pas à ce qu'il la surprît.

Il était déjà de naturel plus qu'ombrageux. Les épreuves qu'il traversait n'étaient pas faites pour améliorer son caractère. Que penserait-il, que dirait-il, si, revenant sur ses pas, il tombait sur elle à l'improviste?

Le temps passait. Elle se rassura petit à petit. Yabao! où avait-elle donc la tête? Ses craintes n'étaient pas fondées. Kossi était sûrement parti à la chasse! Elle le connaissait trop pour en douter maintenant.

Pourquoi ne pousserait-elle pas jusqu'à la case, histoire de faire un brin de causette avec Yassi?

Elle se frappa le front. La riche idée qui venait d'y surgir! Que n'y avait-elle songé plus tôt? Le départ de Kossi arrangeait tout. Quelle aubaine inespérée!

Elle se frotta les mains et se mit à rire. Ce n'est que dans de vieilles têtes comme la sienne que germaient les bonnes idées. En fait, son initiative allait non seulement sauver Kossi, mais encore apaiser la colère de Ngakoura, celle des Anciens et celle des ennemis de son enfant.

Iche! la belle idée. Elle était dans le ravissement. Et dire que le mérite de tout ça serait pour elle! Car il ne fallait pas non plus oublier que la pluie cesserait dès que Yassi aurait pris la route de l'Ouahm!

Or, convaincre Yassi n'était pas chose bien difficile. Yassi

était la raison même. D'ailleurs, qu'avait-elle à craindre de Ngakoura, qui ne veut que du bien à la race des hommes?

Tout heureuse de sa trouvaille, elle se glissa hors de sa cachette et entra dans la case trapue où Yassi, prostrée et le corps couvert de cendres, attendait, le front contre les genoux, devant un feu presque éteint, le retour de son mari.

Quand Yamanga reparut au jour, au bout d'un temps assez long, Doppélé, le charognard au cou pelé, planait lentement, solitaire, dans l'azur lisse et luminescent où flamboyait l'orbe du soleil.

L'air sentait l'herbe mouillée, les racines rouies, la menthe sauvage.

Le chant des oiseaux épars, s'unissant aux chansons de l'homme et aux coassements des crapauds-buffles, célébrait la joie de vivre et l'éclat de la lumière.

Les messages sonores des tam-tams se succédaient de vallées en vallées, de kagas en kagas.

Io! qu'il faisait beau, qu'il faisait bon, qu'il faisait doux!

Elle prit, d'un pas tremblant et alerte, le layon sinueux qui descendait sur Krébédjé.

Les coudes collés au corps de part et d'autre de son ventre déformé par la grossesse, la main droite agrippée à l'épaule gauche, la gauche à l'épaule droite, le teint hâve, les yeux hébétés, les membres souillés de terre, de cendres et de déjections, Yassi, tête basse, marchait derrière elle, comme une prisonnière.

IV

Voici les vieux amis de Krébédjé!
Kaïkaïkaï!
Les sangos riverains de la Grande Eau.
Ala, aya!... Ala, aya!...

Nous apportons foison de bonnes choses :
Kaïkaïkaï!
De l'huile de palme et du poisson frit.
Ala, aya!... Ala aya!...

Nous vous donnerons aussi des nouvelles,
Kaïkaïkaï!
Des hommes blancs arrivés à Bangui.
Ala, aya!... Ala, aya!...

Ho! gens des villages de Krébédjé,
Kaïkaïkaï!
Voici, amis, les pagayeurs sangos,
Ala, aya!... Ala, aya!...
Youyouyouyouyou!
Yahahaaa!

Les couplets de ce chant, rythmés par l'élan des pagaies, coururent, les uns après les autres, chercher très loin Kossi, qui rentrait portant sur ses épaules le lapin qu'il avait pris au lacet et le cibissi qu'il avait tué.

Pieurrorr et Poueupoué trottinaient derrière lui et, museau levé, reniflaient avec délices la cruelle odeur des deux rongeurs que leur maître avait vidés avant que de les suspendre à son dos.

La nuit était venue. Kossi avançait néanmoins sans bruit dans les herbes hautes. Mieux valait procéder ainsi. Personne ne l'avait vu partir. Il ne fallait pas qu'on le vît rentrer, à présent qu'il était acquis pour tout le monde qu'il vivait terré dans sa case, seul avec Yassi et ses deux chiens.

Il avait rompu, une fois pour toutes, les derniers liens qui l'unissaient encore aux gens de son village. Il n'y avait désormais plus rien entre eux et lui.

Au retour de la saison sèche, il les quitterait pour toujours et irait se réfugier chez les populations bandas de la Kouma. Pour l'instant, il n'avait qu'à faire le mort, comme sait le faire Bokorro, le serpent python, quand il se love sur lui-même au soleil.

Il regrettait pourtant, ce soir-là, que les circonstances ne lui permissent pas d'aller bavarder avec ses vieux amis les pagayeurs sangos.

Il les avait perdus de vue depuis si longtemps!

Il regrettait aussi sa vieille maman Yamanga, qui l'avait abandonné comme les autres et ne lui donnait plus signe de vie.

Le bruit d'un tam-tam le fit tressaillir. Il lui sembla qu'on y parlait justement de Yamanga et de Yassi, fille de Krébédjé. Mais il eut beau écouter avec attention : il n'entendit plus rien.

Pourvu qu'il ne fût rien arrivé à Yassi en son absence! Il n'aurait peut-être pas dû la laisser seule. Il lui avait pourtant

bien fallu agir comme il l'avait fait! La grossesse de Yassi était trop avancée. Les longues randonnées à travers brousse lui étaient défendues pour quelques lunes. Sa présence n'aurait pu que le gêner.

D'autre part, l'air du temps et l'eau fraîche n'avaient jamais nourri personne et il n'était pas difficile de trouver mieux. Encore fallait-il le chercher, ce mieux.

Il prit le pas de course, dans la nuit très noire, en monologuant de la sorte. La brousse exprimait çà et là de légères buées que le vent ne parvenait ni à déplacer, ni à dissoudre.

Il ne voyait rien d'autre et n'entendait, avec le frouement des chouettes, que le coassement des crapauds et le vagissement de la Tomi charriant, de chutes en rapides, ses eaux vers celles du Nioubangui.

Que signifiait cette effrayante tranquillité? Quoi, pas de chants ni de danses! Pas de cris ni de rires! Pas même un aboiement! Et cependant il faisait beau! Et les pagayeurs sangos devaient débiter leurs marchandises dans les villages!

Il comprit tout de suite les raisons de ce silence, quand il pénétra dans sa case.

Celle-ci était vide. On l'avait déménagée de presque tout son contenu. Et Yassi avait disparu.

Il ne se laissa point abattre par ce nouveau malheur, qu'il avait tout fait pour éviter et qui le prenait au dépourvu.

Il était banda et, banda, l'un des plus hauts dignitaires de la caste des somalés.

Il se devait, comme tel, de demeurer stoïque même devant la mort.

Du reste, contre qui se serait-il révolté, puisqu'il ne se passe rien, ici-bas, qui ne doive s'y produire de toute éternité?

La sagesse lui conseillait de feindre le détachement de tout, l'indifférence. La vengeance est un mets qui se mange froid. Il aurait, un jour, sa revanche. Il n'avait, en attendant, qu'à se bander contre le chagrin. Le malheur, après tout, ça se supportait comme on supporte la pluie, le froid ou la faim, qui se partage en soif-de-boire et soif-de-manger.

Il ralluma son feu, dépiauta son gibier, barricada solidement l'entrée de sa case, fit griller son lapin et son cibissi, les mangea

l'un après l'autre, ne laissant que les os à Pieurrorr et à Poueupoué.

Repu, il s'allongea sur le sol et s'abîma dans le sommeil.

Les aboiements de ses chiens le réveillèrent au milieu de la nuit.

Il sauta sur ses armes et resta sur le qui-vive jusqu'au matin.

Rien de notable ne survint. Poueupoué et Pieurrorr mâchonnaient sourdement des réflexions de chiens dans leur dialecte de chien et, se traînant jusqu'à la porte, la flairaient avec inquiétude, de bas en haut, de long en large.

— Ils me sauveront de mes frères de race comme ils m'ont déjà sauvé de Mourou, — se disait Kossi, en écoutant la pluie harceler la brousse. — Et même si je dois mourir, je ferai en sorte de ne pas mourir tout seul.

Il se décida enfin à mettre le nez dehors.

La pluie tombait toujours, une petite pluie fine comme de la bruine et qui glaçait jusqu'aux moelles.

Il fit le tour de sa case, releva des traces de lions, des traces de panthères et des empreintes bizarres, qui lui parurent être celles du fabuleux animal Bakanga.

Uhu! Il lui fallait ouvrir l'œil plus que jamais. Il était évident que ça se corsait. On en voulait maintenant à sa peau.

Il ne s'éloigna point ce jour-là de son campement, quelque envie qu'il eût de reprendre langue avec ses amis d'autrefois : les pagayeurs.

Sur la fin de la journée, le soleil montra au ponant son visage décoloré et y sombra dans des flaques de nuages rouges.

Après quoi, de nouveau, ce fut la nuit, la pluie et le vent.

La deuxième nuit se passa sans encombre. Au petit jour, Kossi buta, en allant faire ses besoins, contre Yassi, dont le corps étendu bouchait le sentier en lacets menant aux villages de Krébédjé.

On l'avait éventrée, et dans ses bras raidis par la mort reposait la chair de leur chair : le cadavre de leur enfant.

Il ne pouvait s'y tromper. La signification de ce meurtre rituel était des plus claires. On le mettait au ban de son village, de sa race, de sa tribu. Il n'était plus rien, n'avait plus de nom

ni d'ombre et devait disparaître jusque dans sa descendance.

Kossi courba le front. Ce muet anathème l'atteignait au plus sensible de son orgueil.

Il siffla ses chiens, s'enferma avec eux dans sa case et, tout le jour, toute la nuit, y chanta des chants funèbres, que rendaient plus poignants et plus lugubres les rauquements de l'orage et de la tornade.

Vers le matin, dominant le fredon d'alarme des tam-tams et la furie des averses que de successives bourrasques plaquaient ou éparpillaient par amples rasades sur l'espace, d'immenses clameurs déferlèrent.

Ses sagaies en main, il se ramassa sur lui-même et tendit l'oreille.

Les clameurs continuaient toujours.

La curiosité l'emportant à la fin sur la prudence, il voulut savoir ce qui se passait dans les villages de Krébédjé.

Il n'avait pas fait trois pas dehors, qu'une épouvante sans nom s'emparait de lui.

Le corps de Yassi avait disparu, ainsi que celui de l'enfant qu'on avait extirpé des entrailles de la pauvresse. Mais, là, tout près, là, à l'entrée du sentier, à la place où il les avait trouvés, la veille, endormis tous deux dans la mort, celui-ci serré dans les bras de celle-là, — il se frotta les yeux pour voir s'il ne rêvait point, — il y avait, il y avait...

Alors, sans même s'occuper de ses chiens, il se sauva dans la brousse.

Quand il s'arrêta, les jambes coupées, le souffle court, il pleuvait plus fort que jamais. Il s'adossa dans l'une des anfractuosités d'un fromager et porta machinalement les mains à la poitrine. Son cœur y battait plus vite que ne battent les maillets de bois, un jour de grande « yangba », sur les tam-tams à double ventre.

La peur habitait son foie. Il ne se sentait plus en sécurité nulle part. Ce qu'il venait de voir, c'était le talisman des talismans : la hache en pierre polie dont on parlait souvent dans les veillées et que les Anciens lui avaient minutieusement décrite, au temps heureux où il n'était qu'un profane aspirant à devenir somalé.

C'est pour ça qu'il avait fui comme un fou, sans regarder

derrière lui. Cette hache, à première vue, rien que d'après ce qu'il en savait, il l'avait reconnue.

Ala! Kossi!... Les géants qui la maniaient ne pouvaient plus être loin. Sa fin était proche. Il n'avait qu'à se préparer à mourir en homme, en vrai banda, en somalé.

Et puis, non. Réflexion faite, il ne voulait pas mourir encore. La vie méritait d'être vécue. Elle était belle. Il y tenait en ce moment plus que jamais. On ne le planterait que plus tard dans le sol où reposaient les mânes de ses ancêtres. Il ne se laisserait pas saigner comme les chiens ou les cabris que l'on sacrifie à Ngakoura. Il saurait éviter les tortures qu'on lui réservait. On ne lui tailladerait pas la langue de coups de couteau. On ne lui crèverait pas les yeux. On ne l'exposerait pas sur des nids de fourmis rouges. On n'arracherait pas ses intestins, en lui introduisant dans le corps, par l'endroit abject, des fers crochus rougis au feu. Ses ennemis n'auraient pas le plaisir de le faire mourir en d'atroces souffrances. Il allait partir, partir, partir...

Il porta ses regards dans la direction des villages de Krébédjé et perçut, au même instant, de nouveaux cris, des cris de victoire cette fois, cependant que la brousse tremblait comme remuée en ses profondeurs et qu'éclatait de tous côtés, aigre, furieux, strident, le barrit des éléphants.

Yabao! C'était Mbala et le troupeau de ses pareils. Les clameurs qui l'avaient tiré de son sommeil n'avaient pas d'autre raison. Ils avaient foncé, au chant du coq, sur les villages de Krébédjé, avaient effondré leurs cases, dansé sur leurs décombres amoncelées la danse des éléphants et ruiné les dernières plantations sur lesquelles on comptait encore.

Maintenant, sonné le ralliement, les monstres se repliaient en bon ordre sur les sous-bois du Benguétou, la panse pleine et la trompe en fête.

Ils s'avançaient en rangs pressés, précédés du bruit orareux de leur digestion, l'œil fureteur, les oreilles en éventail. Tout croulait sous l'avalanche de leur trot balourd : branches, arbres, termitières. Les femelles encadraient les éléphanteaux, s'appliquaient à modérer leur espiègle turbulence et, les soutenant des défenses aux passages difficiles, les corrigeaient parfois de la trompe pour les forcer à obéir. Les mâles flanc-

gardaient les femelles suitées et protégeaient la retraite de la tribu en assurant l'arrière-garde.

Ils étaient déjà loin, quand Mbala parut, fermant la marche.

Mbala! Kossi ne connaissait que lui. D'ailleurs, qui ne le connaissait, des bandas de Krébédjé? Il existait depuis toujours, avait son histoire, ses fables, sa légende. Il participait à la vie quotidienne de l'homme noir. On se demandait fréquemment de ses nouvelles. On se racontait ses prouesses et on se riait de ses excentricités, de son grand nez goguenard, de ses bouses hautes comme des termitières.

On savait qu'il n'avait pas peur des feux de brousses et qu'il se glissait entre leurs flammes avec une agilité qui rappelait celle dont Bokorro, le serpent python, faisait montre, quand l'envie le prenait de nager dans la Tomi.

On disait, aussi, que l'herbe ne repoussait plus où il avait posé ses ongles et, enfin, que sa malice dépassait en finesse celle de l'homme.

Kossi le considérait avec un respect mêlé d'effroi. Jamais il n'avait vu Mbala de si près. Jamais, non plus, il ne lui avait paru plus formidable.

Il se tassa, terrifié, derrière les contreforts de son arbre, se fit tout petit.

Mbala venait de s'arrêter d'un bloc, à trente ou quarante brasses de là.

Il resta un instant immobile, l'air soucieux, face au refuge de celui qu'il ne voyait pas, en agitant sa trompe velue, queue qu'il porte à bout de bouche. Puis un léger frisson secoua les rides de sa vieille peau tiquetée de tiques. Et faisant demi-tour, il reprit sa marche pensive en tanguant à chaque foulée, et s'en alla.

Kossi s'enfonça aussitôt dans la brousse. Il avait maintenant son idée, mais ne pouvait la réaliser qu'en se dérobant à ses ennemis.

Doppélé survola son refuge vers le milieu du jour. Il le regarda se perdre dans le ciel sans route et crut comprendre, le cœur gros, que les ailes de son vieil ami au cou pelé lui faisaient, en battant avec lenteur, des gestes d'adieu.

Sur le soir, la tornade enfla la voix de nouveau. Le vent fit rage. La nuit vint, sinistre, et la pluie tomba par masses

compactes, que les éclairs incendiaient de giclures blêmes, vertes et violâtres.

Le mauvais temps favorisait les desseins de Kossi. Il se rapprocha petit à petit de sa case. Il voulait la revoir une dernière fois avant d'en prendre congé pour toujours.

Il finit par l'atteindre, au bout de toutes sortes de marches et de contremarches.

Sa case n'existait plus : on l'avait rasée. Quant à ses chiens, ils avaient dû suivre un nouveau maître. Il se pouvait aussi qu'on les eût égorgés en sacrifice expiatoire.

Il ne s'attarda pas en réflexions qui ne lui apprenaient rien qu'il ne sût déjà, gagna la Tomi débordée, en évitant par un long détour les villages de Krébédjé placés en contre-bas de l'endroit où il avait naguère établi son campement.

La Tomi atteinte, il chercha l'anse où ses amis sangos avaient mouillé leurs pirogues.

Lorsqu'il les eut trouvées, il en choisit une, l'écopa de ses mains, et personne ne pointant aux environs, s'y glissa, larguant les amarres qui la fixaient à des pieux fichés en terre.

Sa longue maison de bois creux tangua quelque peu. Il entendit, malgré l'orage, un clapotement fluide, suivi d'un gargouillis qui se prolongeait sans interruption et comprit, à ce mouvement et à ce bruit, qu'il dérivait au fil de l'eau.

Le sort en était jeté. Il renonçait son village natal, ses coutumes, sa tribu. On l'avait détruit dans sa descendance, chassé de sa race. Soit! Il ne voulait pas lutter plus longtemps contre son destin.

Seulement, depuis peu, un immense espoir était né en lui, qui l'animait d'une joie secrète. Il n'avait plus qu'un désir, qu'une pensée : voir les dieux blancs débarqués à Bangui, leur offrir ses services, implorer leur protection.

Il pleuvait toujours. N'ayant d'yeux que pour sa pirogue, Kossi ne s'en apercevait guère. D'un coup de pagaie par çi, d'un autre par là, il la maintenait en plein courant, débordait les branches griffues, écartait les îlots d'herbes.

Les arbres que le vent ébouriffait, avaient l'air, à chaque éclair, de palabrer avec l'orage.

Une rumeur jaillissait à un méandre, tonnait au cœur d'un

autre en échos répercutés, s'étouffait dans un troisième.

La brousse entière, ployée sous la saison des pluies, retentissait des innombrables chants que vomissaient sans relâche les crapauds des rives.

De loin, en loin, signaux échelonnés sur les hauteurs, des feux incertains décapaient les ténèbres.

Les rives, la nuit, leurs embûches, tout, alors, paraissait se précipiter à sa rencontre. Les arbres qui font haie à la Tomi, courant à lui en sens inverse de sa marche, semblaient le reconnaître, l'avertir, l'appeler. Et il saisissait parfois, à la clarté d'un éclair qui la projetait sur les bouillons de l'eau bouleversée, l'image exacte des terres riveraines.

A l'aube, il embossa de son mieux sa pirogue sous un fouillis d'herbes et de branches.

Où se trouvait-il? Il tâcha de s'orienter.

A gauche, à droite, devant, derrière, de l'eau, de l'eau, de l'eau.

Il crut cependant, à certains détails, reconnaître, très loin derrière lui, à toucher les bords du gouffre sans fin que la terre ouvre sous les pieds de l'horizon, la plaine des M'Boulous.

La journée s'écoula, froide, maussade, monotone. Il ne pleuvait plus. Le ciel demeurait malgré tout menaçant.

Comme il avait faim et qu'il n'avait pas mangé depuis deux jours, il arracha une liane qui pendait par là et s'en fit une ceinture dont il se serra fortement le ventre.

Ensuite, ne sachant que faire, il s'allongea à fond de pirogue et prit un peu de repos.

Il se remit en route à la brume et pagaya à tour de bras.

Que se passa-t-il après? Il ne devait jamais le savoir. Mais rien qu'en promenant ses regards autour de lui, il devina, en rouvrant les yeux, qu'il voguait sur le père des marigots et des rivières.

Le vent s'était levé avec le jour. La pirogue filait comme une flèche, au milieu d'un tumulte de grondements et de tourbillons.

Il voyait, tout contre les lointaines rives endiguant les eaux que sa pirogue affouillait du rostre, il voyait, écrasés sous l'exubérance de la végétation et le souffle des forêts qui les cernaient, de tous petits villages et aussi de toutes petites

pirogues, étroites et noires, qui battaient la Grande Eau de coups de pagaies alternés, à la manière dont les pattes d'un bousier placé sur le dos battent l'air.

Et il entendit les tam-tams s'appeler et se répondre.

Que se disaient-ils d'intéressant? Ils s'entretenaient de lui, pour sûr, et de la pirogue qui le portait. Le contraire l'eût étonné. Était-ce en bien? Était-ce en mal? Peu importait, d'ailleurs. Il ne connaissait pas leur langage.

Il traversa ainsi, sans même se rendre compte des dangers qu'il avait courus, les rapides de Mokouangué et ceux de Palambo.

A la tombée du jour, peu avant le coucher du soleil, un bruit d'eau tonnante parvint à ses oreilles.

— Zongo, — pensa-t-il, — Les dieux blancs sont de l'autre côté de Zongo. Je les verrai demain.

Sa décision prise, il se rapprocha de la rive droite, cherchant un coin désert pour y passer la nuit.

Quand il l'eut trouvé, il se pencha pour y haler sa pirogue.

Mais il n'avait pas encore eu le temps d'ébaucher le moindre geste, qu'on le ruait à terre, d'un coup de sagaie qui le blessait à la cuisse droite, et qu'on profitait de sa chute pour lui lier les pieds et lui attacher les mains derrière le dos.

Kossi ne pouvait plus maintenant échapper à son destin : les gens des villages mbakkas vassaux de Djoubé, qui lui-même était un vassal de Bangassoua, l'avaient fait prisonnier.

Les porteurs qui l'avaient chargé, qui par les pieds, qui par les épaules, le laissèrent tomber rudement sur le sol, arrivés à destination.

Deux ou trois cents mbakkas, surgis comme termites d'une termitière, l'entourèrent aussitôt, en poussant d'interminables « youyouyou » d'allégresse.

Kossi les dévisagea avec mépris et leur signifia sa répulsion, en crachant derrière son épaule gauche. Puis, résigné d'avance au sort qui l'attendait, il braqua ses regards sur l'endroit où on l'avait conduit et les abords du village où il se trouvait.

Une haute montagne dominait ce village. Kossi avait vu bien des kagas en sa vie, mais jamais de pareil. Celui-ci, abrupt et noir, se perdait en plein ciel.

Un prodigieux fouillis de pourpiers, de cactus, d'aloès, d'agaves, d'euphorbes, de faux bananiers, de plantes saxatiles, d'herbes coupantes et pelues s'accrochait, s'agrippait aux éclats de rocs, aux affleurements de latérite, et s'efforçait, de rampement en rampement, à bâillonner l'immense cri de libération souterraine que les tamariniers, les bambous, les palmiers, les roniers, les fromagers, les baobabs et les arbres qui participent à la vie de la forêt, concrétisent dans leur monstrueux élan vers la lumière.

Il ne parvenait, malgré tout, quelque nouveau que ce spectacle fût pour lui, à s'intéresser ni à ces géants, ni aux singes pleureurs, ni aux singes à pelage blanc sur noir, ni aux singes à museau de chien, ni aux macaques, ni aux écureuils volants, ni aux grappes de chauves-souris, ni aux pintades, ni aux tourterelles, ni aux toucans, ni aux foliot-tocols, ni aux hochequeues, ni aux perroquets, ni aux pigeons verts, ni aux corbeaux, ni à la poignée de vieux charognards au col chauve qui chargeaient leurs frondaisons.

La mort était sur lui. On n'avait qu'à le tuer. Le plus vite serait le mieux. Ce pays n'était pas le sien. Il avait hâte de le fuir dans la mort. Il n'y était rien qui ne lui parût hostile, y compris l'air qu'il respirait.

De la brousse environnante, des cascades proches montaient des gargouillis analogues à ceux que produisent des crabes entassés dans un cageot et, visqueux, mous, flasques, gluants, infinis, semblant sourdre de tous côtés à la fois, d'étranges bruits de stillation, de dégurgitation, de pullulation et de grouillement.

Le crépuscule imposa peu à peu sa présence. Kossi se sentait de plus en plus mal à l'aise. Des odeurs pourries, vireuses, tenaces, douceâtres, insistantes, offusquaient ses narines de eurs relents, nouaient sa gorge, opprimaient ses poumons, le suffoquaient, l'étouffaient.

Il contempla derechef les arbres qui s'étageaient de la montagne au Nioubangui. Leurs lianes, serpents pythons figés en cordeaux velus, garrottaient de leur réseau les racines adventives qui plongeaient vers le sol ou dans le fleuve, du haut de leurs rameaux constellés d'orchidées, le lacis ajouré de leurs fibrilles en arceaux.

Il distingua quelques instants encore, vertèbres du crépuscule, les arbres qui, pour ainsi dire, se dressaient sur le front de bandière de la forêt.

Ces arbres finirent bientôt par s'amalgamer en une masse dense et confuse que trouaient de hauts murmures et de longues plaintes, plaintes qui devinrent plus confidentes et plus dolentes, dès que la nuit, débridant les noirs abcès de l'ombre, suppura les ténèbres.

Au bout d'un moment, las de rester dans la position où il était, Kossi voulut se coucher sur le côté droit, mais, n'y parvenant point, il fixa ses yeux qui luisaient de dépit et de colère dans les yeux de ses ennemis.

Ceux-ci palpaient depuis quelque temps ses bras, ses jambes, ses épaules et ses cuisses.

Leur examen donna lieu à des colloques passionnés.

Quelques chiens roux et dodus, qui ne rappelaient Pieurrorr et Poueupoué que par la couleur de leur poil, profitèrent de la circonstance pour lécher la blessure de l'homme que la fatalité avait promu au sort que les mbakkas réservent d'ordinaire aux petits enfants gras à lard et aux chiens bien en chair.

On avait allumé çà et là de grands feux rouges. Les éphémères, fascinés par les flammes, voletaient autour d'eux par nuées épaisses, ne tardaient pas à s'y brûler les ailes et tombaient sur le sol où les assistants, les ramassant par poignées, s'empressaient de les croquer avec délices.

Les tam-tams de cérémonie troublèrent soudain la nuit étale. La plupart des mbakkas présents, obéissant à leur invite, se levèrent et, toutes affaires cessantes, commencèrent à danser les danses de leur tribu en l'honneur de celui qui allait mourir et leur permettre, à eux qui ne se nourrissaient guère que de poisson, de varier pour une fois leur menu de chaque jour.

Seuls, dix ou douze d'entre eux continuèrent à palabrer avec animation, dans cet immonde charabia que Kossi n'avait pas besoin de connaître pour comprendre ce qu'il signifiait.

Ils ne se levèrent que plus tard, se dirigèrent sur lui en se chamaillant encore et marquèrent ses bras, ses côtes, ses cuisses, son cou et ses mollets de traits rougeâtres.

Kossi ne devinait que trop tout ce que cela voulait dire. Il n'avait plus longtemps à vivre. On le tuerait sans doute au lever du jour; après quoi, on le débiterait pièce par pièce, comme un cabri.

Tel était le sens des signes tracés à même sa peau. Ses bourreaux, leur choix fait, avaient marqué sur lui, chacun à sa façon, le morceau qu'ils entendaient se réserver.

Ce qui lui arrivait là devait arriver. Il avait essayé de desserrer l'étreinte de ses traditions. Des traditions similaires l'avaient repris. L'homme chasse l'homme, l'homme pour l'homme n'est que gibier. Tant pis pour qui succombe en ce pourchas. Le mangeur a toujours raison du mangé. C'est la loi.

Le regret lui vint d'avoir fui son village, déserté sa tribu. A quoi tout cela lui avait-il servi? A retarder sa mort de quelques jours. Le beau résultat, vraiment, après tant d'angoisses et tant de risques?

Il ferma les yeux, feignit de dormir, mais se rendit compte, quand il se décida à les rouvrir, que personne ne s'occupait de lui.

Le village entier s'était abandonné à la danse. Pourquoi l'aurait-on surveillé? On l'avait ficelé si bellement, qu'il ne pouvait songer à s'évader.

Que faire? Pour le moment, le mieux était de rester tranquille. On verrait plus tard. Il suffit parfois d'un rien pour changer le cours d'une existence.

Kossi confia donc au hasard le soin de le sauver et s'astreignit, en attendant, à ne pas attirer sur lui l'attention de ces chiens, fils de chiens, qui l'avaient fait prisonnier.

Il les haïssait, à présent, de tout son être. Ils auraient dû l'inviter aux danses qu'on lui dédiait. Et grelottaient les grêles clochettes de bois! Et tintinaient les anneaux de fer ou de cuivre dont les femmes comme il faut ceignent leurs poignets et leurs chevilles!

Pourquoi lui refusait-on, alors qu'il n'avait plus rien à espérer que la mort et son immobile départ, de le laisser danser une dernière fois à la clarté des torches, jusqu'à épuisement, parmi les cris, les rixes, les insultes et les applaudissements?

Car, ce qu'on dansait là, c'était son supplice. Car, ce qu'on dansait là, c'était sa mort. Il n'avait pas besoin de comprendre ce qui se disait devant lui pour être fixé sur ce point. Le langage de la danse est universel. Le traduit qui veut s'en donner la peine. Les paroles mentent souvent. Gestes, attitudes, mimiques et trépignements, jamais.

Une ivresse plus lourde que celle qu'on trouve au fond des jarres de bière de mil, enfuma peu à peu son cerveau, l'investit, s'en empara.

Il croyait rêver, ne sentait plus rien de sa blessure. Le tam-tam des li'nghas avait obnubilé sa raison. Ses yeux s'exorbitèrent. Tout chavira devant eux : bras moites, jambes fumantes, torses en sueur, croupes frétillant sur des rythmes forcenés.

A ces images que torches et brasiers n'éclairaient qu'à demi, succédèrent de curieux fantômes qui n'étaient que dents blanches et bouches hurlantes.

Ces fantômes disparurent à leur tour. Alors, il ne se posséda plus. Son corps fut pris de tremblements. Et ivre de tam-tams, ivre de clameurs, en proie à leurs tourbillons sonores à la fois déments et mesurés, il s'abîma dans leur orgie.

Quand il revint à lui, chants et danses achevaient de s'éteindre. Le cœur plein d'espoir, il écouta mourir leurs derniers bruits. Ceux-ci, à la longue, se changèrent en silence. Et le calme des nuits paisibles, s'épandant sur les villages, éventa de ses parfums humides et fugitifs la brousse livrée au sommeil, les eaux du fleuve grondant sous le croc des rapides et le crécellement des cigales irritant de leurs stridences le coassement des crapauds.

C'était pour lui le moment de jouer son va-tout. Il s'y employa sur-le-champ. La chance le favorisait. Ses maîtres ronflaient déjà à poings fermés. Il n'avait rien à redouter pour l'instant. Rien. Pas même d'être signalé par quelque petit chien roux. L'ombre les avait avalés.

Il parvint, à force de se démener des hanches et des épaules, à se rouler jusqu'à l'un des feux qui brûlaient non loin de lui et à lui tendre ses pieds liés.

Il ne fit pas un mouvement quand ses chairs se mirent à grésiller sous la morsure du feu. C'était là épreuve de peu d'im-

portance pour un somalé de son rang! Il en avait subi autrefois de bien plus dures.

Allons, les Anciens et les traditions qu'ils enseignaient avaient quand même du bon!

Yabao! Quelle joie était la sienne! Il pouvait enfin remuer ses pieds librement.

Restaient les mains. Il lui fallait se hâter. La nuit penchait sur sa fin. Le jour n'était pas loin. L'air fraîchissait, blanchissait. Qu'un de ces fumiers de mbakkas se réveillât : il était perdu.

Il réussit, après quelques essais infructueux, à présenter ses poings au feu. Un peu plus tard, il fit effort pour voir où il en était.

Ses liens craquèrent.

Il demeura néanmoins longtemps immobile. L'espace dormait toujours, bercé par le vent froid de pointe d'aube.

Soudain il tressaillit, rappelé à la réalité. Un coq essayait de percer les lourds brouillards matinaux de son « kékéréké » enroué.

— Allons, — pensa-t-il, — en route, Kossi.

Il se mit à ramper sans bruit, dans la direction de la Grande Eau.

Il n'avançait que lentement, faisait de grands détours pour éviter les dormeurs et leurs gardiens à quatre pattes.

Son plan était des plus simples. Le Nioubangui passait là, tout près, à quinze portées de sagaie.

Il allait se traîner jusqu'à la rive, sauter dans la première pirogue qui lui tomberait sous les pieds, reprendre sa course aventureuse, franchir les rapides de Zongo, se rendre chez les dieux blancs.

Aaaaa!... Il se colla au sol, dans la position de quelqu'un qui dort, et prêta l'oreille.

Il venait d'entendre, là-bas, au delà des rapides, une sonnerie étrange, qu'il entendait pour la première fois.

Par Ngakoura, il avait compris! Ehein! les dieux blancs l'appelaient à son de trompe.

Négligeant toute prudence, il cessa de ramper.

Kossi est debout. Il court maintenant vers le fleuve, dans le matin rosissant, aussi vite que le lui permettent ses brûlures et sa blessure.

Des cris, des aboiements, des jurons! On l'a vu. On le poursuit. Il précipite sa course. Flèches, sagaies, couteaux de jet sifflent à ses oreilles.

Il n'importe! Le fleuve est là!

Dène-dzam! Le sentier de rocade qu'il a pris n'est pas le bon. Les pirogues? Il les voit, mais plus loin, là-bas, à main gauche — là-bas!

A-t-il le temps de les atteindre?

Non. Sa retraite est coupée. On le tient. On l'a!

Eh bien! non, on ne l'aura pas.

Ce tronc d'arbre, qui flotte sur l'eau, il va se cramponner à lui, et, si Ngakoura n'y voit pas d'inconvénient, moitié nageant, moitié...

Han! Il bondit de toute ses forces.

Plouf!...

Ho! le cri de détresse qui suit les giclements d'eau de sa chute.

— Moumeu-o!... Mou!... ou!...

L'eau rouilleuse soubresaute violemment sous lui et colore en noir de larges plaques de sang.

Il a juste le temps d'agiter un de ses bras hors de l'eau et d'entendre tonner deux coups singuliers, — sans doute la foudre de ces dieux blancs qu'il n'a pu rejoindre.

Puis il disparaît de droit fil dans la Grande Eau, happé par son viel ennemi Moumeu, le caïman, qu'il ne s'attendait pas à retrouver si loin de la Tomi et des villages de Krébédjé, tandis que les clairons, ces cornes d'appel des dieux blancs, sonnent dans l'aurore éblouie, au delà des rapides, les premières notes de : Au Drapeau!

RENÉ MARAN

LA CRISE DE GENÈVE ET L'ALLEMAGNE

Au retour d'un voyage en Europe Centrale, je me trouvais à Genève le samedi 14 octobre. A treize heures, au moment où les membres du bureau de la Conférence du Désarmement levaient la séance qu'ils avaient tenue pendant la matinée, et au cours de laquelle sir John Simon, appuyé par tous les autres délégués, avait exposé les principes sur lesquels la future convention devrait reposer — (le délégué de l'Allemagne s'était borné à dire qu'il ferait part à son gouvernement de la communication de ses collègues) — personne, je dis personne, n'imaginait qu'au *même instant* le chef du gouvernement du Reich annonçait à la presse que l'Allemagne rompait non seulement avec la conférence de Genève, mais avec la Société des Nations. Tout au contraire. L'atmosphère était plutôt à l'optimisme. On se félicitait de l'unanimité qui venait de se manifester dans cette réunion du bureau et qui était le fruit de difficiles et patientes négociations. On enregistrait avec satisfaction l'adhésion de l'Italie aux principes anglo-franco-américains, tout en remarquant que le délégué italien avait subordonné cette adhésion au désir fort légitime — et qui répondait d'ailleurs au sentiment général — de voir les choses s'arranger d'une façon honorable et satisfaisante pour tout le monde. On soulignait même que cette attitude italienne prouvait que M. Mussolini avait réussi à obtenir de l'Allemagne des assurances de modération et de sagesse et que ses

bons offices se trouvaient ainsi récompensés par la perspective d'une solution de conciliation générale. Tout au plus quelques personnes sceptiques pensaient-elles que la réponse de l'Allemagne ne serait sans doute pas aussi favorable qu'on l'espérait et qu'il y avait encore bien des difficultés en perspective. Elles prévoyaient de la part du cabinet de Berlin une attitude dilatoire. L'Allemagne, se disaient-elles, cherchera à gagner du temps. C'est sa tactique. Avant de s'engager sur le fond, elle posera des questions de détail, elle exigera des précisions susceptibles de rouvrir le débat et d'ébranler l'unité de vues anglo-franco-italo-américaine. Un de mes amis qui pressentait, malgré les assurances officielles, que tout cela pourrait encore assez mal tourner et qu'il n'était pas impossible que l'Allemagne esquissât un nouveau départ de la Conférence du Désarmement, fit part le matin même de cette impression à l'un des délégués du Reich. Celui-ci riposta avec feu : « C'est une hypothèse totalement à exclure. Nous ne sommes pas fous. » Trois heures plus tard l'Allemagne quittait Genève et les délégués, les journalistes allemands se volatilisaient en quelques instants. Il est vrai qu'ils ont deux ans devant eux pour réfléchir.

***

Pourquoi le gouvernement du Reich a-t-il agi de la sorte?

La réponse à cette question ne saurait être donnée d'un mot. La décision prise à Berlin est la conséquence d'un complexe où les réactions psychologiques d'ordre sentimental sont liées à des arrière-pensées fort astucieuses de politique extérieure et de politique intérieure; où l'on trouve, comme toujours dans la politique allemande, un singulier mélange de sincérité et de roublardise, d'impulsion et de calcul.

Essayons de l'analyser.

1° Il y a d'abord ce fait — on ne saurait trop le souligner — que les dirigeants allemands, et notamment le docteur Gœbbels qui en fut le témoin, ressentirent très vivement l'isolement total dans lequel l'Allemagne s'est trouvée placée au cours de la récente assemblée de la Société des Nations. Dans le débat qui s'est institué sur les minorités et sur la question

des réfugiés juifs, les chefs du IIIe Reich ont senti un blâme universel monter vers eux. Ils auraient pu en tirer des conseils de prudence. Dans l'état de fièvre où se trouve l'Allemagne, il n'en ont tiré qu'une raison de plus de s'exalter. Plus que jamais Genève leur est apparu comme une sorte de labyrinthe planté par des mains perfides pour que leur innocent pays s'y perde. La rupture avec la Société des Nations est en grande partie due à l'expérience assez amère que le docteur Gœbbels a faite à Genève. C'est la réaction d'un pays buté, qui non seulement refuse de tenir compte des réactions d'autrui, mais s'ancre dans ses résolutions, en tapant du poing et en frappant du pied comme un enfant rageur.

2° Sur le terrain même du désarmement, les dirigeants allemands ont été très certainement piqués au vif par la phrase de l'exposé de sir John Simon où le ministre des Affaires étrangères britannique marquait d'une façon nette (sir John Simon martela chaque mot de cette phrase pour bien montrer l'importance qu'il y attachait) — que, si les grandes puissances avaient décidé d'apporter certaines modifications au plan MacDonald, c'était en raison des événements qui s'étaient produits depuis le dépôt de ce plan. Ainsi, par la bouche de l'Angleterre, l'aréopage international venait de décider que le régime hitlérien rendait nécessaire des précautions accrues en matière de désarmement. Cette déclaration fut ressentie à Berlin comme une injure. Elle fut ressentie aussi comme une gêne. Après avoir annoncé au peuple allemand que seul un Reich national-socialiste pourrait délivrer l'Allemagne de ses « chaînes » et obtenir un régime d'égalité avec les autres puissances, il était dur de s'entendre dire, à la face du monde, que l'octroi de ce régime d'égalité serait précisément retardé en raison de la national-socialisation de l'Allemagne. En faisant tout voler en éclats le Chancelier Hitler n'a pas seulement soulagé ses nerfs, il a soulagé sa publicité.

3° Il n'est pas douteux, au surplus, qu'en jetant cette perturbation mortelle dans les pourparlers de Genève, Berlin cherchait par là même à disloquer l'unité de vues anglo-franco-américaine. C'est ici que le calcul commence et vient exploiter les réactions sentimentales. L'Allemagne sait fort bien que si la France, l'Angleterre, l'Italie et les États-Unis sont arrivés à

mettre sur pied une déclaration commune en matière de désarmement, les points de vue français, anglais, italien, américain ne sont cependant pas identiques, et que, sur bien des questions de détail, des divergences sensibles peuvent encore se produire. Cependant le fait que ces thèses en présence se sont rapprochées au point d'avoir permis l'élaboration d'une résolution fondée sur des principes communs a fortement inquiété le gouvernement de Berlin. Qui sait jusqu'où la trame pourrait se resserrer? Dès lors, il a jugé plus prudent de couper court à ce regroupement des puissances en faisant tout voler en éclats et en spéculant sur cette secousse pour déterminer un nouveau flottement international.

4° La manœuvre apparaît donc très clairement. Jeter à bas le projet de convention si péniblement élaboré. Témoigner simultanément d'une *volonté nationale* intransigeante et d'un *pacifisme* débordant. Se placer sur le plan de la dignité offensée, mais de la dignité pacifique, pour galvaniser la nation allemande et émouvoir l'opinion étrangère, surtout l'opinion anglo-saxonne. Puis indiquer sans trop appuyer mais sans prononcer le mot de réarmement, que des perspectives de négociations amiables restent toujours ouvertes et que l'Allemagne est prête à s'entendre avec tout le monde. Voilà le schéma de l'opération à accomplir. Elle ménage la reprise de conversations dans des conditions bien plus avantageuses pour l'Allemagne. L'expérience n'a-t-elle pas maintes fois démontré que l'on court toujours après celui qui s'en va et que des concessions substantielles lui sont offertes pour le faire revenir sur sa décision?

5° Cependant les réactions de la France ne sont pas sûres. Qui sait si ces diables de Français, en voyant la tournure que prennent les événements, ne changeront pas de ton et d'attitude? Qu'à cela ne tienne. Pour parer à ces risques, on leur tiendra un langage non seulement prudent mais séducteur. Triple avantage; cela rassurera l'Allemagne, qui, au fond, n'est pas plus tranquille que cela; cela rassurera l'opinion étrangère qui, dès lors, donnera le beau rôle à l'Allemagne; enfin, même en France, un tel langage soulèvera des hésitations. Il mettra en tout cas la France dans l'impossibilité morale de prendre la rupture allemande au tragique et

d'en tirer des conclusions menaçantes. D'où l'appel pathétique du Chancelier Hitler, le soir même du jour où il rompait théâtralement avec Genève, c'est-à-dire, en fait, avec la politique française. Tactique habile. Car qu'a-t-il jeté à la France? Un défi? Ou son cœur? Ou celui-ci pour cacher celui-là?

6° Tout vaut mieux d'ailleurs, pense l'Allemagne, que la conclusion d'une convention comportant un droit de contrôle, c'est-à-dire d'investigation. L'Allemagne s'est mise dans une situation tellement illicite au regard des clauses militaires du traité, son réarmement clandestin a pris des proportions telles depuis quelques mois, qu'elle préfère couper les ponts plutôt que de risquer des vérifications indiscrètes. Au fait, que risque-t-elle, en coupant ces ponts? Le problème est de savoir dans quelle mesure la France et les autres puissances réagiront, jusqu'à quelles limites elles toléreront le viol du traité? En agissant comme il l'a fait, le gouvernement allemand a prouvé qu'il estimait pouvoir aller fort loin dans cette direction sans s'exposer à trop de dangers. Toutefois, l'appel du Chancelier à la France, le fait qu'il s'est gardé d'annoncer que l'Allemagne reprenait sa « liberté », le soin qu'a pris le docteur Gœbbels d'indiquer, dans un discours et dans une interview, que l'Allemagne se considérait encore comme liée par les traités qu'elle avait signés et demandait simplement leur application, montre assez que les dirigeants allemands ne sont pas absolument sûrs de leur fait et qu'ils estiment prudent de prendre des précautions oratoires.

7° Tout cela est vrai. Et il est vrai qu'il y a sans doute aussi quelque chose de sincère dans le désir que manifeste l'Allemagne hitlérienne de s'entendre avec nous. Je l'ai maintes fois dit : tout est contradiction, tout est confusion dans l'esprit allemand et il faut une singulière finesse de perception pour démêler, dans ce fatras, quelle est la part du cynisme et quelle est celle du romantisme. Il est absolument sûr que, depuis quinze ans, l'Allemagne rêve obscurément d'un « tête à tête » avec la France. Il paraît certain également que les Hitlériens, si francophobes qu'ils soient, reprennent ce rêve à leur compte depuis qu'ils sont au pouvoir. La France exerce sur l'Allemand une sorte de fascination. Elle leur est incompréhensible; ils la détestent

et cependant ils l'admirent profondément. Son unité, sa résistance, sa fixité sont pour eux de perpétuels sujets d'émerveillement. En ce moment même, le docteur Gœbbels — qui était pourtant l'un des chefs hitlériens dont le fanatisme gallophobe s'exprimait avec le plus de violence — est plongé dans la lecture de l'*Histoire de France* de Lavisse. « Quel peuple! Quelle nation! Quelle histoire!... » disait-il récemment, avec un enthousiasme non dissimulé, à quelqu'un qui m'a répété ce propos. Ne pas admettre que dans l'appel à la France du Chancelier Hitler il entre, pour une part, l'écho de ces sentiments d'admiration et d'envie, ne pas admettre que cet appel renferme quelque chose de sincère, serait à mon sens commettre une erreur. Mais ce serait en commettre une autre et plus grave encore que de n'y voir que cet élément favorable et de ne pas se rendre compte que les autres mobiles, les autres calculs que j'ai essayé de définir en font également partie. C'est bien ce perpétuel chevauchement entre la sincérité et le cynisme qui rend presque impossible à pratiquer une politique de réconciliation positive avec l'Allemagne.

8° Et puis, ne l'oublions pas, des préoccupations d'ordre purement intérieur ont joué un rôle considérable dans le geste du 14 octobre. Dans mon dernier article[1], je laissais prévoir que l'action du IIIe Reich glisserait de plus en plus vers la politique extérieure. Les faits justifient cette prévision. Bien qu'il soit chaque jour moins aisé de se faire une opinion sur le véritable état des esprits en Allemagne et sur la situation économique du Reich, il est certain que tout n'y va pas pour le mieux, loin de là, et que l'hiver s'annonce difficile. Au seuil de cette épreuve, il est d'une bonne tactique de reprendre en main, si j'ose dire, le moral de la nation. Pour cela le gouvernement a choisi le terrain le plus favorable. En se faisant plébisciter sur une question de dignité nationale — tout en insistant sur sa volonté de paix — le gouvernement du Reich est absolument sûr d'obtenir une adhésion enthousiaste et massive de la population. Le thème qu'il a choisi pour redonner un élan à la ferveur national-socialiste est excellent. D'ici le 12 novembre, les manifestations oratoires se succéderont sans arrêt, avec une mise en scène adéquate pour

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 septembre : *La Révolution en zigzag.*

ranimer un courant d'esprit et porter au plus haut point l'exaltation des masses. Ce jour-là, il sortira des urnes allemandes non point des bulletins de vote (car il ne s'agit pas d'élections, puisqu'il n'y a plus de partis) — mais une sorte d'acclamation muette de tout un peuple vers le « Führer ». Double bénéfice. D'une part l'impression qui s'en dégagera dans le monde et qui conférera un surcroît de force aux délégués de l'Allemagne pour négocier avec les autres pays. D'autre part, le regain de puissance qu'en tirera le gouvernement au début de l'hiver. Hitler recharge ses accumulateurs.

9° Il les recharge d'autant plus que sur bien des points sa politique n'a connu jusqu'ici que des échecs. Sur le terrain diplomatique notamment. Après avoir tâté de la France et de la Pologne et s'être aperçu que ces deux pays offraient une résistance périlleuse, le Führer s'est rabattu sur l'Autriche. Mais, de ce côté aussi, il a ressenti un dur mécompte. L'attitude du gouvernement autrichien, opposant une calme mais ferme défense à l'entreprise hitlérienne, a profondément irrité le « Führer », champion de l' « unité germanique » — et lui-même autrichien. Elle a déçu ses espoirs et déjoué ses calculs. Dès lors, pour sauvegarder le prestige diplomatique du IIIe Reich, il fallait que le gouvernement hitlérien prît l'offensive, coûte que coûte, sur un autre front. Il a choisi celui de Genève et la Société des Nations comme cible, parce qu'il a pensé — et le calcul n'est pas si faux — que c'est encore de ce côté que l'Allemagne pouvait réaliser un « redressement diplomatique » bon à jeter en pâture à l'opinion, tout en courant les moindres risques.

10° Enfin, si l'on prend la question de plus haut, on est bien obligé de se dire qu'en agissant comme il l'a fait — au risque de plonger le monde dans un malaise inextricable — le gouvernement du Reich a obéi à des réflexes naturels. Ce que l'Allemagne a rejeté comme une sujétion qui lui est insupportable, ce n'est pas une convention de désarmement qui n'était pour elle qu'une fiction et qu'elle pouvait parfaitement présenter à son opinion comme un succès, puisqu'elle entraînait la disparition des clauses unilatérales du traité. Ce n'est même pas un traité dont elle a déjà abattu et usé les dispositions principales. Non, c'est quelque chose de plus immaté-

riel, de plus abstrait : un état d'esprit, une obligation morale, une éthique qui la liaient à un système collectif, qui l'intégraient dans ce système, qui faisaient d'elle la partie d'un tout. Tout ce qui possède un caractère universel ou seulement multilatéral est contraire à l'esprit allemand. L'Allemand ne croit pas aux valeurs universelles. Il refuse de les reconnaître, encore plus de leur sacrifier une part de sa souveraineté. Il professe pour elles un cinglant mépris. Placée au centre de l'Europe, l'Allemagne reste une puissance solitaire. Elle subit toutes les déformations d'esprit, toutes les passions, les orgueils, les gaucheries, les maladresses, les refoulements, les brusqueries, les actes désespérés qu'entretient et que suggère si dangereusement la solitude. Le national-socialisme n'a fait que porter au paroxysme cette exaltation de soi-même. Le culte violent de la race est dans la logique de sa passion. Aujourd'hui l'Allemagne est ivre de solitude. Si elle se retrouve, c'est qu'elle se retrouve seule.

L'aventure date de loin. C'est l'histoire même de l'avant-guerre. Dans les années qui ont précédé 1914, l'Allemagne occupait en Europe et dans le monde une place prépondérante et cette situation privilégiée était d'autant plus remarquable que l'empire des Hohenzollern était un nouveau-venu dans le concert des Grandes Puissances. N'importe. La florissante Allemagne se croyait lésée, offensée. Elle a fait la guerre pour rompre le prétendu « cercle de fer » qui l'opprimait. Quand le Chancelier Hitler affirme que le peuple allemand s'est battu avec la conviction de défendre sa liberté, il dit vrai. Les Allemands n'ont *jamais compris* la responsabilité qu'ils avaient dans la guerre, précisément parce qu'ils vivent en dehors des réalités internationales, parce qu'ils sont hypnotisés par eux-mêmes, et construisent artificiellement un monde à part. De même — sauf Stresemann — ils n'ont jamais rien compris à l'effort international qui s'est produit depuis la guerre. Dans cette tentative collective ils n'ont vu qu'eux.

Il faut considérer les choses comme elles sont, si désagréables qu'elles paraissent. *Nous sommes revenus à une situation identique à celle de 1914.* Le coup de tête du 14 octobre n'est, en somme, qu'une sorte de répétition générale sèche d'un coup de tête plus accentué qui mettra de nouveau l'univers en feu. Le

message ardent que Hitler a lancé à son peuple est une préparation parfaite à une proclamation de mobilisation générale. Il suffira d'y ajouter quelques mots pour justifier l'acte de guerre et le rendre saint. En rompant comme elle l'a fait avec Genève, c'est désormais vers cet abominable destin que l'Allemagne glisse, — et le monde avec elle — par une pente fatale. Et le mécanisme psychologique est toujours le même. Par ses procédés, l'Allemagne se met elle-même dans une situation qui inquiète l'opinion étrangère et qui appelle de la part de ses voisins des mesures de précaution. Lorsqu'elle constate alors ces réactions inévitables, elle s'exclame : « Vous voyez bien; le monde entier est contre nous. On nous menace, défendons-nous et attaquons. » Il y a là un cas qui relève plus de la psychiatrie que de la politique ou même de la psychologie. C'est une sorte de paranomalie de la pensée. Malheureusement l'Allemagne n'en est pas la seule victime.

***

Et maintenant que va-t-il se passer? La Conférence du Désarmement s'est ajournée et quand ces lignes paraîtront elle aura sans doute repris ses travaux. Mais lesquels? Autant il semblait nécessaire, en effet, qu'au lendemain du geste brutal de l'Allemagne les États représentés à Genève restassent sur leurs positions et n'agissent pas comme si le coup de tête de Berlin jetait à bas leur propre politique; autant on peut se demander quels seront les raisons d'être et l'objet de la réunion de Genève devant la position violente et butée que l'Allemagne a prise? Décidera-t-on de rédiger une convention en dehors de l'Allemagne, quitte à soumettre le texte élaboré à cette dernière puissance, et de faire dépendre d'elle l'échec final de ces longues négociations? Mais a-t-on encore besoin d'administrer cette preuve et n'entre-t-il pas quelque ingénuité dans une telle procédure? Se bornera-t-on à énumérer les principes sur lesquels toute convention de désarmement doit être fondée? Mais n'est-ce pas déjà fait? Essayera-t-on coûte que coûte de ramener l'Allemagne à Genève? Mais s'imagine-t-on que nous ferons les frais du chantage? Le Pacte à quatre jouera-t-il? Mais le Pacte à quatre n'est-il pas frappé à mort du fait de la

rupture de l'Allemagne avec la Société des Nations? M. Mussolini suggérera-t-il une conversation à cinq, c'est-à-dire avec les États-Unis? Mais les États-Unis se prêteront-ils à cette manœuvre? Et nous-mêmes? A l'heure où j'écris, on ne peut que se poser ces questions. Nul ne sait ce qu'il adviendra. Les chancelleries ont été prises au dépourvu, déconcertées par la rupture allemande, ou plus exactement par les gestes contradictoires que l'Allemagne a accomplis simultanément. Devant une telle avalanche d'incongruités, chacun cherche à se reprendre, à réfléchir pour voir plus clair. En un clin d'œil, comme un éléphant dans un magasin de porcelaines, l'Allemagne a fait sauter, en effet, et la Conférence du Désarmement et le Pacte à quatre et la Société des Nations. Le tableau est assez coquet. Et après avoir réussi ce bel ouvrage, elle déclare tranquillement, par la voix de son Chancelier : « Nous n'avons qu'un but, qu'une ardeur, c'est de collaborer par des œuvres de travail pacifique à la reconstitution d'un monde qui n'est pas très heureux aujourd'hui... ce monde auquel nous ne faisons aucun mal et dont nous ne désirons qu'une chose, c'est qu'il nous laisse travailler en paix... » Imaginons un instant que l'Angleterre, que l'Italie, que la France usent de procédés analogues; qu'elles se jouent avec une pareille désinvolture des institutions internationales existantes; qu'elles fassent retentir le monde de messages du même ton; qu'elles transposent ainsi la diplomatie et la politique sur le terrain du cinéma, du roman-feuilleton, de la réunion publique électorale et du combat de boxe — le monde, qui est déjà dans un assez joli état, donnerait l'impression d'être devenu une maison de fous. Précisément, c'est bien là qu'est la responsabilité de l'Allemagne. Elle désorganise tout, elle détruit tout, elle ameute tout le monde, elle porte l'énervement des peuples au paroxysme; et puis, ingénument, elle se plaint qu'on lui en veut...

Ces méthodes ne sont pas seulement déplorables. Elles sont criminelles. Car c'est jouer avec le feu, au moment même où le vent souffle le plus fort. M. Daladier l'a fort bien dit, dans le sobre mais excellent discours qu'il a prononcé à la Chambre le jour de la rentrée parlementaire : « Nous ne sommes sourds à aucun appel. Mais nous ne sommes aveugles devant aucun acte. Si l'on veut s'entendre, pourquoi commencer par rompre? »

Impossible de mieux mettre les choses au point. Le Chancelier Hitler ruine d'un geste rageur tout l'édifice sur lequel notre politique est appuyée. Puis il nous propose une alliance. Est-il assez naïf pour s'imaginer que d'un jour à l'autre et parce qu'il lui a plu de rompre avec Genève nous allons renverser notre politique, renverser nos alliances et nos amitiés, nous jeter dans je ne sais quelles improvisations, dans je ne sais quelles aventures? Non. Le Chancelier sait fort bien que de telles perspectives, si elles peuvent orner un grand discours électoral, restent en dehors des réalités internationales. Alors? Pourquoi cette diversion, pourquoi cette offensive, pourquoi cette manœuvre? Ne serait-ce pas pour faire passer l'Allemagne aux yeux du monde et surtout à ses propres yeux comme une sorte de héros magnanime et incompris qui se bute, malgré lui, à la mauvaise volonté tenace de la France?

L'Allemagne sait fort bien — depuis quinze ans la question a été suffisamment éclaircie — que la France ne souhaite rien tant que de s'entendre avec elle. Elle sait aussi que les conditions et les garanties de cette entente doivent être recherchées non pas dans un impossible et irréalisable « tête à tête », mais sur le terrain de la coopération internationale. Le IIIe Reich refuse de se placer sur ce terrain. Pourquoi? L'heure est venue où, sans nervosité, sans passion, mais avec une grande fermeté, il faut se poser la question et rappeler quelques vérités à l'Allemagne. Elle a beau jeu parce qu'elle se dresse en accusatrice. Nous laisserons-nous faire? Laisserons-nous l'opinion internationale s'égarer, les choses glisser à la dérive, les problèmes internationaux s'embrouiller chaque jour davantage, alors qu'avec une mise au point nette, complète, décidée, tout peut encore être remis dans le bon sens? Mais il faut avoir le courage de parler, de citer des faits et de marquer ses résolutions.

WLADIMIR D'ORMESSON

LA MUSIQUE

RÉOUVERTURE

Paris, samedi 7 octobre 1933. — La nouvelle année musicale 1933-1934 vient de s'ouvrir.

Aux Concerts Lamoureux, des pièces que les mélomanes admirent depuis longtemps, comme les *Danses polovtsiennes* de Borodine, et d'autres qu'ils ne considèrent pas sans estime, comme les *Heures dolentes* de Gabriel Dupont, voisinaient sur l'affiche avec un chef-d'œuvre, la *Symphonie héroïque.* D'ailleurs, le public n'accourt pas seulement à la salle Gaveau pour retrouver certaines impressions chères et familières après le silence oppressant de l'été : il veut encore faire connaissance avec une œuvre dont les premières exécutions suscitent partout de la curiosité. Au seuil de l'année encore voilée et mystérieuse, il lui plaît de sacrifier sur l'autel du Dieu inconnu. Or, justement, les Concerts Lamoureux, qui se confinent d'habitude en un répertoire fort bien choisi, mais un peu restreint et monotone, ont cette fois la hardiesse d'effectuer leur réouverture avec une partition toute récente, le *Concerto pour quatuor et orchestre* de M. Joseph Valls.

L'ouvrage nous était demeuré jusqu'à présent inaccessible. Au reste, notre ignorance s'étendait à la personne même de l'auteur, dont l'âge, la nationalité, la formation musicale, les tendances, nous proposaient autant d'énigmes. Certes, chacun a pu lire dans la presse que ce *Concerto*, écrit en 1931, a remporté le premier prix au concours de la *Musical Fund Society* de Philadelphie. Mais à cela près, que savait-on? La lecture seule des notices officielles va nous apprendre que ce jeune compo-

siteur, né à Barcelone en 1904, est venu recevoir à Paris, vers sa vingtième année, les enseignements de la *Schola Cantorum*, ce qui ne l'empêche pas de réserver le meilleur de sa gratitude aux institutions locales qui ont pris soin de ses débuts. Résumant à ce propos ses années d'apprentissage, M. Joseph Valls salue avec émotion la chorale *Orfeo Catala*, où il fut admis à l'âge de six ans, et l'*Escola municipal de musica* de Barcelone. Hommage aussi honorable pour ses maîtres que pour lui-même, ainsi qu'on en peut juger par l'extrait ci-dessous :

J'ai connu là, de bonne heure, le chant grégorien, la musique religieuse du XVIe siècle et les délices des contrapontistes français et néerlandais. Je m'y suis familiarisé avec les grandes œuvres de la musique classique et moderne, et j'ai appris à aimer le chant populaire. Je me suis formé à cette école, dont l'enseignement pratique et désintéressé a laissé dans mon esprit des traces profondes.

D'après cela, nos amateurs n'ont pas manqué de rechercher au cours de l'audition ce que M. Valls avait puisé dans son terroir natal et, d'autre part, le bénéfice qu'il avait retiré des disciplines françaises auxquelles il s'est soumis. Or, chacune de ces influences se fait sentir à son tour.

Par une fidélité heureuse, le lauréat s'applique d'abord à cultiver son champ héréditaire. A sa patrie, il emprunte la chaude couleur de l'*allegro* initial, la pétulance caractéristique du Midi méditerranéen, des rythmes lestes, impérieux et fiers. Ses idées personnelles s'enlèvent ensuite sur la trame que lui offrent, sans trop d'intervalles, quelques danses ou chansons populaires. Le pays catalan a beau être un pays de marche-frontière, ardemment particulariste, l'Espagne est à deux pas. Ne nous étonnons donc pas de percevoir à travers ce papillotage lyrique un jeu charmant d'éventails et de mantilles.

Mais voici qui n'émane plus des atavismes naturels. La première partie du *Concerto* et la dernière attestent une science du contrepoint, un goût de l'arabesque sonore et des grands ramages thématiques, une ingénieuse mise en œuvre des « cellules » génératrices qui tiendraient du prodige sans l'étude approfondie avec amour des vieux textes primitifs, depuis le plain-chant jusqu'à Bach en passant par les madrigalistes. Au surplus, un tel souci des « expositions », des « ponts » et « développements » évoque pour la génération présente le

souvenir des cours de Vincent d'Indy à la maison de la rue Saint-Jacques. Ce jeune homme a mille raisons de vénérer ses maîtres, tous ses maîtres, car il leur doit infiniment. Et, sans doute, la *Schola* pourrait lui reprocher certains essais malencontreux de polytonalité! N'importe, sa nature probe, loyale, robuste l'a préservé des contagions les plus malsaines. Bienheureux les talents qui, de nos jours, sont assez forts pour se défendre!

Ces prémices ne sont nullement négligeables. Les juges américains ont vu clair. L'avenir sourit amicalement à M. Valls, pourvu que ce débutant réalise en lui-même l'unité fondamentale. Nous touchons ici à son plus grave défaut. Le premier *allegro* hésite visiblement entre le modèle classique, *concerto grosso* d'Italie ou *concerto brandebourgeois*, et une certaine représentation moderne aux lignes plus légères, plus mobiles, à l'exemple du *Concert* pour petit orchestre de M. Albert Roussel. Peut-être ce flottement se prolonge-t-il outre mesure. L'instinct des proportions ne semble pas non plus très sûr chez M. Valls. Son *andante*, où soupirent deux berceuses catalanes, serait exquis, si le fil n'en était continuellement rompu par des solos interminables aboutissant à des cadences, au point que l'intérêt finit par s'évanouir. Pareil impressionnisme ne s'accorde guère avec la contexture serrée du premier morceau. Est-ce encore un *concerto*, ou bien quelque musique de scène, improvisée par un artiste bien doué pour l'accompagnement d'un film? Là-dessus, le *final* présente soudain une troisième manière, nerveuse et quasi brutale, que rien ne laissait prévoir. De là vient qu'il fait long feu, nonobstant son entrain et sa verve. Il a paru tronqué, écourté, et les critiques ne l'ont pas épargné, quoique l'orchestre Lamoureux et le subtil quatuor Calvet se soient ingéniés à le défendre. Glissons sur ces erreurs. M. Joseph Valls a moins de trente ans. Ses qualités musicales sont de l'ordre le plus élevé. A condition d'acquérir bientôt un style homogène, un équilibre solide, il est assuré de tenir un rang distingué parmi les musiciens de la péninsule.

Auparavant, M. Albert Wolff avait inauguré la séance par une exécution remarquable de la *Symphonie héroïque*. A dire vrai, le thème en *mi bémol* du premier morceau, héroïque par excellence, avait d'abord été exposé de manière assez

terne. Les fervents étaient déçus, affligés. Il fallut attendre la rentrée pour voir apparaître le thème sous son véritable jour, dans le plein rayonnement de sa gloire. M. Albert Wolff ménageait-il cette révélation à dessein pour l'heure décisive, l'heure du triomphe et de l'apothéose? Soit. Nous reconnaissons d'ailleurs que ce sujet, malgré sa puissance d'expansion, n'est pas uniformément tendu comme le sujet héroïque du *Concerto en mi bémol.* Dans la symphonie, les premiers violons s'empressent, dès la septième mesure, de tempérer par une expression de sensibilité, de douceur, l'effrayante majesté du visage aux traits marmoréens. Beethoven, à ce moment, se faisait encore illusion sur le Premier Consul; il s'en faisait une image naïve, une image à la Jean-Jacques. La proclamation de l'Empire le détrompa. Mais alors, furieux de renoncer à son idéal, de reconnaître que son héros succombait aux ambitions terrestres, il biffa sur le titre le nom de Bonaparte. Ce détail a son prix; mais que les chefs d'orchestre ne s'en exagèrent pas l'importance. Sous prétexte que le musicien croyait d'abord à l'abnégation, au génie profondément humain du conquérant, la *Symphonie héroïque* n'a point à étouffer ses fanfares ni ses hymnes d'allégresse. Gardons-nous de l'atténuer, de la rapetisser mal à propos, comme a fait Greuze en ce portrait de Bonaparte où il a niaisement édulcoré son modèle. L'*Héroïque* doit toujours nous annoncer, dès l'exorde, une présence inouïe et prodigieuse.

Après la *Marche funèbre,* poignante en sa déploration guerrière, les cors ont joué sans la moindre défaillance le périlleux trio du *scherzo,* même à l'endroit où, neuf fois sur dix, se produisent tant de naufrages cacophoniques. Il faut croire que les impeccables virtuoses des Concerts Lamoureux n'ont rien à craindre de ces écueils.

Au demeurant, plus on entend l'*Héroïque,* plus on remarque l'intérêt croissant que prennent avec les années, chez l'auditeur capable de réfléchir et de choisir, les derniers mouvements de la symphonie, ceux qui ne se rapportent en rien à Bonaparte. La jeunesse commence par les subordonner à l'introduction et à la *Marche funèbre.* A l'âge où les sources de la vie font en nous une rumeur impétueuse, on aime beaucoup mieux la *Symphonie en ut mineur,* à cause de

sa conclusion plus saisissante. Vient ensuite une saison de maturité, de jouissances pensives et clairvoyantes; les regards se fixent alors d'eux-mêmes sur les parties négligées de l'*Héroïque*, le *scherzo* et le *final* : et quel étonnement d'y entrevoir soudain tant de beautés éclatantes et méconnues!...

***

Il se fait tard. On voudrait pouvoir se transporter aux Concerts Pasdeloup à l'instant même, sur un tapis magique. Mais le moyen d'avancer, parmi ces embarras de voitures qui se reforment sans cesse?... Quand nous arrivons au Théâtre des Champs-Élysées, mademoiselle Ruth Slenczynski en a déjà fini avec les deux tiers du *Concerto en ut* de Beethoven.

Quel dommage! Mais du moins, l'ouvreuse compatissante admet que nous écoutions debout, par la porte entre-bâillée, le *rondo* si preste, si guilleret. Cet *allegro scherzando* n'a sans doute rien d'héroïque. Il n'est, à première vue, qu'un badinage dans le goût du XVIIIe siècle, et Dieu sait si l'auteur prodigue les saluts, les révérences, aux vieux maîtres du style galant! On dirait un fils parfaitement soumis. Et puis, à l'improviste, le génie éclate. Comment? Mais par telles saillies, telles familiarités, telles rudesses qu'un Beethoven seul osait se permettre, car elles eussent fait certainement horreur aux Muses toujours décentes de ses prédécesseurs.

Une salle attentive, émue, suit avec attendrissement l'étonnante petite fille qui se tient au clavier. Depuis l'année dernière, mademoiselle Ruth Slenczynski n'a pas beaucoup grandi. Haut perchée sur sa chaise, elle a toujours bien de la peine à toucher les pédales. Mais sa technique s'est développée : elle s'est étendue et fortifiée. Il est vrai que ce *rondo* n'offre pas de difficultés insurmontables. Néanmoins il contient assez de passages rapides en octaves, de croisements de mains, pour rendre soucieux les pianistes d'expérience. L'enfant, très calme, évite ces chausse-trapes. Aisance, vélocité sans peur, enjouement heureux, divine maîtrise des touches : les Muses n'accordent pas indistinctement à tous leurs favoris ces privilèges délicieux.

Acclamée avec enthousiasme, mademoiselle Slenczynski ne tarde pas à se remettre au piano. Mais, parmi les pièces

qu'elle offre en remerciement au public, elle s'avise d'introduire la fameuse *Campanella* de Paganini, transcrite par Liszt. Hélas! comme on la dispenserait volontiers de cette épreuve redoutable!... Pour l'exactitude matérielle, nous sommes tranquilles : la sûreté et la dextérité ne faibliront à aucun moment chez cette enfant extraordinaire. Mais adieu la spontanéité qui lui prêtait un si grand charme! Au lieu d'une féerie, ce n'est plus qu'un tour de force. On souffre d'apercevoir les limites de son talent. Elle a beau s'évertuer, elle n'obtient pas la résonance nécessaire, car celle-ci dépend ici, non des doigts, mais du poignet et de l'avant-bras. Que cette échappée de Lilliput n'aborde donc pas avant l'heure des tâches réservées à des mains titaniques! Ses maîtres, si elle en a, feront bien d'y veiller. Un enfant prodige a, plus que tout autre, besoin de ménagements. Il faut ainsi pouvoir lui dire : « Ce livre ne te concerne pas. Laisse-là ce cahier : tu le comprendras mieux d'ici à quelques années, et tu l'aimeras bien davantage. » Conduire de tels êtres, n'est-ce pas d'abord les modérer?...

M. Louis Hasselmans, qui dirige les Concerts Pasdeloup au retour d'un long voyage en Amérique, termine cette première séance par une exécution vibrante des *Préludes*. Aime-t-il du poème de Liszt les effets descriptifs et dramatiques plutôt que le lyrisme intime? C'est possible... En tout cas, il s'y consacre avec un brio et une sympathie capables de lui gagner les cœurs les plus rebelles.

***

Dimanche après midi, 8 *octobre* 1933. — « La mode sera-t-elle encore à Brahms, cette année? » Voilà ce que nos voisins du Concert Colonne se demandent avec inquiétude.

Gardons-nous des pronostics. Toutefois, on a tellement abusé de Brahms en 1932-1933, sous couleur de fêter son centenaire, que la plupart des artistes éviteront sans doute de parcourir à nouveau le cycle un peu monotone de son répertoire. Brahms ne risque pas d'être oublié, au demeurant. Ses meilleurs ouvrages se recommandent toujours par l'intérêt mélodique et leur charpente solide. A défaut du style, on appréciera les matériaux.

C'est beaucoup. C'est même une compensation indispensable pour nombre de mélomanes que le scandale des malfaçons avait poussés à bout. Nos folles extravagances auront préparé cette réaction. S'il arrive maintenant que le *Requiem allemand* soit exalté fort au delà de sa valeur, écoutons de sang-froid ces hyperboles. Un tel enthousiasme répond, après l'orgie révolutionnaire, à une espèce de « Terreur blanche ». Au reste, ce culte peut se maintenir longtemps encore parmi les Allemands et les Anglo-Saxons; mais partout ailleurs il s'éteindra. Auprès des Latins, l'œuvre de Brahms n'a guère de chances. Elle leur semble déparée par trop d'étendues désertiques, pétrées ou sablonneuses. Beaucoup la repoussent en bloc, protestent qu'ils ne s'y feront jamais.

La première des quatre symphonies de Brahms est peut-être la plus guindée, la plus ambitieuse. Elle a coûté à son auteur des peines infinies. Ne nous étonnons donc pas si elle sent quelque peu l'huile de lampe. Défaut plus grave : ses idées musicales ne paraissent nullement prédestinées par leurs vertus intrinsèques aux fonctions importantes qu'elles exercent. Des thèmes placides, nonchalants, s'épuisent à remplir les travaux altiers de la grande architecture classique. On sourit... Néanmoins, il est rare que la *Première symphonie* ne fasse pas illusion tout d'abord par son ampleur, le luxe de ses combinaisons et de ses développements, l'appareil sonore dont elle s'environne. Brahms lui a dû essentiellement son renom de symphoniste. C'est à cause d'elle que maints critiques, à genoux devant l'héritier des maîtres souverains, ont proclamé la trop célèbre formule de leur Trinité sacro-sainte : Bach, Beethoven, Brahms, — en d'autres termes, *les trois B*...

Cette symphonie inspire-t-elle à M. Paul Paray une dilection spéciale? Nous l'ignorons. Peut-être pense-t-il simplement comme Brahms lui-même : « Une œuvre peut ne pas être admirable; mais elle doit être parfaite. » Or, cet après-midi, au Châtelet, la *Première symphonie* a vraiment été parfaite, quant à l'interprétation du moins. Répétons-le avec tous les amis de la musique : M. Paray est un chef rempli d'autorité. Ses réalisations sont fortes, même quand ses conceptions sont faibles. Quelle énergie! quelle véhémence!... A certains jours, ses présentations de Beethoven ou de César Franck pourraient

nous indisposer par leurs caprices. Mais son art de l'orchestre, cet art qui excuse et permet tant d'erreurs, a quand même droit à nos louanges. Pour la vigueur et pour l'éclat, pour le dosage des timbres, pour l'entente des paroxysmes soudains et des progressions lentes, continues, irrésistibles, M. Paray ne craint personne. Mais en général il frappe les imaginations mieux qu'il ne les satisfait, et sa réussite suprême est de convaincre plutôt que de persuader.

Avec de telles aptitudes, M. Paray devait s'accommoder à merveille du poème symphonique de M. Richard Strauss, *Mort et transfiguration*. Une agonie s'oppose ici, selon les lois de l'antithèse musicale, à une apothéose. Le tableau est si dramatique qu'il en devient presque théâtral. C'est beaucoup moins l'exploit d'un compositeur profond que d'un prodigieux metteur en scène. Et si la technique est irréprochable, le goût a parfois des défaillances...

Avant que l'âme, délivrée de ses liens corporels, puisse commencer une lente et majestueuse ascension vers l'azur, vers la lumière, un combat poignant se livre devant les auditeurs. De quel sombre chaos surgissent alors ces cris de douleur et de révolte, ces râles, ces sanglots qui épouvantent? Que l'on se rassure! M. Richard Strauss est passé maître en recettes de sorcellerie. Il suffira de jeter les yeux sur son texte pour constater que ce prétendu chaos est aussi méthodiquement organisé qu'une caserne. Nul désarroi. Les moindres détails sont calculés avec une précision minutieuse. Chaque ressort obéit immédiatement à la volonté qui l'actionne. Jamais les convulsions ne se trompent de mesure, et même le dernier soupir s'exhale en temps voulu. Dans ces conditions, l'énorme diptyque de *Mort et transfiguration* propose au chef d'orchestre une tâche infiniment plus simple, malgré sa complexité apparente, que la *Première symphonie* de Brahms.

On a réentendu avec plaisir, en ce concert réservé à la musique internationale, les *Fontaines de Rome* de M. Respighi. Voilà un musicien qui fait honneur à son pays. Aimez-vous bien cette instrumentation fluide, légère, irisée? Et si vous hésitez, si vous trouvez qu'elle rappelle par trop Rimsky-Korsakow, Debussy et M. Maurice Ravel, songez encore à ces *Pins de Rome* que l'on joue si souvent à Paris. Après cela,

vous ne manquerez pas de reconnaître la supériorité de M. Respighi. Il domine, en effet, d'assez haut la plupart de ses compatriotes. Non que sa substance musicale soit beaucoup plus riche, mais elle a du parfum et de la saveur. Sa personnalité est assez forte pour ne point céder à toutes ces influences disparates qui font un si baroque pêle-mêle chez MM. Pizzetti, Casella et Malipiero. Quel regret seulement que son inspiration faiblisse et chancelle, dès qu'il élève un peu la voix! La phraséologie déclamatoire, l'enflure, le faux sublime le guettent alors, et les *Fontaines* n'évitent guère mieux leurs embûches que les *Pins de Rome*. Ici, l'image par trop éclatante est celle de la fontaine de Trevi à midi; là-bas, c'est le tableau de la voie Appienne. Tous deux nous attristent par leur vaine rhétorique. Pourquoi cette pompe? A quoi bon ce fracas? La véritable grandeur sera toujours plus simple...

Il fut un temps où Liszt n'était pour la multitude que l'auteur prestigieux des *Rhapsodies*, et Brahms celui des *Danses hongroises*. Comme on voudrait épargner pareille disgrâce à M. Georges Enesco! Mais le triomphe même que vient de remporter au Concert Colonne sa *Première rhapsodie roumaine* éveille malheureusement les appréhensions les plus graves. C'est une plaisanterie désopilante, à coup sûr, et l'on se dit, en l'écoutant, que le bon Chabrier l'eût trouvée à son goût. Mais enfin, il y a chez M. Enesco bien autre chose que ses *Rhapsodies roumaines*. Toutes deux remontent aux commencements du siècle. Et puis, l'on ne peut guère juger un écrivain de musique pure sur les airs et les rythmes qu'il s'est amusé passagèrement à emprunter aux *laoutaris* de son pays. Le pittoresque et la couleur locale sont ses moindres mérites : l'œuvre de M. Enesco s'impose surtout par l'élévation des pensées et par l'intérêt de la facture. Les créations de cette valeur sont si rares, de notre temps, qu'elles auraient dû avoir plus de retentissement à Paris où l'auteur ne manque ni d'admirateurs ni d'amis. Beaucoup de gens s'imaginent être quittes à son égard, dès qu'ils ont applaudi le virtuose. Ces esprits chétifs ne se doutent nullement que le célèbre violoniste est, en outre, un compositeur du talent le plus authentique et le plus noble. Le succès de sa *Première rhapsodie roumaine* au Concert Colonne ne peut manquer

de nous faire plaisir. Mais pour joindre nos applaudissements à ceux de la foule, nous voulons attendre que les œuvres capitales de M. Georges Enesco soient admises aux programmes. Sinon, il partagera le sort lamentable de Liszt et de Brahms.

***

Même jour, après dîner. — Ce soir, grande cérémonie chez Molière, et grand émoi aussi. *L'Arlésienne*, créée au Vaudeville le 1er octobre 1872, fait son entrée solennelle à la Comédie-Française, au bout de soixante et un ans.

S'il n'a pas été difficile d'assurer une distribution convenable au drame d'Alphonse Daudet, l'embarras semble avoir été extrême, en revanche, pour ménager une place, une toute petite place, aux interprètes de Georges Bizet. Le croira-t-on? le Théâtre-Français ne possédait pas encore une fosse d'orchestre. Nous l'apprenons ce soir, à la stupeur de tous. Après maints conciliabules, on a prié les abonnés de bien vouloir sacrifier les deux premiers rangs de leurs fauteuils. Et voilà pourquoi nous voyons quelques musiciens des Concerts Lamoureux s'introduire, se faufiler, puis, serrés les uns contre les autres, se parquer tant bien que mal dans un espace fâcheusement réduit, au niveau des spectateurs. Quant à la grosse caisse et aux timbales, elles ont dû se réfugier à gauche, dans l'avant-scène de M. l'administrateur général.

On ne peut guère compter les instruments, de notre place. Mais les violons, par exemple, n'ont certainement pas le nombre de pupitres indispensables. C'est tout dire. En présence de cette pénurie, on devine que la musique n'aura point ici la même sonorité que dans les salles de concert ou seulement à l'Odéon. Elle va perdre de sa gaîté et de sa force, de sa chaleur et de son éclat.

Comme pour nous rassurer, M. Albert Wolff se multiplie, à la tête du petit orchestre qu'il est venu diriger en personne. On assiste alors à de véritables prodiges : prodiges de nuances, de demi-teintes, de dégradés flous et vaporeux, de fins de phrases adorablement filées, modulées, tout en délicatesse et tendresse, en suavité et subtilité. Les applaudissements éclatent : on « bisse » la farandole. A la bonne heure! Mais cette interprétation est-elle juste? Convient-elle à

l'Arlésienne? On nous excusera d'en douter. Simple et robuste comme le drame villageois qu'elle illustre, la musique n'a que faire de ces raffinements. Elle réclame uniquement de l'air et du soleil, de la franchise et de la verdeur. Or, la Comédie-Française nous offre ce soir une symphonie exquise, mais grêle, alanguie et d'un accent plutôt mièvre.

Quand on allait voir et entendre jadis *l'Arlésienne* à l'Odéon, sous la direction de feu Colonne, qu'admirait-on surtout? L'harmonieux accord du dramaturge avec son musicien, une concordance si étroite et si parfaite qu'elle devenait une espèce d'identité et qu'elle n'était dépassée par aucun chef-d'œuvre analogue : ni par *Egmont* ni par le *Songe d'une nuit d'été*, moins encore par la partition à peu près contemporaine de *Peer Gynt*. Cinq ou six lustres ont passé depuis. Sans être retourné à *l'Arlésienne*, nous conservions très net le souvenir d'une égalité absolue entre la pièce et son mélodrame.

O surprise! Qu'est-il donc arrivé? Notre goût aurait-il changé du tout au tout pendant cet intervalle? Ou bien est-ce l'effet des conditions moins favorables? La partition, malgré son étonnante jeunesse, ne semble plus tout à fait à la hauteur du drame. Entre elle et lui, on croit apercevoir maintenant une différence de niveau, légère à la vérité, mais tout de même sensible. Tandis que le drame poignant d'Alphonse Daudet a gagné sans cesse en intensité, a pris avec les années on ne sait quel accent d'au-delà qui, pareil aux tragédies antiques, nous étreint le cœur jusqu'à l'angoisse et peut-être jusqu'aux larmes, la musique de Bizet est restée simplement ce qu'elle fut dès l'origine : sans doute parce qu'elle n'atteignait point aux mêmes profondeurs.

Bizet n'a donc pas connu ces intuitions extraordinaires, mystérieux héritages de terreur et de pitié qui viennent des plus lointains ancêtres, pressentiments ou réminiscences ineffables qui hantent un vrai poète comme Alphonse Daudet. Il n'avait point le génie visionnaire. Mais par contre, avec un instinct merveilleux du théâtre, il avait tout de suite deviné, saisi, fixé en signes musicaux l'atmosphère si particulière de *l'Arlésienne*, son coloris, son ardeur lyrique, son rythme général. Ainsi se sont succédé sans effort les carillons, les vieux airs de Provence, les marches, les menuets, les pastorales, les

farandoles. Plus rares étaient les effusions sentimentales : le chant délicieux de l'*Adagietto* s'exhale en quelques minutes à peine, et le solo de saxophone du *Prélude*, auquel la clarinette réplique par des notes brèves, mais expressives, ne fait que passer à la manière d'un épisode. Une seule fois, dans l'*Intermezzo*, Bizet s'est efforcé de rendre une impression de fatalité, ce souffle indicible et redoutable qui traverse tout le drame. Il y a réussi dans une large mesure. Malheureusement, ces grands unissons se rapprochent du style de Meyerbeer par on ne sait quelle emphase. C'est que Bizet se montre là le moins original. Bref, il faut bien le reconnaître aujourd'hui, après un demi-siècle : Bizet est demeuré un peu au-dessous d'Alphonse Daudet. Sens de la grandeur, humanité généreuse et clairvoyante, voilà ce qui appartient en propre à son illustre collaborateur. A l'époque de *l'Arlésienne*, en 1872, Georges Bizet n'avait pas encore, ou bien n'osait l'exploiter, ce don de l'émotion, cette fibre pathétique et vibrante qui devait lui inspirer si peu de temps après, à la fin de Carmen, le terrible cri de don José, ce sanglot déchirant qui, selon un témoignage précieux, arrachait des pleurs à Debussy[1] :

Vous pouvez m'arrêter, c'est moi qui l'ai tuée,
O Carmen, ma Carmen adorée!...

Certes, la pièce d'Alphonse Daudet n'a besoin de rien. Comme dirait la pauvre Vivette, elle n'est pas *demandeuse*; elle pourrait même, le cas échéant, se passer de musique. Mais on regrette néanmoins, pour la beauté d'une collaboration si fameuse que Bizet n'ait point trouvé, au dernier acte, des pages plus semblables à ce final de *Carmen* qui bouleversait Debussy...

Cette semaine de réouverture nous laissera le meilleur souvenir. Après de beaux concerts, ne nous a-t-elle pas permis de reviser de lointaines impressions de jeunesse? Ajoutons simplement, pour ne pas être ingrat : à la Comédie-Française, le jeu sobre et expressif d'excellents acteurs, une mise en scène fort soignée, ont dû sans doute élever la pièce un peu trop au-dessus de cette parente pauvre, la musique.

CONSTANTIN PHOTIADÈS

1. René Peter, *Claude Debussy*, Paris, Gallimard, 1931, p. 58-59.

L'HISTOIRE

Le mystère d'Actium. — Faute d'un verrou.
Deux cœurs de reines et deux légitimités contestées.

La belle *Histoire de la Nation égyptienne* publiée sous le patronage du roi Fouad et sous la direction de M. Hanotaux est arrivée à son troisième volume. Il est magnifiquement plein. M. Pierre Jouguet a traité la période ptolémaïque, M. Victor Chapot la période romaine, M. Diehl la période chrétienne et byzantine. On ne dira pas que nous sommes ici sous le régime de l'incompétence.

L'Égypte n'avait pas résisté à Alexandre. Lui-même, avec sa tolérance respectueuse et même sympathique à l'égard des cultes étrangers, ne manque pas de rendre hommage aux dieux nationaux. Il n'est pas certain qu'il ait célébré, suivant tous les rites, les sacrifices royaux, mais ce n'était pas nécessaire pour que les titres traditionnels des Pharaons lui fussent donnés tels que nous les trouvons dans les inscriptions hiéroglyphiques. Son pèlerinage au temple d'Ammon achève de lui donner un caractère sacré, tandis que la fondation d'Alexandrie lui conserve son caractère hellénique.

Ptolémée fera de même. Ce fondateur d'une dynastie qui fut la seule durable de toutes celles qui remontent aux généraux d'Alexandre n'est pas le plus brillant d'entre eux, mais c'est un homme de sens qui ne se perd pas dans les nuages, dont l'ambition a des bornes comme l'Égypte elle-même a les siennes, tracées par la nature. Sur les monnaies, son diadème

enferme les boucles rebelles, la bouche est fine et serrée, le menton bien marqué, le nez à peine aquilin, l'œil prudemment encaissé sous les arcades sourcilières très proéminentes. Si ses descendants donnent trop souvent le spectacle de la mollesse et de la corruption, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont pendant trois siècles fait d'Alexandrie un centre intellectuel sans égal, que l'hellénisme n'a brillé nulle part d'un éclat comparable à celui dont le Musée a été le foyer et la fameuse Bibliothèque le sanctuaire. C'est assurément une faiblesse pour un État d'être gouverné par une élite étrangère, mais les Lagides ont subi cet inconvénient plus qu'ils ne l'ont voulu. Il est à remarquer que le dernier souverain de la dynastie, la célèbre Cléopâtre, avait appris la langue de ses sujets, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait encore fait.

Qu'on le veuille ou non, c'est toujours à elle qu'on pense quand on évoque les Ptolémées. Ce n'est peut-être pas strictement juste, mais c'est inévitable. La littérature, l'art, le goût du roman d'aventures, s'associent pour nous faire croire que le sort du monde a dépendu à un moment du « nez de Cléopâtre ». Elle conquiert César, ce qui n'était pas difficile, elle le garde, ce qui l'était beaucoup plus. Elle était à Rome lorsqu'il est assassiné et sa présence, antipathique aux Romains de vieille roche et même à Cicéron qui appartient aux nouvelles couches, n'a peut-être pas été sans influence sur l'attentat. Qu'elle ait mis le grappin sur Antoine, ce n'est pas non plus un miracle. Elle a toutes les cordes à son arc, ne recule pas devant les plaisanteries de corps de garde bien qu'elle soit singulièrement affinée, et donne des enfants au second prince consort comme elle avait donné Césarion au premier. Elle est d'ailleurs un beau parti, car son trésor est riche, et l'Égypte à peine appauvrie par la prodigalité et les malversations dont elle a fait les frais depuis qu'il y a des Ptolémées qui se disputent le trône et des proconsuls pour l'attribuer au plus généreux. Ce n'est pas dans tout cela qu'il y a un mystère.

Cléopâtre est-elle cause, comme on le dit communément, de la débâcle d'Antoine à Actium? En quittant le champ de bataille avec sa flotte particulière, a-t-elle trahi Antoine? Avait-elle l'intention de le faire battre? En ce cas, à quel intérêt a-t-elle obéi? Sur tout cela on n'a jamais rien dit de

plausible. Elle aurait voulu un combat naval pour que sa flotte y eût un rôle décisif? C'est une préoccupation bien secondaire dans une crise où l'enjeu n'était pas une question de gloriole. Fantaisie de reine orientale, disent quelques-uns. Cléopâtre désirait voir une bataille navale. C'est lui prêter un caprice d'enfant gâtée peu probable chez une femme de tête qui a trente-trois ans, qui joue sa couronne et sa vie et qui le sait. Et en tous cas, à supposer qu'elle ait eu l'idée de risquer le tout pour le tout sur le coup de dés d'une bataille navale, pourquoi aurait-elle agi de manière à la faire perdre?

M. Jouguet, après avoir relaté les explications qui ne le satisfont pas, conclut mélancoliquement « qu'il y a du mystère dans la bataille d'Actium » et ne cherche pas à le percer. Un historien anglais aventureux, M. Arthur Weigall, dans son *Marc-Antoine* (traduction de Maurice Gérin chez Payot) est plus hardi. Du reste dans sa *Cléopâtre*, dans son *Néron*, dans sa *Sappho de Lesbos*, M. Weigall, — nous avons eu occasion de le remarquer, — n'a jamais péché par timidité. Il fait d'abord observer, et ceci est exact, que les partisans romains d'Antoine voyaient avec une légitime inquiétude la présence de Cléopâtre à ses côtés dans une campagne où ses adversaires lui reprochaient déjà de sacrifier la grandeur de Rome aux ambitions d'une étrangère. Il n'y avait pas de pire faute à commettre que d'attester aux yeux du monde la solidarité de l'ancien triumvir avec la reine d'Égypte. Octave accusait Antoine d'être le jouet de Cléopâtre, de travailler à faire d'Alexandrie la capitale de l'Empire. Le Sénat avait déclaré la guerre à Cléopâtre, sans parler d'Antoine considéré comme inexistant ou comme simple transfuge au service de l'ennemi. Antoine ne pouvait pas ignorer que Cléopâtre lui faisait tort. Elle le sentait, c'est pourquoi elle refusait de s'éloigner. Elle préférait éloigner ou voir s'éloigner les amis d'Antoine et en effet plusieurs l'abandonnèrent à son malheureux sort. Par quel sortilège resta-t-elle maîtresse de la place? Par l'emprise sensuelle, sans doute, mais aussi parce que la maîtrise de la mer dépendait de sa flotte. Son exigence d'une bataille navale n'est pas du dilettantisme. Par une faute impardonnable, la flotte d'Antoine était embouteillée, et Cléopâtre avec, dans le golfe d'Ambracie. En cas de défaite sur terre, la reine et les

deux cents gros vaisseaux seraient pris dans une souricière. La porte de sortie n'a que sept ou huit cents mètres et l'armée d'Octave en commandait le battant nord.

Dans ces conditions, jouer sur mer tout le sort de la guerre eût été une pure folie, d'autant plus que la supériorité d'Antoine sur terre n'était pas douteuse. Mais cette folie, pourquoi supposer que Cléopâtre l'ait réclamée et qu'Antoine y ait consenti? Ce que Cléopâtre a réclamé, c'est tout autre chose, c'est une bataille navale à objectif restreint, une bataille navale pour dégager la passe, pour rendre à la flotte sa liberté d'action et particulièrement la possibilité de maintenir ou de rétablir les communications avec l'Egypte. Le risque est limité. Une défaite sur terre perdrait la flotte, une défaite navale ne perdrait pas l'armée et ne serait certainement pas assez complète pour empêcher Cléopâtre de regagner l'Egypte. En cas de victoire, au contraire, la flotte marcherait sur l'Italie pendant que l'armée de terre couperait la retraite à Octave. Tout cela peut se défendre, du point de vue militaire. Et un détail que personne jusqu'ici n'avait compris peut ainsi s'expliquer. Il était d'usage, en cas de bataille navale, de laisser à terre les voilures pour ne pas s'en encombrer. L'ordre contraire fut donné, à la grande surprise des équipages et des commandants.

Voyons maintenant ce qui s'est passé. La flotte d'Antoine sort du golfe, ce que n'empêche pas Agrippa, l'amiral d'Octave, qui a fait son apprentissage dans la guerre contre les pirates de Sextus Pompée. Il espère, avec ses vaisseaux plus nombreux et plus légers, cerner les lourds bâtiments d'Antoine, qui manquent de rameurs au point qu'on en a brûlé une partie pour mieux garnir les autres. Cléopâtre attend les événements sur son vaisseau royal, prête à mettre à la voile si les affaires se gâtent. Nous arrivons au point délicat. Il n'y avait encore rien de fait, la bataille était indécise, quand Cléopâtre hisse ses voiles et file vent en poupe vers le Péloponèse. Qu'est-il arrivé? Elle a manqué de sang-froid, de jugement, elle a cédé à ses nerfs, elle a eu peur d'être prise, elle n'a pas tenu le quart d'heure de Nogi : peut-on parler de trahison ou simplement de défection? Elle a exécuté trop tôt, à contresens si l'on veut, ce qui était convenu. C'est tout et ce

n'était pas irréparable. Le navire de la reine n'était pas sur la ligne de combat, son départ ne fut pas très remarqué et Plutarque est le seul à nous dire que le reste de la flotte égyptienne — soixante vaisseaux — ait reçu l'ordre de suivre et ait obéi.

Le mystère n'est pas là. Il est dans l'attitude d'Antoine. Aussi impulsif et moins excusable que Cléopâtre, il quitte son propre bord, prend place sur son bâtiment le plus rapide et court après la reine sans se soucier du reste. Il a été au-dessous de tout. C'est un homme fini, vidé, qui n'a plus la force de réagir, qui a juste encore assez conscience de sa conduite pour ne pas se la pardonner. « Tu n'es plus l'Augereau de Castiglione », disait en 1814 Napoléon à Augereau. C'est qu'il a dix-huit ans de plus, des années de campagne qui comptent double. Antoine n'est plus l'homme de Philippes, il a onze ans de plus et ses années de campagne ont été en plus des années d'orgies et de vie inimitable. M. Weigall se donne beaucoup de peine pour expliquer qu'il y a de la brouille dans le ménage et qu'Antoine ne peut supporter l'idée que Cléopâtre s'en va sans retour. On peut admettre en effet qu'Antoine est aveuglé par une passion de la Saint-Martin : il a cinquante-cinq ans. Si c'est un mystère, il n'a rien de mystique. Antoine n'a pas été trahi, il n'a même pas été battu, il a déserté.

***

Un Richelieu est toujours à étudier. Le grand cardinal attendait encore la magistrale histoire qui lui est due. M. Gabriel Hanotaux l'avait commencée sur un plan plein de promesses, et ses deux premiers volumes, parus en 1893 et 1896, avaient été accueillis avec empressement. Malheureusement une telle œuvre demande une continuité de travail, une unité de vie et de préoccupation qui n'ont pas été accordées à M. Hanotaux. La politique, la guerre, les actualités, les collaborations incidentes sont venues à la traverse. M. Hanotaux a exercé son activité dans une foule de directions, et son œuvre de début était restée en panne. *Pendent opera interrupta*, aurait-on dit au temps du latin. Carthage n'a été achevée

qu'après Didon. Plus favorisée, l'*Histoire du cardinal de Richelieu* (Plon), après quarante ans d'arrêt, va être menée à terme par M. Hanotaux lui-même avec la collaboration de son collègue de l'Académie, le duc de La Force, qui connaît cette époque comme s'il y avait vécu, disons mieux : parce qu'il y a vécu en la personne de ses ancêtres.

Le tome III aborde la vraie carrière politique du grand ministre. Il commence en 1624 avec l'arrivée définitive de Richelieu au secrétariat d'État des Relations extérieures. Il se termine après la Journée des Dupes et ses suites : la fuite de Marie de Médicis, l'exécution du maréchal de Marillac et du duc de Montmorency. Le cardinal est maintenant maître du terrain, c'est-à-dire des quelques pieds carrés du cabinet du roi qui lui ont donné, disait-il, « plus d'embarras que l'Europe ». Il est vrai que rien ne le garantit contre un danger plus grand que celui d'une disgrâce. Si Louis XIII, valétudinaire et sans enfant, venait à disparaître, la couronne passerait à son frère Gaston d'Orléans. Ce n'est plus de disgrâce qu'il s'agirait, mais de la Bastille, et probablement de quelque chose de plus. Le cardinal a raison de dire qu'il pense au roi plus qu'à lui-même. Quand il est impitoyable, tout le risque est pour lui, il ne se ménage aucune ligne de retraite. Et pourtant, il ne peut prévoir que le roi aura un héritier, presque à la veille de ses noces d'argent (1615-1638). Et ceci encore n'était guère plus rassurant, car, en cas de minorité, il n'y avait pas beaucoup à espérer que la régente Anne d'Autriche oublierait les injures faites à la reine Anne d'Autriche, si longtemps traitée en suspecte.

Richelieu est déjà un homme d'État des temps modernes. Ce prince de l'Église a une politique laïque. Tous les historiens lui en font gloire : M. Hilaire Belloc, — *Richelieu* (Payot) — est le premier qui lui en fasse grief. Il lui reproche d'avoir sacrifié l'idée de catholicité à l'idée de nationalité. Il ne lui pardonne pas d'avoir travaillé à l'abaissement de la maison d'Autriche en soutenant les protestants d'Allemagne, au lieu de l'avoir laissée rétablir l'unité apostolique et romaine dans le Saint Empire, pendant que lui-même l'aurait rétablie en France. M. Hilaire Belloc, né à Saint-Cloud d'un père français et d'une mère irlandaise, est aujourd'hui Anglais. C'est

le plus fécond et le plus vivant des essayistes de sa seconde patrie : il a écrit plus de cent volumes dont aucun n'est banal, dont aucun non plus n'est objectif. Il a des idées et il tient à ses idées. Elles sont volontiers paradoxales, car personne n'est moins « à la suite » que M. Hilaire Belloc. Sa formation double lui permet de comprendre et de juger du dehors, tout en étant chez lui à Paris comme à Londres. Il voit les choses de France ou d'Angleterre comme du balcon d'en face. Il n'écrit pas des histoires romancées, mais il écrit l'histoire comme un romancier. Il aime les monographies : *Jacques II*, *Danton*, *Robespierre*, *Marie-Antoinette*, ont passé devant son objectif avant Richelieu. Il est pince-sans-rire. Dans une note où il explique que le qualificatif de « cousin » dans l'ancienne France, est donné par les personnes royales aux ducs et aux cardinaux, il ajoute négligemment : « Je me suis laissé dire que ce mot est encore employé dans les formalités périmées par lesquelles on convoque un duc au Parlement... C'est bien possible ». N'oublions pas que M. Hilaire Belloc a été membre de la Chambre des Communes.

M. Hanotaux et le duc de La Force ont moins de désinvolture. Ils ne laissent rien dans l'ombre, ils n'avancent rien sans références. Le récit de la Journée des Dupes est à cet égard un modèle. Tout a tenu à peu de chose. « Si je n'avais pas négligé de fermer un verrou, disait Marie de Médicis, le cardinal était perdu. » Voyons ce verrou providentiel. La reine-mère est en conférence secrète avec le roi dans son palais du Luxembourg. Sa porte est consignée, sous le prétexte, qui est bien de l'époque, qu'elle a pris médecine. C'est une épidémie. Le Garde des Sceaux, Marillac, invoque aussi cette raison pour ne pas bouger quand Richelieu, ce même matin du 10 novembre 1630, lui demande de venir lui parler. Le cardinal, qui sait ce qui se trame, a préparé un plaidoyer dont nous avons les notes informes. Prévenu que le roi est chez sa mère, il y court. « Laisser une place non fortifiée sans la secourir, disait-il, vrai moyen de la perdre. » Le roi est sans défense. En arrivant au Luxembourg, Richelieu trouve Marillac. Mauvais signe. « Hé, monsieur, vous disiez que vous étiez malade. » Sans s'attarder aux excuses du Garde des Sceaux, il grimpe l'escalier. Surintendant de la maison de la reine-mère, toutes

les portes doivent s'ouvrir devant lui. Elles ne s'ouvrent pas. Partout les verrous sont mis, les huissiers absents. Richelieu a beau frapper, rien ne répond, ni à la porte qui donne dans la chambre, ni à celle de la galerie qui donne dans le cabinet.

Mais Richelieu connaît les détours du sérail. Par la chapelle, qui est au bout de l'appartement, on peut gagner un couloir obscur et tortueux aboutissant à une porte dérobée qui mène au cabinet de Marie de Médicis. « Par la chapelle », répondra plus tard Eugénie de Montijo à Napoléon III qui lui demande par où arriver jusqu'à elle. Richelieu passe par la chapelle, chemin tout indiqué pour un évêque. On ne pense pas à tout. Le verrou n'a pas été mis, Richelieu tombe dans le tête-à-tête où se réglait son sort. La partie n'est pas gagnée, au moins elle va se jouer. Le cardinal se jette aux pieds de la reine, qui perd tout sang-froid, toute mesure et injurie bassement le prince de l'Église qui lui prodigue ses respects. Le roi, qui n'eût pas pardonné à Richelieu un manque d'égards envers sa mère, ne pardonne pas à sa mère son manque de dignité. Mais un roi doit savoir dissimuler, le cardinal sort sans savoir ce qui va advenir et la reine se figure qu'elle a triomphé. Et elle triomphe, pendant que le roi part pour Versailles, en faisant dire au cardinal d'y venir le soir même.

Quelle histoire romancée vaut ce scénario où tout est authentique? Pascal dirait : le verrou de Marie de Médicis, s'il avait été poussé, la face du monde eût été changée.

***

On a beaucoup écrit sur Marie-Antoinette dans ces derniers temps. Sa mémoire n'y a pas gagné s'il s'agit d'en faire une sainte. Elle a montré dans le malheur une dignité admirable, elle a témoigné à ses derniers moments d'une grandeur d'âme et d'esprit à laquelle on ne rendra jamais assez hommage. Mais dans la prospérité, dans les années de jeunesse et de plaisir, son influence n'a pas été sans dommage ni sa conduite sans reproche. Ne soyons du reste pas sévères. Si elle n'a pas été à la hauteur des circonstances, elle n'a pas été la seule. Quand les événements deviennent formidables, nous l'avons vu, ils dépassent les hommes d'Etat les plus expérimentés;

quoi d'étonnant si la Révolution a pris au dépourvu une jeune princesse étrangère très médiocrement instruite, incapable de fixer son attention plus d'une heure, disait l'ambassadeur autrichien Mercy-Argenteau, élevée dans une atmosphère d'absolutisme à la fois familial et sans gêne. Elle avait de la volonté, ce qui lui donnait barre sur Louis XVI qui en manquait totalement, mais cette volonté peu éclairée, faussée souvent par des préventions de jolie femme et des caprices d'enfant gâtée, a fait plus de mal que de bien. Louis XVI avait l'esprit lent mais juste, Marie-Antoinette était tout le contraire. L'addition de leurs défauts fut lamentable.

Ce n'est pas sur le rôle politique de Marie-Antoinette qu'ont porté les dernières recherches. Il n'y a plus d'énigme de ce côté. Il en restait du côté sentimental. La question Fersen laissait des doutes. Mieux vaut avouer tout de suite qu'elle n'en laisse plus. Les relations de Fersen avec la reine n'ont pas le caractère platonique qu'on s'est efforcé le plus longtemps possible de leur conserver. Encore il y a dix ans M. Madelin écrivait dans l'*Histoire de la Nation française* de M. Hanotaux : « Il semble qu'elle ait été une honnête femme ». Plus prudent M. Carré, dans l'*Histoire de France* de Lavisse, avait dit de Fersen : « Un beau ténébreux qu'il semble bien qu'elle ait aimé ». M. de Nolhac, le dernier des chevaliers servants de Marie-Antoinette, croit à une grande passion « et combattue ». Il est vrai qu'il parle du début. Aujourd'hui la question n'est plus de savoir si Fersen a été l'amant de la reine. Deux volumes tout nouveaux en posent une plus délicate encore : le dauphin du Temple, le petit Louis XVII, est-il fils du roi ou de Fersen? Si peu de goût qu'on puisse avoir pour remuer les cendres de feux éteints, il y a lieu d'y regarder.

Ces deux petits volumes ne sont ni des pamphlets ni des livres à scandale. *Le Secret de Louis XVIII* (Hartmann) est de M. Bernard Devismes. Deux problèmes y sont étudiés. Louis XVII est-il mort au Temple? Était-il le fils de Louis XVI? M. Devismes conclut que l'enfant mort au Temple n'est pas le petit dauphin : son argumentation, sans apporter rien de positivement nouveau, reprend avec ingéniosité la thèse évasionniste. Nous n'y reviendrons pas. Sur le second point, il conclut à l'illégitimité. Enfin, et c'est ce qui explique le

titre de l'ouvrage, il croit que Louis XVIII « savait » ce double secret. C'est pourquoi il n'a ni recherché le corps de l'enfant mort au Temple pour le transférer à Saint-Denis puisqu'il sait que ce n'est pas Louis XVII, ni recherché le Louis XVII évadé puisqu'il sait que ce n'est pas l'héritier légitime du trône. L'autre ouvrage, *Près de la reine Marie-Antoinette* (les Éditions de France), de M. Joseph Durieux, est plus général. La question Fersen-Marie-Antoinette n'occupe que deux chapitres, mais substantiels. M. Durieux est plus un professionnel que M. Desvismes. Il a déjà davantage à son actif une intéressante biographie de Pierre Magne, un ministre des finances qui eut son heure de notoriété sous le Second Empire. Il ne s'occupe pas de la mort de Louis XVII, mais sur sa naissance il conclut comme M. Devismes. Certes ni l'un ni l'autre n'apportent la preuve matérielle, irrécusable, et nul ne s'en étonnera, mais les preuves morales, s'il est permis d'employer ce mot en pareil cas, méritent réflexion.

Il serait tentant d'en donner au moins une idée, mais c'est difficile en quelques lignes, alors qu'il s'agit d'interpréter des documents forcément rares, tronqués, obscurs à dessein. Par excès de précaution, écartons les témoignages de l'entourage trop sujets à caution. Marie-Antoinette est entourée de jalousies qui ont mauvaise langue. M. Devismes fait surtout usage des documents Fersen (ce qui reste de son Journal et sa correspondance); M. Durieux se fonde, et cela est plus nouveau, sur certains passages du Journal de Louis XVI.

On nous excusera d'aller au fait directement. Le futur Louis XVII, troisième enfant de Marie-Antoinette, est né le 27 mars 1785. L'année précédente Fersen était à Paris, où il accompagnait le roi de Suède, Gustave III, du 7 juin au 19 juillet. Il était en correspondance secrète avec la reine, et nous savons, par une mention du livre où il notait ses lettres reçues et écrites, qu'elle lui avait demandé de « venir avant le roi ». Il n'avait pas pu mais cet empressement était flatteur. Pourtant, s'il s'agissait de prouver les relations de Fersen et de Marie-Antoinette, ce serait peu, mais, étant donné qu'elles sont attestées d'autre part surabondamment, il suffit pour le moment de fixer ce point de chronologie. La paternité est possible. Est-elle probable? Voici un mot d'une lettre de

Marie-Antoinette à Fersen qui est à remarquer. Elle lui écrit, alors qu'il est loin, après la fuite de Varennes : « Quand je suis bien triste, je prends mon petit garçon dans mes bras, je l'embrasse de tout mon cœur et cela me console dans le moment. » On dira que la reine ne peut prendre dans ses bras sa fille qui a treize ans, tandis que son fils n'en a que six. Malgré tout, il semble bien qu'il y ait là une allusion à la fois délicate et expressive. Et c'est une lettre chiffrée (7 décembre 1791). Et Fersen? On lit dans son Journal (27 juin 1795), quand il apprend la mort de l'enfant au Temple. « C'était le dernier et seul intérêt qui me restait en France... car je tiens peu à Madame. » Et quelques jours plus tard (2 juillet) apprenant qu'on attribue la mort de l'enfant à la scrofule et au rachitisme, dont était mort son frère aîné, Fersen écrit au sujet du procès-verbal d'autopsie : « Ce qu'on y dit de la matière scrofuleuse est plausible pour le public, mais ne peut exister pour lui. » Il ne songe pas à s'en étonner pour le frère aîné.

Et Louis XVI dans tout cela? Est-il le mari trompé, crédule et aveugle? Lui aussi tenait son journal (du 1er janvier 1766 au 31 juillet 1792), journal intime. A la naissance du premier dauphin, il lui consacre trois feuillets : « Mon fils », répète-t-il sans cesse. C'est le premier, direz-vous. En effet, à la naissance du second, — celui qui est ici en question — il n'écrit que quelques lignes, ce qui peut s'expliquer, mais la formule est étrange : « Tout s'est passé de même qu'à mon fils. » Pas d'adjectif possessif pour le nouveau-né. Est-ce une inadvertance? L'année suivante, à la naissance du quatrième enfant, une fille (Sophie-Hélène-Béatrix), il écrit, 9 juillet 1786 : « Couches de la reine à sept heures et demie de ma seconde fille. » Le possessif a reparu. Est-ce encore un hasard? Le 1er septembre 1785, nous lisons : « Inoculation de mon fils et de mon neveu. » On a vacciné ce jour-là le premier dauphin et le duc de Berry, fils du comte d'Artois. Il aurait pu dire mon fils aîné, il ne le dit pas; il répète : « Mon fils ». Et quand cet enfant meurt le 4 juin 1789, il écrit encore : « Mort de mon fils à une heure du matin. » L'autre subsiste pourtant. Et encore le 13 juin : « Enterrement de mon fils. »

La preuve qu'il y a là une affectation dont il est difficile de

n'être pas frappé, c'est que le comte de Beauchamp, qui avait commencé la publication du *Journal de Louis XVI* (tirage à cinquante exemplaires), s'est arrêté à 1779. Il n'a pas fait mystère à M. Devismes des raisons pour lesquelles il n'a pas continué. Il a obéi à des scrupules politiques personnels.

Insister serait pénible. Louis XVI avait des torts. Comme mari il s'était trop longtemps fait attendre. « La nonchalence, écrivait Marie-Antoinette à sa mère Marie-Thérèse, n'est sûrement pas de mon côté » (12 novembre 1775). C'est pourquoi Louis XVI, s'il a su ou soupçonné, a pardonné. Il appelle enfin le nouveau dauphin « mon fils » dans la lettre au président de l'Assemblée Législative où il annonce qu'il a fait choix pour lui d'un précepteur : « Mon fils, ayant atteint l'âge de sept ans... J'espère que mon fils... » Mais c'est une lettre officielle. Et nous sommes au 18 avril 1792. Et dans son testament, il atteste à la reine qu'il ne garde rien contre elle « si elle croyait avoir quelque chose à se reprocher ».

Le secret de Louis XVI en ce cas, c'est celui de Louis XVIII.

***

La reine Hortense a le charme, et le volume que lui consacre M. Henry Bordeaux est charmant. Un romancier est l'historien idéal pour une reine dont le cœur est en jeu, et même en titre : *le Cœur de la Reine Hortense* (Plon). Il ne s'agit pas ici d'une biographie vulgaire. Ce que M. Bordeaux a voulu faire, c'est plutôt une étude de psychologie contemplative sur une vie qui n'est pas au premier plan historique mais qui a été traversée par des événements dont le retentissement n'est pas près de cesser. « Elle a joué son rôle dans une prodigieuse féerie à quoi elle n'était point destinée, mais elle s'y plia de la meilleure gentillesse du monde. Quand le malheur vint, elle n'en fut pas étonnée et l'accepta pareillement. Ainsi mourut-elle en exil, presque pauvre, et plus reine que sur le trône où elle ne s'était jamais plu. » Ne cherchons pas ici des annales en règle, où les faits s'alignent dans l'ordre chronologique, « car la chronologie repose sur une idée fausse qui est la mesure égale du temps. Il y a des années, des mois, et des jours morts, et

il y a des années, des mois, des jours vivants qui, par le souvenir, meublent les premiers. »

C'est un gracieux fantôme de femme que dessine et entoure d'un « halo de poésie » M. Bordeaux, un fantôme d'Occident, de ceux qui ne sont pas insaisissables, parce qu'ils apparaissent dans le jour et se laissent étreindre par des bras qui ne sont pas seulement ceux de l'historien. De son héroïne M. Bordeaux a bien dégagé le trait essentiel, cette merveilleuse faculté d'adaptation qui lui fait accueillir avec une sérénité sans apprêt les accidents d'une vie aventureuse qu'elle n'a pas cherchée. Le pastel où elle s'est représentée elle-même, à trente-six ans, en 1819, alors qu'elle n'a plus rien à perdre ni à espérer, donne bien cette impression de surprise ingénue, — tout le contraire d'une révolte — qui la caractérise.

M. Henry Bordeaux n'a pas prémédité de flatter son modèle; il l'a simplement regardé du côté le plus favorable, comme Léonard de Vinci a dû faire pour la Joconde. « Elle passera de la voie triomphale à la voie douloureuse avec une sorte de douceur élégante. » Cousin n'a jamais si bien parlé de madame de Longueville. Peut-on lui reprocher d'avoir eu et gardé le don de plaire? « Faite pour aimer et être aimée », elle a été assiégée de toutes parts. D'après son hagiographe, elle n'a capitulé qu'une fois. Ses contemporains lui prêtaient un cœur plus innombrable. Sans doute il convient de se défier de ceux qui puisaient leurs cancans chez les Bonaparte : on y est malveillant pour la mère et la fille couronnées. Mais la petite reine elle-même ne se déclare pas si sauvage. Elle nous fait une confidence discrète. « De tous les hommages qu'une femme peut recevoir, ceux que rendent les militaires ont toujours quelque chose de romanesque dont il est difficile de n'être pas flattée. »

M. Henry Bordeaux a dédaigné le succès facile des histoires d'alcôve. Il a raison. Pourtant il passe peut-être un peu légèrement sur une de celles qui n'ont pas un intérêt purement anecdotique. Il écarte du pied, — le pied finement chaussé de la reine Hortense, — les bruits qui ont couru sur la naissance du futur Napoléon III. De même que la reine n'a eu qu'un amant — presque un mari morganatique, — elle n'a eu qu'un fils naturel. C'est une grande simplification. Cette liaison

consacrée, quasi officielle, c'est sa liaison avec Flahaut, fils lui-même de Talleyrand et de la comtesse de Flahaut, qui finira sous le nom de madame de Souza. Flahaut est sans contredit le père de Morny. Il ne peut pas être, dit-on, le père de Napoléon III, né le 21 avril 1808, pour deux raisons. La première, c'est qu'il est en Prusse orientale en 1807, à l'époque où il aurait fallu être près de la reine; la seconde, c'est que leurs relations n'ont pris un caractère positif qu'en 1810, après la rupture définitive entre Hortense et son mari. Sur ce dernier point, il y aurait à dire. Le comte de Kerry, arrière-petit-fils de Flahaut, qui possède les lettres de Flahaut à sa mère, dit expressément que « le roman commença beaucoup plus tôt qu'on ne le suppose généralement et qu'Hortense s'intéressa à Flahaut bien avant de se séparer de son mari ». Nul n'est mieux renseigné que lui. Plus valable est l'argument de l'absence, à supposer que Flahaut, aide de camp bien en cour, n'ait eu ni pris aucune permission. Ce qui est certain, c'est que dans une lettre à sa mère, il lui parle de la grossesse de la reine, avec laquelle il est en correspondance secrète, en termes auxquels on peut prêter beaucoup de sens. « Les lettres de Sophie (Hortense) sont vraiment gentilles, mais la nouvelle qu'elle est enceinte me frappe plus que je ne peux dire... J'ai maintenant une quantité de cheveux gris. J'en mets une demi-douzaine que je veux te demander d'envoyer à Sophie pour qu'elle voie la couleur des cheveux de son ami. » Il est « frappé », frappé de quoi? De surprise, de jalousie? Il souffre, dit charitablement M. Henry Bordeaux, de la réconciliation de la reine et de son mari. C'est possible, ce n'est pas évident. C'est une interprétation, ce n'est pas la seule. Si nous avions sous les yeux la correspondance complète de Flahaut avec sa mère, nous serions peut-être plus fixés. Mais le comte de Kerry n'a pas vidé ses tiroirs. Ce sont « quelques documents inédits » *some unpublished documents*, qu'il nous a donnés dans son Napoléon Ier (*The First Napoleon*). Il a fait un choix.

D'ailleurs ce n'est pas Flahaut qu'on a désigné généralement comme père du jeune Louis-Napoléon. C'est l'amiral Verhuell, ou mieux Ver Hull, ministre hollandais, qui serait venu à Cauterets où la reine faisait une cure après la perte de son fils aîné. La version officielle, c'est que le roi Louis, inquiet

pour une fois de la santé de sa femme, est venu la rejoindre à Toulouse où la douleur partagée a réconcilié le ménage. C'était le 12 août 1807, Napoléon III est né le 21 avril 1808, huit mois et huit jours après. Hâtons-nous d'ajouter que la Faculté affirma que l'enfant « était né avant terme *indiscutablement* ». Nous ne nous permettrons pas de discuter cet adverbe péremptoire et souligné, mais il y eut des incrédules. Quant à Verhuell, Frédéric Masson et M. Bordeaux à sa suite expliquent que le Verhuell qui est venu à Cauterets n'est pas l'amiral, mais son frère, ambassadeur en Espagne, « laid, obèse et ennuyeux ». L'amiral, lui, n'a pas quitté la Hollande, comme le prouve sa signature sur les procès-verbaux du conseil des ministres. Il est sans exemple, comme vous savez, que des ministres, ou même de simples mortels, aient laissé des signatures en blanc, ou en aient apposé après coup pour établir un alibi.

Il est bien regrettable que des considérations étrangères au souci de la vérité pure empêchent certaines publications. On fait état d'une sorte de certificat de bonne conduite délivré par le roi Louis à la reine Hortense dans une lettre du 14 septembre 1816, destinée à la postérité. Il atteste que leur vie conjugale a duré exactement trois mois, en trois périodes répondant à chacune des trois naissances de leurs enfants. Mais, par ailleurs, il aurait déclaré à Lebrun, ancien consul, et architrésorier, qui venait le féliciter de la naissance de ce troisième fils : « Il n'est pas de moi. Je ne le désavoue pas parce qu'il est le troisième et qu'il ne doit régner nulle part. » Louis est trop fantasque, trop méfiant pour être pris au mot, il parle souvent à tort et à travers : malgré tout il a plus d'intérêt en 1816 à proclamer la légitimité de son dernier fils qu'il n'en avait en 1808 à la nier. D'autre part, il faut avouer que ce témoignage, rapporté par Alfred Mézières qui le tenait de la duchesse de Plaisance, belle-fille de Lebrun, n'est pas de première main. Il contribue à semer le doute plus qu'à le dissiper.

La branche de Napoléon III est éteinte depuis plus d'un demi-siècle. L'impératrice aussi a disparu. Il n'y a plus de raison d'État ni de raison de famille pour tenir sous clé les pièces qui pourraient faire la lumière. En existe-t-il? Est-il exact qu'il y ait une lettre où le roi Louis confesse qu'il a,

« pour sauver l'honneur de la famille, finalement consenti à écrire un billet de complaisance avec une date qui pouvait légitimer l'événement »? On ne peut invoquer des documents qui restent sous le sceau du secret et qui sont par suite incontrôlables : tout le monde doit souhaiter qu'ils affrontent la critique.

Ces intrusions dans la vie privée sont assurément déplaisantes; on y mettrait un terme en laissant la vérité sortir du puits, si tant est qu'elle s'y cache. Quant à la reine Hortense, qu'elle ait eu deux bâtards au lieu d'un, les circonstances atténuantes que personne ne lui refuse n'en subsisteront pas moins. Le roi Louis, tyran maniaque, égoïste, grossièrement jaloux avant d'avoir sujet de l'être, malade inquiétant qui se livre à des traitements répugnants dans la chambre conjugale, excuse sa toute jeune femme, si l'on y tient, aussi bien deux fois qu'une.

A. ALBERT-PETIT

LE SALON DE L'EUROPE

LES FEMMES MASSACRÉES

L'Exposition de M. Albert Besnard à la Galerie Charpentier évoque les premières années de ce siècle où nos vingt ans s'enthousiasmaient pour la peinture, les peintres et leurs modèles. L'œuvre d'Albert Besnard était considérable, déjà. Il venait de peindre le plafond de la Comédie-Française et avait esquissé des chevaux de grandeur naturelle, que nous allions regarder avec surprise, tout mauves, dans un musée, alors bien exigu, mal doté, peu fréquenté : le musée des *Arts Décoratifs*.

Aux *Pastellistes*, qui avaient en ce temps leurs visiteurs assidus, les études rapportées d'Alger par Besnard, ses blondes plantureuses, aux chairs jaillissant des lingeries, puis, aux Salons, ses toiles comme *Féerie Intime*, son *Portrait de Réjane*, en rose, devant un portant de théâtre, tout ce que révélait d'acrobatique, de rapide, de fugitif et d'illuminé, cette peinture nous enchantait.

Nous allions voir les Renoir de la Collection Caillebotte, nous parcourions les Salons annuels, les musées, avec admiration, ferveur, ténacité. Notre jeunesse était éclectique, puisqu'elle admirait pareillement Toulouse-Lautrec, Degas, Manet, et Ingres, Delacroix et le XVIIIe siècle de Watteau, de Fragonard, de La Tour, de Perroneau et d'Hubert Robert.

Nous n'étions pas surpris, cependant, que les dames chez lesquelles nous étions encore petits garçons, se fissent portraiturer par des artistes que nous considérions sans tendresse. Nous déplorions que nos mères n'eussent pas été peintes, jadis, par Manet, Renoir, Lautrec ou Berthe Morisot, mais il nous semblait naturel que nos amies s'adressassent à

La Gandara, à Flameng, à Chartran, au vieil Hébert, à Dagnan-Bouveret, à cent autres, dont le nom venait soudain plus facilement à leurs lèvres et puis, promptement, n'y revenait plus.

Les femmes se sont toujours précipitées avec enthousiasme chez des peintres, d'ailleurs sans beaucoup de talent mais qui les accommodaient comme elles souhaitaient de l'être, à la minute même. La qualité du peintre ne compte que lorsqu'auprès d'elles, un ami les détourne de s'adresser à l'artiste chez lequel elles rêvaient d'aller. Des exceptions existent, bien entendu.

Mais, autant les femmes « à la mode » ou « du monde », en général, mettent d'ardeur à se faire peindre, autant elles apportent, bientôt, de furieuse intempérance à vouloir dissimuler ensuite aux regards le portrait qui s'est déjà démodé par la coiffure ou le port des seins. Il date, il leur semble marqué d'un fer rouge au millésime de sa production, plus impitoyablement que si les chiffres étaient sur la toile. Elles ne peuvent plus se voir avec ce chignon ou cette frange de cheveux; elles se rappellent leur mère; elles se trouvent vieilles; elles craignent de n'avoir plus l'air d'être la sœur de leur fils, la fille aînée de leur mari ou la petite amie de leur jeune amant. Un beau jour, vous cherchez le portrait. Une autre toile l'a remplacé. Elles l'ont envoyé à la campagne. Elles l'ont donné à leur fils aîné. Elles l'ont tout simplement mis au grenier, derrière une armoire, sur une commode dans la lingerie ou dans le cabinet de débarras. Robert de Montesquiou, collectionneur, disait qu' « il y a toujours un moment avec ces dames, où l'on peut obtenir un chef-d'œuvre... pour trois cents francs! »

J'ai vu, dans mon enfance, une de mes parentes frapper son portrait à coups de tisonnier. Elle criait au meurtre, à l'assassinat.

Ces femmes sont des femmes massacrées!

***

M. Albert Besnard n'a pas échappé à sa destinée. Il en a « massacré beaucoup ».

Le premier, il travaille à la lumière électrique. Le « premier» ?

On n'est jamais tout à fait le premier. L'important, c'est de marquer avant les autres. Les jeux de la lumière lui permettent d'improviser, d'exagérer sans contrôle les reflets qu'il poursuit. Nous devinons toujours à peu près ce que donnera le soleil sur la chair d'une femme. Mais des combinaisons d'ampoules électriques? Besnard le sait, lui. Aussi finit-il par peindre des reflets, même lorsqu'ils manquent.

Dans le même temps ou presque, l'auto lui révèle la vitesse. Il brosse, pour le Théâtre-Français, un plafond d'avant-garde qui pouvait être, vingt ans plus tard, celui d'une Centrale électrique de luxe. Il est atteint de la maladie des reflets. Pourquoi ces reflets? Ses dames ont l'air de lampions.

Il découvre l'Orient à Alger. Il croit, là, pouvoir se livrer à tous les dévergondages de palette et de pastel. Il y réussit aux yeux de ses admirateurs. C'est un Delacroix qui peint des bannières anarchistes. Il évoque l'École des Beaux-Arts et pourtant il a comme une manière de génie passager. Mais c'est un génie dans une ampoule.

***

Toutes les femmes que nous connaissons se jugent massacrées par leurs peintres. Mona Lisa, sans doute, a dû trouver que Vinci ne l'embellissait pas. Et c'était peut-être vrai.

Je me demande si madame Rivière, peinte par Ingres, — chef-d'œuvre du Louvre, — ne souffrit pas en secret, elle aussi.

Depuis l'impressionnisme, depuis, surtout, que les peintres ne cherchent que les moyens de s'affranchir, de la technique d'abord, du métier, de l'art et de la nature même, les femmes, il faut le dire, ont été bien massacrées, en effet. Elles ont servi de thème à des variations, à des sabotages sans nom. Soit habillées, soit dans un demi-nu de soirée, soit dans le nu primitif de l'atelier, les peintres les ont asservies à toutes leurs fantaisies, leurs innovations et leurs malaises. Les plus grands les ont moins ménagées encore que les médiocres et c'est pourquoi, sans doute, elles préfèrent aujourd'hui ceux-là.

Depuis soixante ans, l'art du portrait féminin a connu des maîtres. Mais ils n'étaient guère portraitistes, précisément. Les autres, ceux que la faveur accueillait et qui tenaient à jouir bien vite de l'argent gagné, perdaient leurs meilleures qualités.

S'il est pratiqué en série, s'il se soumet aux lubies de la mode, aux obligations d'un travail commandé, attendu à heure fixe, qu'il faut livrer à l'acheteur comme un manteau ou une paire de souliers, le métier du portraitiste ne vaut rien. Les meilleures effigies ont presque toujours été peintes par des artistes qui n'étaient pas réellement des portraitistes. Manet, Renoir, Degas, Ricard, Berthe Morisot, Fantin, Toulouse-Lautrec, — puis Vuillard, n'étaient point des portraitistes. Ils étaient peintres, tout simplement. Mais ceux qui, ayant adopté ce genre et s'y étant fait un nom, peignent les portraits à la douzaine, tombent aussitôt dans la confection, au néant.

Que de femmes nous avons connues en butte aux sollicitations de bons peintres. Mais elles les fuyaient. Elles craignaient ces artistes dont on dit qu'ils font « de la bonne peinture ». Elles se voyaient aussitôt avec un profil un peu faubourien ou deux yeux qui n'étaient pas inexactement assemblés comme une paire de diamants ou de rubis sur un bijou de la rue de la Paix.

Elles préféraient poser pour Gervex, comme elles avaient souhaité un moment d'être peintes par Benjamin Constant, ou par Carolus Duran. Carolus fut de ces *maîtres* aux débuts éblouissants, mais qui, dans le commerce du portrait laissa sombrer le talent.

Elles eurent cent fournisseurs, arrogants et médiocres, qui les faisaient poser dans des ateliers où Venise le disputait aux Flandres, dans des Trianons de plâtre et des pagodes de carton peint. Elles ont cru à tout, elles ont gobé tout ce que de mauvais artistes rassemblaient de grotesque pour les séduire.

L'avenir ne conservera qu'un bien petit nombre de ces toiles que, depuis trente ans, nous avons vu passer aux Salons. Trop de braves garçons se sont faits peintres pendant longtemps comme ils fussent devenus pharmaciens ou tapissiers. La raison qui décidait le plus souvent de leur vocation aurait dû encourager ceux qui pouvaient exercer sur eux quelque influence à les en détourner : ils faisaient *ressemblant*, les malheureux!

Le père, la mère, la famille venaient constater cette affliction avec une allégresse qui n'était pas feinte. — « Comme il fait ressemblant!... Quelle ressemblance! »

Hélas! pour conserver ce don, ces forçats, à l'instant, négligeaient le reste. Ils auraient dû peindre des fleurs, les rives de leurs ruisseaux, les nuées, des fruits, commencer des études de nu. Non. Ils possédaient le don de la ressemblance. Dieu leur eût accordé un œil supplémentaire sur le front, quatre bras, un trésor inépuisable, qu'on ne se fût pas émerveillé davantage. Du matin au soir, ils portraituraient à tour de bras. Sans goût, sans dégoût.

Les débuts sont durs, atrocement durs aux jeunes peintres. Ils retracent la vie des dieux — *ils la retraçaient*, — car, depuis vingt ans, la plupart n'ont peint — si l'on peut dire — que des violons, des livres et le *Journal*. Ils peignaient des nus avec allégresse; mais l'automne accourant, le poêle et le buffet vides, les jetaient à demi morts sur des divans sans couverture. On comprend leur ivresse aux premières commandes, aux premières visites de dames enrubannées. Ils se croyaient sauvés, ils se croyaient grands, ils se croyaient riches : ils couraient chez le brocanteur.

***

Un âge vient où l'on ne peut plus regarder un seul de ces ouvrages qui ressemblent à ceux que font les demoiselles, avec une aiguille, de la laine et un canevas. Autrefois, animés d'une complaisance dont nul d'ailleurs ne nous a probablement jamais su gré, nous allions à la découverte, à travers ces portraits, ces femmes massacrées, qui avaient apporté leur joli visage, leur jeunesse, ou leur vieillesse même avec tout ce qui rayonne autour des cheveux blancs — et le peintre en avait fait *ça*! Ce mannequin étroit, cette chaisière somnolente ou cette lubrique bergère de carte postale.

La patience et l'ignorance du public sont comme la mer : on ne les vendange jamais tout entières.

Dans tous les arts, nous avons été encombrés de médiocrités depuis que tout pouvoir réel a disparu et que se succèdent les gouvernements avortés. Mais le portrait est l'une des productions qui a laissé derrière elle le plus d'encombrement, de laideurs et de mensonges.

Les femmes et les hommes ont rencontré, sans doute, jadis, pour les portraiturer, les peintres qu'ils méritaient. Nos

contemporains ont peut-être aussi mérité les leurs. Mais quel entrepôt d'horreurs la IIIe République laissera derrière elle!

Où se sont entassées tant d'effigies? Quelles familles désolent-elles, attristent-elles et quelle mauvaise impression de l'*art* ont-elles enracinée dans l'imagination des jeunes gens?

***

Le XVIIIe siècle avait prodigué les miniatures.

Les dames de la cour posaient aussi pour Nattier, qui les représentait sur des nuages, un carquois à l'épaule, mais il n'était pas tellement dénué de talent ni tellement « tapissier » qu'on l'a dit. C'est un *peintre*, — surtout lorsqu'on le compare à ce qui se fabrique aujourd'hui. Le XVIIIe avait pris le parti d'embellir, comme on a choisi désormais celui de défigurer.

On embellissait à petits coups de pinceaux. Les cils, les sourcils — ils étaient alors plus épais qu'aujourd'hui, — les commissures des lèvres et leur pulpe carminée, les cheveux, tout l'ensemble revu, corrigé, affiné, lissé, lustré, fardé, calamistré. Un portrait devenait décoratif, suggestif, aimable, noble, souriant à jamais. Sans doute tout est mensonge dans les effigies, mais le mensonge n'existe pas moins de nos jours et il est peint trop souvent par des malotrus.

Depuis la guerre, particulièrement, les portraits de femmes nous montrent, presque toujours, des candidates au pénitencier, la lie de la rue. Et je ne parle pas de portraits de demoiselles de carrefour, je songe à des portraits de dames.

***

On nous répondra : *Laszlo*.

Que de personnes, pourtant remarquables, intelligentes, subtiles, nous crieront que c'est un véritable portraitiste! Évidemment, c'en est un. Il court les capitales, brosse les infantes, les baronnesses, les maréchaux, les reines détrônées, les grandes dames de toutes les aristocraties, et même, de temps en temps, en catimini, quelque vilaine impératrice du lard fumé.

Il a gagné autant, sinon davantage, qu'une cantatrice d'autrefois, mais moins qu'une maison de couture.

Oh! c'est un portraitiste, qui peint des dames ennuyées,

— dont on ne saurait dire si le spleen leur vient de savoir que la mince épaulette de leur corsage a craqué, ou de l'ennui de se croire au sommet du monde, de se croire quelqu'un et de vouloir éterniser une personne qui n'existe pas.

Certains peintres mondains et sans génie ont donné du monde et de ses satellites une image riante. Ils en suggéraient le goût, ils le montraient attrayant, futile, orgueilleux et doré. Laszlo a brossé une galerie de femmes ayant la migraine. L'aspirine et le pyramidon sont leurs meilleurs compagnons. Elles s'ennuient. Elles m'ennuient. Je suis certain qu'elles vous ennuient pareillement. Laszlo, c'est une signature mondaine. Il a créé une manière de Gotha en images maussades. Ses meilleurs portraits sont celui de la comtesse Greffülhe, de la comtesse Jean de Castellane ou de la duchesse de Rohan, née Verteilhac. Peut-être en est-il d'autres? Il a beaucoup opéré dans la famille Gramont qui le protège depuis ses débuts. A la vérité, ses portraits comptent souvent par la personnalité du modèle, mais rarement par celle que le peintre y ajoute.

***

John Sargent, Américain ayant étudié en France et tété le blanc d'argent dans l'atelier de Carolus Duran, Sargent se révèle lui-même plus aisément. Il a plus de fantaisie, de liberté, de faste.

Il voyagea comme un ténor, lui aussi.

Mais il se complait quelquefois à faire un tableau. Le rapide de Berlin ou l'Orient-Express ne l'attendent pas. Il s'amuse, il joue avec un détail, un accessoire. Il enchaîne les demoiselles Hunters autour d'un oranger.

On peut voir à Londres, à la *Tate Gallery*, une salle entière de ses portraits. Elle peut se supporter. Une pareille salle remplie par Laszlo de ses cartes-album agrandies, resterait vide. La famille des antiquaires Wertheimer se trouve là, au complet et même en échantillons répétés. Pour feu Wertheimer, le portrait par Sargent est un vice. Ce boutiquier devenu riche songe à Van Dyck en posant. Les Quatre Cents de New-York pensent pareillement. Pourquoi *Quatre cents*? Il paraît que c'est le nombre d'invités que pouvait contenir à New-York le salon de madame Astor.

Sargent peint les Wertheimer, antiquaires de Londres, père, femme, fils, fille, gendre, petits-enfants : quinze toiles de trois mètres de haut. La maison des Wertheimer, c'est pour lui ce que le musée de Harlem est devenu pour Franz Hals.

Ces israélites sont d'ailleurs fastueux et sublimes. Peut-être, après tout, voudraient-ils être simples? Mais Sargent, qui a du goût, choisit dans leurs magasins des accessoires d'un prix élevé, auprès desquels il les peint. Il leur met derrière le dos une potiche immense, placée sur une console Louis XIV qui sort d'un palais. C'est tout un fond de boutique éblouissant. Mais cette manière rapide, cette pâte étalée d'un trait?

Les Américains ne pensent pas avoir eu de plus grand peintre que John Sargent.

***

Carolus Duran s'était à peu près fait connaître par un portrait de sa femme, aux derniers feux du Second Empire. La toile est au musée du Louvre, aujourd'hui : la *Dame au gant.*

Il promettait. Il commença par tenir ses promesses. Mais il avait le goût du luxe.

Il se croit Vélasquez réincarné. Sans se douter, évidemment, que le peintre de Philippe IV, logé par les souverains, s'occupant de décorer les églises et les palais pour les fêtes, est un homme pieux. Vélasquez n'exécute que des commandes royales ou guère, il peint pour distraire son roi, sans aucune ambition. Vélasquez est un homme simple, un grand seigneur d'oratoire, un génie contenu. Son plus grand luxe, il le crée dans sa peinture. Il lui est indifférent de dîner sur des nappes de Bruges ou de dormir entre des rideaux de velours.

Carolus Duran s'environne de draperies de magasin de nouveautés et de sièges recouverts par le fournisseur de Chauchard. Il fait de l'escrime sur une estrade, devant ses modèles éblouis. Pour peindre, il s'habille de velours noir, sa cravate est ornée de dentelle. Plus il veut s'efforcer de ressembler à un conquistador, plus sa palette s'affadit.

Il peint des New-yorkaises, lui aussi. C'était l'époque où se créait une aristocratie américaine. Aristocratie déjà dispersée et que les nouveaux riches issus de la dernière crise ne remplaceront pas. L'horizon de ce Madrilène du XIXe siècle,

qui a tout de suite troqué le nom de Charles Durand pour celui de Carolus Duran, c'est l'avenue de Villiers, qui est alors dans son neuf. Sarah Bernhardt, sa voisine, joue *Ruy Blas*. Le talent glisse au théâtre, au commerce. Il veut peindre tout le monde à la Royale, comme les chefs de cuisine accommodent les pêches à la Melba. C'est toujours la même sauce, la même vanille et la même gelée de groseilles. Et c'est pressé.

Un ami me récitait récemment ces couplets de Raoul Ponchon, sur l'air de *Monsieur de Charette*, et que j'écrivis sous sa dictée :

Bonnat disait à Carolus Durens (*bis*)
— Dis-moi Prince
Comment réussis-tu si bien le Rubens?
— Tout d'abord, je me pare,
J'endosse une cimarre,
Et j'prends une guitare.
J'en pince d'une main
Et de l'autre je peins!

— Comment Bonnat, disait Charles Durand
Tu t'y prends,
Pour ne jamais faire que des Rembrandt?
— Je prends de la bitume,
Du goudron pour mon rhume,
Du brun pour le costume,
Et du jus de chapeau,
Et du noir pour la peau!

Sous une forme humoristique, il y a là d'excellente critique d'art!

***

Dans le même temps vivait Chaplin. Il peignit le printemps. Une jolie fille de vingt ans, à la renverse, le regard coulant entre les cils, le sein nu. C'est léché, frais et nacré. Aussitôt, les clientes affluent. Elles veulent être le printemps. Il leur noue un ruban rose ou bleu autour du cou, un velours noir au poignet... Elles ont l'air de ravissantes boîtes de confiseur, la tête se dévisse, les fondants sont dans la poitrine.

Commerce! commerce!

Ces hommes avaient du talent, ils ne montrèrent que du métier, une manière que réclamait la clientèle riche, une bourgeoisie qui supplantait lentement et sûrement l'aristo-

cratie. Cette société si vite alourdie, qui va de M. Thiers à M. Poincaré, aimait le bibelot, la reconstitution, l'*époque*. Elle se créait des cadres anciens pour se donner le change sur son peu d'ancienneté. Au moins les bourgeois d'aujourd'hui sont plus francs, ils aiment les murs neufs et ne laissent plus copier l'oratoire de Catherine de Médicis pour en faire une ridicule salle de bains.

Le vieil Hébert reste pendant trente ans le Vinci du *gratin*. Il avait eu des dons, mais ces dons que les bons élèves prennent aux bons maîtres et non pas ces troublantes et décevantes facilités, cette personnalité, toujours choquante dans les débuts, qui annonce le maître véritable.

Manet, Renoir font fuir les modèles. La galerie s'esclaffe à leurs expositions. Les demoiselles se pincent le nez parce qu'on leur a défendu de rire aux éclats et les jeunes femmes se pincent le coude en signe de confraternité et d'alliance secrète. Jamais elles ne mettront les pieds chez Manet, chez Renoir!

Elles courent tout de suite chez Hébert : « Sa peinture allait bien avec les mobiliers. » Il leur donne le succédané du maître. Et puis, il leur allonge démesurément le cou.

Les femmes aiment se voir avec un col long, une taille fine et des mains exsangues. Jetez là-dessus une robe à la mode, une fourrure, un rang de perles. Vous les avez telles qu'elles s'adorent. Hébert eut à la fois les Dianes du parc Monceau et les Minerves de Saint-Germain-des-Prés et de Sainte-Clotilde, auxquelles il donnait un cou qui semblait destiné à la guillotine — et comme c'était aux environs de 93, elles en montraient quelque fierté, oubliant qu'un siècle avait passé et que leur Sadi-Carnot n'était que l'arrière-petit-fils de l'autre.

Les portraits d'Hébert étaient invariablement du même format, un peu étroits, pas très hauts, faciles à placer sur un petit chevalet drapé de peluche, dans un angle assez peu éloigné de la bergère réservée à la maîtresse de maison. Un portrait par Hébert, c'était là, comme un certificat de bonne vie et mœurs. La personne s'y trouvait intégralement déformée, allongée, étirée, avec des yeux languissants et des croisements de mains austères. Elle faisait à la fois bal, soirée et

messe à la chapelle de la Vierge. « *Vinci ne puis, Nattier ne daigne, Hébert suis.* »

Madame Hébert était une sorte de bon dragon, d'humeur soupçonneuse, qui surveillait son petit mari barbu, comme s'il eût été Adonis. Et dans l'atelier, voisin du cirque Médrano, les dames à équipages se succédaient pour être peintes sur des toiles de « *8 Marine* ».

« Et surtout les mêmes yeux que la duchesse de... » dit un jour, en sortant, une dame qui s'était introduite par effraction, dans cette galerie, qu'on eût dit patronnée par le Pape, la Maison Worth et la S. S. B. M.

***

Les dames de l'or, les artistes à tournées dans les deux mondes se faisaient portraiturer par Théobald Chartran.

Elles ne l'avaient peut-être pas choisi, mais sa femme le leur avait imposé. Ses familiers l'appelaient Ginette, elle avait autrefois roucoulé l'opérette dans des maillots et dérobait, sous les plus aimables apparences, un art exceptionnel à manœuvrer la clientèle.

Théobald, à la suite de Carolus, c'était tout un programme. Mais les débuts de Carolus avaient été d'un maître, tandis que Théobald était resté un élève, sans plus. Il peignait sèchement, d'après des modèles gras. Il était à celui qu'il rêvait d'égaler ce qu'est le cidre au vin de Champagne.

Son atelier aurait pu servir de studio pour un film américain. Il vivait à un carrefour de Neuilly dans du carton-pierre. Les moulages de dieux grecs et d'amours que Pigalle eût reniés, se dressaient sur des socles de bois marbré et sur des consoles d'un Louis XVI fluet, qui sentaient encore le sapin.

Chartran entrait. Grand diable et brave homme, toujours prêt à peindre n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, sur toutes dimensions. Il attendait que sa femme eût parlé, qu'elle lui eût annoncé le modèle, l'eût assis dans un fauteuil genre ancien et eût placé, sur le guéridon voisin, le dernier bouquet reçu de personnes qu'elle obligeait en cachette. On lui reconnaissait du cœur et même si, à l'âge étourdissant de la jeunesse, elle avait pu brandir ce cœur dans le creux de sa

main, elle trouvait toujours un petit billet dans cette main-là pour obliger d'anciens camarades. Ses yeux bleus souriaient sous des cheveux blonds légers. Elle était joliment creusée partout de fossettes charmantes. Jamais on ne la vit assise. Elle préparait un mariage. Elle recevait Gaston Calmette, le directeur du *Figaro*, à qui elle voulait faire rencontrer un diplomate. M. Dufayel venait lui apporter cinq cents louis pour une école — et Théobald se préparait à portraiturer ce grand philanthrope, pour cinquante mille francs.

Le pape Léon XIII était là, dans l'atelier, à genoux, les coudes posés sur un coussin de velours rouge. Effigie intime et théâtrale, faite après quelques séances officielles accordées par le Souverain Pontife pour un autre portrait qui doit être demeuré au Vatican. A la suite de cette grande toile écarlate, les bénédictions pontificales avaient plu sur l'hôtel. Les portraits de Sarah Bernhardt et d'Emma Calvé flanquaient celui du Pape en prières. C'était solennel et falot. Et M. Dufayel ne se croyait plus à Neuilly, mais à Saint-Pierre de Rome.

Sarah Bernhardt, qui n'avait jamais posé, tenait une palme arrachée à un palmier de hall d'hôtel. Elle semblait peinte à l'aquarelle sur un plat de faïence et refuser de jamais connaître cette Carmen d'exportation qui, de l'autre côté du pape, avait l'air de lui proposer d'aller siffler un verre de manzanilla chez Lilas Bastia.

Mais arrivait « le Syndic du Conseil Municipal ». Ces mots prenaient un importance insoupçonnable entre les lèvres exquisement roulées de madame Chartran. Pourtant elle faisait trop travailler Théobald. Il mourut vite. Il avait peint le premier Président Roosevelt. Il avait peint la marquise de Dion. En trois séances ces chefs-d'œuvre étaient au point, souriants, polychromes, vernis.

Quelque jour reverrons-nous tout cela?

***

Ces maîtres avaient des rivaux. Ces grands ateliers, décorés comme le sont aujourd'hui les palais que les stars louent pour six mois à Hollywood, ces grands ateliers étaient pareils à des forteresses d'où l'on tirait sans cesse — à boulets rouges — sur les concurrents, les ennemis.

Les femmes que ces combattants se proposaient de capturer pour payer les frais de la guerre (et aussi ceux de la cuisine et des toilettes de la maîtresse de maison), les femmes bientôt massacrées, se laissaient persuader qu'on n'en voulait qu'à leur beauté, à leur élégance, à leur grâce. C'est à la bourse que l'on visait.

François Flameng fut l'un des plus fêtés de ces maîtres, — car c'est à dessein — et je pense que mes lecteurs ne sauraient l'oublier — que j'omets de grands peintres, dont nous parlerons quelque autre jour.

Après avoir peint, peut-être plus vigoureusement que Detaille, des soldats dans des cuirasses couleur de pluie, il s'avisa de faire fortune en peignant des dames de la Finance et des Américaines, dans la manière du XVIIIe siècle. Ce genre de toiles s'accommodait des installations de Nelson, un décorateur qui « corrigeait » Versailles. Mais l'ancien peintre militaire perçait sous l'émule de Vestier ou de Tocqué. Quelque chose de l'artillerie et du fantassin se retrouvait sous les chapeaux des bergères et dans les houlettes. Ces moissonneuses de boudoir avaient l'air de garder des canons. Les sœurs Callot, et même les sœurs Boué, les habillaient en Pompadour, en Camargo, en Du Barry. Mais il fallait aller vite. Et c'est madame Flameng qui, le matin, dès potron-minet, posait inlassablement pour les mains.

***

Nous avons trop souvent parlé de Boldini peut-être pour en parler encore. C'était un monstre de goût. Je l'ai souvent vu, le lorgnon à la main, le ventre proéminent, une vague mèche ramenée sur un front chauve, qui regardait une femme vêtue selon la dernière inspiration de madame Chéruit, de M. Doucet ou de quelque couturier voisin, et la considérait comme un butin. Des mots qu'il ne s'entendait pas prononcer lui venaient aux lèvres. Il les mâchait en sourdine. Des expressions triviales, brutales, sensuelles. Il fut souvent tout près d'une manière de chef-d'œuvre. Et souvent insupportable. Mais il connaissait ce qui était du jour. Il reniflait la mode, il la reniflait même d'un peu trop près sur ses modèles. Dans

l'ébauche, il est incomparable. Lorsqu'il achève, il finit trop. Boldini, c'est le peintre d'une séance.

A ce propos, lorsque Renoir peignit Wagner à Venise, il se félicitait que le compositeur de *Tristan* ne lui eût accordé qu'une demi-heure : « ... A la vingt-cinquième minute, disait-il, je sentais que j'allais tout gâter ! »

***

Parmi les femmes qui se prêtèrent le plus au portrait, il faut citer madame Gauthereau, ce météore élyséen, du temps de Jules Grévy et de Félix Faure.

Cette beauté émaillée rénove, elle restaure, on peut dire, le fard en plein jour. Cette femme de vitrail paraît mauve, à force de soins — et, pour sembler moins mauve, se vêt couleur d'orchidée.

Elle pose en blanc pour Courtois; en noir pour Sargent. Mais elle ne retourne plus poser. Sa beauté qui va disparaître trop tôt — elle avait l'air d'une licorne héraldique — la fait mourir avant l'âge. Elle pleure des heures entières devant sa glace. Des amis, sa fille, la trouvent prostrée dans sa chambre à coucher, d'où elle n'ose plus sortir. Le fard fond sous les pleurs, le petit œil agrandi se délaie. Elle est l'amie de Becque, le vieil homme a du goût pour cette femme voyante et composée, que l'on dit bête.

***

La comtesse Potocka, née Pignatelli, dans sa splendeur n'a qu'un portrait. Il est de *Bonnat*. Elle refuse par huissier, par avoué, par notaire, elle refuse avec fracas que ce portrait soit exposé au Musée de Bayonne « *Moi, vivante!* » Elle fulmine.

Bonnat a peint quelques vieilles dames, sa propre mère, celle de madame Roger Douine. Son atelier est un musée — déjà. Il le quitte pour aller dîner en ville, chaque soir, avec des présidents à la Cour, des généraux et des membres de l'Institut. Il peint seulement deux femmes à l'apothéose : la comtesse Potocka et madame Pasca, actrice célèbre qui vécut en Russie, longtemps, honorablement, près des Altesses bottées et, vieillie, rentrée en France, créa l'*Invitée* de François de Curel. Il ne semblait pas qu'elle appartînt au théâtre. Elle avançait

comme dans un salon ou une sacristie en projetant ses mains rassemblées devant elle; des mains extrêmement racées.

***

La comtesse de Noailles disait un jour à Barrès, devant moi : « Nos portraits ne sont pas faits pour rester chez nous. C'est un article de propagande. Ils doivent aller parler de nous à ceux qui ne nous connaissent pas. »

Elle dut donner les siens et en donna même quelques-uns aux musées. Il en existe un à Nantes, je crois, de mademoiselle Hélène Dufau qui l'a représentée étendue sur un lit, une mèche tombant sur la tempe, ainsi que ses amis l'ont si longtemps connue.

Mais elle n'aimait aucune de ses effigies et en parlait avec cette amertume espiègle dans laquelle traînaient toujours de brillants paradoxes comme on voit sur l'eau des arabesques d'huile se former autour des bateaux.

Les images qu'elle avait conservées, étaient suspendues dans l'antichambre. L'une, de Forain, très noire, tableau sinistre, émouvant, certes, mais qui n'était que l'ébauche d'un grand artiste qui n'était pas un peintre. L'autre, de Laszlo, montrait un sourire exact, mais qui semblait fixé comme à l'aide d'une épingle trempée dans l'acide, un papillon mort.

Un autre, tout bleu, d'Antonio de La Gandara, avait beaucoup noirci. C'était le plus ancien de tous. La jeune femme assise sur un tabouret, devant une draperie de satin bleu, les cheveux en frange sur le front, regardant devant elle. Pastiche élégant d'un Vélasquez de la rue de la Paix.

***

La mode était venue d'un coup pour La Gandara, grâce à des protections mondaines. L'habit noir lui allait bien, sous un visage qui semblerait aujourd'hui destiné à un héros de cinéma. Alphonse Daudet disait de lui : « Il a des yeux pour valses mexicaines. » Robert de Montesquiou et madame Jean de Montebello l'introduisirent dans le monde. Il peignit Sarah Bernhardt, lui aussi, et, lui aussi, madame Gauthereau. Je crois que c'est le dernier portrait de cette personne extraordinaire, dotée d'un profil, d'un long cou, d'une poitrine faite

pour tous les décolletages. La Gandara la représenta de profil, tenant un éventail de plumes blanches, qu'elle braquait, comme elle eût fait d'un pistolet sur une cible de Gastinne Rennette.

Portrait qu'il serait curieux de revoir. Qui nous donnera une exposition de ces brillants chefs-d'œuvre d'une saison, si vite engloutis par le temps? Celui de Sarah Bernhardt, par le même La Gandara, est à peu près l'un des derniers qu'elle a — je ne dirai pas *posé*, mais *connu*. Le visage était de profil, aussi *perdu* qu'il était possible et la femme de dos, dans une robe qui lui moulait les reins.

C'était un profil, mais nous étions loin de celui des débuts de Bastien-Lepage, qui appartient à madame Willy Blumenthal et sur lequel Sarah tient à deux mains une statuette de déesse. Elle est vêtue de blanc comme sur la toile de La Gandara, mais c'est un portrait posé, celui-là. Les contemporains ont raconté que les séances se succédèrent dans un train de difficultés inconcevables : Le modèle se croyait tout permis, bouleversait la Comédie-Française de ses caprices, croyait être le personnage sur lequel le monde entier fixait les yeux, évoquait Rachel, martelait les mots, broyait, platinait déjà, si l'on peut dire, les alexandrins, offrait l'exemple du plus mauvais goût en art, sauf dans celui de s'habiller, de commander dix boas de plumes, de s'en envelopper, de les vouloir plus longs que tout ce qui avait été fait auparavant et se faisant suivre d'une traîne balayant la poussière.

S'il nous était permis, un seul instant, d'assister à pareille exhibition, nous ne pourrions en croire nos yeux. Les mots de *bluff*, de *chichi*, d'*épate* n'ont guère été inventés, depuis, pour définir autre chose. Le portrait académique, artistique et minutieux de Bastien-Lepage, fixe un peu tout cela — pas tout à fait suffisamment. Mais Bastien-Lepage était modeste — et déjà malade — lorsqu'il fit de cette tragédienne, ce chef-d'œuvre bourgeois — qu'elle détesta. Ses portraits, elle les vomissait tous, sauf ceux de Louise Abbéma et de Clairin.

Je possède d'elle une aquarelle qui la représente dans *Lorenzaccio*, par un Américain : Humphrey Johnson.

Un jour, je le lui montrai :

« Je certifie que je n'ai jamais eu cette tête hideuse! » écrivit-elle, d'une plume acérée, sur l'aquarelle qu'elle signa.

Une tête hideuse! Toutes les femmes portraiturées se trouvent hideuses. Elles ont souvent raison. Mais ce qu'il faudrait admettre, c'est qu'il est indispensable d'opter entre le chef-d'œuvre et la photographie, entre le peintre qui brosse des couleurs violentes, donne à ses modèles des poses exaspérantes, s'évertue à peindre une robe et ne cherche à se faire remarquer que par l'audace de la pose et du coloris.

Pour qu'un portrait demeure, ce qu'il faut, ce n'est pas courir chez le faiseur, recommandé par les journaux de mode et la publicité qui se fait dans les salles d'essayage et les thés à douze francs — c'est trouver un bon peintre, un bon peintre — qui durera.

***

Pendant un demi-siècle le portrait fut une industrie florissante. C'en est une encore, essentiellement parisienne, mais qui a presque disparu.

A leur portrait en pied, les femmes préfèrent leur photographie dans un des grands illustrés de la mode. Elles n'ont rien à payer et elles obtiennent même, dit-on, des réductions chez les couturiers.

C'est une forme lucrative de la miniature d'autrefois, répandue à des centaines de milliers d'exemplaires.

Les peintres peuvent le regretter. Mais la responsabilité de ce bouleversement dans les mœurs ne doit-elle pas leur être attribuée? Mauvaise peinture. Visages *hideux*. Toiles encombrantes et qui se démodent.

Les femmes ont un flair d'hirondelle pour discerner l'heure de partir.

Nos contemporaines, après tout, si elles renoncent à l'espoir de laisser un jour un chef-d'œuvre, y gagnent, — dans une robe du meilleur faiseur — de se voir, sur les pages de magazines, belles et retouchées.

Elles sont devenues des vedettes. Ce ne sont plus des femmes massacrées.

ALBERT FLAMENT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

A l'heure où j'écris ces lignes, le gouvernement de M. Daladier vient de tomber. Pendant les jours qui ont précédé l'événement la Commission des Finances de la Chambre a fiévreusement trituré et malaxé le projet de redressement financier que le Gouvernement avait jugé indispensable de présenter en prologue du budget de 1934.

Il n'est nullement exagéré de dire que non seulement la Bourse de Paris, mais aussi celles de l'Étranger et même d'importantes masses de capitaux de chez nous et d'ailleurs, suivent avec une vigilante attention ces épisodes de notre vie politique. On en perçoit déjà l'écho, si je puis dire, dans les mouvements nerveux, depuis quelques jours, des cours de nos valeurs, comme dans ceux des changes.

Nous avons eu, depuis ma précédente causerie financière, le grand coup d'éclat de l'Allemagne quittant brusquement la Société des Nations. Il a eu, sur-le-champ, un immense retentissement. Mais cet effet s'est vite atténué. En dépit des conséquences considérables qu'il peut entraîner dans l'avenir, c'est bien, pour l'instant, la question financière française qui retient le plus l'attention en raison de ses répercussions éventuelles sur l'équilibre, ou plutôt le déséquilibre international des monnaies.

En attendant que des indications lui soient fournies sur la politique financière du nouveau Cabinet, la Bourse est cahotée au gré d'impressions changeantes, et parfois contradictoires.

Tout récemment, tandis que le Gouvernement exprimait sa ferme résolution d'assurer simultanément le rétablissement de l'équilibre budgétaire et l'intangibilité du franc, nos valeurs se maintenaient fermes; certaines, notamment nos Rentes, s'amélioraient même, tandis que les changes anglo-saxons fléchissaient. Depuis deux ou trois jours, nos Rentes sont nettement lourdes tandis que les valeurs étrangères et les changes se raffermissent rapidement. Dans les circonstances de l'heure présente, ce revirement de tendance, qui n'est tracé ici qu'en schéma, oblige l'esprit à se reporter aux jours néfastes d'il y a

sept ou huit ans. Si nous devons nous demander, avec la vieille et banale formule, de quoi demain sera fait, il ne messied pas, cependant, de se préoccuper des événements possibles et de chercher à se garer des risques prévisibles qu'ils peuvent comporter.

Il est déjà quelques certitudes ou quelques hypothèses que l'on doit envisager. Par exemple, pour le moins, bon nombre d'entre nous n'échapperont pas à des aggravations de charges fiscales; pour le pire on ne peut encore être certain d'échapper à la dépréciation des thésaurisations. Entre ces deux extrêmes, ces deux pôles, n'y a-t-il pas à chercher, pour la sauvegarde des capitaux et des patrimoines, des positions de refuge? Si on les pouvait trouver, question de réflexion et de circonstance, ce ne serait point miser sur le jeu risqué de la spéculation, mais faire acte de conservation.

Certains penseront sans doute les découvrir, ces refuges, soit par exemple vers les valeurs étrangères, ou les valeurs de travaux publics, ou encore celles d'entreprises travaillant pour la Défense Nationale, alors que d'autres se préoccupent surtout de renforcer le rendement de leurs investissements.

En fait, l'habileté sera peut-être de varier les méthodes.

En tout cas, ce qui n'est pas douteux, c'est que la vigilance est, dans les conjonctures présentes, plus que jamais nécessaire et c'est aussi, probablement, qu'au lieu de déserter la Bourse comme les capitaux l'ont résolument fait depuis deux ou trois ans, il va redevenir nécessaire d'y revenir, pour y puiser les moyens de défense et de sauvegarde que, seule, elle peut procurer avec promptitude.

A Londres, le Stock Exchange est beaucoup plus actif et confiant que ne l'est le marché de Paris. Les transactions y sont abondantes, alimentées du reste par des capitaux venant s'y employer du dehors. La Bourse de Londres reprend ainsi, progressivement, sa vieille primauté, et cette situation n'est pas sans donner à réfléchir.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 5, rue de Vienne, Paris (8e).